

# BILAN DE MANDATURE 2007-2013



En vue de la Séance Plénière d'installation  
du 8 novembre 2013

Le CESE de Lorraine  
au service de  
l'intérêt régional



**Mentions légales**

Editeur : CESE de Lorraine  
Place Gabriel Hocquard - 57036 Metz Cedex 1  
Imprimeur : Région Lorraine  
Place Gabriel Hocquard - 57036 Metz Cedex 1  
Tirage : Octobre 2013  
ISBN : 978-2-11-138508-5 et 978-2-11-138509-2  
Dépôt légal - Octobre 2013

**Directeur de la publication**

Alexandre Majercsik

**Conception et rédaction**

Lucile Wehrlé, Responsable de la communication  
avec le soutien de l'ensemble de l'équipe administrative  
du CESE de Lorraine



Edito du Président

Page 7

## 1ère partie - le CESEL, rappel

1.1	Les grands moments de la mandature 2007-2013	Page 11
1.2	En bref	Page 16
1.3	Le Président	Page 19
1.4	L'Assemblée	Page 21
1.4.1	Les Conseillers	Page 21
1.4.2	Le Bureau	Page 39
1.4.3	Celles et ceux qui ont quitté le CESE de Lorraine avant le terme de leur mandat	Page 45
1.5	Le Secrétariat Général	Page 48
1.6	Les Commissions et Sections	Page 50

## 2ème partie - le CESEL engagé

2.1	Développement économique	Page 57
2.2	Image	Page 69
2.3	Développement durable	Page 75
2.4	Emplois et compétences	Page 81
2.5	Questions territoriales	Page 87
2.6	Grande Région	Page 99
2.7	Mobilités	Page 105
2.8	Cohésion sociale	Page 116
2.9	Budgets et finances	Page 121
2.10	Prospective	Page 125

## 3ème partie - Le CESEL partenaire

3.1	Collaborations avec le Conseil régional de Lorraine	Page 131
3.1.1	Lorraine 2020	Page 133
3.1.2	Transition énergétique et développement durable	Page 134
3.1.3	Vallée européenne des matériaux et de l'énergie et Pacte Lorraine	Page 135
3.1.4	Contrat de Plan Régional de Développement des Formations Professionnelles (CPRDFP)	Page 139
3.1.5	Assises lorraines de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	Page 139
3.2	Partenariats avec l'INSEE	Page 140
3.3	Les autres partenariats et coopérations du CESE de Lorraine	Page 148
3.3.1	DREAL, SESGAR, INSEE, Agence de l'eau Rhin-Meuse	Page 148
3.3.2	IRA et INSEE	Page 148
3.3.3	ORT2L	Page 148
3.3.4	CESER de France et CESE Grand Est	Page 148

## 4ème partie - le CESEL à l'affiche

4.1	Les conférences-débats et autres évènements	Page 161
4.2	Des outils de communication étoffés	Page 179
4.2.1	Déploiement sur les réseaux sociaux : Facebook, Twitter, Dailymotion	Page 179
4.2.2	Remaniement de la charte graphique print	Page 181
4.2.3	Refonte du site internet	Page 183
4.2.4	Création d'une newsletter	Page 183

## 5ème partie - Et demain, le CESEL ?

5.1	Composition future de l'Assemblée : ce qui va changer	Page 189
5.2	Travaux en cours et à venir	Page 190

Annexes	Page 199
---------	----------

## Agir aujourd'hui pour replacer demain la Lorraine au centre de l'écran

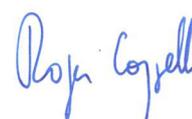
Le mandat qui s'achève a été très riche pour le CESE de Lorraine. Entre les réponses à apporter à une situation de crise inédite depuis des décennies, le travail d'analyse des budgets du Conseil Régional, les multiples autosaisines et les évolutions réglementaires, notamment issues du Grenelle de l'Environnement, le CESEL a connu une nouvelle montée en puissance.

Outre la composition traditionnelle des Commissions et Groupes de Travail, des conseillers référents en charge du Développement Durable et de la Programmation Opérationnelle et des Contrats de Projet Etat-Région (PO-CPER) ont été désignés au cours de la mandature pour permettre une meilleure articulation des échanges dans ces domaines particuliers. Cette montée en puissance est le fruit de cette alchimie inédite où des conseillers

d'horizons très divers se retrouvent pour échanger, soumettre et enrichir des propositions qui sont ensuite rendues publiques et activées afin qu'elles ne restent pas lettre morte. Chefs d'entreprise, syndicats, responsables associatifs, ils sont 97 femmes et hommes à s'être impliqués pour le développement de la Lorraine. Il convient de leur rendre hommage ainsi qu'à celles et ceux qui ont quitté la seconde Assemblée régionale avant le terme de leur mandat.

Le bilan de mandature se veut être un reflet exhaustif du travail réalisé par le CESE de Lorraine, qui n'a de sens que s'il permet d'enclencher une nouvelle étape : celle qui replacera demain la Lorraine au centre de l'écran. Le CESE de Lorraine aura là une nouvelle page à écrire.

**Roger Cayzelle,**  
Président du CESE de Lorraine





# LE CESEL, RAPPEL



1ère partie



# 1.1 - Les grands moments de la mandature 2007-2013

**NOVEMBRE 2007**  
Election de Roger  
Cayzelle pour un 2ème  
mandat

**NOVEMBRE 2010**  
Réélection à mi-mandat  
de Roger Cayzelle et du  
Bureau

**JUILLET 2012**  
Les CESER ont 40 ans !  
Anniversaire de la loi du  
5 juillet 1972

**JUILLET 2010**  
Intégration de la  
dimension  
environnementale par  
la loi dite Grenelle 2 -  
Le CES devient CESE de  
Lorraine

**AVRIL 2011**  
Le CESEL accueille 5  
nouveaux conseillers  
environnementalistes  
au sein de son 3ème  
Collège

## CESE : Cayzelle sur sa lancée

**Nancy.** Sans surprise, Roger Cayzelle a été prolongé hier matin dans son fauteuil de président du CESE (Conseil économique social et environnemental). À une très large majorité (75 voix sur 88 exprimées pour 13 abstentions), le n° 1 de l'entité chargée d'établir et de nourrir les travaux de réflexion en amont de l'action du conseil régional de Lorraine, a été reconduit jusqu'au terme de son mandat, soit 2013 minimum.

Sans rival désireux d'assurer sa succession pour ces élections uniques en son genre, reposant sur le principe d'une remise en cause électorale à mi-mandat, Roger Cayzelle présidera donc à partir de la semaine prochaine (le 19) aux destinées de la session consacrée

à un thème sensible : le débat d'orientation budgétaire. Le CESE sera pour l'occasion renouvelé partiellement avec l'entrée de plusieurs nouveaux conseillers. Le poste libéré par Gérard Toussaint sera occupé par Luc Johann, le président de l'Université Paul-Verlaine. Par ailleurs, Sylvie Petiau cède sa place à Estelle Pochat tandis qu'apparaît dans le collège syndical Dominique Liger.

Tous deux seront vice-présidents cependant que Philippe Gomez, Fabrice Genter et Thierry Perrin figurent dans les rangs des conseillers.

Dans son discours, Roger Cayzelle avait prôné une action favorisant une "institution de plus en plus visible, pertinente et efficace".

**A.P.**

Est Républicain - 11 novembre 2010

LES GENS

# Roger Cayzelle

*Réticent face aux réflexes bien-pensants, l'atypique président du CES de Lorraine a été réélu dans un fauteuil.*

**METZ.** A son long parcours à la CFDT, on devine certes chez lui une vague sensibilité de gauche. Mais depuis son intronisation en 2001 comme président du Conseil économique et social de Lorraine, le microcosme politique a appris - souvent à ses dépens - l'indépendance d'esprit de Roger Cayzelle. Un jour c'est la gauche qui lui reproche de voter contre une motion... CFDT. Un peu plus tard, ses collègues ou amis UMP ironisent autour d'un verre : « *Pouquoi voterait-on contre toi ? Tu es plus à droite que nous...* »

Ainsi donc, va l'existence de cet ancien instit' méthode soixant-huitarde Freinet, vieilli quelques dizaines d'années plus tard sous les traits d'un atypique président de CES. Loin de l'image du notable provincial, l'homme se réjouit de pouvoir brouiller les cartes à l'occasion, dans un univers trop souvent régi par les codes ou l'expression bien pensante. De gauche comme de droite, chacun en prend parfois pour son grade, dans le verbe amusé et distant de cet amoureux de bicyclette, capable de réciter de mémoire l'ensemble des engagements au Tour de France, avant de partir s'asseoir dans les gradins de Saint-Symphorien pour soutenir le FC Metz.

## « Pas de café du Commerce »

A soixante ans, ce fils d'un fonctionnaire français et d'une mère allemande, arrivé en Lorraine au début des années 50, ne s'énervait finalement que face aux idées fausses d'un rôle théorique, parfois reproché aux Conseils économiques et sociaux. Plébiscité à la clé, nourri par le cœur des sensibilités de l'assemblée (81 voix favorables, trois bulletins nuls, sept abstentions), celui de Lorraine vient de le réélire pour six ans. « *Nous sommes là pour donner une*



Roger Cayzelle : « *Nous sommes là pour mener de véritables combats.* »

Photo ER

*photo plus précise de la réalité, et mener de véritables combats. Pas question de faire du café du Commerce.* » Ce que prouvent, dans les faits, les actions menées ces dernières années autour du TGV-Est, de la chimie lorraine ou du travail transfrontalier.

Roger Cayzelle, qui n'apprécie guère dans les actes les réflexes bâtis autour d'« *idées toutes faites* » et l'obligation de « *devoir circuler sur des*

*rails* », a refusé les offres d'engagement sur des listes de gauche, en vue des prochaines municipales de Metz. Cela ne l'a pas empêché de pointer du doigt certaines faiblesses de sa ville. Le système de transport intra-muros de la cité mosellane, avec ses rues piétonnes parcourues par des bus, constitue, il est vrai, une source d'inspiration sans fond. Mais pas seulement de ce point de vue. Des décennies que le président

du CES utilise un réseau qu'il connaît comme sa poche. Pour tout, pour rien, peut-être pour une empirique impression sociologique. Qu'importe, le réflexe suffit à entretenir les railleries de son entourage : « *C'est un bon moyen d'être avec les gens, voir la ville et son organisation collective. Mes copains me disent : il faut te soigner.* »

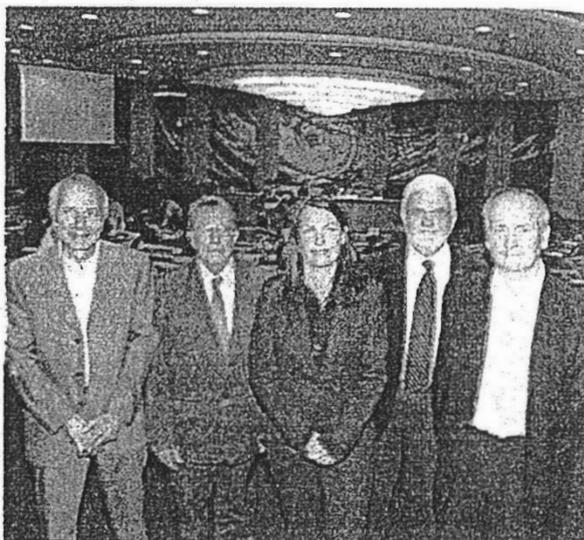
**Antoine PETRY**  
apetry@estrepUBLICAIN.fr

Est Républicain - 16 décembre 2007

## CESE Lorraine. Du côté de l'environnement

Ce n'était pas qu'une modification cosmétique. Le petit « e » dans CESE, qui a tendance à écorcher la bouche et rendre la prononciation bien compliquée. Ce « e » était là pour « environnement », depuis que les missions du Conseil économique et social se sont élargies à ce domaine. Pour donner de la consistance à ce qui pouvait apparaître comme une simple intention, cinq conseillers au profil « environnementaliste » ont rejoint les rangs du CESE, déjà riche de 92 conseillers, sur décision du préfet de Lorraine, le 15 avril : Guy Bergé, pour Air Lorraine, la surveillance de la qualité de l'air ; Paul Vataux, par accord entre la fédération régionale des chasseurs et les quatre fédérations départementales de pêche lorraines,

par consultation des usagers des milieux naturels ; Albert Malgras, par accord entre la fédération lorraine des Centres permanents d'initiatives pour l'environnement (CPIE) et le groupe régional d'animation et d'initiation à la nature et l'environnement, pour l'éducation à l'environnement ; Frédéric Marion, au titre de l'éco-construction et des nouvelles technologies du bâtiment ; Anne Pedon-Flesch, au titre de la promotion des entreprises spécialisées dans les nouvelles technologies de l'environnement et du développement durable. C'est ce dernier nom qui résonnera dans les esprits des chefs d'entreprises mosellans : Anne Pedon-Flesch est aussi la patronne de Pedon Environnement et la présidente du Réseau Entreprendre en Lorraine.



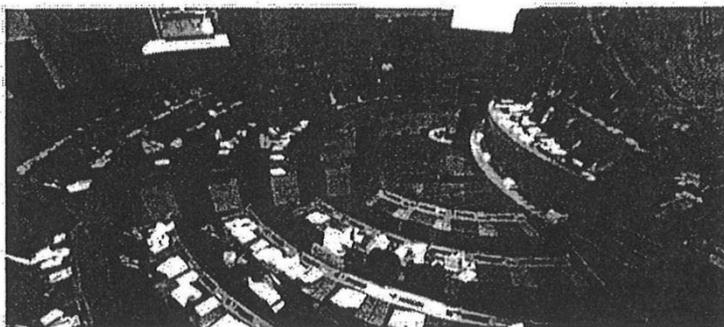
De gauche à droite : Guy Bergé, Paul Vataux, Anne Pedon-Flesch, Albert Malgras, Frédéric Marion.

Le Journal des Entreprises - Mai 2011

CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

# Ici, l'ombre : les Lorrains parlent des Lorrains

Apolitique, composé de membres venus d'horizons multiples, le conseil économique, social et environnemental de Lorraine dissèque la situation de la région, l'observe sous toutes les coutures, donne son avis, formule des propositions. Son poids et son utilité prêtent pourtant à discussion. A quoi sert le Cesel ? Tentative de réponse(s) à l'occasion des 40 ans de l'institution, rassemblée ce jeudi à Metz en séance plénière.



Cesel, pour Conseil économique, social et environnemental de Lorraine. C'est quoi, ce machin ? Un organe consultatif, d'accord. Ses membres, des socio-professionnels, proviennent de la société civile, mais encore ? « Par ses avis, il concourt à l'administration de la région », annonce ledit Cesel dans sa communication officielle. Mieux : « Au travers de ses rapports et avis, il contribue à enrichir la réflexion sur les grands enjeux lorrains ». Le grand public le connaît mal et pourtant, il en est peut-être l'émanation la plus fidèle. Par son travail, il renseigne régulièrement et précisément tous ceux qui s'intéressent de près à leur région. Neufes parmi d'autres : la présentation, ce jeudi 8 novembre, d'un traditionnel rapport sur la situation économique, sociale et environnementale de la Lorraine, ainsi que la publication d'un avis sur ses travaux de Lorraine 2020, une mission de prospective régionale dirigée par un élu, le socialiste Michel Dinet. Deux exemples précis l'une mission méconnue, mais toute comme le pilier de la démocratie consultative servie par les contributeurs de référence. Qui sont les conseillers socio-professionnels ? Quelle est leur réelle efficacité ? Pourquoi déjaugent-ils les élus ? Tour d'horizon...

## Qui sont ils ?

Un nombre de 97, les conseillers socio-professionnels sont issus des milieux patronaux, des organisations professionnelles et agricoles, des professions libérales, des chambres consulaires, des syndicats de salariés, d'associations et d'organismes agissant dans les domaines du logement, du social, du sport, de la jeunesse et de l'environnement. Nommés par leurs représentations d'origine, désignés pour 6 ans, ils sont rejoints par quatre personnalités dites quali-

fiées, désignées quant à elles par le préfet de Région en raison de leur activité. Ancien instituteur et leader de la CFDT en Lorraine, Roger Cayzelle préside cette assemblée plurielle depuis 2001.

Concrètement, le Cesel est donc un lieu où le représentant de la CGT dialogue et converge, même, parfois, avec celui du Medef ! « Je m'entends souvent avec Gilbert Krausener, note Maurice Grunwald, représentant des patrons et ancien conseiller général de droite, à propos de son collègue syndicaliste et par ailleurs élu communiste à la mairie de Metz. Nous partageons par exemple la même conception sur le partenariat à mener avec l'Allemagne. Sur de nombreux sujets, nous sommes d'accord sur les constats, les causes, les explications : là où nous divergeons souvent, c'est bien sûr à propos des remèdes. Seulement, partager des points de vue nous amène aussi à nous rapprocher sur nos préconisations et, en tout cas, à manifester un respect réciproque. »

Spécialiste de la communication territoriale et publique, Frédérique Murerol a choisi le Cesel comme sujet de mémoire, en 2011. Voici comment elle résume le profil des conseillers économiques et sociaux : « Ce sont des professionnels, c'est-à-dire des gens issus du terrain, proches de la réalité et du quotidien des Lorrains, plus proches peut-être que quelques élus. Sur plusieurs questions, il suffit de lire leurs rapports pour constater qu'ils dialoguent avec les gens : sur les transports, par exemple... »

## Sont-ils efficaces ?

« C'est toute la question ! », répond sans répondre Frédérique Murerol. L'ambiguïté provient de la vocation même des membres de la deuxième assemblée régionale : la première, le Conseil régional, possède un pouvoir exécutif, quand

le Cesel est là pour conseiller, consulter, préconiser... « Il peut y avoir de la déception, il y en a même souvent à l'idée de produire un travail pertinent qui ne sera pas forcément suivi d'effet puisque nous ne sommes pas aux commandes de la décision », reconnaît Patrice Sanglier, représentant de la CFDT et spécialiste des transports. « Mais, ajoute-t-il aussitôt, nous faisons avancer des idées et notre éclairage sans concession sur la santé économique de la Lorraine permet d'ouvrir des pistes tout en renforçant notre crédibilité. » Sur des questions aussi vitales que l'énergie, les transports, la filière bois, Patrice Sanglier ne cache pas une certaine frustration : « Nous sommes plus ou moins performants, car plus ou moins écoutés, sûrement parce qu'il faut de l'audace pour nous suivre... » « Est-ce que les élus tiennent compte de nos avis ? Je suis assez dubitatif », admet Maurice Grunwald, qui estime cependant que les préconisations déjà anciennes sur l'importance de l'apprentissage de la langue allemande en Moselle a été notamment de prétendre à des emplois disponibles en Sarre a fini par trouver un écho auprès de l'inspection académique. Mais le représentant du Medef au sein du Cesel retient avant tout le côté poil à gratter de l'institution ou, tout au moins, son « rôle d'alerte auprès de la population ».

Ci se pose une autre question : celle de la notoriété d'une assemblée méconnue, prévue par la Constitution mais ignorée du grand public. « Nous tissons notre toile car nous savons activer nos réseaux », résume Patrice Sanglier. Et au-delà ? Pour devenir plus influent, le Cesel gagnerait à être mieux connu. Son président s'y emploie, s'efforçant d'occuper le terrain médiatique : « Et puis, ajoute Roger Cayzelle, personnellement, je participe à 140 conférences par an et je ne suis pas le seul. Mes collègues sont également très présents, comme Marguerite Messenet qui

intervient très souvent sur la place de la femme dans la société. »

## Qu'en pensent les politiques ?

La mésentente cordiale entre Jean-Pierre Masseret et Roger Cayzelle est de notoriété publique, et les piques des élus à l'égard de ces Messieurs-Je-sais-tout-qui-ne-se-confrontent-même-pas-au-suffrage-universel ne sont pas rares. « Faux procès, objecte Richard Lloer, membre du Cesel du temps où il présidait l'Université de Metz, conseiller régional (PS) depuis 2010. Justement, les conseillers socio-économiques ne sont pas là pour fournir une production continuent par la perspective de se présenter ensuite devant les électeurs. Mais voilà, par nature, l'élu n'aime pas trop qu'on lui indique ce qu'il doit faire... » Siégeant au Cesel au titre de son expertise dans le domaine du tourisme, Philippe Buron-Pilâtre résume ainsi la relation avec les politiques : « Nous lui servons de courroie de transmission, et c'est sans doute pour cela que, parfois, nos propositions ne sont pas écoutées : elles reflètent trop la vérité et le bon sens. » Sans doute la capacité du Cesel à dépasser les clivages et les querelles rend-elle les élus envieux, à l'occasion... Diplômé, comme si la volonté de consensus constituait la deuxième nature d'un conseiller socio-économique, Roger Cayzelle préfère écarter la caricature : « Les élus ont sans cesse les mains dans les cambouis. Ils gèrent l'urgence. Nous, nous sommes là pour apporter des éléments de réflexion, avec le recul qui est le nôtre. C'est plus facile pour nous, qui n'avons pas d'argent à distribuer... » Par les temps qui courent, les élus n'ont plus grand-chose non plus à sortir de leurs tiroirs-caisses... Sylvain Villaine

## 1.2 - En bref

Seconde Assemblée régionale, le Conseil Economique Social et Environnemental de Lorraine rassemble 97 femmes et hommes issus de la société civile organisée qui, par un brassage d'idées permanent, portent une réflexion sur le devenir de la Lorraine.

Fédérant les énergies, le CESE fait entendre la voix de celles et ceux qui construisent au quotidien la société lorraine : responsables d'entreprises, syndicalistes, responsables associatifs, agriculteurs, artisans, universitaires, responsables culturels, représentants des professions libérales et défenseurs de l'environnement.

La force d'expertise du CESE de Lorraine se traduit dans ses rapports et avis formulés sur saisine du Président du Conseil Régional ou sur autosaisine, résultats d'une méthode innovante en immersion dans le quotidien des Lorrains, au travers d'auditions et de rencontres sur le terrain avec les acteurs régionaux et nationaux. Largement ouvert sur son environnement, le CESE de Lorraine ne se contente pas de débattre en son sein.

Pour être un expert utile et anticiper les grands défis de demain, il travaille à ce que ses rapports, ses travaux et auditions servent la collectivité. Pour cela, l'écoute est une de ses méthodes de travail.

Instance consultative, le CESE de Lorraine n'en est pas moins un partenaire incontournable de la définition des politiques régionales. Par sa composition, il constitue un marqueur fort de la démocratie participative et du dialogue social en Lorraine.

Le CESE de Lorraine est par ailleurs le plus féminisé de France et celui qui s'est distingué très tôt pour son engagement en faveur de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. Déjà affirmé par la création en novembre 2001 au sein du bureau du CESEL d'une vice-présidente déléguée « Femmes et Société », cet engagement de l'assemblée socioéconomique a été renforcé par la création en 2003 d'un groupe de suivi permanent « Mixité-Egalité ».

## Un peu d'histoire

### 1954

Les Comités d'Expansion Economique, organismes d'études et de conseil auprès des pouvoirs publics, sont le relais entre l'Etat, les départements, les élus locaux et les socio-professionnels en vue de favoriser le développement économique de chaque territoire.

### 1964

Les Comités d'Expansion sont remplacés par les CODER (Commissions de Développement Economique Régional).

### 1972

Séparation entre la représentation socio-professionnelle et le pouvoir politique. Le pouvoir consultatif est institutionnalisé. L'Etablissement Public Régional (EPR) regroupe le Préfet de région et deux assemblées : l'une délibérante : la région, l'autre consultative : les socioprofessionnels.

### 1974

Installation des Comités Economiques et Sociaux dont les compétences seront accrues par les lois de décentralisation de 1982 et 1986

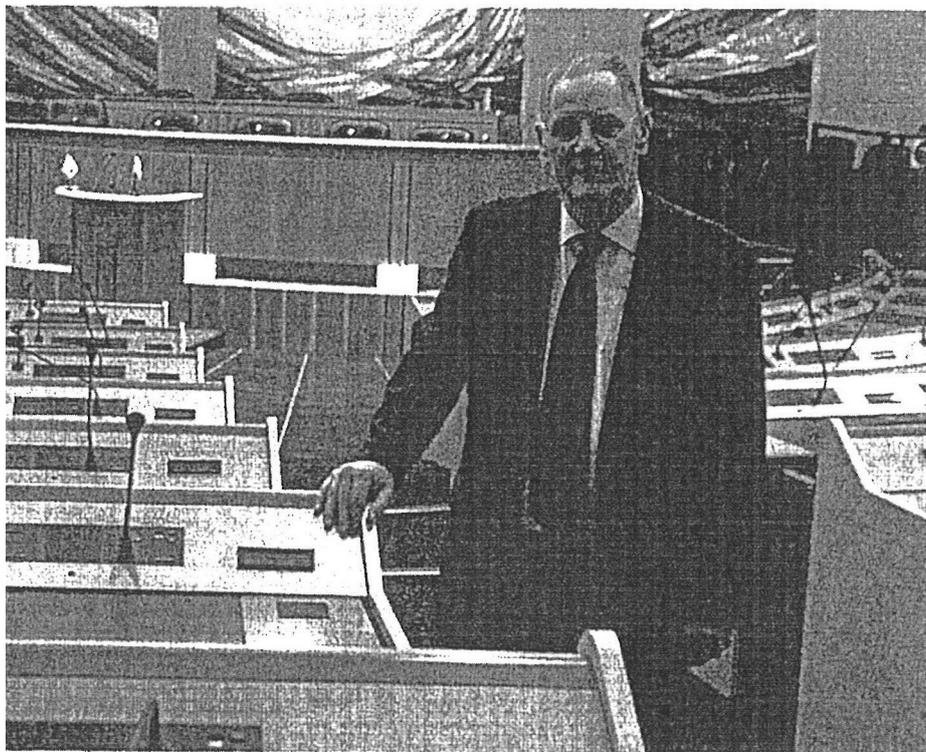
### 1982

Le Comité Economique et Social devient Conseil Economique et Social Régional (CESR).

### 2010

Ajout de la compétence environnementale : les CESR deviennent CESER (Conseil Economique Social et Environnemental Régional).

# Le « poil-à-gratter » de la région



## Contre-pouvoir. Le Conseil économique, social et environnemental joue les trublions.

PAR NICOLAS BASTUCK

Dans une aile de l'ancienne abbaye Saint-Clément, où sont installés les services du conseil régional, un étage, le quatrième, est réservé au Conseil économique, social et environnemental (Cese). Moquette épaisse, ambiance feutrée... Une dizaine de collaborateurs administrent cette institution parfois caricaturée en assemblée de « notables recasés », dont l'activité principale consisterait à produire des rapports insipides que personne ne lira jamais. Il

**Puissance.** Roger Cayzelle, président du Cese.

### Le roi de la com

Il se murmure qu'en dehors de ses heures Roger Cayzelle conseillerait un certain nombre d'élus. Il aurait ainsi encouragé Dominique Gros à « revoir sa communication ». D'autres, à droite, testeraient auprès de lui certaines prises de position, à l'instar d'André Rossinot, maire de Nancy. « Quand on m'appelle, je réponds. Mais je ne suis pas non plus le deus ex machina de la vie politique lorraine », minimise-t-il. Pas de démenti, donc.

faut savoir parfois se détacher des clichés ! En Lorraine, Roger Cayzelle, qui préside le Cese depuis 2001, a secoué l'assemblée consultative de la région pour en faire un vrai lieu de (contre) pouvoir. « Disons un espace de débat, nuance-t-il. Nous faisons un peu le même boulot que la presse : on s'intéresse à ce qui se passe, on observe la manière dont les politiques s'y prennent et on dit les choses. En toute indépendance. »

Jean-Pierre Masseret, président de la région, n'a pas toujours goûté les « leçons » du Cese. Roger Cayzelle, ancien instituteur passé par la CFDT, balaie la critique : « Il pense que je m'acharne, alors que je ne fais que mon boulot. Par nos avis, nous participons à la gestion de la région, dont nous sommes la deuxième assemblée. »

Les deux institutions se partagent d'ailleurs le même hémicycle ; ses conseillers (97 pour le Cese, 73 pour le conseil régional) y siègent à tour de rôle. La coopération transfrontalière, le rôle des

villes dans la nouvelle métropole lorraine, les transports... Autant de sujets sur lesquels le Cese fait entendre sa petite musique. « J'ai milité en faveur du Sillon lorrain, ce qui m'a valu pas mal d'engueulades avec Poncelet [président (UMP) du conseil général des Vosges]. De même, quand Masseret a annulé sa rencontre avec la ministre présidente du Land de Sarre en invoquant un rendez-vous avec François Hollande, j'ai râlé et dit que ce n'était pas sérieux. »

**Débats.** Le Cese est l'un des rares lieux où un permanent de la CGT peut tutoyer un représentant du Medef. « C'est tout son intérêt ; qu'un type comme Charles Tordjman (homme de théâtre) puisse débattre du même sujet avec Luc Johann (universitaire), Lucette Collet (union patronale des artisans) ou Patrice Sanglier (CFDT), ça ne peut qu'être profitable », énumère Roger Cayzelle avant de glisser : « Pour 2013, j'aimerais faire encore entrer plus de gens visibles. Plus de people... »

Les détracteurs du président du Cese lui reprochent son côté « tout à l'ego », un goût prononcé pour les médias. « Ils me voient dans des postures politiques, alors que je leur parle de l'avenir de la région. Ils ne lisent pas nos rapports, ça m'agace, alors parfois, c'est vrai, je fais une petite déclaration bien sentie pour faire prendre la mayonnaise », confie le président du Cese.

L'exercice a ses limites. « C'est délicat, il s'agit d'être dans le jeu sans se mettre tous les élus à dos », précise-t-il. Nous ne sommes ni des censeurs ni la Cour des comptes. Depuis quelques mois, Roger Cayzelle et Jean-Pierre Masseret ont assoupli leurs positions. « Je lève un peu le pied, il ne faudrait pas qu'entre lui et moi ça devienne le "Muppet Show" permanent. Mais on ne sert la soupe à personne », insiste Roger Cayzelle, qui est déjà candidat à sa succession. En attendant les élections programmées l'année prochaine, encore de nombreux débats sont à prévoir ! ■

AFP PHOTO/JEAN-CHRISTOPHE VERHAEGEN

## 1.3 - Le Président

Elu par l'ensemble des conseillers pour 3 ans (la loi prévoit une réélection à mi-mandat), le Président est chargé d'animer le CESE de Lorraine, de représenter l'institution et de faire connaître ses avis et rapports auprès des instances régionales, et plus globalement auprès de tous les acteurs socio-économiques lorrains. Le Président est membre de droit de l'Assemblée des CESER de France qui siège Palais d'Iéna, à Paris.

### Président du CESEL depuis 2001

Président du CESE de Lorraine depuis novembre 2001 et reconduit dans son mandat en 2007, Roger Cayzelle est un ancien instituteur, membre de la CFDT. C'est d'ailleurs en tant que responsable lorrain des instituteurs qu'il intègre la CFDT en 1977 avant de devenir Secrétaire Général de la CFDT Moselle en 1985, fonction qui l'autorise à siéger au Conseil Economique et Social de Lorraine, au sein du 2ème collège. Il intègre en 1990 le Bureau National de la CFDT aux côtés de Nicole Notat et est désigné la même année Secrétaire Général de la CFDT Lorraine, fonction qu'il exercera jusqu'en juin 2001.

Au nom de son engagement en faveur du renforcement des collaborations entre la Lorraine et le Luxembourg, Roger Cayzelle s'est vu remettre en octobre 2010 les insignes d'officier dans l'Ordre de Mérite du Grand-Duché de Luxembourg. En avril 2012, il est nommé Chevalier de la Légion d'honneur.

Roger Cayzelle est l'auteur de trois ouvrages dans lesquels il livre aux lecteurs sa vision de la Lorraine, région de cœur et d'adoption :

- La Lorraine en face, Mettis Éditions, 2009
- La Lorraine de A à Z, Éditions Serpenoise (illustrations : André Botella), 2011
- Chroniques lorraines, Éditions Serpenoise (illustrations : André Botella), 2013

Il est également un chroniqueur régulier de médias régionaux et grand-régionaux.

# Roger Cayzelle. - 16 - Tribun de la Lorraine

**À 61 ans, le président du conseil économique et social de Lorraine, livre un ouvrage dans lequel il propose ses pistes pour l'avenir de la région. Après une vie syndicaliste, Roger Cayzelle croit dans le politique pour relancer la Lorraine. Il milite pour une métropolisation via l'axe Metz-Nancy.**



● Roger Cayzelle a été réélu président du conseil économique et social de Lorraine en 2007. Il sort un livre La Lorraine en Face.

Observateur critique et amoureux de sa région, Roger Cayzelle préside, depuis janvier 2001, le conseil économique et social de Lorraine. Le CESR, c'est l'autre assemblée de la Région qui regroupe des représentants des entreprises privées, du monde syndical et de l'univers associatif. Avec une ambition: porter sur la place publique les débats quant à l'avenir de la région. On sent Roger Cayzelle, fin orateur, intarissable sur la question. Une passion d'autant plus vive lorsqu'il envisage l'avenir de la région et les entraves à son développement. Alors, avec son livre La Lorraine en Face, en adéquation avec les travaux issus des débats du CESR, il tente d'apporter sa pierre. Cela nécessite argumentation et pédagogie.

**Instituteur...**  
Deux caractéristiques que Roger Cayzelle a mises en œuvre au cours de sa vie professionnelle. Arrivé à Metz à l'âge de 11 ans, le président du CESR est né il y a 61 ans à Mayence en Allemagne, d'une mère allemande et d'un père français administrateur civil. Rapidement, il devient lorrain de cœur. « Je suis supporter du FC Metz depuis 1958. Chaque saison je prends un abonnement », glisse-t-il. Après un cursus scolaire au lycée Fabert, puis à l'école Normale à Montigny-lès-Metz, il devient instituteur. Il s'intéresse très rapidement aux méthodes d'enseignement alternatives comme la pédagogie Freinet. « C'était passionnant. Il y avait peu de cours, les jeunes apprenaient à s'organiser seuls. » Dans le même esprit il fréquente l'école alsacienne, proche des idées de Françoise Dolto.

...puis syndicaliste  
En parallèle, il débute une vie syndicale. Il apprécie la pédagogie de l'action de la Confédération française démocratique du travail (CFDT). « J'étais plus sur la négociation. On essaye de prendre du recul, de trouver des compromis. Même si cela ne marche pas toujours », Roger Cayzelle s'investit alors totalement dans le

syndicalisme et abandonne l'enseignement. Dans les années 90, il prend des responsabilités nationales et intègre l'équipe de Nicole Notta.

**Le choix de la Lorraine**  
Nouvelle marque d'amour, malgré les responsabilités, il reste en Lorraine où il est élu président du conseil économique et social, de justesse en 2001 avec l'appui des représentants des PME.  
« En 2007, je suis passé avec 95 % des voix. Aujourd'hui, même si je reste en lien avec la CFDT, je représente l'ensemble du conseil. Nous essayons d'éclairer les choix pour la Lorraine avec notre travail. Nous avons une règle immuable: la reconnaissance du CES par les pouvoirs publics. Et on n'hésite pas à porter des jugements ». Politiques et conseillers godaillent d'ailleurs parfois peu les prises de positions du CESR.

**« Le samedi, je me repose »**  
Roger Cayzelle n'a jamais souhaité s'engager en politique. « J'ai eu des propositions, mais je n'ai pas le fibre. Je ne suis jamais trop sévère avec les hommes et les femmes politiques. Ces gens travaillent beaucoup, même les samedis et les dimanches. Moi, le samedi, je me repose ! » Il a même ses rendez-vous hebdomadaires.  
« Je travaille le matin, j'écris, je lis. À 11 heures, nous allons boire un café place Saint-Jacques. L'après-midi je vais voir les filles du handball de Metz. Je regarde aussi la télévision locale, cela permet de capter les attentes des Lorrains. Et je travaille de nouveau le soir. J'aime les rythmes réguliers ».

Il souhaite toutefois briser le rythme dans lequel il estime que la Lorraine s'est enlisée. L'image grise de la région, la démographie atone, les frictions datant du fond des âges entre politiques et villes... Tout cela l'acécide. En passionné, il conclut son ouvrage en haranguant les acteurs locaux à « agir ensemble ». Pour que son amour retrouve ses fards.  
Olivier Guyot

**QUELQUES RÉFÉRENCES**  
- La Lorraine en Face chez Mettis Editions, 152 pages, 20€. - [vivre.lorraine.over-blog.com](http://vivre.lorraine.over-blog.com)

## Il aime, il n'aime pas...

**Il aime**  
- Prendre un café le samedi matin sur la place Saint-Jacques à Metz;  
- Lire et écrire;  
- Le sport. Il suit le FC Metz, les handballeuses et les grandes épreuves cyclistes.

**Il n'aime pas**  
- Les films mondains et les voyages en avion;  
- Les films violents: « Je préfère les mélés américains ».

## PARCOURS

**22 décembre 1947**  
Naissance à Mayence, en Allemagne

**1958**  
Sa famille s'installe à Metz

**1969**  
Mariage avec Christiane

**De 1972 à 1975**  
Il est enseignant à Lessy

**1977**  
Il prend des classes dans une école expérimentale. Il entre à la CFDT

**1988**  
Élu au CESR comme membre de la CFDT

**1990**  
Au titre de la CFDT il représente la Lorraine au Conseil syndical inter régional

**1995**  
Entrée au bureau du CESR

**1997**  
Entrée au bureau national de la CFDT

**Novembre 2001**  
Il est élu président du CESR

**Novembre 2007**  
Réélection

## « Nous devons garder le socle industriel pour le transformer »

Le président du conseil économique et social de Lorraine publie "La Lorraine en Face". Il livre son analyse des boulets qui entravent la région, mais aussi des horizons qui s'ouvrent à elle.

**Pourquoi écrire un livre sur la Lorraine ?**

Il y a très peu de livre sur la Lorraine d'aujourd'hui, hormis le livre de Patrick Thuill (2002), Demain la Lorraine. J'ai débuté l'écriture au mois de juillet. La crise était prégnante et il y avait eu les annonces de Gandrange et des restructurations militaires, mais aussi du projet Ulcos et de l'investissement PSA à Ennery.

**Dans votre ouvrage vous cerner les freins lorrains que vous qualifiez de boulets. Quels sont-ils ?**

La problématique lorraine démarre dans sa démographie. Nous sommes 2,3 millions de puis 30 ans. Depuis 1968, le solde migratoire est négatif, à l'inverse de régions du sud ou même de la Bretagne. Cela veut dire que l'on doit se secouer plus que les autres. Au plan national, la Lorraine est grise et quasiment pas visible pour nos compatriotes. Le poids du passé est

important pour cette terre industrielle. Il faut aussi sortir de ça, même s'il est difficile de penser à un avenir différent.

**L'avenir vous le voyez dans la métropolisation et dans le rapprochement Metz-Nancy.**

L'acte fondateur est le rapprochement entre Metz et Nancy entre Gros et Rossinot. On peut toujours voir que chacun à ses intérêts. Mais la fonction du politique ce n'est pas d'être dans une posture face à ses électeurs, son rôle c'est de structurer les particularismes pour un destin commun. Il faut que nos villes se mettent en réseau sur le sillon lorrain. La direction est la bonne sur l'espace de la vallée. Depuis Épinal jusqu'à Luxembourg nos villes doivent se développer. Et acquérir une visibilité de villes agréables et attractives.

**Pour vous la Lorraine va rester industrielle ?**

Nous devons garder notre socle industriel. Il subit de fortes turbulences mais il faut qu'il se transforme. Il y a un volet de nouvelles intéressantes avec Ulcos, PSA Ennery et des investissements dans les centrales. Nous sommes légers en ser-

vices car nous n'avons pas eu de diversification industrielle. La façon de les faire venir c'est aussi le dynamisme du Luxembourg.

**Vous pointez du doigt les divisions qui déchirent la Lorraine sur les grands projets. Pour-tant vous continuez de penser que les politiques peuvent apporter des solutions, notamment au niveau du Luxembourg.**

Aujourd'hui un tiers des créateurs d'entreprises au Luxembourg sont français. Les entreprises sont en réseau. Mais les relations institutionnelles sont ternes. La difficulté, c'est de s'accrocher au Luxembourg en créant des routes et des trains. Mais en parallèle ayons un débat équilibré, une réflexion partagée. Elle existe déjà sur les transports. Il y a des questions sur le développement résidentiel. Si nous développons des choses nouvelles, nous aurions un peu de dynamique. Une antenne du CEA sur l'éco-construction pourrait venir à Thionville. Les équipes n'étaient pas forcément très motivées à l'idée de s'installer en Moselle. Elles se sont montrées plus réceptives à l'idée de travailler avec le Luxembourg.

## 1.4 - L'Assemblée

### Missions d'avis et représentations

Outre les missions d'avis qui incombent aux Commissions, les membres du CESE de Lorraine participent à l'activité de nombreux organismes ou associations de la région. L'Assemblée délègue ainsi régulièrement des représentants permanents dans les conseils d'administrations et autres comités de pilotage de grandes instances universitaires, économiques, touristiques et culturelles de Lorraine.

97 socioprofessionnels lorrains composent le CESE de Lorraine. Ils sont répartis dans quatre collèges spécifiques et sont désignés pour six ans, soit par les organisations auxquelles ils appartiennent (1er, 2ème et 3ème collèges), soit directement par le Préfet de Région (4ème collège) :

- 1er collège – Entreprises et activités professionnelles non-salariées
- 2ème collège – Syndicats de salariés
- 3ème collège – Vie collective
- 4ème collège – Personnalités qualifiées

### 1.4.1 Les Conseillers

97 socioprofessionnels lorrains

Grâce à des échanges constructifs et respectueux de l'autre, les conseillers, riches de leur diversité, travaillent en permanence dans l'intérêt régional.



**AMBROSI Olivier**

3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Environnement et développement durable  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion
- C4 – Cohésion sociale et Développement local



**ARKER Paul**

1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : CRCI  
Commissions

- C5 – Espaces à enjeux



**ATTENONT Hubert**

Vice-Président  
2ème collège - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CFDT  
Commissions

- C4 – Cohésion sociale et Développement local
- C5 – Espaces à enjeux
- C6 – Finances Budget et Évaluation



**BAILLY Jean-Paul**

1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Secteur automobile  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C5 – Espaces à enjeux



**BALAUD Éric**

2ème collège - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : Union syndicale solidaire des Vosges  
Commissions

- C3 – Mobilités Infrastructures et Optimodalité
- C5 – Espaces à enjeux
- C6 – Finances Budget et Évaluation



**BARBARAS Vincent**

1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : EDF  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C5 – Espaces à enjeux
-



**BAYER Raymond**

Vice-Président  
Président : Section Prospective  
2ème collège - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CGT  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion
- C6 – Finances Budget et Évaluation
- Section Prospective (Président)



**BENOIT Jean-Marie**

1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Union Professionnelle Artisanale  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion
- C5 – Espaces à enjeux



**BERGÉ Guy**

3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Environnement et développement durable  
Commissions

- C3 – Mobilités Infrastructures et Optimodalité



**BERTSCH Claude**

3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Environnement  
Commissions

- C3 – Mobilités Infrastructures et Optimodalité



**BISTON Christian**

2ème collège - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CGT  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C3 – Mobilités Infrastructures et Optimodalité
- C5 – Espaces à enjeux



**BONAL André**

1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Métallurgie  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion



**BRAXENTHALER Patricia**

1er collègue - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Jeunes Dirigeants d'Entreprises  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion



**BURON PILÂTRE Philippe**

Vice-Président  
3ème collègue - Vie collective  
Organisme désignataire : Tourisme  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C6 – Finances Budget et Évaluation
- Section Prospective



**CAYLA Olivier**

Vice-Président  
Président : C2 – Éducation Formation Recherche Insertion  
2ème collègue - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : Union Régionale CGC  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion (Président)
- C3 – Mobilités Infrastructures et Optimodalité



**CAYZELLE Roger**

Président  
2ème collègue - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CFDT



**CECCATO Franck**

3ème collègue - Vie collective  
Organisme désignataire : Logement  
Commissions

- C4 – Cohésion sociale et Développement local



**CERUTTI Daniel**

4ème collègue - Personnalités qualifiées  
Organisme désignataire : Personnalité qualifiée  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C3 – Mobilités Infrastructures et Optimodalité

**CHARLES Pierre**

Vice-Président  
3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Associations de Jeunesse et  
d'Éducation Populaire  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C4 – Cohésion sociale et Développement local
- C5 – Espaces à enjeux

**CILLA Daniel**

3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Centre Régional Technique  
de la Consommation  
Commissions

- C4 – Cohésion sociale et Développement local

**CLAUDEL Gérard**

1er collège - Entreprises et activités professionnelles  
non-salariées  
Organisme désignataire : CRCl  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation

**COLLET Lucette**

1ère Vice-Présidente  
1er collège - Entreprises et activités professionnelles  
non-salariées  
Organisme désignataire : Unions Professionnelles  
Artisanales  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- Section Prospective

**COMBETTES Pascale**

3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Environnement  
Commissions

- C3 – Mobilités Infrastructures et Optimodalité
- C5 – Espaces à enjeux

**CROUVEZIER Yves**

1er collège - Entreprises et activités professionnelles  
non-salariées  
Organisme désignataire : Textile  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation



**CUTTITTA Emmanuelle**

3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Arts et pratiques culturelles  
Commissions

- C4 – Cohésion sociale et Développement local



**De LESSEUX Arnould**

1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Union Forestière de l'Est  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C4 – Cohésion sociale et Développement local
- C6 – Finances Budget et Évaluation



**DECOMPS Claire**

2ème collège - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CFDT  
Commissions

- C3 – Mobilités Infrastructures et Optimodalité
- C5 – Espaces à enjeux



**DESCADILLES Julie**

2ème collège - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CFDT  
Commissions

- C4 – Cohésion sociale et Développement local
- C5 – Espaces à enjeux



**DRANT Annie**

Vice-Présidente  
2ème collège - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : UNSA  
Commissions

- C3 – Mobilités Infrastructures et Optimodalité
- C5 – Espaces à enjeux



**DUCHER Liliane**

4ème collège - Personnalités qualifiées  
Organisme désignataire : Personnalité qualifiée  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation

**DUCHSCHER Hubert**

2ème collègue - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : FSU  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion
- C4 – Cohésion sociale et Développement local

**DUHAUT Jacky**

2ème collègue - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CGT  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion

**EHLACHER Frantz**

Vice-Président  
Président : C3 – Mobilités Infrastructures et Optimodalité  
1er collègue - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Entreprises de transports et logistique  
Commissions

- C3 – Mobilités Infrastructures et Optimodalité (Président)
- C6 – Finances Budget et Évaluation
- Section Prospective

**FAIVRE Jean-Raymond**

2ème collègue - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CFDT  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C5 – Espaces à enjeux
- C6 – Finances Budget et Évaluation



**FEUILLATRE Patrick**

2ème collège - Syndicats de salariés

Organisme désignataire : FO

Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C6 – Finances Budget et Évaluation



**FEVOTTE Pascal**

2ème collège - Syndicats de salariés

Organisme désignataire : CGT

Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C4 – Cohésion sociale et Développement local
- Section Prospective



**FRENOT Raymond**

Vice-Président

Président : C5 – Espaces à enjeux

1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées

Organisme désignataire : Agro-alimentaire

Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C3 – Mobilités Infrastructures et Optimodalité
- C5 – Espaces à enjeux (Président)



**GASTALDELLO Lucien**

Vice-Président

Président : C4 – Cohésion sociale et Développement local

3ème collège - Vie collective

Organisme désignataire : CROSL

Commissions

- C4 – Cohésion sociale et Développement local (Président)



**GATTI Alain**

2ème collège - Syndicats de salariés

Organisme désignataire : CFDT

Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation



**GENTER Fabrice**

3ème collège - Vie collective

Organisme désignataire : Logement

Commissions

- C4 – Cohésion sociale et Développement local

**GERARD Françoise**

4ème collège - Personnalités qualifiées  
Organisme désignataire : Personnalité qualifiée  
Commissions

- C5 – Espaces à enjeux
- C6 – Finances Budget et Évaluation

**GOMEZ Philippe**

3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Associations de parents  
d'élèves  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche  
Insertion

**GOSSELIN Bertrand**

2ème collège - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CGT  
Commissions

- C3 – Mobilités Infrastructures et  
Optimodalité
- C5 – Espaces à enjeux
- C6 – Finances Budget et Évaluation

**GRUNWALD Maurice**

Vice-Président  
Président : C1 – Économie Emploi et Innovation  
1er collège - Entreprises et activités professionnelles  
non-salariées  
Organisme désignataire : MEDEF  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation  
(Président)

**GUILLAUME Philippe**

1er collège - Entreprises et activités professionnelles  
non-salariées  
Organisme désignataire : CRCI  
Commissions

- C3 – Mobilités Infrastructures et  
Optimodalité

**GUILMIN Pierre**

2ème collège - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CFDT  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C2 – Éducation Formation Recherche  
Insertion



**HALTEBOURG Patrice**

1er collègue - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Travaux publics  
Commissions

- C3 – Mobilités Infrastructures et Optimodalité



**HASSLER Denis**

2ème collègue - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CFDT



**HAUUY Anne-Marie**

2ème collègue - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CGC  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion
- C4 – Cohésion sociale et Développement local
- C5 – Espaces à enjeux



**HILPERT Bernadette**

1ère Vice-Présidente  
2ème collègue - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CGT  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C4 – Cohésion sociale et Développement local
- C5 – Espaces à enjeux



**HUMBERT Jean-Luc**

3ème collègue - Vie collective  
Organisme désignataire : Jeunesse  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion
- C4 – Cohésion sociale et Développement local



**JADOUL Thérèse**

1er collègue - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Chambre Régionale d'Agriculture  
Commissions

- C6 – Finances Budget et Évaluation

**JODIN Elizabeth**

2ème collègue - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CFTC  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion
- C4 – Cohésion sociale et Développement local

**JUBERT Michel**

1er collègue - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : CRCI  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion

**KLEIN Paul**

2ème collègue - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : FO  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion
- C5 – Espaces à enjeux

**KNEUSS Pascal**

1er collègue - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Chambre Régionale des Métiers  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion
- C6 – Finances Budget et Évaluation

**KRAUSENER Gilbert**

Vice-Président  
Rapporteur : Copil SITECO  
2ème collègue - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CGT  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion
- C6 – Finances Budget et Évaluation
- Copil SITECO (rapporteur)

**LACRESSE Jean-Paul**

3ème collègue - Vie collective  
Organisme désignataire : Associations familiales  
Commissions

- C4 – Cohésion sociale et Développement local



**LALÉVÉE Denis**

1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Chambre Régionale d'Agriculture  
Commissions

- C3 – Mobilités Infrastructures et Optimodalité
- C4 – Cohésion sociale et Développement local



**LOMBARD Patrice**

Vice-Président  
1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : MEDEF  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion
- C5 – Espaces à enjeux



**LAURENT François**

3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Enseignement supérieur, recherche et transfert des technologies  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion
- C4 – Cohésion sociale et Développement local



**MARION Frédéric**

3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Environnement et développement durable  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion



**LIGER Dominique**

2ème collège - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : FO  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion



**MATHIEU Sylvie**

3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Secteur privé sanitaire et social  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C4 – Cohésion sociale et Développement local
- Section Prospective

**MAUCOURT Marie-Madeleine**

Vice-Présidente  
Présidente : C6 – Finances Budget et Évaluation  
3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Economie sociale et solidaire  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C4 – Cohésion sociale et Développement local
- C6 – Finances Budget et Évaluation (Présidente)

**MEYER Patrick**

Vice-Président  
3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Organismes concourant à la réduction des exclusions et des inégalités sociales  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion
- C4 – Cohésion sociale et Développement local
- Section Prospective

**MERTZ Robert**

1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Secteur bancaire  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C5 – Espaces à enjeux
- C6 – Finances Budget et Évaluation

**MISSOFFE Alain**

Vice-Président  
4ème collège - Personnalités qualifiées  
Organisme désignataire : Personnalité qualifiée  
Commissions

- C5 – Espaces à enjeux
- Section Prospective

**MESSENET Marguerite**

1ère Vice-Présidente  
3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Information des femmes et des familles  
Commissions

- C4 – Cohésion sociale et Développement local
- Section Prospective

**MORIN Bernadette**

3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Information des femmes et des familles  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C3 – Mobilités Infrastructures et Optimodalité
- C4 – Cohésion sociale et Développement local



**MULLER-BECKER Nicole**

Vice-Présidente  
1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : CGPME  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C5 – Espaces à enjeux



**MUTZENHARDT Pierre**

Vice-Président  
3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Enseignement supérieur, recherche et transfert des technologies  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion
- C6 – Finances Budget et Évaluation



**NICOLLE Bernard**

Vice-Président  
1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Professions libérales  
Commissions

- C4 – Cohésion sociale et Développement local
- C6 – Finances Budget et Évaluation



**NOSAL Christian**

1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion



**OLAIZOLA Jean-Louis**

3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Retraités et personnes âgées  
Commissions

- C4 – Cohésion sociale et Développement local



**PEDON-FLESCH Anne**

3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Environnement et développement durable  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C5 – Espaces à enjeux

**PERRAY Arlette**

2ème collège - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : FO  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation

**PERRIN Thierry**

2ème collège - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CFTC  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C5 – Espaces à enjeux

**PETIOT Sylvie**

1er collège - Entreprises et activités professionnelles  
non-salariées  
Organisme désignataire : Bâtiment  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C2 – Éducation Formation Recherche  
Insertion

**PIERI Philippe**

3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Enseignement supérieur,  
recherche et transfert des technologies  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C2 – Éducation Formation Recherche  
Insertion

**PIERQUIN Jean-Louis**

3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Enseignement supérieur,  
recherche et transfert des technologies  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C2 – Éducation Formation Recherche  
Insertion

**POCHAT Estelle**

Vice-Présidente  
1er collège - Entreprises et activités professionnelles  
non-salariées  
Organisme désignataire : Jeunes Agriculteurs  
Commissions

- C5 – Espaces à enjeux
- Section Prospective



**RENOUARD Gérard**

Vice-Président  
1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : FRSEA  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion



**RICHETON Christian**

2ème collège - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : FO  
Commissions

- C4 – Cohésion sociale et Développement local



**SALVI Alain**

3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Conservatoire d'Espaces Naturels  
Commissions

- C5 – Espaces à enjeux



**SCHAFF Gilles**

1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Chimie Plasturgie  
Commissions

- C3 – Mobilités Infrastructures et Optimodalité



**SCHMITZBERGER-HOFFER Viviane**

1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Professions libérales  
Commissions

- C4 – Cohésion sociale et Développement local



**SERGENT Michel**

1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Industrie du bois  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C3 – Mobilités Infrastructures et Optimodalité

**STEPHAN Bernard**

2ème collège - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : UNSA  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion
- C4 – Cohésion sociale et Développement local
- C6 – Finances Budget et Évaluation

**THIEBAUT Madeleine**

2ème collège - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : FO  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion
- C3 – Mobilités Infrastructures et Optimodalité

**THOMAS Jean-Claude**

Vice-Président  
2ème collège - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CFTC  
Commissions

- C3 – Mobilités Infrastructures et Optimodalité
- C6 – Finances Budget et Évaluation

**TOMBRE Karl**

3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Enseignement supérieur, recherche et transfert des technologies  
Commissions

- C5 – Espaces à enjeux

**TORDJMAN Charles**

Vice-Président  
3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Arts et pratiques culturelles  
Commissions

- C4 – Cohésion sociale et Développement local
- C5 – Espaces à enjeux

**VALDENNAIRE Claude**

3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Personnes inadaptées  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion



**VATAUX Paul**

3ème collègue - Vie collective  
Organisme désignataire : Environnement et  
développement durable  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche  
Insertion
- C5 – Espaces à enjeux



**VIZOT Alain**

2ème collègue - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CGT  
Commissions

- C3 – Mobilités Infrastructures et  
Optimodalité
- C5 – Espaces à enjeux
- C6 – Finances Budget et Évaluation



**ZENEVRE Michaël**

1er collègue - Entreprises et activités professionnelles  
non-salariées  
Organisme désignataire : CGPME  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche  
Insertion

## 1.4.2 Le Bureau

### L'Exécutif du CESEL

Exécutif de l'Assemblée, le Bureau est dirigé par le Président du CESE, et compte 27 membres issus des 4 collèges, parmi lesquels les Premières Vice-Présidentes, les Présidents de Commission et de Section ainsi que les Vice-Présidents

délégués. Comme le Président, le Bureau est élu pour 3 ans.

Le Bureau assiste le Président dans la définition de la stratégie de l'Assemblée et l'organisation de ses travaux. Il décide des sujets d'autosaisine et réceptionne les saisines du Conseil Régional.

En voici la composition :

### Les Premières Vice-Présidentes



**COLLET Lucette**

1ère vice-présidente  
1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Unions Professionnelles Artisanales Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- Section Prospective



**HILPERT Bernadette**

1ère vice-présidente  
2ème collège - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CGT Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C4 – Cohésion sociale et Développement local
- C5 – Espaces à enjeux



**MESSENET Marguerite**

1ère vice-présidente  
3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Information des femmes et des familles Commissions

- C4 – Cohésion sociale et Développement local
- Section Prospective

## Les Présidents de Commission



**CAYLA Olivier**

Vice-Président  
Président : C2 – Éducation Formation Recherche  
Insertion  
2ème collège - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : Union Régionale CGC  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C2 – Éducation Formation Recherche  
Insertion (Président)
- C3 – Mobilités Infrastructures et  
Optimodalité



**EHLACHER Frantz**

Vice-Président  
Président : C3 – Mobilités Infrastructures et  
Optimodalité  
1er collège - Entreprises et activités professionnelles  
non-salariées  
Organisme désignataire : Entreprises de transports et  
logistique  
Commissions

- C3 – Mobilités Infrastructures et  
Optimodalité (Président)
- C6 – Finances Budget et Évaluation
- Section Prospective



**FRENOT Raymond**

Vice-Président  
Président : C5 – Espaces à enjeux  
1er collège - Entreprises et activités professionnelles  
non-salariées  
Organisme désignataire : Agro-alimentaire  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C3 – Mobilités Infrastructures et  
Optimodalité
- C5 – Espaces à enjeux (Président)



**GASTALDELLO Lucien**

Vice-Président  
Président : C4 – Cohésion sociale et Développement  
local  
3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : CROSL  
Commissions

- C4 – Cohésion sociale et Développement  
local (Président)



**GRUNWALD Maurice**

Vice-Président  
 Président : C1 – Économie Emploi et Innovation  
 1er collège - Entreprises et activités professionnelles  
 non-salariées  
 Organisme désignataire : MEDEF  
 Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation  
 (Président)



**MAUCOURT Marie-Madeleine**

Vice-Présidente  
 Présidente : C6 – Finances Budget et Évaluation  
 3ème collège - Vie collective  
 Organisme désignataire : Economie sociale et solidaire  
 Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C4 – Cohésion sociale et Développement  
 local
- C6 – Finances Budget et Évaluation  
 (Présidente)

## Le Président de la Section Prospective



**BAYER Raymond**

Vice-Président  
 Président : Section Prospective  
 2ème collège - Syndicats de salariés  
 Organisme désignataire : CGT  
 Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche  
 Insertion
- C6 – Finances Budget et Évaluation
- Section Prospective (Président)



**KRAUSENER Gilbert**

Vice-Président  
 Rapporteur : Copil SITECO  
 2ème collège - Syndicats de salariés  
 Organisme désignataire : CGT  
 Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C2 – Éducation Formation Recherche  
 Insertion
- C6 – Finances Budget et Évaluation
- Copil SITECO (Rapporteur)

## Les Vice-Présidents



**ATTENONT Hubert**

Vice-Président  
2ème collège - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CFDT  
Commissions

- C4 – Cohésion sociale et Développement local
- C5 – Espaces à enjeux
- C6 – Finances Budget et Évaluation



**BURON PILÂTRE Philippe**

Vice-Président  
3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Tourisme  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C6 – Finances Budget et Évaluation
- Section Prospective



**CHARLES Pierre**

Vice-Président  
3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C4 – Cohésion sociale et Développement local
- C5 – Espaces à enjeux



**DRANT Annie**

Vice-Présidente  
2ème collège - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : UNSA  
Commissions

- C3 – Mobilités Infrastructures et Optimodalité
- C5 – Espaces à enjeux



**LOMBARD Patrice**

Vice-Président  
1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : MEDEF  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion
- C5 – Espaces à enjeux



**MEYER Patrick**

Vice-Président  
3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Organismes concourant à la réduction des exclusions et des inégalités sociales  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion
- C4 – Cohésion sociale et Développement local
- Section Prospective



**MISSOFFE Alain**

Vice-Président  
4ème collège - Personnalités qualifiées  
Organisme désignataire : Personnalité qualifiée  
Commissions

- C5 – Espaces à enjeux
- Section Prospective



**MULLER-BECKER Nicole**

Vice-Présidente  
1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : CGPME  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C5 – Espaces à enjeux



**MUTZENHARDT Pierre**

Vice-Président  
3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Enseignement supérieur, recherche et transfert des technologies  
Commissions

- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion
- C6 – Finances Budget et Évaluation



**NICOLLE Bernard**

Vice-Président  
1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Professions libérales  
Commissions

- C4 – Cohésion sociale et Développement local
- C6 – Finances Budget et Évaluation



### POCHAT Estelle

Vice-Présidente  
1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Jeunes Agriculteurs  
Commissions

- C5 – Espaces à enjeux
- Section Prospective



### THOMAS Jean-Claude

Vice-Président  
2ème collège - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CFTC  
Commissions

- C3 – Mobilités Infrastructures et Optimodalité
- C6 – Finances Budget et Évaluation



### RENOUARD Gérard

Vice-Président  
1er collège - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : FRSEA  
Commissions

- C1 – Économie Emploi et Innovation
- C2 – Éducation Formation Recherche Insertion



### TORDJMAN Charles

Vice-Président  
3ème collège - Vie collective  
Organisme désignataire : Arts et pratiques culturelles  
Commissions

- C4 – Cohésion sociale et Développement local
- C5 – Espaces à enjeux

### 1.4.3 Celles et ceux qui ont quitté le CESEL avant le terme de leur mandat

#### **Denis Bexon**

1er collègue - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Textile

#### **Philippe Bard**

1er collègue - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Travaux publics

#### **Danielle Nicolas** (décédée en 2011)

1er collègue - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Artisanat

#### **Pierre Streiff**

1er collègue - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Chambre régionale des métiers

#### **Claude Lelièvre**

Vice-Président, Président de la Commission 5 « Structuration du territoire lorrain, enjeux européens et développement durable »

1er collègue - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Jeunes dirigeants d'entreprise

#### **Jean-Pierre Carolus**

1er collègue - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : CRCI

#### **Yves Dubief**

1er collègue - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : CRCI

#### **Dominique Pierre**

1er collègue - Entreprises et activités professionnelles non-salariées  
Organisme désignataire : Secteur public de l'énergie

#### **Régine Vançon**

2ème collègue - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CGT

#### **Bernadette Marquis**

2ème collègue - Syndicats de salariés  
Organisme désignataire : CFDT

### **Patrice Sanglier**

**Vice-Président, Président de la Commission 3 « Mobilités Infrastructures et Optimodalité »**

2ème collègue - Syndicats de salariés

Organisme désignataire : CFDT

### **Jean-Paul Othelet**

**Vice-Président, Président de la Commission 6 « Finances Budget et Evaluation »**

2ème collègue - Syndicats de salariés

Organisme désignataire : CFDT

### **Patricia Sallusti**

2ème collègue - Syndicats de salariés

Organisme désignataire : CFDT

### **Christine Graffiedi**

2ème collègue - Syndicats de salariés

Organisme désignataire : CFDT

### **Jean-Marie Robert**

2ème collègue - Syndicats de salariés

Organisme désignataire : FO

### **Abel Mayer**

2ème collègue - Syndicats de salariés

Organisme désignataire : FO

### **Bernard Aubin**

2ème collègue - Syndicats de salariés

Organisme désignataire : CFTC

### **Christian Biron**

2ème collègue - Syndicats de salariés

Organisme désignataire : CFTC

### **Roland Rouzeau**

2ème collègue - Syndicats de salariés

Organisme désignataire : FSU

### **Madeleine Dongé**

4ème collègue – Personnalités qualifiées

### **Gérard Toussaint**

**Vice-Président, Président de la Commission 2 « Education Formation Recherche Insertion »**

3ème collègue - Vie collective

Organisme désignataire : Personnes inadaptées

### **Jean-François Marchal**

3ème collègue - Vie collective

Organisme désignataire : Logement

### **Daniel Jacquot**

3ème collègue - Vie collective

Organisme désignataire : Logement

### **Evelyne Thomas-Gasser**

3ème collègue - Vie collective

Organisme désignataire : Retraités et personnes âgées

### **Daniel Schwarz**

3ème collègue - Vie collective

Organisme désignataire : Parents d'élèves

### **Richard Lioger**

3ème collègue - Vie collective

Organisme désignataire : Université de Lorraine

**Luc Johann**

**Vice-Président**

3ème collègue - Vie collective

Organisme désignataire : Université de  
Lorraine

**Michel Retourna**

3ème collègue - Vie collective

Organisme désignataire : Enseignement  
supérieur et Recherche

## 1.5 - Le Secrétariat Général



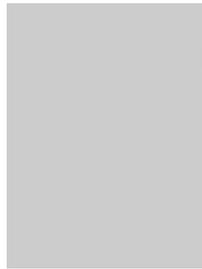
En compagnie de Jean-Paul Delevoye, Président du CESE de la République, lors de sa venue au CESEL le 23 juin 2011

Dirigée par Alexandre Majercsik, l'équipe administrative du CESE de Lorraine est forte d'une douzaine de personnes aux missions variées : gestion de l'Assemblée, contacts extérieurs, communication, recherches thématiques, assistance aux réflexions des commissions et des groupes de travail dans l'élaboration des avis et des rapports.

**Coordonnées**  
CESE de Lorraine  
Place Gabriel Hocquard  
57036 Metz Cedex 1  
Tél : 03 87 33 60 26  
Email : [cese@lorraine.eu](mailto:cese@lorraine.eu)



**Alexandre Majercsik**  
Secrétaire Général



**Claude Masson**  
Chargée de mission C1  
«Economie Emploi Innovation»



**Romain Moitrot**  
Chargé de mission C5  
«Espaces à enjeu»



**Brice Jeandidier**  
Directeur de l'Administration



**Nicole Perruchot-Vesque**  
Chargée de mission C2  
«Formation Recherche  
Insertion»



**Anita Demassieux**  
Secrétariat



**Lucile Wehrlé**  
Responsable de la  
communication



**Christine Peppoloni**  
Chargée de mission C3  
«Mobilités Infrastructures et  
Optimodalité»



**Corinne Simon**  
Secrétariat



**Vincent Hein**  
Chargé de mission  
"Situation économique sociale  
et environnementale" et suivi  
des outils statistiques



**Grégory Boyer**  
Chargé de mission C4  
«Cohésion sociale et  
développement local»



**Martine Goetz**  
Secrétariat

## 1.6 - Les Commissions et Sections

Les Commissions du CESE de Lorraine étudient les dossiers qui lui sont soumis obligatoirement par l'exécutif régional, et rédigent des avis qui sont ensuite examinés et votés en séance plénière. Le CESEL analyse ainsi le budget régional et les différents documents budgétaires, les contrats de plan Etat-Région ou encore le bilan annuel d'exécution ainsi que tous les documents relatifs à la planification.

### Un think tank lorrain

Par ailleurs, le CESE de Lorraine a toujours à cœur d'approfondir lui-même certaines grandes questions relatives au développement économique, social et

environnemental de la Lorraine : c'est le travail d'autosaisine. Divisées la plupart du temps en groupes de travail, les commissions effectuent, à l'image d'un think tank, une veille documentaire, des auditions d'experts, ainsi que des rencontres sur le terrain afin de rédiger des rapports dans lesquels l'analyse de la problématique est toujours assortie d'un certain nombre de préconisations concrètes.

Fruits d'une réflexion de plusieurs mois et de l'expertise des commissions, ces études sont proposées au vote de l'Assemblée réunie en séance plénière, et présentées et diffusées ensuite à l'ensemble des partenaires régionaux concernés.

## Commission 1 : Economie Emploi Innovation

Président : Maurice Grunwald

- Modernisation, recomposition et diversification économique
- Secteurs économiques publics et privés lorrains (y compris tourisme, agriculture, artisanat, commerce et économie sociale)
- Vie, développement et citoyenneté des entreprises
- Tertiarisation
- Développement économique local
- Promotion et attractivité de la Lorraine
- Égalité et mixité professionnelles
- Pôles d'activités
- Innovation
- Transfert de technologie
- Eau et énergie

## Commission 2 : Education Formation Recherche Insertion

Président : Olivier Cayla

- Enseignement secondaire
- Formation initiale dont apprentissage
- Insertion professionnelle
- Égalité des chances
- Politique d'Investissement dans la formation
- Formation tout au long de la vie
- Enseignement supérieur et Recherche
- Culture scientifique et technique
- Formations de l'environnement et du développement durable

### Commission 3 : Mobilités Infrastructures et Optimodalité

**Président : Frantz Ehrlacher**

- Infrastructures de communication tous modes : ferroviaires, fluviales, routières et aéroportuaires
- Organisation de la mobilité des voyageurs et des marchandises dans une logique d'intermodalité
- Air et transports durables

### Commission 4 : Cohésion sociale et développement local

**Président : Lucien Gastaldello**

- Aménagement et développement du territoire de proximité
- Politiques de Santé – Politiques Sanitaires et sociales
- Logement - Politique de la Ville et de l'Habitat
- Politiques culturelles sportives et de loisirs
- Vie Associative
- Egalité des genres - Jeunesse et personnes âgées - Précarité, Exclusion

### Commission 5 : Espaces à enjeux

**Président : Raymond Frenot**

- Grands Projets d'aménagement et de structuration du territoire
- Grand Est
- Transfrontalier
- Grande Région
- Coopérations internationales
- Parcs naturels, Conservatoire d'espaces naturels de Lorraine

### Commission 6 : Finances Budget et Evaluation

**Présidente : Marie-Madeleine Maucourt**

- Contrat de Projet
- Politique fiscale et financière de la Région
- Budgets annuels
- Bilan d'exécution
- Crédits Européens
- Commande Publique
- Evaluation
- Endettement

## La Section Prospective

**Président : Raymond Bayer**

Anticiper les grandes tendances de l'évolution lorraine pour les 30 années à venir, tant au plan économique, social, culturel scientifique et durable de la région, qu'en termes d'aménagement du territoire, c'est l'objectif de la Section Prospective. Elle comprend 12 membres issus du CESE de Lorraine ainsi que 6 membres issus pour la moitié de personnalités extérieures et pour l'autre moitié de représentants d'organismes compétents.

## Le Comité de Pilotage SITECO

**Rapporteur : Gilbert Krausener**

Depuis de nombreuses années, le CESE de Lorraine publie à l'automne un rapport sur la situation économique, sociale et environnementale de la Lorraine (SITECO). Ce document, qui est devenu pour la plupart des acteurs lorrains une référence incontournable, livre un diagnostic de la région, mais aussi les principales préconisations susceptibles à la Lorraine de poursuivre son (re)développement. La situation économique sociale et environnementale se décline chaque mois dans le Tableau de Bord mensuel, qui reprend 25 indicateurs phares ainsi qu'un zoom sur un fait saillant de la conjoncture lorraine. Un Comité de Pilotage SITECO, composé de Conseillers issus des trois collèges, se réunit régulièrement afin d'en définir les contours.



# LE CESEL ENGAGÉ



2ème partie

Retour sur les publications et les réflexions initiées par la seconde  
Assemblée, thématique par thématique

# Introduction

Les nombreux articles qui illustrent ce bilan de mandature, et particulièrement cette deuxième partie consacrée aux travaux d'autosaisine de la seconde assemblée, témoignent de la forte présence du CESE de Lorraine dans la presse régionale, preuve de l'implication soutenue et régulière des socioprofessionnels lorrains sur de nombreuses et diverses thématiques d'intérêt régional.

Au-delà de l'impact médiatique, gageons que le CESE de Lorraine ait apporté sa modeste pierre au gigantesque et complexe édifice lorrain, et, car c'est là l'essentiel, que ses analyses et préconisations aient été considérées avec attention et entendues.

## CESE Lorraine : 5 leviers à actionner d'urgence

« La Lorraine est en danger ». Structurellement. Les 25-40 ans quittent la région avec enfants et diplômes. Le chômage de longue durée est en hausse de 24% en 2010 et celui des plus de 50 ans atteint 18% contre 13% dans le reste de la France. Ça va mal. Et la crise ne suffit plus à expliquer la cause. La Lorraine a perdu 6600 emplois entre 2000 et 2010, alors que dans le même temps, la France en a créé 1 500 000.

**D**émographie, emploi, accès à l'enseignement supérieur, tous les indicateurs sont au rouge. La crise atteint même les urnes, comme en témoigne le niveau historiquement élevé d'abstention aux élections cantonales des 20 et 27 mars. « La Lorraine sort de l'écran, on ne l'aperçoit même plus depuis Paris », se désole Roger Cayzelle, président du Conseil Economique Social et Environnemental de Lorraine (CESEL). Il poursuit : « Il faut sortir de l'incontenance et faire revenir la Lorraine dans la ligne de mire des priorités collectives ! ». Le CESEL a donc identifié 5 leviers précis, à actionner dès cette année 2011, pour sortir la Lorraine du marasme ambiant.

**En premier lieu, le Grand Emprunt et les Investissements d'Avenir.** Ce programme de 35 milliards d'euros devait permettre à notre région de rattraper son retard économique en se basant sur la qualité de son enseignement supérieur, de sa recherche et de son innovation. En théorie du moins. En pratique, le bilan est alarmant. 10 milliards d'euros ont déjà été engagés et 200 projets ont été retenus sur toute la France dont... un

seul en Lorraine. Il s'agit d'un laboratoire d'excellence en métallurgie qui s'implique dans le recyclage. La Lorraine ne percevra donc pour l'instant que 0,12% des allocations des engagements totaux du Grand Emprunt. Un désastre.

Mais il reste encore l'espoir que des initiatives, des laboratoires et des équipements d'excellence soient retenus à l'issue d'une seconde vague de sélections. « Nous risquons la cuillère de bois. Un groupe de travail Investissements d'Avenir doit absolument se mobiliser et saisir ces dernières chances de rebondir », explique M. Krausener, rapporteur de la situation économique et sociale du CESEL.

**Second levier, la transformation de l'industrie lorraine.** « Une région sans industrie ne peut pas prospérer. L'industrie induit par déclinaison le secteur tertiaire », commente Raymond Frenot, vice-président. « Il faut passer d'une mono-industrie à une industrie plus musclée, plus diversifiée ». La relance industrielle passera donc sans doute par les 6 filières lorraines constituant le socle de notre économie, à savoir : l'automobile, les matériaux, le bois, l'eau, la chimie verte et l'agroalimentaire.



Risque de dérapage !

Mais 3 grands projets innovants pourraient aussi faire basculer la donne : la réalisation d'un pipeline européen entre Carling et Ludwigshafen qui renforcerait l'implantation d'industries chimiques dans la région, l'installation d'un site pilote industriel de captage de CO2 à Florange, dans le cadre du projet Ulcos (Ultra Low CO2 Steelmaking), destiné à réduire de 50% les émissions de dioxyde de carbone de la sidérurgie. Son financement de 650 millions d'euros devrait être soumis à discussion le 21 avril prochain lors d'une conférence intra gouvernementale entre la France et le Luxembourg. Enfin, un Institut de Recherche Technologique Métallurgie Matériaux et Procédés soutenu par des industriels comme Arcelor Mittal, Mersen et Saint-Gobain sera soumis au jury des investissements d'avenir mi-avril 2011.

**La Lorraine doit également devenir compétitive et attractive. C'est son troisième enjeu.** Une nouvelle carte des territoires sera mise en place en 2011 en France. « Nous devons redessiner notre espace en confortant

les axes Epinal-Nancy-Metz-Thionville-Luxembourg et les liaisons entre zones rurales et pôles métropolitains », déclare M. Cayzelle. Le Schéma National des Infrastructures de Transport se jouera en 2011. Rest aussi à se mettre d'accord sur la plateforme multimodale prévue à Florange, sur les détails du futur contournement ouest de Nancy par l'axe Gye-Dieulouard, et à négocier le raccordement du TGV entre Epinal et Ludres.

**Derniers leviers et pas des moindres Développer une approche globale de formation professionnelle aidant les salariés qui font face à des difficultés ou à des mutations économiques et affirmer l'identité de la Grande Région à travers des projets concrets comme celui d'Esch-Belval. « L. Luxembourg et la Rhénanie-Palatinat sont les deux poumons économiques et industriels de la Grande Région, nous devons renforcer nos relations avec eux », explique M. Cayzelle. « Et compenser notre absence Paris par un mouvement collectif local afin d'interpeller nos ministres ».**

Emilie CLER (CLF)

## 2.1- Développement économique

Dans un contexte régional marqué par une crise économique profonde, le CESE de Lorraine réfléchit constamment aux nouveaux leviers à actionner pour un développement économique et durable de la Lorraine. Il y a plusieurs années déjà, le CESEL avait alerté l'exécutif régional sur la nécessité de prioriser les filières économiques, garantes d'attractivité et de créations d'emplois.

Comme un prolongement de ce travail sur les filières, c'est dans le cadre de la Conférence Régionale à la Mobilisation Economique et à la Promotion de l'Innovation (CRMEPI) initiée par Jean-Pierre Masseret, et visant à rassembler l'ensemble des acteurs lorrains, que la Lorraine entend désormais s'engager sous un label fédérateur : celui de la Vallée Européenne des Matériaux et de l'Energie (VEME). Ce label prend appui sur les spécificités lorraines reconnues qui présentent un fort potentiel de développement stratégique autour de spécialisations au cœur des mutations actuelles. L'objectif est ainsi de consolider un écosystème lorrain autour des Matériaux, de l'Energie et des Procédés, dans une double logique de mutation vers une économie décarbonée et de mise en réseau des acteurs publics et privés de l'industrie et de la recherche.

Ce rapprochement des acteurs se dessine déjà à travers les nouveaux outils que sont l'IRT M2P\*, la SATT Grand Est\*\* et le CEA Tech\*\*\*. Les applications pressenties concernent différents domaines parmi lesquels la modélisation et la simulation numérique, les matériaux dont ceux issus de la métallurgie, la chimie dont celle liée à l'hydrogène et le bois (appréhension des ressources, écoconstruction, bois-énergie).

Désormais, c'est dans le Pacte d'Avenir Lorraine 2014-2016 que ces actions prennent racine. Ce programme de redynamisation et de revitalisation de l'ensemble des territoires lorrains a été signé par le Premier Ministre Jean-Marc Ayrault ainsi que le Président du Conseil Régional de Lorraine le 17 septembre à Matignon. Le CESEL, par le biais de travaux conjoints avec le Conseil Régional et grâce à l'engagement fort de son Président Roger Cayzelle, y prend une part très active.

Pour retrouver des éléments forts d'identification, la Lorraine doit plus que jamais poursuivre la mutation de son économie, et se positionner sur des secteurs stratégiques, tout en maintenant un puissant socle industriel.

\* Institut de Recherche Technologique Matériaux Métallurgie et Procédés

\*\* Société d'Accélération et de Transfert de Technologie

\*\*\* Centre de transferts technologiques du Commissariat à l'Energie Atomique et aux énergies alternatives

L'adaptation aux exigences de développement durable touche largement les filières énergie, automobile, matériaux, bois, agriculture et agroalimentaire, santé et aéronautique.

L'ouverture de la Lorraine à l'international est également une constante et un atout qu'il convient d'encourager pour que les entreprises se positionnent sur les

marchés porteurs. L'Economie Sociale et Solidaire, qui regroupe un peu plus de 80 000 salariés en région, est à présent au cœur des priorités de l'exécutif régional. Enfin, la Lorraine est en pointe sur le tourisme qui confirme chaque jour sa place de secteur économique d'importance.

## Entretien avec Maurice Grunwald

Président de la Commission 1 «Economie Emploi Innovation»

### Quel bilan tirer du développement économique de la Lorraine depuis 2008 ?

Globalement, de par la structure et l'histoire de son industrie, la Lorraine se devait d'être particulièrement sensible aux conséquences de la crise qui a frappé l'économie tant au niveau français qu'europpéen et mondial. Le recul pour les entreprises a été brutal et s'est traduit en réduction d'activités, en difficultés financières et en pertes d'emplois. Mais leur réactivité leur a permis de regagner plus de la moitié du gap et de renforcer les atouts de compétitivité. L'économie présentielle de commerce et de services a réussi à se maintenir et à compenser en partie les effets négatifs connus dans l'industrie. Cependant le retour à de meilleurs volumes d'activité dans cette dernière s'obtient par des gains de productivité et ne permet le retour des emplois perdus.

### La sidérurgie a-t-elle encore sa place en Lorraine ?

S'agissant de la production de fonte et d'acier à base de minerais, la sidérurgie lorraine aura tourné la page, ce qui n'exclut pas une élaboration d'acier par la voie électrique et le recyclage des ferrailles. Mais la sidérurgie c'est aussi la transformation, l'anoblissement et la valorisation de cette matière première ; c'est là que résident d'ailleurs le plus de progrès à réaliser et de gisements de nouvelles valeurs ajoutées par la recherche et l'innovation et la compétence des personnels grâce à la formation. La Lorraine dispose de tous ces atouts qu'il convient de maintenir, voire de développer. Par ailleurs il n'y a pas qu'un acteur dans la sidérurgie lorraine ; reconnaissons ceux qui s'engagent, veulent se maintenir et réussir ; mettons à leur disposition les infrastructures nécessaires à leur développement.



### Quel rebond industriel pour la Lorraine ces six prochaines années ?

L'industrie conserve toutes ses chances en Lorraine ; compétences, capacités de recherches et d'innovation sont présentes tant pour les secteurs traditionnels que pour de nouvelles filières non judicieusement exploitées ou d'autres à initier dans le contexte contraint d'économies des matières et de l'énergie. Mais l'environnement français de l'entrepreneuriat n'est pas favorable à l'initiative et à l'audace, gênées en plus par un manque de partenariat social. En outre la dimension de l'action économique industrielle dépasse la Lorraine et la France ; une vraie politique industrielle européenne avec une harmonisation des conditions de concurrence permettra aux entrepreneurs lorrains de retrouver le dynamisme qui inspire la confiance et amène le succès. Le rebond est possible, il passe par l'engagement et l'action des Lorrains.



## Entretien avec Gilbert Krausener

Rapporteur général de la situation économique et sociale de la Lorraine

### Comment se porte la Lorraine depuis ces six dernières années ?

Pour comprendre la situation économique et sociale dans laquelle se trouve la Lorraine aujourd'hui, il faut bien analyser ses évolutions sur le moyen terme. Aux alentours de 2003, la Lorraine a connu un deuxième choc de l'emploi industriel. On l'explique par le fait que ses principaux secteurs moteurs ont fait face à une concurrence européenne et mondiale qui s'est sensiblement accrue sur une période relativement courte. Son cœur de métier, centré sur les biens intermédiaires et d'équipement, a été fragilisé et a entamé une phase de restructurations importante. Parallèlement, les emplois dans les services (notamment dans les services aux entreprises) n'ont pas compensé les pertes d'emplois industriels comme ce fut le cas dans la plupart des régions françaises. La crise est donc arrivée dans un contexte de mutations de l'économie lorraine et les pertes d'emploi y ont été plus intenses que la moyenne nationale. Parallèlement, l'emploi frontalier a cru de manière importante, notamment vers le Luxembourg, qui a offert un réservoir important pour la population active lorraine.

### Quelles actions doivent être menées pour redévelopper la Lorraine ?

Le redéveloppement de la Lorraine passera incontestablement par une stratégie de différenciation économique. Pour mettre en œuvre cette spécialisation intelligente, il faut que nos compétences industrielles les plus reconnues soient au cœur de notre politique pour faire face aux défis qui se posent à nous aujourd'hui : la concurrence internationale accrue, la hausse du coût de l'énergie, la nécessité d'entrer dans une économie circulaire, la réduction de nos émissions polluantes, ... Cette différenciation se trouve pour la Lorraine dans les domaines des matériaux et de l'énergie. L'amplification de l'innovation dans les entreprises de ces secteurs est l'une des clés du redéveloppement de la Lorraine. La construction d'une vallée européenne des matériaux et de l'énergie est la principale action qui va dans ce sens. Parallèlement, une structuration des principales filières économiques de la région est nécessaire. Elle permettra une meilleure coopération dans les domaines de la formation, de l'innovation, de la mise en commun de compétences comme la recherche de marchés à l'export, l'attractivité pour les investissements étrangers, etc.

### Quelles actions doivent être menées pour redévelopper la Lorraine ?

Le rapport annuel SITECO est devenu au fil des années un document de référence sur « l'état » de notre région. Il est le fruit d'un travail collégial de l'ensemble des représentants de la société civile qui siègent dans notre Assemblée. Il évolue donc constamment en fonction des défis qui se posent à notre société. Par exemple, il repose depuis 3 ans sur les 3 piliers du développement durable : l'économie, la société et l'environnement. Il permet à tout acteur de disposer d'éléments d'informations et d'une analyse des grands enjeux de ces trois domaines. De plus, il est l'occasion de plancher chaque année sur quelques thématiques plus précises comme les évolutions des secteurs d'activité, ou prochainement sur les enjeux transfrontaliers et les dynamiques des zones d'emploi. Il permet d'alimenter chaque année un débat d'actualité qui se base sur une analyse de long terme des dynamiques à l'œuvre en Lorraine. Aboutir à un diagnostic partagé de la situation de notre région dans son contexte en perpétuel évolution est sans doute la meilleure entrée en la matière pour discuter des stratégies de développement qu'elle doit mettre en œuvre.

15 juin 2009  
Communication

## La filière automobile lorraine en danger ?

Commission 1 :  
Economie Emploi Innovation

Président du Groupe de Travail :  
Jean-Paul Bailly

Face à la forte accélération des mutations de l'industrie automobile mondiale, amplifiée par la crise, et accompagnée d'un interventionnisme croissant des gouvernements, comment réagit dans ce contexte le secteur automobile lorrain ? Comment la Lorraine peut-elle tirer le meilleur parti de la déclinaison locale des dispositifs d'aides au secteur ?

Les constats du CES Lorraine font apparaître des éléments préoccupants, notamment en ce qui concerne l'évolution de l'emploi lorrain. Ils mettent en évidence la nécessité de mobiliser au plus vite l'ensemble des acteurs de la filière, tout en trouvant les moyens pour faire face à une situation inédite qui met en danger une filière stratégique pour la région.

### ÉCONOMIE

## Des hoquets dans le moteur

Touchée par la crise certes, mais avec encore de la reprise. Le CES planche lundi sur l'industrie automobile en Lorraine.

**METZ.** En juin 2007, le rapport développé devant le Conseil Économique et Social de Lorraine avait pointé du doigt la caractéristique majeure de l'industrie automobile régionale : la menace d'externalisation vers des pays émergents, à la main d'œuvre moins coûteuse. Deux ans plus tard, Jean-Paul Bailly reconnaît que, la crise passée par là, n'a pas simplifié l'analyse. Si le représentant de l'entité régionale chargée d'entamer de grands chantiers de réflexion refuse ouvertement d'être rangé dans le « clan des pessimistes », il reconnaît que, pour l'analyse de l'impact en Lorraine « on navigue pour l'instant à vue ». Seule certitude : l'économie est aujourd'hui imprégnée en profondeur par ce secteur à l'origine implanté pour prendre le relais d'une sidérurgie en déclin, avec près de 20.000 salariés. En terme d'emplois, la Lorraine arrive même au second plan national, juste derrière l'Île-de-France. « Ce qu'on vendra dans un mois, deux mois ou six mois, c'est impossible à dire » assène-t-il. Pour autant, signe des temps, ce pan industriel a perdu près de 10 % de personnels en quelques années, quand bien même Maurice Grunwald relativise en remplaçant ce réajustement au chapitre des gains de productivité « qui ont permis de maintenir ce secteur économique compétitif ».

La baisse des commandes ? «

Soutenus par la prime à la casse, les achats de véhicules particuliers se tiennent bien » relativise Jean-Paul Bailly, avec « une baisse des immatriculations contenue à 1,43 % de janvier à mai 2009 ». La chute, en revanche, est nettement plus spectaculaire pour les véhicules utilitaires (- 24,7 %), témoignant là de l'impact financier de la crise pour le tissu des artisans et très petites entreprises.

**« Ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain »**

Les deux hommes martèlent toutefois leur certitude d'un secteur ancré durablement dans le quotidien de la population, et toujours vivace dans l'esprit des pouvoirs publics. Avec pour éléments de persuasion, les programmes d'investissements prévus par Peugeot sur l'usine de Tremery, quelques centaines d'emplois à la clé, « à partir de la fin d'année, pour accompagner la fabrication d'un nouveau moteur, c'est bien la preuve de ce que les constructeurs y croient », insiste Maurice Grunwald et Jean-Paul Bailly. Ce dernier présentera lundi 15 juin un nouveau rapport devant les membres du CES Lorraine sur le thème de l'automobile. « La Lorraine souffre certes, mais elle a une capacité hors du commun à rebondir », poursuit-il. « Il convient de savoir ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain »

Antoine PETRY  
apetry@estrepublikain.fr



Jean-Paul Bailly et Maurice Grunwald, confiants.

Photo ER

### 4.863 € dépensés par les Lorrains en 2008

Les entreprises et services reliés à l'activité automobile représentent actuellement 3.162 entreprises pour près de 20.000 personnes salariées, réparties à travers une vingtaine de métiers, dont 2.700 jeunes en formation initiale. La région compte près de 1.238 million de véhicules (37 millions en France) soit 3,34 % du parc national, réparties entre la Meurthe-et-Moselle (370.000), la Moselle (566.000), la Meuse

(98.500) et les Vosges (203.400), dont 5 % de breaks et 14 % de monospaces. La Lorraine est la région la moins « gourmande » en termes de kilomètres avec 4.863 € de budget moyen contre 5.345 € en moyenne. Le total de kilomètres moyen s'établissait l'an dernier à 8.070 km l'année dernière par conducteur. 75.545 véhicules neufs y ont été vendus pour plus de deux millions en France.

Est Républicain - 12 juin 2009

**15 juin 2009**  
**Communication**

### **Une crise du crédit en Lorraine, mythe ou réalité?**

**Commission 1 :**  
**Economie Emploi Innovation**

**Président du Groupe de Travail :**  
**Robert Mertz**

Pour sortir d'un débat où les banques sont pointées du doigt et accusées de ne plus jouer leur rôle de financement de l'économie, le CES Lorraine a souhaité évaluer, à partir d'éléments objectifs, la réalité du terrain, en examinant notamment les conditions d'octroi des différents financements auprès des particuliers comme des entreprises, dans les quatre départements lorrains.

La question posée a été la suivante : alors que la confiance est justement l'élément incontournable de l'activité de prêts, les banques sont-elles elles-mêmes réticentes à remplir aujourd'hui leur mission naturelle d'intermédiation bancaire ?

**25 février 2011**  
**Rapport**

### **Bâtir une véritable filère bois en Lorraine**

**Commission 1 :**  
**Economie Emploi Innovation**

**Président du Groupe de Travail :**  
**Arnould de Lesseux**

Dans un discours prononcé à Urmatt (Bas-Rhin) le 19 mai 2009, Nicolas Sarkozy, Président de la République d'alors, rappelait que la filière bois devait contribuer pour un tiers aux engagements de la France d'assurer 23% de sa consommation énergétique grâce à des énergies renouvelables.

Comment la Lorraine peut-elle se positionner face à ce défi? La région dispose de nombreux atouts, dont son exceptionnel patrimoine forestier, et un pôle de recherche forêt-bois au premier plan national. Toutefois, peut-on estimer de manière fiable la ressource forestière régionale? Comment sécuriser les approvisionnements? Quel est l'avenir de la scierie en Lorraine? Pouvons-nous mieux exploiter le bois local et éviter que le bois-énergie ne vienne concurrencer les industries du panneau et du papier? Comment orienter les formations? Quelle montée en puissance attendre des Lois Grenelle en matière de bois-construction et quelles adaptations prévoir en Lorraine? Autant de questions auxquelles s'attache à répondre ce dernier rapport « bois » du CESEL.

la Semaine AB314

# INDUSTRIE Bâtir une véritable filière bois en Lorraine

**En 2020, 23% de l'énergie française devra être renouvelable. Un tiers de l'effort devra provenir de la biomasse, essentiellement du bois. La Lorraine est-elle prête pour ce défi ? Pourra-t-elle concilier l'intensification de la demande en bois-construction et en bois-énergie avec la préservation de ses ressources ?**

**U**n tiers du territoire lorrain est couvert par de la forêt. 841 000 hectares au total, ce qui place la Lorraine au 5ème rang national. Sa filière bois représente 20 000 emplois. Depuis plusieurs années, l'activité forestière en Lorraine connaît pourtant une décroissance, du fait de l'ouverture des frontières à la concurrence, et d'une mauvaise structuration de la filière, selon Maurice Grunwald, vice-président du Conseil Economique et Social de Lorraine (CES). « *A l'heure actuelle, il est possible d'augmenter de 20 à 30% l'exploitation du bois en Lorraine sans mettre en péril le renouvellement des parcelles. Nous n'exploitons pas raisonnablement tout ce que la forêt lorraine peut nous apporter comme matériaux.* »

## Regroupez-vous !

Pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la politique annuelle de l'Office National des Forêts (ONF) est devenue inadaptée en termes d'exploitation forestière. « *Une réforme est nécessaire pour mener à bien des projets d'exploitation in-*



Les forêts représentent un tiers du territoire : un atout qu'il faut gérer sur la durée.

*industriels sur 5 à 10 ans* », explique M. Grunwald. La gestion des domaines se heurte également à quelques difficultés. Si la forêt publique domaniale est majoritaire à 60%, les 40% restant de parcelles privées sont extrêmement morcelés. 29% des unités de propriétés sont inférieures à 4 hectares, ce qui les dispense des aménagements obligatoires et les rend difficilement rentables. « *Les particuliers qui possèdent des forêts considèrent leurs parcelles comme un placement patrimonial à long terme. Cette approche peut se concilier avec une ac-*

*tivité économique* », explique le conseiller. « *Il faut inciter les propriétaires à se regrouper et à confier la gestion de leur domaine forestier à des organismes appropriés* ». **Seconde faiblesse, la petite dimension des entreprises qui interviennent dans la récolte du bois.** 247 scieries couvrent toute la Lorraine. Elles font subir au bois une première transformation. Elles le débitent, le scient, le tranchent, le déroulent, et fabriquent des panneaux de fibres, des particules et de la pâte à papier. Mais elles ne peuvent se situer, pour l'instant, dans un contexte inter-

national de concurrence. « *Faute de moyens, elles ne peuvent réaliser les investissements nécessaires à la fabrication de poutres normalisées répondant à un cahier des charges strict* », explique M. Grunwald. Le CES préconise donc le regroupement de ces entreprises de sciage afin qu'elles acquièrent une dimension qui leur permette d'investir et d'accéder aux marchés mondiaux. Autre déficit : les activités de seconde transformation. On entend par là, la fabrication de produits finis comme les meubles ou les charpentes. Quasiment absentes

en Lorraine, elles pourraient pourtant apporter de la valeur ajoutée sur le territoire lorrain. Maurice Grunwald souligne « *la nécessité de développer des procédés industriels pour cette activité* ». La prédominance des feuillus en Lorraine dessert aussi la filière de bois de construction. Le CES encourage donc le remplacement des feuillus par des résineux lors du renouvellement de la forêt, le conifère étant l'essence par excellence du bois d'œuvre. Enfin, les petites branches appelées "second bois" ne sont pas suffisamment utilisées. « *Elles pourraient pourtant ouvrir des perspectives nouvelles et servir à faire de la pâte à papier ou des briquettes de bois en vue de la production d'énergie* », explique le conseiller. Des idées plein la tête, il poursuit : « *les tiges et les troncs possèdent également leurs propres ressources énergétiques* ». Ils contiennent de la cellulose et de lignine. « *Pourquoi ne pas les utiliser dans la fabrication de succédanés aux carburants ou de matières plastiques?* »

## 4 à 5000 personnes

Reste à trouver les financements pour toutes ces activités. Pour Maurice Grunwald, « *il ne s'agit pas de donner des fonds de subvention mais un accord de prêts à des entreprises qui se regroupent et dynamisent le secteur. C'est un investissement pas un soutien à fonds perdus* ». En développant les filières bois d'œuvre, bois d'industrie, et les applications chimiques, 4000 à 5000 emplois supplémentaires pourraient voir le jour en Lorraine. »

Emilie Clerc (CLP)

La Semaine - 17 mars 2011

## Les travaux annuels

### Rapport annuel et tableaux de bord mensuels

### Situation économique sociale et environnementale (SITECO) de la Lorraine

Comité de Pilotage SITECO

Président :  
Gilbert Krausener

Temps fort du CESE de Lorraine, la présentation du rapport annuel sur la Situation économique, sociale et environnementale de la Lorraine a lieu chaque fin d'année. La seconde Assemblée, qui se plie à cet exercice depuis plus de 25 ans maintenant, examine un document qui livre un diagnostic de la région, mais aussi des préconisations susceptibles de permettre à la Lorraine de poursuivre son (re)développement.

Le Tableau de Bord économique et social est quant à lui publié chaque mois depuis mars 2009. Il regroupe 25 indicateurs économiques parmi lesquels la demande d'emploi globale, le chômage des jeunes, le chômage de longue durée, les offres d'emploi, l'appréciation de l'activité dans les différents secteurs économiques ainsi que la situation de l'immobilier. Il propose également le suivi d'indicateurs de l'environnement économique et social transfrontalier. A cela vient s'ajouter en page de garde un zoom sur un fait saillant de la conjoncture lorraine.

L'ensemble de ces documents publiés annuellement et mensuellement a vocation à constituer un outil d'aide à la décision des politiques régionales. Au fil des années, les compétences du CESE de Lorraine dans le domaine de l'observation des grands phénomènes économiques et sociaux régionaux ont permis d'établir un partenariat avec de nombreuses institutions actives du monde économique (URSSAF, Pôle emploi, DIRECCTE, Banque de France, CCI, INSEE...).

Le CESEL, pionnier des CESER de France pour une telle analyse, est désormais un observatoire régional incontournable de la situation économique, sociale et environnementale de la Lorraine.

# Crise : des raisons d'y croire

Le CESEL de Roger Cayzelle voit percer dans le marasme industriel et économique des regains d'initiatives et des pistes à creuser. Il le dit : « Coué était nancéien... ».

**L**a Lorraine souffre plus que les autres. Mais elle est aussi, sans doute, une région où l'on se bat davantage contre la fatalité d'un déclin annoncé. S'il fallait retenir le message d'une session anniversaire du CESEL (Conseil économique social et environnemental de Lorraine), hier à Metz, il pointe d'abord cette volonté farouche de résister aux éléments contraires. Et de ce point de vue, la région a été servie plus que de raison par les coupes sombres dans les effectifs et les effets ricochet des répercussions industrielles de la crise. « Il pleut d'abord où c'est déjà mouillé », aime à imager Gilbert Krausener, le vice-président, connaisseur s'il en est de la situation économique d'une région où les handicaps nourrissent le cercle vicieux d'autres handicaps.

L'intéressant déroulé des chapitres



■ L'usine Renault de Batilly en Meurthe-et-Moselle.

Photo Alexandre MARCHI

de ce rendez-vous honoré tous les ans depuis 1984, visant à dresser un panorama à la fois exhaustif et synthétique, peut bien donner raison à l'organisme présidé par Roger Cay-

zelle : ce dernier balance toujours entre le sombre constat et la volonté d'y croire. « Dès 2003, nous annonçons un second choc industriel après celui des années 80. Il a été particulièrement violent et a lessivé notre potentiel de création d'emploi, plombé notre démographie, affecté notre PIB ». Ironisant sur le réflexe de ceux qui « sautent comme un cabri en répétant "restons optimistes..." », Roger Cayzelle nuance toutefois son propos, tiré d'une ambition d'une Lorraine où pointent des « évolutions positives qui peuvent nous inciter à davantage d'optimisme », tout en glissant l'annonce de relations meilleures avec le Conseil régional de Lorraine.

## La place de l'automobile lorraine

Rien ne sera de trop car à la lecture des chapitres, c'est la succession de douches froides. Il est bien question d'un « nouveau dynamisme » du tourisme, d'une « confirmation » de la place de l'automobile lorraine en France, ou encore du « socle du renouveau » de l'enseignement supé-

## Des chiffres préoccupants

► La Lorraine subit depuis trois ans sa plus grave crise économique depuis 1930 avec notamment un produit intérieur brut (PIB) en recul de 2,1 % en 2009, selon le rapport présenté hier au Conseil économique, social et environnemental (CESEL).

► Quelques chiffres illustrent la crise actuelle. Les exportations de la région ont ainsi reculé de 7,5 % entre les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres de l'exercice en cours tandis que la construction de logements a chuté de 9 % en avril-mai-juin par rapport à janvier-février-mars. La part de la région dans la valeur ajoutée nationale a parallèlement reculé entre 2008 et 2011, à l'exception de l'automobile et de l'agriculture.

► Depuis 2008, la Lorraine a enregistré 11 % des pertes d'emploi au niveau national, dont 43.000 postes dans l'industrie manufacturière entre 2010 et 2011.

► La Lorraine est la 10<sup>e</sup> des 22 régions françaises en terme de population (2,4 millions d'habitants) mais pointait en 2009 en 19<sup>e</sup> position pour son PIB par habitant (23.653 euros).

rieur et de la recherche, mais les tendances démographiques sont en berne : -3.000 personnes par an entre 99 et 2007. Dans le même temps, Nantes gagne 1.000 habitants par mois.

Les indicateurs négatifs ? C'est l'embaras du choix. Une 18<sup>e</sup> place (sur 22) pour l'intensité de la pauvreté, en particulier chez les jeunes. Le surendettement : une hausse de 2,15 % sur les douze derniers mois. L'état de santé de la population, dans ce contexte, est ainsi « globalement moins bon chez les Lorrains ». L'emploi dans la région, ce n'est pas une surprise, « amplifie son décrochage »... Michel Dinet relève néanmoins de l'ensemble de la réflexion un « changement de ton dans l'état d'esprit ambiant » au fil d'un long discours, relayé par Patrice Sanglier. Comme si la capacité de se battre des Lorrains, des « gens de caractère », dixit Dinet, pouvait constituer le meilleur rebond. Sourire aux lèvres, Roger Cayzelle conclut l'intervention du préfet de Lorraine : « Coué était nancéien ». Cayzelle, ou le discours de la méthode.

Antoine PETRY

## ArcelorMittal-Florange : le P6 ne redémarrera pas en janvier

**Florange.** Le haut-fourneau P6 de l'aciérie ArcelorMittal de Florange (Moselle), à l'arrêt depuis le 4 octobre, ne redémarrera pas en janvier comme prévu, a-t-on appris de source syndicale.

« La direction, qui s'était engagée à remettre en route le P6 début janvier, nous a informés qu'un éventuel redémarrage n'interviendrait au mieux qu'à la fin du premier trimestre 2012 », a précisé Edouard Martin, délégué CFTD au comité central d'entreprise du n°1 mondial de la métallurgie.

Le 4 octobre, le directeur d'ArcelorMittal Florange, Thierry Renaudin, avait affirmé que la « mise en veille » du P6 était « conjoncturelle, temporaire

et provisoire ». La veille à Paris, le groupe sidérurgique avait annoncé la fermeture « pour une durée indéterminée » du dernier de ses hauts-fourneaux encore en activité en Lorraine.

« Ce report de la reprise du P6 est une très mauvaise nouvelle », a commenté M. Martin. « Elle conforte notre conviction que la filière liquide en Lorraine est morte et que quelque 2.000 emplois vont disparaître dans la région, dont un millier sur les 3.000 du site, 400 emplois chez les intérimaires et plusieurs centaines chez les sous-traitants », a-t-il ajouté. « En outre, cette décision remet en cause le projet européen Ucos de captage de CO2 sur le site », a-t-il souligné.

Est Républicain - 19 novembre 2011

CONJONCTURE

Sans dramatisation ni concession, le Conseil économique, social et environnemental de Lorraine a présenté son rapport annuel sur la situation économique et sociale régionale. Il pointe le manque d'ambition des élus lorrains.

## La Lorraine serait la région française la plus touchée par la désindustrialisation

Alors que se poursuit la litanie des difficultés - ArcelorMittal à Florange (629 emplois), Parisot dans les Vosges (300 salariés), projet Skylander (170 personnes) -, le Conseil économique, social et environnemental de Lorraine (Cesel) juge dans son état des lieux annuel que la région « est la plus touchée par la désindustrialisation en France ». Entre 2008 et 2010, l'emploi salarié a reculé de 5 % en Lorraine, alors qu'il a crû de 6 % en France métropolitaine. « Si la région avait suivi la même tendance que la moyenne nationale,

elle compterait aujourd'hui près de 60.000 emplois supplémentaires », souligne le Cesel, qui explique en partie cette situation par la spécialisation dans des branches industrielles, en mutation telles que l'automobile, la métallurgie ou la chimie. Les secteurs créateurs d'emplois (énergie, environnement) sont sous-représentés.

Au printemps dernier, le cabinet Asterès (études économiques et conseil) soulignait que avec une hypothèse de croissance de 0,3 % en France, au moins 2 régions verraient leur PIB reculer, la Picardie

### Recul de l'emploi salarié en Lorraine, entre 2008 et 2010.

de 0,1 % et la Lorraine de 0,4 %. Or, les indicateurs (utilisation des capacités de production, intérim, chiffre d'affaires des entreprises), relevés fin septembre par le Cesel confirment cette tendance.

Les exportations vers la zone euro représentent 68 % - contre

48 % au niveau français - du PIB régional, rendant la Lorraine très sensible à la conjoncture européenne, et donc vulnérable dans le contexte actuel.

Dans le même temps, la région souffre d'une démographie en baisse, le solde migratoire étant à peine compensé par le solde naturel encore positif. La pauvreté et la précarité ont augmenté en 2011 (+ 23 % de bénéficiaires d'au moins un minimum social - RSA, RMI, etc. - par rapport à 2010). De plus, la région connaît une surmortalité par rapport à la moyenne nationale et affiche un déficit important de soins ambulatoires.

### Quelques éléments positifs

Dans ce contexte, le Cesel note quelques éléments positifs, notamment l'éclaircie constatée en 2010-2011 après cinq années de baisse des IDE (investissements directs étrangers). Le renouvellement du parc de production (mise en service de centrales à cycle combiné gaz, nouvelle centrale photovoltaïque...) contribue à maintenir et renforcer l'indépendance énergétique régionale.

Enfin, l'emploi frontalier (près de 10 % de la population active) continue de progresser et concerne plus de 100.000 personnes (trois fois plus qu'il y a vingt ans), générant 630 millions d'euros de salaires.

Le Cesel fait aussi part de ses réserves quant au projet Lorraine 2020, présenté par le conseil régional (dont 10 % du budget, soit 96 millions d'euros, est consacré aux actions économiques), faisant « la part belle à l'économie sociale et solidaire au détriment de l'attractivité des territoires et de la compétitivité des entreprises ».

PASCAL AMBROSI  
CORRESPONDANT À NANCY

Les Echos - 14 novembre 2012

## Conjoncture

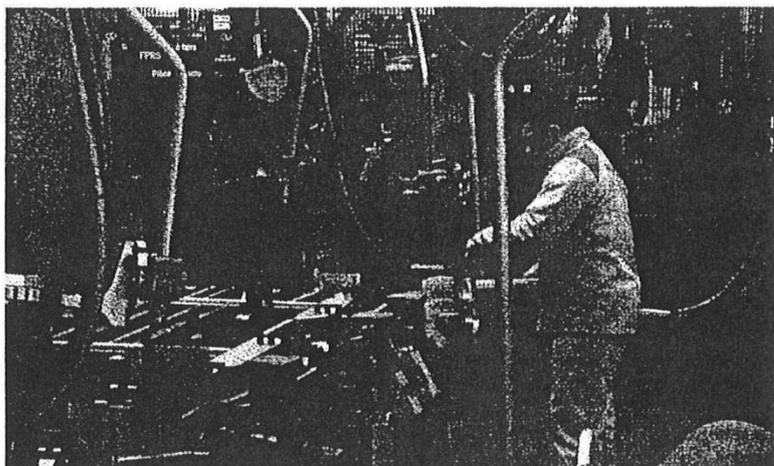
# La production lorraine repart...au ralenti !

**L**e Conseil économique et social de Lorraine vient de faire paraître son tableau de bord mensuel sur la situation économique de la région. Pas de surprise, la Lorraine est toujours dans le brouillard même si la production semble repartir dans certains secteurs d'activité.

«La production repart à la hausse dans certains secteurs mais reste insuffisante.» On ne se voile pas la face du côté du dernier baromètre économique (en date du 22 mars) du Conseil économique et social de Lorraine. «Le tissu industriel lorrain marque une hausse de son activité, notamment dans le secteur des biens intermédiaires et l'automobile.» Une note conjoncturelle qui corrobore les dernières enquêtes réalisées notamment par l'Observatoire des entreprises lorraines (Odel). Mais avec un net bémol, tout de même ! «Malgré cette tendance haussière, le niveau de regain n'est que peu significatif pour l'ensemble de l'économie. »

## Redémarrage au ralenti

Pour le CES : «le taux d'utilisation des capacités de production augmente de 1.4 point mais, à 73.4 %, il reste inférieur de plus de dix points à son niveau d'avant la crise». Pas de quoi pavoiser alors, tout comme dans le secteur des défaillances d'entreprises (voir notre article en page 4 de ce numéro). «Cette hausse de la production n'a que peu d'effet visible sur le marché du travail lorrain. Les entrées à Pôle Emploi restent supérieures aux sorties depuis 18 mois.» Et les choses devraient aller crescendo quand on connaît les perspectives faites par le directeur régional de Pôle Emploi sur le sujet. «Il faudra des années pour



Le dernier tableau de bord économique du Conseil économique et social de Lorraine mentionne une légère hausse de la production en Lorraine, notamment dans le secteur de l'automobile. Pas de quoi pavoiser car elle demeure nettement insuffisante.

que le marché de l'emploi en Lorraine se reconstruise.» (voir notre précédent numéro). Le CES renchérit en affirmant que «les offres d'emploi restent à un niveau très bas. La région représente 2.6 % des offres nationales pour 3.1 % des emplois du secteur marchand». Au final, une production et une activité

économique générale plus qu'au ralenti malgré quelques sursauts. Un tableau toujours bien noir. A quand les éclaircies conjoncturelles ? Sur cette question, personne ne semble pouvoir réellement s'avancer. ☹☹☹

emmanuel.varrier

## Luxembourg : ce n'est plus cela...



Le moteur de l'aspirateur transfrontalier luxembourgeois commence à avoir des ratés et c'est toute une partie de la Lorraine qui va tousser. «L'impact du ralentissement du marché de l'emploi au Luxembourg sur les frontaliers s'est accru au cours de l'année 2009. Entre septembre 2008 et septembre 2009, l'emploi marchand est stable au Luxembourg, mais le nombre de frontaliers français baisse de 2.1 % alors qu'il progresse de 1.8 % pour les frontaliers allemands», peut-on lire dans le tableau de bord du 22 mars du CES Lorraine.

### Communications annuelles

### Suivi des décisions industrielles

Commission 1 :  
Economie Emploi Innovation

Président du Groupe de Travail :  
Raymond Frenot

Le groupe de travail propose un suivi régulier des investissements industriels actés et projetés, triés par nature et stade d'avancement, selon diverses thématiques: sidérurgie-métallurgie-mécanique-matériaux, chimie, automobile, énergie, économie du retraitement, aéronautique, agriculture et agro-alimentaire, bois-forêt-ameublement-papier-imprimerie, tourisme.

## ■ ÉCONOMIE *R. 040709*

### Le CES surveille les choix industriels

Après le tableau de bord mensuel de la situation économique et sociale de Lorraine lancé en mars dernier (<http://ces.lorraine.eu>), le Conseil économique et social (CES) a présenté jeudi son « groupe de suivi des décisions industrielles », piloté par Raymond Frenot et Maurice Grunwald (commission économie-emploi).

Un nouvel outil en ordre de marche en coulisses, depuis le début de l'année, et qui se veut une sorte de « banque de données permanentes » sur la conjoncture industrielle et le suivi des grands projets à fort impact dans les secteurs-clés de l'économie régionale. Pour Roger Cayzelle, président du CES, « le socle de l'économie doit rester l'industrie, même si elle souffre et a perdu 15 % de ses effectifs en huit ans.

*Il faut toujours développer le secteur industriel pour amalgamer des services autour. On a insisté l'an dernier pour avoir un commissaire à l'industrialisation ; on en a un, même si ce n'est pas tout à fait ce que l'on souhaitait ». Selon lui, ce quasi-observatoire « des dix grands projets » centraux des prochaines années n'a pas une « approche politique » mais « contributive », « au fil de l'eau ». Cette information sera disponible sur <http://ces.lorraine.eu>.*

#### Vigilance

L'avenir de la sidérurgie est un des gros sujets d'attention des socio-économiques du CES qui gardent un œil vigilant sur la possibilité, par exemple, de relancer un des hauts fourneaux de Hayange. Maurice Grunwald : « Il (Mittal) étudie cette possi-

*bilité très sérieusement avant la fin 2009 », promet-il de bonne source. Ulcos (capture-stockage de CO2), Fonds lorrains des matériaux, projet CEFASIM... seront suivis « comme le lait sur le feu ». Sur le même modèle, la chimie (Carling, Pipeline, Ineos, chimie verte), le bassin de Toul (l'après Kléber), l'automobile, la métallurgie (CMI), l'énergie (biomasse, projet de démonstrateur de Bure, Novacarb à Laneuville-devant-Nancy), l'aéronautique (Skytander), l'agroalimentaire (Bulgnéville, Epilor-Dieulouard et Ineos-Verdun), le bois (Ralf Pollmeier à Charmes) et les infrastructures multimodales (ports intérieurs) sont les sujets d'actualité sur lesquels planche le CES. À suivre.*

A. M.

Republicain Lorrain - 4 juillet 2009

## 2.2- Image

Bien que confrontée ces dernières décennies à une démographie étale (environ 2300000 habitants depuis 40 ans), une forte poussée du chômage ainsi qu'une certaine atonie en matière de créations d'emplois, la Lorraine n'en est pas moins une région capable d'avancées remarquables : la mise en convergence de ses villes autour du Sillon lorrain, la création de l'Université de Lorraine, les projets lorrains labellisés dans le cadre des Investissements d'Avenir, le développement des mobilités, l'émergence d'une dynamique dans les territoires ruraux ou encore l'essor pris par la culture (les nombreux festivals lorrains) et le tourisme sont autant d'indicateurs d'une région en mouvement, sans oublier la position géographique de la Lorraine, au cœur de la Grande Région.

Pour autant, la situation très délicate de la Lorraine, liée à un environnement économique et financier très incertain, a pour conséquence d'entraîner la région dans une spirale redoutable. Alors même qu'elle est très affaiblie, nul ne peut nier que la Lorraine souffre d'un déficit d'image et d'attractivité, y compris auprès des Lorrains eux-mêmes. Au travers de marqueurs territoriaux constitutifs d'une nouvelle image (la « locomotive » que représente le Centre Pompidou-Metz n'en est qu'un exemple), il s'agit de conférer

à la Lorraine une attractivité nouvelle en renforçant avant tout la confiance et l'adhésion des Lorrains. C'est en donnant le sentiment d'une région plus agréable à vivre et en affichant une image plus visible et plus forte, que la Lorraine convaincra celles et ceux qu'elle veut retenir, et séduira celles et ceux qu'elle veut attirer.

En 2008 déjà, les réflexions autour de l'image et de l'attractivité occupaient les esprits des socioprofessionnels lorrains. C'est ainsi qu'une enquête sociologique a été commandée à une équipe du Laboratoire Lorrain de Sciences Sociales afin, avant de brosser un portrait de la Lorraine de l'extérieur, d'en apprécier la représentation de ceux qui y vivent. C'est ainsi que l'on apprend que 67% des Lorrains sont partisans d'un lobbying pour défendre leur région ou encore que 64% refusent l'argument du climat trop rude, dont est trop souvent affublée la région.

En mars 2012, le CESEL cible sa réflexion dans une communication sur le tourisme, vu non seulement comme un vecteur économique mais aussi comme un moteur d'images. La publication préconise entre autres de développer la marque Lorraine, comme le font l'Alsace et la Bretagne, afin de gagner en visibilité.

## Entretien avec Philippe Buron-Pilâtre

Vice-Président du CESEL délégué au tourisme

### Quel est le principal combat autour de l'image à mener aujourd'hui en Lorraine ?

Un combat en trois axes. Donner envie aux personnes extérieures à la Lorraine de choisir cette région comme destination touristique, ne serait-ce que pour un court séjour. Faire changer la mentalité des Lorrains pour qu'ils deviennent des ambassadeurs de la qualité de vie. Et mettre en lumière les atouts et les richesses de cette région. Malheureusement, l'actualité économique et sociale ramène parfois notre région à de dures réalités médiatiques qui plombent les efforts qui ont été consentis. Il est donc nécessaire de savoir rebondir, comme dans toute communication de crise, et de ne pas baisser les bras.



### Y a-t-il un essor du tourisme lorrain ces dernières années, à relier avec de potentielles retombées économiques ?

Bien entendu. Que ce soient le Centre Pompidou, Center Parcs, Amnéville, la Place Stanislas et les domaines skiables des Vosges ainsi que des événementiels puissants, depuis dix ans le poids économique du tourisme ainsi que la création d'emplois dans ce secteur sont désormais mesurables et importants. A l'heure d'Internet et du développement numérique, toutes les régions dans le monde et en France sont concurrentes. Il est donc important que les collectivités continuent à investir dans ce domaine pour doter la région d'outils modernes. Le numérique est aujourd'hui l'un des domaines majeurs à soutenir. Le tourisme est un secteur en complète évolution qui a besoin d'être séduisant pour attirer. Sans cette séduction, les retombées économiques financières et médiatiques sont moindres.

### 3- Une marque Lorraine verra-t-elle le jour demain dans notre région ?

La stratégie qui a été adoptée par la Région Lorraine en partenariat avec les divers acteurs du tourisme en Lorraine tourne plus autour des portes d'entrée. Le CESE de Lorraine préconise depuis 2003 la création d'une marque forte à laquelle l'ensemble des acteurs touristiques et autres pourraient adhérer, à l'instar de la Bretagne et de l'Alsace. C'est un long processus qui passe par une négociation habile où chaque acteur y retrouve « ses petits ». Mais il est évident que pour être visible dans le monde, une marque, un slogan qui donnent envie de découvrir une destination reste la meilleure porte d'entrée. Des progrès notables ont été observés depuis cinq ans ; je suis persuadé que l'on verra cette marque fédérer les énergies avant cinq ans. Mais si l'on rate cette échéance, on sera condamné à « jouer dans la cour des tout petits ».

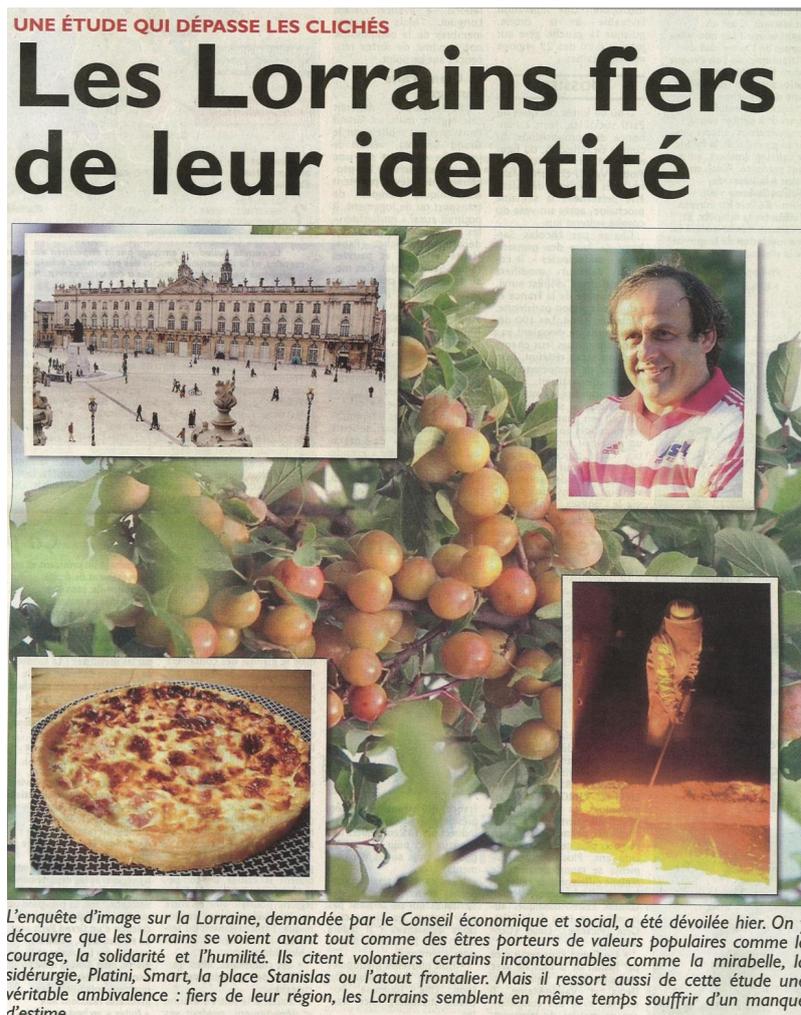
Avril 2009  
Rapport

## Images de la Lorraine

Enquête sociologique auprès d'habitants de Lorraine commandée en mars 2008 par le CES Lorraine à une équipe du Laboratoire Lorrain de Sciences Sociales dirigée par Jean-Yves Trépos, professeur de sociologie

L'enquête s'est attachée à montrer les facettes de l'image de la Lorraine, telle qu'elle est portée par les Lorrains. Elle recherche aussi bien les clichés, que le noyau dur des représentations, à propos de trois composantes :

- la réputation (ce qu'on entend dire sur la région),
- les connaissances (ce qu'on sait ou croit savoir sur sa région),
- les affinités et les intérêts (ce qu'on aime, ce dont on se sent proche, ce qu'on aurait intérêt à voir se réaliser).



Une du Républicain Lorrain - 25 février 2009

SOCIÉTÉ

# Miroir, mon beau miroir...

Les Lorrains veulent défendre leur région contre les critiques de l'extérieur. L'étude commandée par le CES, bat en brèche les idées reçues.

NANCY. - Les plus optimistes la qualifient de « brouillée ». Les plus pessimistes - « ou les plus lucides » s'interroge Roger Cayzelle - la considèrent « grise, terne et sans relief ». Soit. Au-delà des sempiternels lieux communs véhiculés par l'histoire, l'inconscient collectif ou le vécu, la récente étude commandée par le Conseil économique et Social sur l'image de la Lorraine bat en brèche un certain nombre d'idées reçues. Fruit de nombreuses heures d'auditions et de discussions avec les habitants des quatre départements de l'est, le travail, réalisé sous la direction du sociologue Jean-Yves Trepos, met le doigt sur un certain nombre d'éléments presque inattendus, sinon inédits. D'où il ressort que les 670 représentants de l'échantillon - sans « notables » - se regroupent autour d'une idée majeure : l'envie de défendre leur région. Presqu'une « déclaration d'amour ». En privé, ils veulent bien admettre que la Lorraine présente un certain nombre de handicaps mais que le climat « résume le président du CES, « mais ils ne veulent pas qu'on

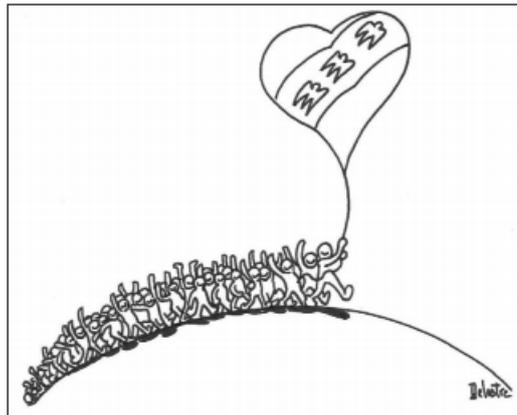
leur rabâche de l'extérieur, au contraire, ils sont prêts à agir pour la défendre ».

## Plus âgés plus critiques

Presqu'une réaction d'amour-propre, qui s'inscrit en faux contre l'idée trop généralement reçue par le fatalisme d'habiter un périmètre froid, balayé par la crise, peu enviable des régions voisines. Ce que l'étude résume par une « opposition à se dresser contre les stigmatisations à propos de la météo, de la mono-industrie, de l'attractivité, des qualifications et du déficit identitaire ».

Piers d'être Lorrains, ou pas loin. Un sentiment particulièrement défendu par les plus jeunes, contrastant avec les plus âgés, « plus sensibles à l'idée du déclin régional et plus refermés sur eux-mêmes ».

« La preuve, ils sont même assez nombreux à considérer que notre région possède de véritables atouts touristiques » illustre le président. Ils se définissent comme « fiers d'être porteurs de valeurs populaires telles que le courage et la solidarité » note Jean-Yves Trepos. La



séparation en deux sous-ensembles (Vosges-Meuse face à Moselle-Meurthe-et-Moselle) ne suffit pas à tirer un élan collectif des sondés pour une invitation à un apaisement

des querelles. Le sociologue résume la substance : « Arrêtez de vous chamailler, définissez un projet politique majeur ». Telle qu'elle ressort de l'étude, l'information est

clairement affirmée : la population est lasse des gué-guerres de tranchée. Messieurs les élus, écheve ?

Antoine PETRY  
apetry@estrepublikain.fr

## « Les Lorrains veulent être acteurs »

Le sociologue Jean-Yves Trepos met en exergue le désir d'implication des habitants. La mobilisation est plus forte qu'on ne l'imagine.

- Jean-Yves Trepos, sur quels constats a abouti votre enquête ?

- Il y a chez les Lorrains deux aspects en conflit permanent : nous sommes à la fois fiers de notre patrimoine et de notre histoire, et dans le même temps il existe une facette plus timorée, qui manque de confiance. Et ce dernier phénomène est davantage marqué chez les personnes âgées.

- Étonnant, ce que vous appelez « l'effet Meurthe-et-Moselle »...

- On considère toujours ce département comme manquant de sentiment d'identification. Surprise : c'est même le contraire, avec des réponses homogènes apportées par les habitants de Longwy ou Lunéville. Il y a dans le 54 une véritable communion d'idées autour de valeurs de revendications et de luttes sociales par exemple et un sentiment volontariste assez avancé.

La Moselle, qu'on présente souvent « allemande » est au

contraire beaucoup plus composite, diversifiée.

## Une demande

- Autre information : les Lorrains sont très attachés à leur région...

- C'est même frappant, et agréable, au fond, à entendre. Nous avons débuté l'étude pour savoir si l'idée qu'on a de gens fatalistes, résignés, colle à la réalité. Or, c'est loin d'être le cas. Il y a pour les élus de véritables potentialités à exploiter car la population est mobilisée, demandeuse.

Il faut rendre hommage au Conseil économique et Social d'avoir permis de fédérer les démarches de centaines de Lorrains, investis au quotidien sans compter pour autant parmi les notables. 80 personnes étaient présentes mardi à Metz, elles avaient pris des vacances, des RTT pour être présents, ils veulent être acteurs et le CES leur a donné le moyen d'exprimer cette ambition.

A. P.



Jean-Yves Trepos : « Contrairement aux idées reçues, il existe en Meurthe-et-Moselle une communion de valeurs ». Photo ER

Est Républicain - 2 mars 2009

**23 mars 2012**  
**Communication**

## **Tourisme en Lorraine: moteur d'images, vecteur économique**

**Commission 1 :**  
**Economie Emploi Innovation**

**Président du Groupe de Travail :**  
**Philippe Buron-Pilâtre**

Les années 2010 et 2011 sont celles d'un nouvel essor du tourisme lorrain, porté par un volume sans précédent d'investissements et par l'effet-locomotive des deux équipements que sont le Centre Pompidou-Metz et Center Parcs Domaine des Trois Forêts. Cette dynamique se doit d'être relayée, mais pour autant, le pari n'est pas gagné. L'image de la Lorraine reste encore floue et souvent négative. La stratégie régionale, plus volontariste, se heurte toujours à la dispersion des acteurs publics et à l'insuffisante structuration des professionnels.

Les clés de la réussite résident à présent dans la mise en œuvre d'une dynamique collective publique-privée, reposant sur des objectifs clairs et partagés et un programme d'actions axé sur 4 priorités : une offre de produits simple et lisible, une fédération par collègues des professionnels privés, une nouvelle gouvernance, et une mutation vers l'e-tourisme et le m-tourisme (mobile tourisme) ainsi que vers des financements innovants.

## CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL (CESEL) Tourisme lorrain, parce qu'il le vaut bien

La dernière session du conseil économique et social était, entre autres, consacrée au tourisme. Un constat : le tourisme est devenu une priorité pour les acteurs de la Région même s'il reste encore du chemin à parcourir.

Commencer un débat sur le tourisme par une histoire dans un taxi, c'est plutôt bien vu. Mais Philippe Buron Pilâtre connaît bien les ficelles de la com. Le voilà donc, lors de la dernière session du conseil économique, social et environnemental de Lorraine, en train de raconter son échange parisien avec un chauffeur de taxi d'origine asiatique. Ce dernier l'interrogeant sur la localisation géographique de la Lorraine. Philippe Buron-Pilâtre a d'abord tenté l'explication œnologique en situant la Lorraine pas très loin de la Champagne et de la Bourgogne. Face à la perplexité de son interlocuteur, il a finalement présenté la Lorraine comme « la banlieue de Luxembourg ». Et là, le chauffeur de taxi a vu plus clair. Tout ça pour poser une question : « Notre région a-t-elle une visibilité touristique ? ». « Rien n'est gagné mais rien n'est perdu », répond Philippe Buron-Pilâtre. Selon lui, le nœud du problème est de pouvoir « susciter du désir en racontant une histoire ». Les bases du scénario ont été écrites récemment avec l'apparition des deux locomotives du tourisme lorrain : le centre Pompidou et Center Parcs. Grâce à eux, une étape a été franchie faisant du tourisme lorrain une des préoccupations économiques et politiques. Tout est une question d'image qui pour être perçue de l'extérieur doit être com-

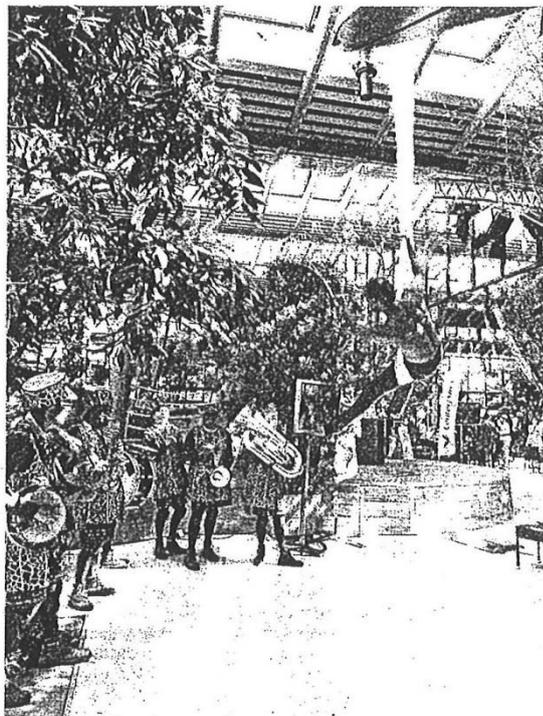
prise et aimée de l'intérieur. « Une région qu'on vient visiter est une région qui a de la valeur y compris pour ceux qui y habitent », précise Roger Cayzelle. La révolution est en marche mais il reste encore du chemin à parcourir.

### Le temps et l'argent

Le CESEL préconise « une mobilisation générale pour faire du tourisme un moteur de notre identité, la mise en place d'un budget commun, créer une marque qui fédère la Lorraine, surfer sur les réseaux sociaux pour que les Lorrains fassent la promotion de leur région à l'étranger, s'arrimer aux grands donateurs d'ordre, placer la Lorraine au cœur d'une gouvernance publique/privée », décrit Philippe Buron-Pilâtre. « Pour que le tourisme se développe, il faut des moyens. C'est également une question de temps accordé aux gens », réagit Raymond Bayer. En ce qui concerne la notion de marque, Raymond Frénot met en avant l'exemple de l'agroalimentaire qui a déjà créé la sienne. Elle est baptisée « La Lorraine notre signature et rassemble 60 entreprises et 700 produits. Il serait dommage de créer une autre marque. Les consommateurs seraient perdus ». Maurice Grunwald reconnaît « la prise de conscience du fait que le tourisme peut avoir un impact sur les emplois. C'est une bonne chose que la Région Lorraine ait reconnu le tourisme comme une filière prioritaire ».

### Fier d'être lorrain

Pierre Guilmin rappelle, quant à lui, un chiffre : « 40% des familles lorraines ne partent pas en vacances ». Quant à Patrice Sanglier, il s'interroge sur le nombre de familles lorraines qui accèdent à Center Parcs. Ce dernier estime également



Le centre Pompidou Metz et Center Parcs sont les deux locomotives du tourisme dans la région. Les Lorrains représentent 25% des 1,3 million de nuitées de Center Parcs.

qu'une bonne politique touristique passe par un accueil par les rails « Il faut réussir Vandières », dit Patrice Sanglier, et sur les routes. « Il n'y a pas d'aire d'accueil digne de ce nom sur tout le parcours de l'A31. C'est un vrai problème. Pourquoi ne pas en créer une à Lesmenils ? ». Enfin Patrice Sanglier souhaiterait que la naissance des futurs centres de congrès de Metz et de Nancy s'accompagne d'un showroom « pour vendre du produit touristique ». Fabrice Genter insiste sur la nécessité d'avoir « la fierté d'être lorrain » et sur le fait que les professionnels du tourisme ne sont pas les seuls concernés par cette problématique. « Elle touche aussi les

commerçants ». Un constat que partage Philippe Guillaume pointant également le curseur vers la grande région. « Nos frontières sont encore trop présentes. Il faut proposer des offres sur le Palatinat, la Sarre et la Belgique ». Philippe Buron-Pilâtre partage l'essentiel de ces constats. Il ajoute toutefois un chiffre au débat : « Les Lorrains représentent 25% des 1,3 million de nuitées de Center Parcs ». Pour conclure, il insiste sur la notion de marque. « C'est le moment pour que tout le monde se retrouve autour de la table ».

Aurélia Salinas

## 2.3- Développement durable

Par la loi dite Grenelle II du 12 juillet 2010, les Conseils économiques et sociaux régionaux ajoutent une nouvelle corde à leur arc et deviennent environnementaux. En application de cette loi, cinq nouveaux représentants d'associations et fondations agissant dans le domaine de la protection de l'environnement et du développement durable sont venus en 2011 compléter les rangs du CESE de Lorraine. Des conseillers référents Développement Durable ont également été désignés au sein de chaque Commission pour répondre à la dimension résolument transversale de cette nouvelle attribution.

Car au-delà du caractère environnemental, il s'agit là bien de relever les nouveaux défis du développement durable en région, celui qui consiste à «répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs». Le développement durable s'inscrit donc naturellement en transversalité de trois piliers : l'économie, le social et l'environnemental.

Si le plan Climat Energie a fixé un objectif quantifié, celui de réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre (GES), d'améliorer de 20% l'efficacité énergétique, et de porter à 20% la part des énergies renouvelables dans la consumma-

tion finale d'énergie (les fameux 3\*20), il semble pourtant essentiel de faire ressortir les caractéristiques propres à chaque territoire (parmi lesquelles en Lorraine la consommation d'énergie notamment dans l'industrie, l'étalement urbain, le potentiel d'énergie renouvelables...).

Afin que les pouvoirs publics prennent conscience des spécificités du territoire lorrain, le CESE de Lorraine a décidé d'apporter une série d'avis circonstanciés, d'abord sur le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) et son annexe le Plan éolien, puis sur les déclinaisons régionales du débat sur la transition énergétique, qui a eu lieu au printemps 2013. Les Indicateurs territoriaux du développement durable sont venus compléter de manière plus factuelle ces contributions, afin de permettre une comparaison entre les régions françaises et donner, dans la mesure du possible, une information sur les tendances d'évolution en Lorraine.

Les enjeux liés au développement durable font donc définitivement partie des attributions de la seconde Assemblée, a fortiori si les Régions voient leur compétences accrues en matière de transition énergétique, dans le cadre de l'Acte III de la décentralisation en cours d'écriture.

## Entretien avec Guy Bergé

Membre environnementaliste du CESEL

### Pouvez-vous nous expliquer pourquoi la Lorraine est la région métropolitaine la plus énergivore ?

Cela relève essentiellement de deux facteurs: l'un géographique, notre région est une des plus septentrionales de l'hexagone et soumise à un climat d'influence continentale; l'autre, le plus conséquent est économique, malgré les différentes phases de crises qu'elle a connues, la Lorraine reste fortement industrialisée. Mais ce qui la différencie du Nord-Pas-de-Calais ou de la Picardie soumises à ces deux mêmes facteurs, est l'ancienneté du parc de logement construit en grande partie avant les années 1970 et les 1ères lois de réglementation thermique.



### Quels sont les axes d'intervention prioritaires de la Lorraine en matière de climat-air-énergie ?

On retrouve forcément les axes qui ont été abordés lors des débats sur la transition énergétique: efficacité, sobriété et développement des énergies renouvelables. L'amélioration, au regard des critères thermiques, du parc de logements devrait être une première priorité car elle influe favorablement sur les deux autres piliers du développement durable, en créant des emplois difficilement délocalisables et en redonnant du pouvoir d'achat.

En matière d'efficacité, la recherche a un rôle conséquent à jouer. Les pôles d'innovation et d'excellence sont un atout important qu'il convient de soutenir, en favorisant notamment les transferts de technologie. Les transports impactent fortement cette thématique. L'amélioration de l'intermodalité serait un prolongement logique des efforts déjà réalisés en ce domaine.

### Le développement durable, n'est-ce pas avant tout une affaire de gouvernance ?

Si la gouvernance, ne serait-ce que par l'exemplarité qu'elle peut insuffler, a un rôle important à jouer, elle ne peut pas tout. Notre société est fortement conditionnée par le rôle pseudo moteur de la croissance et la référence au seul critère prix. Or on perçoit bien les impacts néfastes que cela a sur les deux autres piliers du développement durable tant que cette gouvernance n'est pas à l'échelle mondiale. Notre région y a perdu beaucoup d'emplois et la planète entière souffre des impacts environnementaux. Ce rééquilibrage entre économique, humain et environnement nous concerne tous.

19 octobre 2012

Avis

## Avis sur le Schéma Régional Climat Air Energie et son annexe le Plan éolien

Toutes commissions

Le Schéma Régional Climat Air Energie, schéma d'orientations élaboré conjointement par l'Etat et la Région, concourt au respect des principaux engagements de l'Union Européenne et de la France en matière de lutte contre le changement climatique et de lutte contre la pollution atmosphérique.

Le CESEL a noté que le SRCAE souffrait de manques importants, de nature à entacher sa faisabilité. La seconde Assemblée a, entre autres, proposé dans son avis de réaliser une mise en cohérence de tous les schémas sur la base d'une démarche partenariale incluant le CESEL, et de réaliser une simplification et une synthèse des données pour favoriser la participation citoyenne.

### ■ CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

## Sus à la précarité énergétique

*En matière d'exigences environnementales, la lutte contre la précarité énergétique constitue une priorité. Reste à trouver les budgets.*

L'examen, vendredi au Cesel, du Schéma régional climat air énergie de Lorraine, a donné lieu à un débat nourri dont les premiers à s'interroger sur ses futures déclinaisons sont les débatteurs eux-mêmes. À l'aune des urgences, les sujets ne manquent pas. Les moyens financiers, eux, font cruellement défaut. La Lorraine recense par exemple 208 000 logements très énergivores. Soit environ un logement sur cinq. Le coût moyen de rénovation par unité se chiffre dans une fourchette comprise entre 30 000 € et 70 000 €. « Il s'agit là de familles qui n'ont pas les moyens de rénover leur habitation », précise Daniel Béguin. Pour le vice-président en charge de l'environnement à la Région, venu éclairer la lanterne de l'assemblée socio-professionnelle, cet indicateur donne l'ampleur du chantier qui presse.

### Une visibilité à six ans

Inscrite dans la loi de Grenelle, la transition environnementale ouvre un marché fabuleux. Mais peu d'acteurs s'y sont préparés. Pascal Févotte déplore, au nom de la CGT, les offres de métiers non pourvues. Le bâtiment a ainsi un besoin urgent de plaquistes, de charpentiers ou de couvreurs formés aux nouvelles normes environnementales. Béguin, lui, promet en retour que ces formations figureront bien au rang des priorités de la Région.

Le même insiste sur la rédaction « à quatre mains » – Etat/Région – du document soumis au vote du Cesel. Le schéma régional se donne

une visibilité à 6 ans. Il explore les champs énergétiques les plus variés sans ignorer les pistes d'économies. Beaucoup, à l'instar de Béguin, s'étonnent que le texte ne dise rien, en revanche, de l'atome ou encore du gaz de schiste et du gaz de houille. Pour l'éolien les objectifs apparaissent plus clairs. La Région incite à la sagesse : « Si j'écoutais les pro-éolien, on partirait sur un programme de production de 2 300 mégawatts. Avec les opposants, on ferait le vide. Un choix médian s'impose donc, avec une production comprise entre 1 300 et 1 500 MW ».

Pascale Combette (Lorraine nature environnement) dénonce un catalogue de bonnes intentions « aux objectifs peu ambitieux » et préconise une réduction plus drastique de la dépense énergétique. « La Lorraine produit 15 % de l'électricité carbonée du pays », s'offusque-t-elle en plaidant également pour la conversion des chauffages électriques des particuliers. « C'est la complémentarité des sources d'énergie qui permettra de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> », complète Pascal Févotte. Lequel défend également le développement de la filière bois jugeant insuffisante la priorité donnée à la préservation du bois énergie, notamment pour le chauffage des particuliers aux revenus modestes. Autant de pistes de réflexion qui seront explorées d'ici la fin de l'année, lors du vote par la Région de ce Schéma régional climat air énergie.

X. B.

Républicain Lorrain - 21 octobre 2012

**8 février 2013**

**Contribution**

### **Indicateurs Territoriaux du Développement Durable (ITDD) de la Lorraine 2013**

Toutes commissions

La gouvernance étant au cœur des enjeux du développement durable, c'est une démarche résolument partenariale et continue qui a été lancée par le CESEL avec le concours de la DREAL, du SESGAR, de l'INSEE Lorraine et de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, pour retenir ces 39 indicateurs dans la 1ère version de ce Tableau de Bord des ITDD en Lorraine. Ces ITDD ont été catégorisés selon les défis de la Stratégie Nationale de Développement Durable, élaborée par le Ministère de l'Ecologie, afin d'inscrire ce travail dans le cadre des nombreuses réflexions sur les mesures de la richesse alternatives au seul PIB, menées au niveau national et dans les territoires.

L'objectif de cette 1ère version est de donner un aperçu global de la situation de départ en Lorraine et des dynamiques d'évolution déjà en cours.

**24 mai 2013**

**Contribution**

### **Contribution au débat sur la transition énergétique (DTE)**

Toutes commissions

Fruit de plusieurs semaines de réflexion des référents Développement Durable et des Commissions du CESEL qui ont participé pendant plusieurs semaines aux débats thématiques territorialisés, la contribution au débat sur la transition énergétique du CESEL identifie les axes d'interventions prioritaires pour faire de la Lorraine une région résolument engagée dans la transition énergétique, une région d'énergie du futur.

L'objectif : faire émerger des contributions concrètes et construire des propositions d'actions sur les thèmes de la sobriété énergétique, de l'urbanisme et des transports durables, de la production d'énergies renouvelables ou encore de l'efficacité énergétique, qu'il s'agisse du secteur agricole, du logement ou encore de l'industrie, sans oublier la question du financement de la transition énergétique.

La Semaine

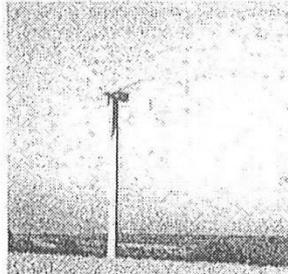
Edition :  
Date : 30/05/2013.

## CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL D'une transition à l'autre

**E**n Lorraine, la question de la transition énergétique est intimement liée à celle de son avenir industriel. Exemples lors du débat conduit par le conseil économique, social et environnemental.

Ni un débat d'hiver, contrairement aux apparences extérieures. Ni un débat divers, parmi tous ceux qui rythment le processus engagé par l'Etat devant conduire à présenter un projet de loi, après l'été, si par bonheur l'été finit par s'imposer. Avant d'entrer dans l'hémicycle régional et néanmoins chauffé pour apporter leur pierre experte à la discussion nationale sur la transition énergétique, les conseillers économiques et sociaux de Lorraine ont étayé le propos avec des exemples puisés dans leur quotidien : les uns, descendus des Hautes-Vosges, racontaient les chutes de neige de la veille, jeudi 23 mai; d'autres, venus de Saint-Avold, évoquaient cette tornade d'à peine sept minutes apparue le même jour et au même moment au-dessus de leur tête.

Là-dessus, il était l'heure de parler de ce qui est devenu indispensable pour ne plus que le climat se détraque et se dérègle à vue d'œil. Un échange un brin plus conceptuel, mais hautement crucial. Acrobatique voire contradictoire, l'enjeu est ainsi résumé par le président de l'Assemblée consultative régionale, Roger Cayzelle : « Nous abordons un sujet pouvant apparaître au premier regard extrêmement théorique, éloigné des préoccupations immédiates de nos concitoyens concernés, aujourd'hui, sur l'emploi et le pou-



voir d'achat. » Mais « la question de la transition énergétique est aujourd'hui centrale et elle doit être placée au cœur des politiques publiques... »

Des travaux rapportés par Anne Pedon et Claude Betsch puis des débats qui ont suivi, où la richesse du sujet le disputait à son côté fatalement fourre-tout, une évidence ressort : la transition énergétique est intimement et profondément liée à ce qu'il devient permis d'appeler la transition Industrielle, ici plus qu'ailleurs. C'est le sens du projet de vallée européenne des matériaux et de l'énergie mis en avant conjointement par Jean-Pierre Masseret, le président de la région Lorraine, et par Roger Cayzelle. Tout le monde est d'accord, à quelques nuances près. Qui a dit « comme toujours » ?

### « Potentiel important » dans la recherche

Pierre Guilmin, représentant du syndicat CFDT, évoque « les méthodes d'extraction du gaz de houille, celles de stockage d'énergie », autant de secteurs

« qui peuvent nous sortir du fatalisme », à condition notamment d'accorder « une place importante à l'innovation et à la recherche », de consentir aussi « un investissement fort dans la formation professionnelle. » Mais, rappelle-t-il aussitôt, les plus belles intentions ne survivront qu'à une condition essentielle : « Modifier nos habitudes de consommation, de déplacements, de logement... ». Du côté du Medef, Maurice Grunwald se veut pédagogique dans sa démonstration, ambitieux et réaliste à la fois dans son analyse : « L'énergie conditionne la satisfaction des besoins des ménages, des collectivités, de l'activité économique, explique le représentant patronal. Il faut donc de la prudence dans les arbitrages, afin de ne pas pénaliser la compétitivité des entreprises (...). Quant aux opportunités en termes d'emplois, elles représentent un vrai challenge qui implique des efforts dans la recherche et la formation, d'y consacrer des moyens, de cerner les priorités et de s'y tenir. » Aux deux, Pierre Mutzenhardt apporte cette précision de président de l'université de Lorraine : « Notre potentiel dans la recherche est important ».

En ce haut lieu du dialogue et de la recherche du consensus, sur un sujet dont plus personne ne nie la nécessité et l'urgence à le traiter, aucun tabou ne survit au tour de table. Du côté des agriculteurs, Gérard Renouard tient à rappeler la fragilité de la condition d'éleveur. « 40 % des surfaces agricoles de notre région sont des prairies, dont la vocation est de nourrir les animaux. Leur maintien suppose donc de lever certains antagonismes » entre le sou-

ci environnemental et les exigences d'exploitation. En défenseur du nucléaire et de la centrale de Cattenom, Vincent Barbaras (EDF) affirme quant à lui qu'il n'est « pas question d'opposer des sources de production qui sont complémentaires ». Dans le même sens, Patrice Lombard, du Medef, veut « préserver les atouts du nucléaire » tout en lorgnant du côté « du gaz de schiste et du gaz de houille ». Parallèlement, Frédéric Marion (collège environnement), souligne qu'en matière de normes BBC (bâtiments basse consommation), « nous pouvons déjà faire très bien, très vite, et entraîner l'offre par la demande », citant l'exemple du Toit vosgien, entreprise de Saint-Dié en pointe dans l'utilisation du bois dans la construction de logements.

La mise en valeur de la filière bois est précisément l'un des axes majeurs retenus par le Cesel dans sa contribution au débat, au même titre que le recours à la méthanisation, à l'exemple maintes fois cité des pionniers de Methavalor, à Morsbach, en Moselle-Est. « C'est à nous de jouer », a lancé Philippe Guillaume, de la chambre de commerce et d'industrie, en rappelant que la Lorraine comptait « un parc de logements énergivore » et « une autoroute A31 émettrice de gaz à effet de serre ». Une manière de rappeler, comme l'a fait en conclusion Thibaut Villemain, vice-président (PS) du conseil régional, que de ce débat dépend en grande partie « le développement économique, social et territorial de la Lorraine. » Rien que ça.

S.V.

La Semaine - 30 mai 2013

**20 septembre 2013**

**Communication**

### **L'eau en Lorraine : état de la ressource, attentes, pistes de progrès**

**Commission 1 :  
Economie Emploi Innovation**

**Présidente du Groupe de Travail :  
Anne Pedon-Flesch**

Les réflexions engagées ont pour but de dresser un état général et complet de la problématique de l'eau en Lorraine.

Comment préserver l'état naturel de la ressource en eau, eaux superficielles, zones humides et eaux souterraines ? Comment garantir et pérenniser cette ressource en quantité et en qualité pour ses différents usages, domestiques, agricoles, industriels, de transport ? Quelles évolutions sont observées dans la réglementation et les modes de gestion locale ? Quelles sont les conséquences dans la structuration des métropoles ?

La Lorraine dispose indéniablement de nombreux atouts pour répondre à ces enjeux, à travers ses structures de recherches, son tissu de grandes et petites entreprises et ses nombreux emplois dédiés.

## 2.4- Emplois et compétences

Quelle que soit la situation économique, l'articulation des politiques entre l'économie, les compétences, l'éducation et le social est indispensable. Cela s'avère encore plus impératif en période de crise.

Le Contrat de Plan Régional de Développement des Formations Professionnelles (CPRDFP), signé en Lorraine en juin 2011 par le Préfet de Région, le Président du Conseil Régional, le Recteur de l'Académie et le Directeur Régional de l'Agriculture a défini les grandes orientations d'une programmation à moyen terme des actions de formation professionnelle des jeunes et des adultes tout en assurant la cohérence des différentes filières de formation.

Décliné autour de 4 parcours : Parcours formation initiale – premier emploi, Parcours mobilité subie – recherche d'emploi, Parcours d'insertion, Parcours mobilité choisie – professionnalisation, il vise au développement des compétences, la sécurisation des parcours de vie, mais aussi l'accompagnement les changements et l'anticipation des transitions économiques.

Les priorités affichées dans ce contrat sont multiples : consolider l'industrie lorraine, sécuriser les parcours économiques des PME-PMI et des entreprises artisanales, élever globalement le niveau des qualifications, construire une orientation active, doter les salariés des compétences transversales transférables, anticiper, innover et préparer aux emplois de demain.

Si la démarche engagée permet d'améliorer la concertation entre les partenaires et acteurs concernés par la formation professionnelle, l'élaboration des conventions d'application doit permettre de prolonger ces échanges constructifs.

Deux ans après la signature du CPRDFP, des dossiers essentiels sont encore en cours d'instruction (carte des formations, pôles de compétences, bilinguisme, accueil-information-orientation...). Le suivi de ces travaux est à l'ordre du jour permanent des réunions de la Commission « Education Formation Recherche Insertion » du CESE de Lorraine.

### Entretien avec Olivier Cayla

Président de la Commission «Formation Education Recherche Insertion»



#### Comment élever le niveau des qualifications et augmenter le nombre d'emplois supérieurs en Lorraine ?

Cette problématique est une priorité absolue : l'éradication de la non-qualification, qui est facteur incontestable de non-employabilité. Face à la crise, le rôle protecteur du diplôme se confirme toujours, même si l'arrivée de la crise entre 2007 et 2010 a fortement accentué les difficultés des jeunes diplômés à trouver un emploi. Mais il faut veiller à ce que l'élévation du niveau de qualification soit générale et s'effectue bien sur toute la chaîne des niveaux de qualification, et pas seulement sur les publics les plus éloignés de l'emploi. La démarche doit être soutenue à court, moyen et long terme au profit de tous les publics concernés, jeunes en formation initiale, demandeurs d'emploi et salariés en formation continue.

#### Plusieurs mois après la création de l'Université de Lorraine, comment se caractérise l'enseignement supérieur et la recherche en région ?

L'Université Lorraine, une des plus grandes de France, développe en son sein tous les domaines de compétence, d'enseignement et de recherche utilisables dans toutes les branches de l'économie. Cette richesse de compétences l'amènera très vite à définir plus précisément ses axes prioritaires de développement. Son classement au niveau international lui confère lisibilité et crédibilité internationales, dont la Lorraine et ses entreprises devraient apprendre à mieux tirer parti. La qualité des formations lorraines est un atout essentiel pour le développement du projet «Lorraine, Vallée Européenne des Matériaux et de l'Energie».

#### Quel est le principal défi de la formation en région ?

Sans hésitation, le pilotage. La complexité des mesures et des procédures, la multiplicité des acteurs, les financements croisés exigent un pilotage en parfaite connaissance et en collaboration avec tous les partenaires concernés. Il est nécessaire de définir clairement des priorités et de s'y tenir. Le CCREFP (Comité de Coordination Régional de l'Emploi et de la Formation) est, au cœur de la gouvernance régionale, l'instance de coordination des politiques d'emploi et de formation. La phase d'élaboration du CPRDFP a boosté son fonctionnement. Mais de même qu'il importe de faire vivre le CPRDFP et de porter l'action au-delà des discours, il faut donner au CCREFP les moyens d'assurer son rôle de coordination. Le retour sur investissement est à ce prix, et l'optimisation des dépenses ne saurait être le seul critère de pilotage.

**24 juin 2011**

**Avis**

### **Avis sur le Contrat de Plan Régional de Développement des Formations Professionnelles (CPRDFP)**

**Commission 2 :  
Education Formation Recherche  
Insertion**

Si le projet de CPRDFP décrit des orientations générales et consensuelles répondant aux problèmes liés à la situation économique et sociale de la Lorraine, le CESE de Lorraine l'a jugé trop imprécis sur la quantification des améliorations et des résultats attendus.

La démarche engagée a permis d'améliorer la concertation entre tous les partenaires et acteurs concernés par la formation professionnelle. L'élaboration des conventions d'application à venir devra permettre de prolonger ces échanges constructifs.

Le CESEL sera vigilant sur:

- la définition, point par point, d'opérations quantifiées mesurables;
- l'existence de moyens d'évaluation réels;
- l'application et l'opérationnalité des mesures visant à renforcer le rôle de coordination et d'animation du CCREFP.

**21 juin 2013**

**Rapport**

### **Formations et développement durable Première phrase : le bâtiment**

**Commission 2 :  
Education Formation Recherche  
Insertion**

**Présidente du Groupe de Travail :  
Madeleine Thiébaud**

L'étude met en exergue pour ce premier opus le secteur du bâtiment et formule des préconisations pour favoriser l'adaptation des formations au développement durable.

En effet, si tous les secteurs de l'activité économique sont concernés par le développement durable : l'agriculture et les forêts, l'automobile, la chimie verte, la filière eau... c'est bel et bien le bâtiment, responsable de plus de 42.5% de la consommation d'énergie finale et de près de 28% des émissions de gaz à effet de serre, qui se trouve en première ligne des défis énergétiques et des contraintes liés au changement climatique.

Le développement de l'économie verte en Lorraine peut et doit donc générer croissance et emplois. Les enjeux de la formation et de la qualification des Lorrains et des Lorraines pour parvenir à ce résultat semblent, de ce point de vue, essentiels.

Edito

# Pour une formation adaptée aux territoires

« La formation est une arme stratégique pour le futur des Lorrains et de la Lorraine ! » Avec cette phrase, Roger Cayzelle, le président du Conseil économique, social et environnemental (CESE) de Lorraine résume l'importance de ces notions, anciennes maintenant et semble-t-il toujours délicates à mettre en œuvre, notamment au sein des PME et TPE, de Formation tout au long de vie ou encore de Gestion des compétences. « Les choses avancent, timidement mais elles avancent ! Bon nombre d'entreprises ont pris conscience de l'intérêt de gérer leurs compétences en interne mais il est certain qu'il faut encore faire passer le message », constate le directeur d'un Organisme paritaire collecteur agréé (OPCA) de la région. Des OPCA, souvent concurrents sur le terrain, et des acteurs de la formation professionnelle et continue au sens large qui apparaissent avoir compris aujourd'hui de la nécessité de jouer collectif. Sur le papier, de nombreuses conventions et autres partenariats sont signés et bon nombre assurent « qu'il est impossible de travailler seul. Les acteurs ne doivent plus rester sur leur pré carré, il faut travailler en réseau et cela la grande majorité des acteurs l'a compris. » A voir sur le long terme ! Mais il est certain

qu'avec l'arrivée en masse de la notion « d'employabilité » des personnes tout au long de leur vie professionnelle, la formation ne peut que s'afficher comme un cheval de bataille au sein des entreprises.

Former intelligemment...

« Il y va de leur pérennité, la formation des collaborateurs (et des dirigeants) est indispensable pour assurer la sécurité économique de nos PME », assure un professionnel du secteur. Comme l'indique le président du CESE Lorraine, la formation permet « de faire face aux défis posés aux salariés qui rencontrent des difficultés, et de répondre ainsi aux défis des mutations. Ce faisant, elle doit être un outil offrant un avenir à ces salariés. » Cette Formation avec un grand F se doit également « d'accompagner la mutation de l'économie lorraine et de développer l'employabilité des Lorrains en élevant leur niveau de qualification. Il ne s'agit pas ici de construire une élévation moyenne mais une élévation médiane tirant à la fois les moins bien formés et les mieux formés ». La formation doit être bénéfique à tous. La Région apparaît l'avoir bien compris ! A l'heure où nous écrivons ces lignes, le Contrat de Plan Régional de Développement des



La formation s'affiche aujourd'hui comme une arme stratégique pour le développement des Lorrains et de la Lorraine.

Formations professionnelles (CPRDFP) est en cours d'élaboration. « Cet exercice de construction de la carte qualitative et quantitative de la formation doit s'entendre comme une approche globale de la formation professionnelle tant initiale que continue », renchérit le président du CESE Lorraine. « Il suppose également une préparation ouverte à l'ensemble des acteurs de la vie civile. Et il doit bien évidemment partir d'un diagnostic partagé tant régionalement que sur les territoires, permettant de construire des objectifs réalistes et réalisables à l'aide d'outils et de moyens clairement identifiés. » L'ère du « former pour former » semble avoir vécu...enfin tout le monde l'espère !

emmanuel.varrier

Les Tablettes Lorraines - 18 avril 2011

**Dans le BTP, il faut «favoriser l'adaptation des formations au développement durable» (CESE Lorraine)**

Il faudrait préparer des formations aux nouveaux métiers du bâtiment («infiltrométrétreur», «conseiller en rénovation énergétique») et répondre aux besoins de « transversalité des actions de formation », souligne le Césel (Conseil économique, social et environnemental de Lorraine), dans son rapport « Formations et développement durable. Première phase : le bâtiment », présenté le 21 juin 2013 en séance plénière à Metz. Établi après une série de 19 auditions et 6 visites de site, ce document appelle à « innover » en matière de formation. « En période de crise, la formation est une priorité. Il faut se donner les moyens de développer en Lorraine une véritable filière d'excellence sur ce secteur », note Madeleine Thiébaud, présidente du groupe de travail lancé en septembre 2011. Plusieurs préconisations ont été faites, après un état des lieux des besoins de main-d'oeuvre et des formations.

« La formation est l'élément clé de l'adaptation des professionnels au bâtiment durable », est-il indiqué dans un rapport du Césel (Conseil économique, social et environnemental de Lorraine) adopté le 21 juin 2013, qui émet des préconisations « pour favoriser l'adaptation des formations au développement durable ». « En particulier, nous souhaitons développer un pôle régional de compétences en éco-construction et éco-rénovation : il pourrait être utile dans la mise en place de plates-formes pédagogiques et de formations pour les artisans », souligne Madeleine Thiébaud, présidente du groupe de travail lorrain.

Introduction de l'article de l'AEF, fil d'informations spécialisées - 26 juin 2013

**20 septembre 2013**

**Communication**

### **Les politiques conjoncturelles d'aide à l'emploi des jeunes**

**Président du Groupe de Travail :  
Gilbert Krausener**

**Rapporteurs : Julie Descailles, Estelle  
Pochat et Jean-Luc Humbert**

Les études statistiques montrent que les jeunes actifs sont beaucoup plus sensibles aux variations de conjoncture. Depuis la crise de 2008, les gouvernements ont utilisé le levier des contrats aidés pour tenter de limiter le chômage des jeunes. Actuellement, de nouveaux dispositifs sont mis en place tels que les contrats de génération ou encore les contrats d'avenir.

Les réflexions du CESEL visent à établir un diagnostic précis de la situation des jeunes face à l'emploi en Lorraine tout en dressant un panorama des politiques conjoncturelles d'aide à l'emploi des jeunes. Il s'agira aussi d'évaluer le nombre de jeunes ayant bénéficié de ces politiques depuis le début de la crise pour ensuite formuler des préconisations pour l'optimisation de ces dispositifs.

## 2.5- Questions territoriales

L'attractivité de la Lorraine va de pair avec une nouvelle vision de l'aménagement de son territoire. Ainsi, tout en organisant de nouvelles solidarités sociales et territoriales, il semble primordial pour le CESE de Lorraine de favoriser la mise en réseau des territoires, tant urbains que ruraux et d'y inventer et d'y diffuser de nouveaux modèles équilibrés de développement.

Remettre en question l'organisation spatiale des villes contribuera à faire sortir la Lorraine de son ornière. Redensifier les centres villes et lutter contre l'étalement urbain doit être une priorité pour concilier des objectifs de mixité sociale et de qualité de vie en Lorraine. La maîtrise du foncier pour créer de l'habitat accessible est un autre objectif du vivre ensemble, tout comme l'harmonisation des rapports entre ville et campagne et la couverture numérique de l'ensemble du territoire.

A l'évidence, la Lorraine peut regagner en dynamisme et enrayer son déclin démographique en articulant et en mettant en convergence l'action de ses villes. Leur mise en réseau, par le biais du Sillon Lorrain ou de l'Eurodistrict SaarMoselle, permet la concentration de la majorité des fonctions métropolitaines supérieures en Lorraine telles que la culture, l'accès aux soins et aux formations (l'Université de Lorraine) tout en favorisant la création des métropoles multipolaires.

Il faut souligner qu'à l'heure où les acteurs publics régionaux se penchent de concert sur la problématique de la métropolisation, le CES Lorraine proposait déjà en 2009 de construire la métropole régionale, Metz et Nancy constituant les vrais points de référence d'une bipolarité identifiable dans le paysage à la fois national, mais aussi transfrontalier. Ces liens, dont notre région ne peut que tirer des avantages, ne doivent en effet pas se cantonner au seul territoire régional, mais bien se tourner aussi vers la Grande Région et vers le Sud.

L'ensemble de ces défis d'aménagement a donc toujours tenu une place centrale dans la réflexion du Conseil économique, social et environnemental de Lorraine. Des rapports stratégiques tels que ceux consacrés à la métropolisation, la ruralité ou la restructuration des armées, ou d'autres, plus ciblés, portant sur un territoire spécifique (le bassin de Toul-Kléber) rendent là bien compte de cette exigence qu'ont toujours eue les socio-professionnels lorrains de repenser le territoire régional à tous les niveaux et ce, toujours de manière solidaire.

# Entretien avec Raymond Frenot

Président de la Commission «Espaces à enjeux»

## Les réflexions liées à la structuration des territoires lorrains ont-elles évolué depuis six ans ? De quelle manière ?

La structuration des territoires lorrains et leur mise en réseau ont été des sujets abordés dans Lorraine 2020, même si les suites de cette réflexion n'ont été que peu suivies d'effets dans les politiques régionales. La politique du conseil régional de Contrats d'Appui au Développement des Territoires (CADT), encore dans sa 1ère application, a cependant permis de faire remonter plusieurs projets et a pour but d'intégrer progressivement dans un contrat unique l'ensemble des politiques du conseil régional d'aides aux collectivités et de soutiens de projets de développement local, en partenariat avec l'action des conseils généraux. Plus globalement, chaque institution continue à définir ses propres priorités, voire peut aller à les mettre en opposition avec les priorités d'autres organisations.



## Quelle place pour la métropolisation aujourd'hui en Lorraine ?

La métropolisation, en tant que phénomène de concentration de pouvoir de commandement au sein d'un espace urbain ne reste en Lorraine que parcellaire. La Lorraine peine en effet à attirer des emplois dits métropolitains supérieurs (à contenus décisionnels ou hautement qualifiés). Néanmoins des réseaux originaux de collectivités qui concentrent ces emplois en Lorraine (Eurodistrict SaarMoselle, pôle métropolitain du Sillon lorrain) mettent en place des coopérations renforcées pour renforcer l'attractivité de leurs territoires dans des domaines variés (développement économique, mobilités, enseignement supérieur, culture, etc.) et dont les effets profitent aussi aux autres territoires lorrains.

## Quels sont réellement ces espaces à enjeux en Lorraine capables de tirer la région vers le haut ? De quelle manière procéder ?

Certains espaces à enjeux tels le territoire de l'Opération d'Intérêt National (OIN) Alzette-Belval, ou l'opération TerraLorraine connaissent une perspective plutôt favorable et une gouvernance adaptée à leurs projets. Ils sont à même de faire apparaître les synergies propres à la Grande Région. A contrario, des espaces à forts enjeux (massif des Vosges, sud de la Meurthe-et-Moselle,...) connaissent des conjonctures très difficiles, où il est nécessaire d'intervenir pour enrayer le déclin économique et démographique que connaissent ces territoires.

4 juin 2008  
Communication

## Les armées en Lorraine, d'une histoire sans devenir à une histoire sans avenir ?

Commission 1 :  
Economie Emploi Innovation

Président du Groupe de Travail :  
Philippe Buron-Pilâtre

En 2008, les projets de restructuration de l'Armée portaient sur le transfert ou la suppression d'une trentaine de régiments, pour la plupart situés dans le quart Nord-Est de la France et la fermeture de certaines bases aériennes. Des choix géographiques qui interpellent : des perspectives difficiles à accepter pour une Lorraine au visage marqué par l'histoire militaire, tant dans ses stigmates que dans ses honneurs. L'Etat peut-il ignorer la réalité de la situation lorraine, au risque de s'imposer un nouveau dispositif plus coûteux que l'existant ?

Si la Lorraine du 21<sup>ème</sup> siècle n'est certes plus le bastion de l'Est destiné à défendre l'Etat, elle peut, plus que jamais, prétendre occuper une place privilégiée, que ce soit dans le cadre de projections sur des théâtres d'opérations extérieures ou tournée, par le transfrontalier, vers d'autres pays au bénéfice de la Défense européenne.

## « Non c'est non ! »

*A quelques semaines de la présentation de la carte des Armées par Hervé Morin, le CES rend public son rapport et appelle les élus lorrains à la mobilisation générale.*

**METZ.** « Non, c'est non ! », Philippe Buron Pilâtre, président du groupe de travail « Armées » mis en place par le Conseil Economique et Social régional (CES) en avril 2008, lance dans son rapport un message clair et ferme au gouvernement. S'il reconnaît que la réforme est nécessaire, le CES, par la voix de son président Roger Cayzelle, s'interroge sur la méthode et accuse : « La France ne peut légitimement traiter la question de l'Armée et de l'organisation militaire à la légère ! ». Avec une démographie en berne depuis plus de 10 ans et les difficultés que connaissent les bassins industriels actuellement, la question du territoire n'est pas secondaire mais bien un « impératif majeur, qui rend ces mesures extrêmement inquiétantes ». La question du coût social et financier est posée dans ce rapport. « Il nous semble que ces saignées dans les régiments

coûteront plus cher que le reformatage ». Quid d'un bilan global et public qui présenterait les gains mais aussi les coûts réels de la réforme ? « Les coûts de compensation, nous ne voulons pas les envisager », affirme Roger Cayzelle, président du CES. Il veut croire que ce rapport suffira pour « faire changer la position de Nicolas Sarkozy ». « L'union fera la force ». A quelques semaines de la présentation de la carte militaire par le ministre de la Défense, le CES en appelle à la mobilisation générale. « Nous regrettons amèrement qu'il n'y ait pas eu de position commune, ni de coordination entre les maires des communes visées », Philippe Buron Pilâtre rappelle que le rapport « L'armée une histoire en devenir », rendu en 2004, avait émis 10 propositions concrètes, dont la Conférence régionale permanente Armée-Nation. « Nous regrettons que la

Conférence permanente n'ait eu que deux ou trois réunions thématiques, avant que les bonnes intentions ne retombent aux oubliettes... ». Le président ajoute comme un appel, que « s'il n'y a pas d'unité, ce sera une purge ! Supprimer 10.000 emplois à Lunéville, serait comme supprimer 100.000 emplois à Paris ! ». Outre les aspects sociaux et économiques, le CES se fait fort de rappeler le lien « filial » qui unit l'Armée et la Lorraine. « En Lorraine, contrairement à la plupart des régions de France, un militaire quitte sa caserne en uniforme, et non pas en civil, ce n'est pas rien ! », martèle Philippe Buron Pilâtre. La région, de par sa position frontalière et septentrionale a construit son histoire avec les Armées. Le concept d'une armée de projection doit selon le Conseil économique et social tenir compte de cette histoire. Les



Philippe Buron Pilâtre, président du groupe de travail.



Roger Cayzelle, président du CES.

menaces ont changé, les enjeux sécuritaires aussi. « La saignée proposée dans le quart nord-Est est contraire au concept de défense globale et de sécurité civile ». Le CES présentera son rapport en séance plénière le 4 juin, et proposera un débat

plus large lors d'une autre session le 20 juin. Commercy, Dieuze, Lunéville et Bitche, tout n'a pas été pris en compte et « rien n'est joué ! », selon le CES.

Stéphanie SCHMITT

Est Républicain - 27 mai 2008

**17 novembre 2008**

**Rapport**

### **Quel avenir pour le bassin de Toul ?**

**Commission 1 :  
Economie Emploi Innovation**

**Président du Groupe de Travail :  
Raymond Frenot**

Le 3 octobre 2007, Michelin annonçait la fermeture de l'usine Kléber à Toul pour début 2009. Près d'un an plus tard, les acteurs concernés par la revitalisation de cette zone d'emploi ont défini des mesures au regard des impacts attendus. L'étude menée auprès de ces acteurs et le diagnostic réalisé par les membres du groupe de travail du CES ont permis de dégager les points forts et les opportunités du Toulinois.

Alors qu'elle connaissait une phase de rattrapage, la Lorraine, à l'instar des autres régions françaises, va très certainement subir les conséquences de la crise financière mondiale sur son économie réelle. Le retour à l'activité pour les salariés de Kléber risque de s'allonger dans ce contexte, affaiblissant le niveau des indicateurs sociaux.

Aussi, un accompagnement fort, par des actions à court et moyen termes permettant de relancer la dynamique de croissance du bassin toulinois, est impératif : le développement du cycle des produits, l'achèvement des infrastructures, le tourisme sont autant de domaines que le CES soutient.

**LE FAIT DU JOUR**

**L'avenir du bassin**



**Raymond Frenot : « Sur le site Kleber, une seule certitude : Acticall, qui démarre la semaine prochaine. »**

Au vu du départ de l'usine Kleber, un groupe de travail du conseil économique et social (CES) a réétudié le devenir économique du bassin. Pour apporter des précisions face à un rapport sorti en novembre dernier. Leurs réflexions ont été présentées hier aux élus et décideurs locaux à la communauté de communes. La balle est maintenant dans le camp de ceux-ci: le groupe de travail est un observatoire. «*Nous donnons des pistes, pas des leçons*» explique l'un des membres.

Pour le dossier Kleber, Michelin s'est engagé à réindustrialiser le site. Pour

l'heure, «*une seule certitude: Acticall, qui démarre la semaine prochaine*» explique le président Raymond Frenot. Les autres sociétés devraient suivre: Setia (2009) Poweo (retardé de six mois, fin 2011). Quant au projet de création d'un pôle d'excellence «*cycle de vie des produits*», il verra le jour d'ici 2011 ou 2012. Pour le reclassement des salariés, Jean-Paul Othelet note «*les moyens exemplaires mis en place par Michelin*». Tous pourtant regrettent la mauvaise conjoncture économique «*qui ne tombe pas au bon moment.*»

**Stéphanie MANSUY**

Est Républicain Edition de Toul - 11 mars 2009

**20 mars 2009**

**Rapport**

**Construire la métropole régionale, la Lorraine ne peut plus attendre !**

**Commission 5 :  
Espaces à enjeux**

**Président du Groupe de Travail :  
Claude Lelièvre**

Ce rapport concentre la présentation, selon le CES, des enjeux réactualisés du processus de métropolisation en Lorraine, sujet omniprésent depuis quelques dizaines d'années dans le débat régional.

C'est l'enjeu du rapprochement effectif de Metz et Nancy qui continue à constituer le socle de la métropolisation lorraine. C'est l'existence d'une métropole bipolaire intégrée qui permettra à la Lorraine d'exister dans un nouveau paysage territorial national. C'est cette même construction bipolaire qui doit placer les acteurs lorrains dans le territoire transfrontalier au rang de partenaires à part entière du développement.

Constructif !

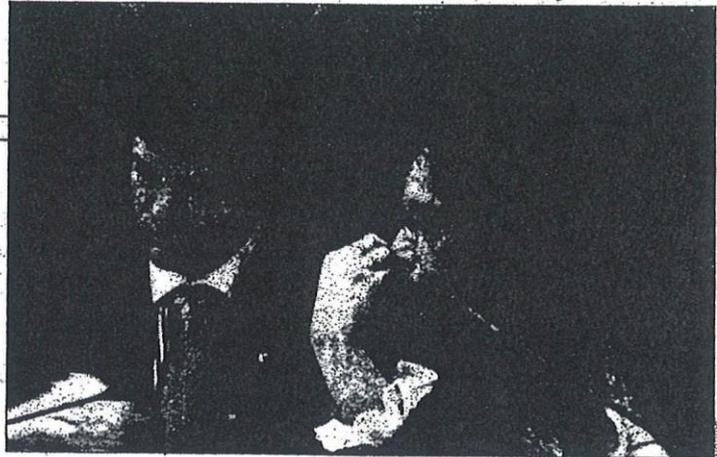
# Avenir lorrain selon le CES Forcément par Metz et Nancy

Sur le dossier des villes lorraines, pour une fois serait-on tenté d'écrire, les membres du Conseil économique et social de Lorraine ont réussi à boucler la boucle. A savoir, dresser un diagnostic des plus fins - un exercice dans lequel ils excellent la plupart du temps - mais aussi parvenir à une conclusion commune, claire, précise et efficace.

Réunis vendredi dernier, les socio-professionnels ont présenté leur rapport sur la métropolisation, mot à la saveur toute technocratique, qui désigne le rapprochement des villes de Lorraine. Un sujet que Roger Cayzelle avait annoncé comme central lors de sa réélection à la présidence en novembre dernier. Un sujet que l'actualité est venue renforcer, avec les conclusions du rapport Balladur sur le nouveau découpage du territoire français. Le constat de base est finalement assez simple. Comme l'a rappelé Roger Cayzelle, « il y a un peu plus de quarante ans, Metz et Nancy figuraient dans les huit métropoles d'équilibre imaginées par la Datar ». « Aujourd'hui, elles ne figurent même plus dans les onze métropoles d'équilibre préconisées par le rapport Balladur. » Une illustration du recul des deux capitales lorraines dans l'échelle des villes françaises ; sur les quinze dernières années, elles n'ont chacune créé que 600 emplois liés à la recherche tandis que 2 500 étaient créés à Strasbourg et 3 800 à Rennes. Or, aujourd'hui, les villes sont les lieux où tout se développe. Et, selon Claude Lelièvre, présentant le rapport du CES, elles sont « des points d'entrée des territoires en terme d'attractivité, de rayonnement et d'image. »

## Quel espace central ?

La baisse de l'attractivité est liée en grande partie aux éternelles rivalités entre le nord et le sud elles-mêmes illustrées par la rivalité Nancy/Metz. Elles ont vitrifié toute imagination créative. Pour y remédier, mais aussi et surtout pour la contourner, l'Etat a annoncé il y a trois ans déjà le financement d'actions com-



« Les villes sont les points d'entrée d'un territoire », a rappelé le vice-président Claude Lelièvre, en présentant le rapport sur la métropolisation. A droite, Véronique Cerutti, directrice des études du CES.

munes dans les cinq villes disséminées le long du Sillon lorrain. Mais rien de notable n'est véritablement sorti de ce nouveau chapeau. Beaucoup d'écumes et bien peu de marées. Retour à la case départ et attaque frontale contre le nœud du problème.

Décrispage des relations Nancy/Metz amorcé, ou du moins annoncé, lors du changement de majorité à l'hôtel de ville de la place d'Armes. La place Stan reçoit son homologue messin. Et vice et versa. Un an de petits pas chassés tandis que le dossier de la carte des nouvelles directions d'Etat est venu gripper ce beau meuble.

Ils sont sur « un chemin difficile. Mais y compris dans la difficulté, les élus messins et nancéiens gardent le cap », prophétise Roger Cayzelle donnant un exemple de rapprochement. Celui des universitaires qui ont su tricoter la future université unique des deux capitales lorraines.

Quant à l'espace central, cette zone autour de Pont-à-Mousson censée réconcilier les deux Lorraines, le CES est prudent. « *Doit-il représenter une articulation urbaine, une rotule entre Nancy et Metz ?* », s'est interrogé Patrice Sanglier au nom de la CFDT. On verra, ont-ils répondu...

Ultime facteur à prendre en compte pour imaginer la métropole lorraine : comment œuvrer avec le Luxembourg ? Seule « véritable métropole à caractère interna-

tional, élément central de la modernité » qui aspire 70 000 Lorrains tous les jours... et tire le centre de gravité régional vers le Nord.

## Quelle identité ?

A construire surtout, l'identité commune. Le développement des villes doit « renforcer le sentiment d'appartenance non seulement à un même territoire mais aussi à une même aire de développement. » Aujourd'hui, comme l'a rappelé le premier adjoint messin Richard Lioger, « les Lorrains sont de Nancy ou de Metz. Les deux grandes villes ont été en compétition durant quarante ans. »

« Il nous faut dépasser les enjeux boutiquiers ou électoralistes et présenter Nancy et Metz comme des chefs de file », a résumé Madeleine Thiebaut de FO. Aux maires des deux capitales de s'entendre sur une feuille de route. « Allons les interroger pour connaître quelles sont les synergies possibles », a souhaité Bernard Aubin de la CFTC.

L'avenir lorrain est donc en grande partie dans les mains d'André Rossinot et de Dominique Gros. A eux de le construire. L'audace devra venir de là. Lourde responsabilité pour les deux leaders. La question de la gouvernance se posera ensuite.

Matthieu Villéroy

La Semaine - 26 mars 2009

**17 septembre 2010**

**Rapport**

### **Vers de nouvelles ruralités en Lorraine**

**Commission 4 :  
Cohésion sociale et développement local**

**Président du Groupe de Travail :  
Pierre Charles**

Autrefois très différenciés, les territoires urbains et ruraux connaissent aujourd'hui une véritable interpénétration géographique, économique, sociologique, de multiples échanges quotidiens, des évolutions de population, de modes de vie, qui estompent les différences et provoquent une interdépendance de plus en plus forte entre ces espaces de vie.

Les zones rurales sont dans ce contexte et au même titre, confrontées au défi de l'attractivité. Mais leur avenir est conditionné au premier chef par celui des grandes villes. Si celles-ci échouent, le mouvement de déclin sera inéluctablement répercuté sur les territoires ruraux.

Il ne faut pas attendre pour que l'équité urbain-rural soit réalité. Il importe que les acteurs publics prennent toutes leurs responsabilités pour faire bénéficier les zones rurales de la solidarité nationale et locale, avec des dispositifs adaptés (contrats de site, de revitalisation...).

# Ruralité : la seconde nature de la Lorraine

Plus de 400 000 Lorrains (18 % de la population régionale) vivent en secteur rural. Soit un ensemble de territoires très inégaux en termes de ressources et de perspectives de développement. Le Cese a enquêté.

Pour Roger Cayzelle, le constat n'est guère brillant : « La Lorraine se trouve face à une difficulté majeure : ce qui caractérise notre région, c'est d'abord sa très faible attractivité. Rappelons ici une nouvelle fois que notre solde migratoire demeure désespérément négatif, y compris en ce qui concerne certaines de nos grandes villes. »

## Dossier

Joignant le geste à la parole, le président du Conseil économique social et environnemental (Cese) présente une carte du pays illustrant « la diagonale aride des Ardennes au Cantal ». Tout un programme, duquel il ressort que la Lorraine souffre avant tout de son ancrage géographique. Loin des plages concentrant la dynamique démographique, notre région est confrontée au vieillissement de sa population. Ainsi selon l'Insee, l'âge moyen passerait de 38,9 ans en 2005 à 43,6 ans en 2030. La Lorraine se rangerait parmi les cinq régions les plus pénalisées. La fibre meusienne de Jean-Marie Robert (FO) s'accommode mal de certaines vérités : « La Meuse est dans l'écharpe blanche du développement de la pauvreté et de la précarité », déplore-t-il en dénonçant la fuite des médecins et des pharmaciens... En réponse, le Cese souligne qu'après quarante ans de baisse, la chute démographique y est endiguée, dans ce département, autour de 194 000 habitants. Par ailleurs, l'assemblée socioprofessionnelle range « la lutte contre la fracture numérique » en tête de ses priorités. Message transmis au conseil régional. Charles Tordjman invoque, lui, « l'urgence culturelle » et met en garde contre le projet de réforme des collectivités : « Si les exécutifs départementaux et

régionaux renoncent à leur clause de compétence générale, qu'advient-il de la programmation culturelle dans les secteurs ruraux ? », s'inquiète-t-il en redoutant une accentuation de la désertification. Cayzelle en profite pour saluer l'éclosion des festivals dans les campagnes. Preuve que la Lorraine dispose encore de beaux réflexes et de quelques solides atouts. Son territoire offre une belle diversité : 84 % y sont constitués de surfaces agricoles (49 %) et forestières (35 %). Gérard Renouard (FNSEA) souligne « le bel équilibre » entre les aires de culture. Certes, le nombre d'emplois agricoles compte pour moins de 2 % de l'emploi lorrain. Mais la filière forestière et agro-alimentaire représente, avec 50 000 emplois, le double de la filière automobile.

Face à ce constat, pour le moins contrasté, Pierre Charles, le rapporteur, énumère quelques préconisations. En matière de politique de logement, par exemple : « Il faut favoriser la réhabilitation au cœur des villages. Encourager les bailleurs privés à proposer des logements locatifs satisfaisants aux normes de confort et favoriser la prise de la compétence logement par les intercommunalités. » Roger Cayzelle dénonce une nouvelle fois l'absence de schéma régional d'aménagement du territoire. « Que voulons-nous faire de nos villes, comment doivent-elles articuler leurs actions, quelle est la vocation de nos campagnes ? », interroge le patron du Cese. Lequel ne peut se dispenser d'un petit coup de griffe à l'endroit de Masseret : « Le conseil régional a enfin décidé d'enclencher cette réflexion... qui gagnerait à rendre plus visible son action et à éviter parfois de trop la disperser. » Qui aime bien...

Xavier BROUET.



La ruralité lorraine est en sursis, en témoigne son taux de croissance. Photo archives RL

## Haro sur les conseillers territoriaux

Si, pour le Conseil économique social et environnemental (Cese), le pays est le « mouton expiatoire » de la réforme du millefeuille institutionnel, la création des futurs conseillers territoriaux inquiète : « Elle porte atteinte à la représentativité du monde rural », s'indigne-t-on dans ses rangs.

Exemple à la clé : la Meuse, actuellement représentée par neuf conseillers régionaux et trente et un conseillers généraux, sera représentée par dix-neuf conseillers territoriaux à partir de 2014. « et ce, sans garantie du respect de la parité homme/femme et avec la certitude de voir le nombre de conseillers issus des secteurs ruraux nettement diminuer ».

Mais comme tout n'est pas négatif, le Cese met

au crédit de la réforme « le double mandat des futurs conseillers » : « Il devrait permettre une meilleure articulation des politiques départementales et régionales et favoriser la mise en œuvre d'un principe de subsidiarité. »

Parmi les autres motifs d'inquiétude liés à la future assemblée, le Cese épingle la perte d'autonomie fiscale des Régions et des Départements, et « la disparition de la clause de compétence générale pour les Départements et les Régions et la limitation des financements croisés aux projets dont l'envergure le justifie pourtant ».

À contrario, les socioprofessionnels en appellent à la désignation de collectivités chefs de file « pour, expliquent-ils, une meilleure coopération territoriale ».

Républicain Lorrain - 23 septembre 2010

**24 juin 2011**  
**Communication**

### **La refonte de l'intercommunalité, un enjeu majeur pour la Lorraine**

**Commission 5 :**  
**Espaces à enjeux**

**Président du Groupe de Travail :**  
**Bertrand Gosselin**

En tant qu'assemblée socio-professionnelle, le CESE de Lorraine a tenu à s'impliquer dans le débat sur la réforme des collectivités territoriales, qui prévoit la refonte des EPCI sur tout le territoire français en vue d'améliorer la solidarité territoriale, supprimer les enclaves, intégrer les communes isolées et atteindre une taille minimale d'intercommunalités de 5000 habitants.

Le CESEL a pris position sur un certain nombre de points parmi lesquels une meilleure adéquation entre le territoire institutionnel et le territoire physique, l'équilibre entre espaces urbains et ruraux, ou encore l'importance de la coopération intercommunale pour les bassins de vie frontaliers.

## CESEL ET INTERCO : Ne peut pas rester immobile !

« La recherche d'une meilleure organisation et pertinence du territoire ne fait pas tout... mais elle est vitale lorsque les choses ne vont pas bien ! » Pour Roger Cayzelle comme pour ses vice-présidents Raymond Frenot, en charge des espaces à enjeux, ou Bernard Gosselin à la tête du groupe de travail sur "Métropolisation et intercommunalité", les semaines à venir vont être décisives en ce qui concerne la compétitivité et l'intelligence de vie des territoires. Face à l'opportunité que représente la réforme des intercommunalités « la pire des choses serait de rester immobile ».

La loi sur la réforme des collectivités territoriales a, entre autres aspects, décidé de revisiter, de rationaliser les intercommunalités et un certain nombre de façon de travailler ensemble sur l'espace public. Présentée à la fois comme une démarche de concertation, de proposition et d'autorité (celle du préfet) cette partie du texte avait été votée à l'unanimité par les parlementaires.

« Sa tentative de mise en application, tout au long de l'année 2011 se heurte à une série de réticences psychologiques ou physiques locales mais aussi souvent à une politisation alimentée par les élus qui l'ont votée à Paris. »

C'est ce que dénonce Roger Cayzelle, président du CESE de Lorraine et ardent défenseur d'une adaptation plus large des structures aux nouveaux enjeux, aux bassins de vie et même au transfrontalier. « La campagne des Sénatoriales, actuellement en cours est, au niveau de l'intelligence des choses, une véritable catastrophe. Les candidats, pour mieux flatter les grands élus essentiellement maires de petites communes, leur jurent un attachement indéfectible aux 36 000 communes de France et à leur entière liberté de rester indépendants ou de s'associer... autant dire qu'on ne ferait jamais rien. »

### Les bonnes raisons supplémentaires

Or, poursuit le patron du CESE, « cette réforme se situe à la fois dans une période générale d'incertitude sur les finances publiques et dans un contexte lorrain qui reste largement inquiétant malgré les efforts de re-développement. 3% de hausse du chômage en un an, un mur des 150 000 qui s'approche à grands pas alors que longtemps nous étions restés sous la bar-

ra des 100 000 (1). Ajoutez y les deux chiffres "assommoir" auxquels se réfère souvent Roger Cayzelle: la stagnation de la population de la Lorraine depuis 40 ans et le fait que pas un seul emploi net n'ait été créé. Vous aurez les raisons de sa colère devant cette nouvelle tentative de l'immobilisme. Pour lui la refonte de l'intercommunalité n'est pas qu'une question d'économie ou de rationalisation. Elle doit être l'occasion de « trouver les vrais leviers du redéveloppement lorrain ».

### Métropole et ruralité

« Au-delà des formules c'est l'émergence d'une métropole Nancy Metz et la prise en compte de l'attractivité luxembourgeoise qui doivent servir de repères. Sans oublier l'avenir du rural qui s'est souvent développé de manière désordonnée (ce sont Boulay et Verry qui sont les deux villes qui se sont le plus développées autour de Metz ces dernières années), du rural profond en détresse comme dans la Meuse et bien sûr des bassins industriels. »

Pour avancer, le CESE propose quelques principes et des éléments de clarification.

### La fin de la paresse

(1) : à l'heure où se déroulait la conférence de presse, l'annonce de la suspension de la filière liquide sidérurgique à Hayange n'était encore pas connue. Même si elle n'est pas irrémédiable elle apporte de l'eau au moulin de ceux qui prèchent une réadaptation des organisations en fonction des bassins de



« La campagne des Sénatoriales est une opportunité pour l'intelligence de l'intercommunalité »

Principes de solidarité entre communes pauvres et riches, principe des bassins de vie et des équipements. Parmi les éléments de clarification, celui des impôts et de leur coût dont la communication est souvent manipulée pour mieux effrayer, celui de la structuration des villes moyennes au cœur de leur bassin de vie, celui du transfrontalier et de l'inter-départemental.

Enfin l'enjeu essentiel, pour Roger Cayzelle réside dans l'émergence d'une métropole dans le cadre du sillon lorrain. « Alors que nous posons encore des ques-

tions sur le comment et le pourquoi, Strasbourg et Mulhouse viennent de se réunir en espace métropolitain ». Et on ajoutera que Mulhouse joue simultanément la carte du développement avec Bâle. Les intelligences peuvent donc s'additionner, elles ne se substituent pas forcément.

### De Jouy à Tripoli

« Il faut poursuivre le débat dans la clarté conclut Roger Cayzelle. Rappeler, les grands enjeux, faire taire les vérités fausses comme la hausse inconsidérée de la fiscalité ou la fin des projets communaux... Il faut expliquer aux citoyens l'enjeu de la réforme et savoir que la Lorraine ne peut pas attendre la prochaine réunion prévue en 2017. Pendant que nous ne réussissons pas à réunir Jouy aux Arches ou Peltre à Metz nous attendons de nos responsables nationaux qu'ils démocratisent la méditerranéenne, unifient l'Europe et même le monde au niveau monétaire pour notre sécurité ! » +

Jean Pierre Jager

La Semaine - 15 septembre 2011

### 14 décembre 2012 Communication d'étape

#### Le numérique, une révolution ?

Commission 5 :  
Espaces à enjeux

Président du Groupe de Travail :  
Philippe Buron-Pilâtre

Permettre à chacun de mieux connaître l'environnement numérique et de percevoir les enjeux colossaux qui se présentent, en France et en Lorraine, c'est l'objet de cette communication d'étape du CESEL sur les réseaux et l'usage du numérique en région.

L'initiative du CESEL est de mener une réflexion (grand) régionale concertée qui permette l'arrêt du creusement du fossé numérique, à la fois entre le sillon lorrain et les autres territoires, mais aussi entre la Lorraine et les autres parties de la France et du monde.

Parce que l'accès au très haut débit sera demain une revendication citoyenne au même titre que l'accès aux soins ou aux infrastructures routières et ferroviaires, il est probable qu'une démarche affirmée dans le domaine du numérique puisse accentuer l'attractivité du territoire lorrain.

### 20 septembre 2013 Rapport

#### La Lorraine numérique: constats, enjeux et opportunités

Commission 5 :  
Espaces à enjeux

Président du Groupe de Travail :  
Philippe Buron-Pilâtre

Quelques mois après la présentation de la communication d'étape, « Le numérique : une révolution ? », le groupe de travail clôturera ses réflexions sur les réseaux et les usages du numérique en Lorraine par un rapport visant à analyser l'ensemble de la problématique dans la région.

En effet, les infrastructures et services liés au numérique sont nécessaires à la fois au dynamisme économique des territoires, à l'utilisation renouvelée des services publics et à la qualité de vie des concitoyens. Dans ce contexte, la constitution d'un réseau de fibre optique (devant impliquer à la fois les collectivités territoriales, l'Etat et les opérateurs privés) et le développement des usages seront des chantiers majeurs de la décennie à venir.

## 2.6- Grande Région

Une petite Europe au cœur de l'Europe. C'est ainsi que l'on pourrait définir la Grande région : un espace économique et social intégré, créé en 1980 (SaarLor-Lux) et étoffé quelques années plus tard, et regroupant la Lorraine, le Grand-Duché du Luxembourg, la Sarre, la Rhénanie-Palatinat, la Wallonie et des communautés françaises et germanophones de Belgique.

Pour la Lorraine, la Grande Région est essentielle. En 2011, la barre des 100 000 frontaliers lorrains a été franchie (dont 78 000 vers le Luxembourg et 19 000 vers l'Allemagne). C'est dire l'importance du phénomène frontalier pour la région, qui a l'opportunité de tirer avantage de sa position géographique aux côtés de deux réacteurs que sont l'Allemagne et le Luxembourg, pour créer du développement économique.

Pourtant, force est de constater qu'il est difficile de dégager clairement une vision commune pour cette Grande Région. Son exécutif semble encore trop éloigné des enjeux actuels et les habitants, culturellement très différents les uns des autres, identifient mal les régions qui la composent. Créer enfin un sentiment de destin commun en Grande Région né-

cessite de mettre en avant une construction métropolitaine transfrontalière qui implique à la fois des espaces comme le Luxembourg ou la métropole Saarbrücken-Moselle Est, (qui sont des centres de décisions et des bassins de populations incontournables) et l'installation d'un exécutif qui se réunisse efficacement.

Bien que les choses avancent peu à peu, il faut que la gouvernance de la Grande Région se mobilise plus nettement et qu'elle engage une vraie dynamique, par le biais, par exemple d'un secrétariat commun qui permette de se voir plus régulièrement, notamment pour traiter des questions d'actualité.

Débattre et traiter des thématiques liées à la santé (les hôpitaux transfrontaliers), à l'éducation (l'apprentissage des langues), à l'énergie ou à la coopération industrielle est crucial pour que la Grande Région, et ce faisant la Lorraine, puisse bénéficier d'une identité forte et reconnue, gage d'attractivité au plan européen.

## Entretien avec Roger Cayzelle

Président du CESEL

Président de l'Institut de la Grande Région



### De quelle manière la Grande Région a-t-elle évolué depuis 2008 ?

Malgré la bonne volonté des acteurs, le décalage entre les ambitions affichées (lorsqu'elles le sont) et la réalité du terrain s'accroît de plus en plus fortement. Les citoyens de la Grande Région perçoivent mal pour l'instant quelle est son utilité réelle. La bureaucratisation excessive qui s'est installée progressivement ne facilite probablement pas l'action (au fil du temps, 23 Groupes de Travail ont été créés au sein de l'institution Grande Région). Un certain nombre d'autres organisations et instances parmi lesquelles le CESGR\*, l'IGR\*\* ou le CPI\*\*\* ont le mérite d'exister, mais leurs propositions ne sont malheureusement pas suffisamment connues et relayées. Enfin, le programme Interreg, dont on saisit pourtant mal, là aussi, la cohérence d'ensemble, est une initiative à saluer.

### La Grande Région souffre-t-elle encore d'un manque de visibilité ?

A l'évidence, oui. La Grande Région est davantage une idée, une « marque », qu'un ensemble politique intégré malgré les réflexions qui ont lieu actuellement sur le projet Metroborder, ce concept de région métropolitaine polycentrique transfrontalière. Les débats actuels ont bien souvent tendance à s'enliser. En cause ? Le manque de dialogue et de consultation, si consultation il y a. Car bien souvent, dès lors qu'il s'agit de se réunir autour de questions concrètes, telles que l'articulation des réseaux de transport par exemple, les discussions échouent ou pire, n'ont pas lieu. Partant de ce constat, comment en vouloir à nos concitoyens de méconnaître cette représentation territoriale trop souvent abstraite à leurs yeux ?

### Quelles seront les prochains enjeux grand régionaux ?

Le prochain défi consistera absolument à remettre à plat les raisons de nos difficultés et de nos lenteurs. Les interventions régulières du CESE de Lorraine, ainsi que celles de l'IGR ont vocation à avancer des pistes qui mettent réellement les acteurs de la Grande Région en synergie. Au-delà, la vraie question est celle d'imaginer un redéveloppement économique pour l'ensemble de nos régions. Il s'agit là d'un sujet essentiel pour la Lorraine, mais qui l'est tout autant pour le Luxembourg ou la Sarre. Cela suppose que nos territoires voient dans la Grande Région les possibilités d'un développement économique mutuel, et pas simplement un transfert de main d'œuvre.

\* Conseil économique et social de la Grande Région

\*\* Institut de la Grande Région

\*\*\* Conseil Parlementaire Interrégional

# Grande Région

## Insuffler une vraie dynamique...

**A** quelques jours du Sommet intermédiaire de la Grande Région, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) Lorraine pointe du doigt cette institution qui peine à avancer sur les véritables enjeux économiques actuels de la Lorraine et de ses voisins frontaliers.

«La Grande Région, c'est une petite Europe. Et comme l'Europe, elle vit la même crise !» C'est du Roger Cayzelle, président du Conseil économique social et environnemental, pur et dur, franc et direct sans langue de bois, à quelques jours du Sommet intermédiaire de la Grande Région, le 26 juin prochain. Cet espace politique créé en 1995 – dont l'objectif des pères fondateurs (le premier Ministre luxembourgeois et le ministre-Président du Land de Sarre) était de construire un espace économique et social intégré de 65 000 km<sup>2</sup> rayonnant de la Lorraine au Luxembourg, en passant par l'ensemble de la Wallonie, la Sarre et une partie de la Rhénanie Palatinat (voir encadré) – est en panne, pour le président du CESE régional. «La Grande Région ne se dote pas vraiment d'outils politiques adaptés. Elle est en recherche permanente de son utilité et elle aborde des thèmes qui sont très éloignés des enjeux actuels, provoquant dès lors le cercle vicieux du désintérêt.»

### Les vrais enjeux...

Bilan des courses : quid de sa réelle utilité ? Dans son état actuel, pas grand chose ! Roger Cayzelle et son vice-président, Gilbert Krausener, rapporteur de la situation économique sociale et environnementale de la Lorraine, y voient un navire amiral «qui pourrait peser si elle s'intéressait enfin aux vrais enjeux». La redynamisation

industrielle (quid de l'avenir de la sidérurgie ? Comment avancer sur les secteurs porteurs à l'image de l'automobile ?). La question cruciale de l'énergie et du développement des sources renouvelables ou encore la santé et la question des langues qui aujourd'hui est primordiale. «Il n'est plus suffisant de l'affirmer, il faut passer à l'acte.» Les hommes du CESE Lorraine souhaitent que les «vrais sujets» soient enfin mis sur la table, «il ne faut pas craindre de les aborder même quand ils peuvent fâcher». Pas la peine de se voiler la face, ce réel travail collectif souhaité entre Lorrains, Luxembourgeois et Allemands est loin d'être facile car les freins culturels, la crainte du voisin sont toujours bien présents. «Le vote extrême à la dernière Présidentielle a été très fort aux frontières», précise Roger Cayzelle. «Sur le papier, il n'y a pas de frontières mais les murs de verre sont bien présents.» Reste à les abattre et à insuffler une véritable dynamique. «Certes, le mouvement est très faible mais il ne servirait à rien de le briser. La Grande Région est aujourd'hui à la croisée des chemins. De nouveaux élus apparaissent, qui



«La Grande Région est en recherche permanente de son utilité et elle aborde des thèmes qui sont très éloignés des enjeux actuels», assure Roger Cayzelle, le président du CESE Lorraine.

ne se contenteront pas de rencontres protocolaires et ne supporteront plus longtemps cet immobilisme.» Pour le CESE Lorraine, c'est certain : il faut que cela bouge. ☻☻☻

emmanuel.varrier

### Grande Région : késako au fait ?

La Grande Région, tout le monde en parle mais, il faut bien l'avouer, il est difficile d'en donner une véritable définition. Créée en 1995, sur l'initiative du Premier ministre luxembourgeois et du Ministre-Président de la Sarre, elle s'étend sur une superficie de 65 000 km<sup>2</sup> (deux fois la Belgique) et couvre la Lorraine, la Wallonie, la communauté germanophone de Belgique, la Sarre, le Luxembourg et une partie de la Rhénanie Palatinat. Elle est dotée d'institutions : un Sommet qui se réunit tous les dix-huit mois, un conseil parlementaire interrégional et un comité économique et social. Présidée aujourd'hui par Jean-Pierre Masseret, le président du Conseil régional de Lorraine, elle devrait examiner le 26 juin le fameux document «Vision stratégique de la Grande Région à l'horizon 2020». Pour Gilbert Krausener, le vice-président du CESE Lorraine : «la Grande Région est un vivier de développement économique mais elle a pris du retard dans sa démarche volontariste et c'est cela qui est inquiétant. Mais il n'est pas trop tard».

19 octobre 2011

Rapport

## L'Allemagne, partenaire incontournable de la Lorraine

Président du Groupe de Travail :  
Gilbert Krausener

Ce rapport entend souligner l'importance pour la Lorraine des relations qu'elle entretient aujourd'hui avec l'Allemagne.

L'Allemagne est omniprésente dans les dynamiques lorraines tant dans l'évolution des choix stratégiques français et allemands, dans ses défis communs avec la Sarre, dans la forte présence d'investissements allemands en Lorraine, dans le commerce extérieur, dans le marché du travail frontalier, dans l'importance de la langue du voisin que dans l'espace transfrontalier Sarrebruck-Moselle Est.

Par ailleurs, plus de 60 000 emplois directs pour les Lorrains et les Lorraines sont en jeu, du fait des relations avec l'Allemagne. La Lorraine doit prendre conscience du poids de son voisin allemand dans l'économie régionale car le fait frontalier lorrain génère une part importante des richesses créées.

S'appuyer sur les relations privilégiées que la Lorraine entretient avec l'Allemagne est un des axes de la stratégie de développement de la Lorraine.

**Économie** Les échanges avec le pays voisin représentent 60.000 emplois, dont plus de 20.000 frontaliers. Mais une marge de progrès subsiste, pointe le Conseil économique et social de Lorraine

## L'Allemagne, « si près et encore trop loin »

**Nancy.** « Ce pays si proche et parfois encore trop lointain... » Supporter fervent de l'Allemagne, son football, ses paysages et la structure de son économie « qui privilégie plus souvent le contrat par rapport à la loi », Roger Cayzelle présidait une importante session du Conseil économique et social de Lorraine. Au cœur des débats : l'impact de ce pays dans l'économie de la Lorraine. Une région où l'effet d'entraînement avec le voisin se traduit par plus de 60.000 emplois en jeu, dont 19.600 frontaliers.

La teneur des débats aura au moins permis de tordre le cou — à tout le moins de nuancer — les rhétoriques d'un vieux cliché. « Il ne faut pas systématiquement pen-

ser que leur économie est plus performante que la nôtre », rappelle Gilbert Krausener, vice-président du CESEL. Car si l'export demeure une spécialité allemande par nature, le principe affiche aussi ses limites. « Un marché intérieur stagnant », résume le spécialiste de l'emploi. Du reste, les tableaux comparatifs entre les deux pays attestent qu'entre 1999 et 2010, la France a créé plus de richesses et d'emplois.

Le comparatif des points forts et faiblesses des deux pays est connu : dense tissu des PME, faible taux de chômage et compétitivité à l'export voisinent avec une démographie atone, des pénuries de personnel et un modèle « pas toujours coopé-

ratif avec les partenaires européens ».

### Principal investisseur étranger en Lorraine

Les enjeux communs de développement se concentrent en particulier en direction de la Sarre, autour de la tradition industrielle commune, marquée par des enjeux de conversion. On totalise près de 80.000 emplois directs ou sous-traités. Les investissements allemands dans la région témoignent de l'importance. Ils représentent 67.000 emplois après l'Alsace et couvrent 36 % des emplois industriels, avec une prédominance en Moselle ouest. L'Allemagne est ainsi le principal investisseur étranger en Lorraine. Ce par-

tenaire privilégié y est à la fois le premier client et le premier fournisseur de la Lorraine. Quand bien même, sur fond de désindustrialisation, le nombre de travailleurs frontaliers tend à se réduire depuis 2002. Il est vrai que, sur ce champ, le Luxembourg aspire une telle main-d'œuvre qu'il semble difficile d'être partout. Le cap des 100.000 frontaliers lorrains (Belgique, Allemagne, Luxembourg) sera franchi avant la fin 2011, selon le CESEL.

### Maîtrise insuffisante de la langue

Reste néanmoins cette impression, puisée des débats d'hier à Metz, que le potentiel d'Outre-Rhin offre une mar-

ge partiellement explorée pour la Lorraine, sur fond de maîtrise insuffisante de la langue. Une faiblesse récurrente liée aux carences hexagonales du système éducatif dans ce domaine. En Alsace, 51 % des élèves étudient deux langues étrangères dès la sixième... contre moitié moins (25,7 %) en Lorraine. Et 100 % des élèves du primaire bénéficient d'au moins trois heures d'allemand hebdomadaires... contre 3 % en Lorraine.

Lucide, Roger Cayzelle invite à la réflexion : « De par notre histoire et notre culture commune nous nous sentons culturellement plus proche d'un habitant de Nantes que de celui de Sarrebruck ».

A. P.

Est Républicain - 24 octobre 2011

23 janvier 2012  
Communication

## Alzette-Belval, l'émergence d'une éco- agglomération au coeur de la Grande Région

Commission 5 :  
Espaces à enjeux

Présidente du Groupe de Travail :  
Estelle Pochat

La communication s'interroge sur les projets visant à revitaliser le nord lorrain, et tout particulièrement le Val d'Alzette, ancienne zone industrielle sinistrée qui connaît depuis quelques années un renouveau démographique lié à l'emploi frontalier.

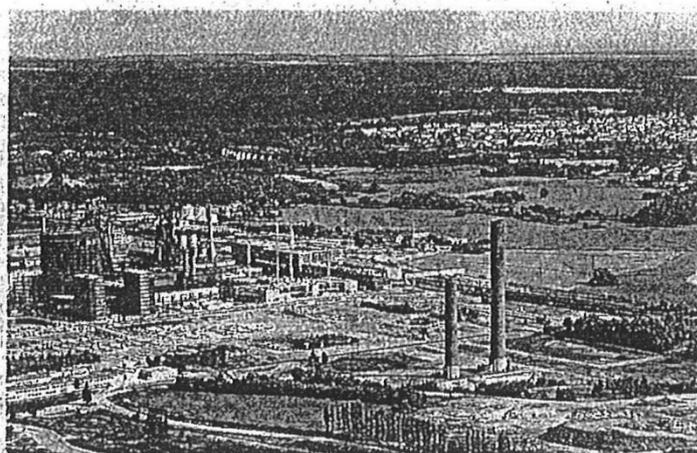
Le développement d'une agglomération transfrontalière Alzette-Belval, véritable espace de vie commun, semble plus que jamais bénéfique pour l'attractivité des territoires français et luxembourgeois. Ainsi, les ouvrages réalisés côté luxembourgeois ou en passe de l'être, sont à même d'engager la Lorraine dans une dimension stratégique de développement. Par ailleurs côté français, de nombreux projets sont concentrés sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays Haut Val d'Alzette (CCPHVA) et pourraient aussi participer d'une dynamique de développement économique, qui soit évidemment complémentaire aux réalisations luxembourgeoises.

# Alzette-Belval en marche

**Le Conseil économique, social et environnemental de Lorraine (CESEL) a publié lundi ses six recommandations pour qu'Alzette-Belval, une des treize premières écocités de France, ait un développement harmonieux.**

Face au 1,2 milliard d'euros investi par le Luxembourg, la Lorraine devra prier pour la réussite de son voisin à Esch-Belval, pose le CESEL en préambule.

Le Groupement européen de coopération territoriale, qui n'a démarré que le 1<sup>er</sup> janvier, devra à s'occuper en premier lieu du transport, et notamment la liaison entre l'A30-Belval.



(PHOTO: GUY JALLAY)

Ensuite, l'écocité, née fin 2009 du Grenelle de l'environnement, devra devenir un modèle d'aménagement urbain écologique. 20.000 logements profiteront d'un réseau de chauffage urbain récupérant la cha-

leur du Datacenter et d'une aciérie d'Arcelor-Mittal, 700 logements seront à énergie positive et des réseaux de distribution intelligents seront mis sur pied.

Le CESEL préconise aussi une attention à la

renovation de l'habitat ancien et des anciens cœurs de ville, au développement d'activités productives, à l'offre de services et de cultures et au débat avec le Luxembourg, sur les difficultés financières lorraines. t

Point 24 - 25 janvier 2012



## 2.7- Mobilités

Pour le CESEL, la gestion de la mobilité des hommes et des marchandises est au cœur des enjeux du développement durable : parce que l'accroissement des flux des hommes et des biens sur le modèle du « tout routier » n'est pas sans impact sur la santé, l'environnement et le cadre de vie, parce que les perspectives de hausse du prix de l'énergie imposent de faire évoluer le modèle tant sur les véhicules que sur les infrastructures, mais aussi parce que l'accessibilité des territoires est devenue une composante essentielle de leur développement, de leur image et de leur attractivité.

L'approche globale et durable des mobilités soutenue par le CESEL à travers le concept d'optimodalité (cf. interview ci-après) oblige à traiter les grands projets d'infrastructures de façon conjointe : l'avenir du dossier de l'A31 bis, celui du fret ferroviaire, ou des plateformes fluviales multimodales sont donc interdépendants.

Cette approche doit beaucoup à Patrice Sanglier, Président de la Commission « Mobilités Infrastructures et Optimodalité » de 2007 à 2012. Son implication et sa capacité de mobilisation ont été essentielles dans l'avancée de grands dossiers d'infrastructures lorrains.

Dans sa contribution aux travaux de la « Commission Mobilité 21 », le CESEL a lancé un appel à la mobilisation et à l'uni-

té des acteurs lorrains pour soutenir avec force, l'inscription des projets dans le futur Schéma National de Mobilité Durable, successeur du SNIT. C'est parce qu'il n'y a pas de grande région sans grandes infrastructures que le CESEL se félicite de l'annonce faite cet été 2013 par le gouvernement de retenir le scénario 2 du rapport de la Commission Mobilités 21, celui qui intègre l'A31 bis.

C'est aussi parce que l'amélioration de la mobilité quotidienne des Lorrains par la complémentarité entre les modes de transports est un enjeu majeur pour le CESEL, que le débat sur la gare d'interconnexion de Vandières a été aussi présent dans l'hémicycle lorrain lors de cette dernière mandature. Passer rapidement du TGV au TER, de la même manière que du train au bus ou au tram, par l'intermédiaire d'un pôle d'échanges multimodal, constituerait un progrès évident que le CESEL continue de soutenir avec détermination.

Enfin, la porte d'entrée aérienne que constitue l'aéroport Metz-Nancy-Lorraine ne doit pas non plus être négligée, comme le démontre le rapport des socioprofessionnels lorrains consacré à l'établissement public. Ces derniers invitent le Conseil Régional, propriétaire de l'aéroport, à le « reconquérir » afin de renouer avec les niveaux de trafic atteints avant l'arrivée du TGV Est et la disparition progressive du fret.

## Entretien avec Frantz Ehlacher

Président de la Commission «Mobilités Infrastructures  
Optimodalité»

### Quelles avancées en termes d'infrastructures et de services de transports pour les voyageurs et le fret en Lorraine depuis 2008 ?

Dans le domaine des infrastructures les temps entre réflexion, décision et réalisation sont souvent très longs. Depuis la mise en service du TGV Est Européen en juin 2007, aucune grande infrastructure n'a été réalisée en Lorraine, mais des travaux ont été accomplis sur le réseau ferroviaire et engagés sur les ports fluviaux. Une nouvelle étape de programmation nationale a été lancée et le CESEL s'est largement impliqué pour défendre l'inscription des projets lorrains. Le Schéma national des infrastructures de transport (SNIT) en 2010, puis sa version révisée en 2013 n'ont retenu que le projet de l'A31 pour l'échéance 2030, l'ouverture sud ferroviaire et la Canal Saône-Moselle sont repoussés à un horizon plus lointain. Sur le plan des services de transport, on a pu noter la poursuite ou l'accélération des investissements dans le TER, les transports en commun en site propre (TCSP), les gares et des Pôles d'échange multimodal (PEM), les cheminements vélos et piétonniers.



### Comment développer les transports durables en Lorraine ?

Pour faire évoluer les comportements, il est nécessaire de jouer subtilement sur plusieurs leviers que sont la sensibilisation, l'incitation et la contrainte. Pour les déplacements des personnes, il faut commencer par offrir de vraies alternatives performantes à l'usage individuel de la voiture : développer des transports en commun est une chose essentielle mais les articuler avec le vélo ou la voiture, sera encore plus efficace. Le covoiturage et l'auto partage sont des solutions nouvelles qui peuvent offrir une plus grande souplesse pour certains territoires peu denses. Un autre élément fondamental, compte tenu de la multiplicité et de la technicité des offres et des tarifs, est de bien informer le public et de simplifier l'usage des différents modes de transports : c'est par exemple l'objectif poursuivi par la Région Lorraine et ses partenaires avec la billettique multimodale sans contact Simplicité et le calculateur d'itinéraire Simplicim. Pour le transport de marchandises, on mesure régulièrement les progrès (Euro VI) faits sur les véhicules pour diminuer les émissions de polluants et la consommation de carburants. Ces avancées sont souvent impulsées par la réglementation contraignante de l'Union Européenne et volonté des opérateurs routiers d'innover pour obtenir des gains de compétitivité à long terme.

## Que recouvre le terme d'optimodalité et comment la Lorraine peut-elle se démarquer en la matière ?

L'optimodalité, qui est un néologisme, c'est l'optimisation des performances techniques, économiques, environnementales et sociétales des chaînes de transport de marchandises. La Lorraine dispose d'atouts considérables pour créer une Plateforme Logistique Européenne de Distribution : une localisation au cœur de la Grande Région représentant 11 millions d'habitants, des grands opérateurs de transports combiné Internationaux et des acteurs locaux. Notre région a besoin d'une volonté politique affirmée, unitaire, solidaire, pour assurer la cohérence et la mise aux normes internationales de ses infrastructures (Rail/Route/Fluviale/Aérienne) condition indispensable pour la massification des Flux Nord-Sud / Est-Ouest. Quant aux projets de plateformes logistiques aux abords des villes pour la logistique urbaine, ils ont été maintes fois évoqués et étudiés mais n'ont pas encore abouti. Il n'est jamais trop tard pour bien faire.

**4 juin 2008**

**Rapport**

### **Mobilités-transports, regards analyses et propositions du CES Lorraine**

**Commission 3 :  
Mobilités Infrastructures Optimodalité**

**Président du Groupe de Travail :  
Patrice Sanglier**

Ce rapport se voulait comme un texte de référence dans le cadre de la période de débats relatifs au Grenelle de l'Environnement. Il s'est attaché à analyser dans un premier temps les mécanismes globaux du changement climatique, et dans un second temps, à analyser ceux liés à l'évolution des modes de productions, de distribution et d'échanges ; des modes de consommation ; et des modes d'organisation, d'aménagement du territoire et des modes d'habiter.

Le CES a aussi réfléchi aux possibilités du report du mode routier sur les autres modes alternatifs, et a fait le point sur l'évolution des alternatives moins polluantes (carburants, véhicule propre).

Enfin, les questions sensibles repérées lors de l'analyse ont été passées au crible pour tenter de proposer un positionnement.

INFRASTRUCTURES

# « On n'a pas bougé »

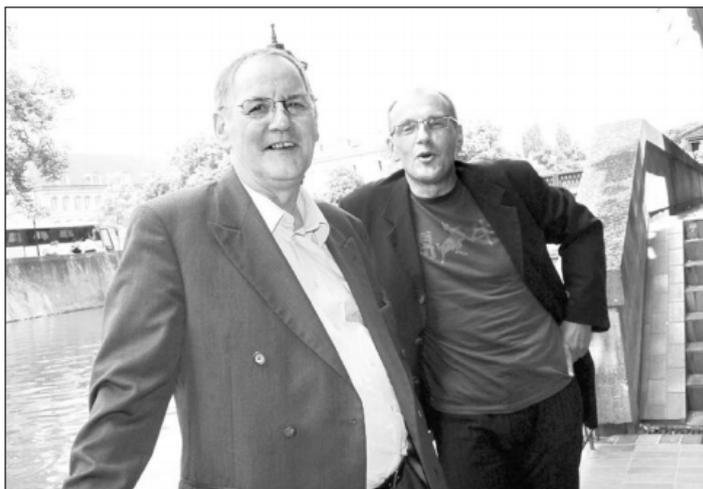
Session extraordinaire, demain, du CES de Lorraine. Pour réclamer la fin de l'immobilisme, et un élan sur le sensible dossier mobilité-transport.

**METZ.** Parvenues à filtrer dans les couloirs de l'Hôtel Saint-Clément, les grandes lignes du document ont, paraît-il, fait grincer quelques dents dans les bureaux du Conseil régional de Lorraine. L'analyse développée par le Conseil Économique et Social concernant le plan mobilité et transports, y dresse un large regard périphérique sur l'ensemble des aspects d'un dossier décidément très en vogue, à cheval sur les questions de développement durable, d'aménagement du territoire ou d'écologie. Fruit d'une longue et fastidieuse phase de réflexion interne de plusieurs mois, les 70 pages de synthèse serviront de socle aux prises de position de l'assemblée, demain matin (9 h 30) pour une session extraordinaire.

Sur le fond, derrière les formes d'usage, Roger Cayzelle, le président et son vice-président Patrice Sanglier à la tête de la commission, ont choisi de prendre le taureau par les cornes, pour réclamer une accélération des prises de position de l'assemblée régionale. Haro sur l'immobilisme !

### « La logique de l'élu »

Si le document manie certes la nuance au fil des grands chapitres, le premier ironise sur l'éternelle « logique de l'élu : faire le moins de vagues possibles ». Or, les prochaines élections régionales pointent à l'horizon 2010... Cayzelle enfonce le clou, élargissant la critique aux prédécesseurs de Masseret : « On n'a pas bougé depuis six ou sept ans ». Ici et là, les positions du CES et du Conseil régional se rejoignent certes, comme sur la nécessité du barreau autoroutier Toul-Dieulouard, au fil d'une quinzaine de points qui seront soumis aux conseillers de l'assemblée. Mission de la session : déterminer un consensus



Roger Cayzelle et Patrice Sanglier espèrent un consensus pour permettre de faire adhérer le dossier aux exigences du Grenelle de l'environnement. Photo ER

pour ouvrir la voie, enfin, à un engagement collectif qui sorte des éternelles querelles lorraino-lorraines, sur fond de Grenelle de l'environnement. Habilement, le document monte en pression au fil des

pages, franchissant les étapes qui mènent du consensuel (pressenti) au conflictuel (probable). Les « questions sensibles » aboutissent à autant de préconisations proposées aux membres de l'assemblée, visant les trans-

ports collectifs, l'habitat, les infrastructures ferroviaires préconisées vers le sud de la Lorraine, ou la nécessaire montée en puissance de la voie d'eau, « trop délaissée en France » sans oublier la « dynamique à

conforter de l'aéroport régional ». Roger Cayzelle déplore qu'on « esquive en permanence cinq ou six grands débats, il faut pourtant commencer à s'y pencher ».

### « L' A 31 est saturée »

Sur un sujet sensible, ainsi, le CES propose une tranche horaire de 5 h-24 h concernant les vols autorisés à Louvigny. Pas très loin, Vandières et sa gare d'interconnexion nourrissent « de grosses inquiétudes » aux yeux de Patrice Sanglier, cependant que sur le dossier grande vitesse, il réclame davantage de « lobbying » et une fin des « tabous » avec la présence de capitaux privés. La question routière, sous-tendue par le dossier A 32, devrait occuper une large part dans les débats. Point par point, le dossier met en lumière les grandes tendances. Patrice Sanglier : « Une certitude : l'A 31 est saturée. Il nous faut trouver un consensus pour passer toutes les conditions de l'A 32 au filtre des exigences du Grenelle de l'environnement ».

Antoine PETRY  
apetry@estrepublikain.fr

## Vandières : « Les engagements seront tenus »

Jean-Pierre Masseret promet le premier coup de pioche en 2010 pour la gare d'interconnexion.

**METZ.** Troublante coïncidence des calendriers : à l'heure où le CES délivrait ses conclusions (lire par ailleurs), le conseil régional choisissait opportunément de rappeler les grandes lignes de ses actions. En particulier les efforts entrepris sur le réseau Metrolor-TER, traduits par une hausse de la fréquentation de 40 % depuis 2004, et 15 % constatés en 2008, sur fond de baisse des tarifs et d'une fréquence de trains supérieure. S'appuyant sur l'exemple d'un travailleur frontalier dépensant en moyenne 290 € par mois, Jean-Pierre Masseret compare : « Le

train avec le Metrolor lui coûte 112 € par mois, soit deux fois et demie moins cher que la voiture ». La politique ferroviaire bâtit l'axe majeur d'un dossier où la Région promet que « d'autres mesures verront rapidement le jour » notamment pour les déplacements sur l'axe Nancy-Metz-Thionville-Luxembourg. Outre l'augmentation du nombre de places (un millier en juillet) entre Metz et le Grand Duché, en attendant 5.000 supplémentaires à l'horizon 2013, Jean-Pierre Masseret rappelle un investissement de 200 millions d'€ de matériel, ainsi que la suppression de 1ère

classe dans les TER, mesure « de solidarité et d'équité pour tous les Lorrains ». Le n°1 de l'exécutif rappelle par ailleurs qu'il n'est « pas opposé » à la réalisation du barreau Toul-Dieulouard, réaffirmant son opposition au tracé Est de l'A 32. « Nous considérons que la valorisation économique n'y est pas ». Concernant Vandières, enfin, les « engagements seront tenus », annonce-t-il, cependant que la FNAUT Lorraine de M. Pierre Dit Barrois s'impatiente. Premier coup de pioche en 2010 pour un site annoncé opérationnel en 2013.

A. P.

Est Républicain - 3 juin 2008

**Janvier 2009**

**Travail exploratoire**

**Ouverture ferroviaire de la Lorraine vers le Sud  
Travail exploratoire du CESEL sur les enjeux et possibilités en vue des études Contrats de Projet Etat-Région (CPER)**

**Commission 3 :  
Mobilités Infrastructures Optimodalité**

**Président du Groupe de Travail :  
Patrice Sanglier**

L'amélioration des liaisons de la Lorraine vers le sud au sens large (Franche-Comté, vallée du Rhône et arc méditerranéen) est un enjeu majeur évident au plan régional et interrégional mais elle fait également partie de la stratégie européenne des « couloirs ferroviaires européens » pour les marchandises (eurocorridor C).

Saisissant l'occasion de la mission confiée au Préfet Hubert Blanc pour élaborer un plan de développement durable et d'attractivité du Grand Est de la France (pour accompagner la restructuration des armées) et de la préparation du CPER 2007-2013, le CESEL Lorraine a lancé une étude exploratoire des différents scénarios « d'ouverture de la Lorraine vers le sud ». Cette démarche a permis d'identifier trois grands axes de tracés possibles et de relier le projet de l'électrification – modernisation de la ligne Epinal – Belfort à celui de la LGV Rhin-Rhône.

L'étude SETEC-RFF est venue par la suite affiner ce travail tout en confirmant l'analyse du CESEL et sa position sur ce dossier depuis lors : le tracé par Épinal avec le raccordement à Lure, le plus direct à la branche Est du TGV Rhin-Rhône, présente le meilleur rapport coût /gain de temps moyen pour tout le sillon.

INFRASTRUCTURES

# Prendre le bon train

Le Conseil économique et social de Lorraine a planché sur les différentes hypothèses pour accélérer les dessertes ferroviaires entre Metz-Nancy et le Sud. Complexe !

**METZ.** « Même moi, je ne comprends pas tout ! ». La blague de Roger Cayzelle, président du CES de Lorraine, illustre parfaitement la complexité de l'étude que vient de mener l'institution régionale sur « l'ouverture ferroviaire de la Lorraine vers le Sud ».

Actuellement, lorsqu'on veut prendre un train pour rallier la grande Bleue, la meilleure solution est encore de passer par Paris. Ce qui désespère les élus régionaux. Avant que le préfet Hubert Blanc ne se penche sur les compensations à allouer aux Mosellans, le CES a donc passé à la loupe les différentes options envisageables pour faciliter le transit des voyageurs en direction de Lyon. Comme l'a souligné Patrick Sanglier, le volubile président de la commission transports du CES, pour relier la Lorraine voire le Luxembourg à Dijon, Lyon et la Méditerranée, trois axes se dessinent. Evidemment, leur intérêt est conditionné à la réalisation de la branche Sud de la LGV Rhin-Rhône, projet qui fait hurler bon nombre d'associations environnementales. Si elle ne voit pas le jour, les gains de temps entre la Lorraine et Lyon ne pourraient pas dépasser 30 à 45 mn. Mais en tenant compte de cette nouvelle ligne, les trajets seraient écourtés, dans certains cas, de 75 à 90 mn. Ça change tout. Le premier axe consisterait à passer par Strasbourg, une fois la seconde tranche du TGV-Est achevée. Avantage numéro un : il n'y aurait pas d'investissements supplémentaires à

prévoir. Inconvénients : les temps de parcours et le coût des billets seraient revus à la hausse. Ce qui n'est pas vraiment le but recherché.

**Canal « historique »**

Second axe : l'amélioration du canal « historique » desservant Epinal et la Haute-Saône en direction de la future ligne LGV Rhin-Rhône. L'option est soutenue par les Vosgiens, les Nancéens mais boudée par le président du conseil général de Moselle. Le CES plaide pour un raccordement direct avec Rougemont et non avec la future gare TGV de Moval dans le Territoire de Belfort. Pourquoi ? « Pour gagner du temps, il faudrait construire un nouveau barreau entre Lure et Rougemont », argumente Patrick Sanglier. La ligne serait électrifiée entre Nancy et Belfort (pas vraiment un luxe) ce qui autoriserait la circulation mixte de TER, de TGV jusqu'à une vitesse estimée à 200 km/h et les trains de fret. Le coût des infrastructures oscillerait entre 500 à 800 millions d'euros.

Troisième axe : l'aménagement de la ligne chère à Philippe Leroy, Nancy-Toul-Dijon. Les gains en temps sont sensiblement équivalents, mais la facture elle, pourrait varier de 100 millions d'euros à plus d'un milliard si on y inclut le contournement de Nancy ainsi que la réalisation d'un barreau entre Culmont et la gare nouvelle de Dijon. Vous suivez toujours ? Cette option aurait un autre avantage : elle désenclaverait une partie de la Cham-

pagne-Ardenne. Le CES, on l'aura deviné, ne cache pas sa préférence pour le canal « historique ». « Il s'agit d'une hypothèse intéressante pour l'ensemble de la Lorraine si on établit un passage à droite de Lure, analyse encore Patrice Sang-

lier. Mais il faut une solution complémentaire pour Epinal-Belfort.

Aujourd'hui, il faut dans le meilleur des cas 2 h 20 pour effectuer ce trajet. Les trains circulaient plus rapidement il y a 20 ans ! ». Jamais à court d'idées, Patrice Sanglier imagine aussi

grappiller de précieuses minutes en évitant la gare « cul-de-sac de Nancy », au profit, pourquoi pas, de Pompey !

André Rossinot, c'est certain, va apprécier...

**Dominique CAMPISTRON**  
● dcampistron@estrepubli-  
cain.fr



Est Républicain - 28 janvier 2009

23 octobre 2009  
Contribution

## Contribution d'acteur dans le cadre de l'enquête publique sur le projet de gare d'interconnexion TER-TGV à Vandières

Commission 3 :  
Mobilités Infrastructures Optimodalité

A l'occasion de l'enquête publique ouverte du 28 septembre au 28 octobre 2009, sous la conduite de M. René SARTELET, commissaire enquêteur, le Conseil Economique et Social de Lorraine a souhaité rappeler les raisons de son positionnement en faveur de la réalisation de la gare d'interconnexion TER-TGV de Vandières et ainsi apporter sa contribution à l'enquête publique.

Le CES Lorraine s'est exprimé à plusieurs reprises sur ce grand dossier structurant pour l'espace régional, en particulier dans le cadre de ses avis sur « le bilan de la concertation préalable », sur « le rapport d'information sur le projet de gare d'interconnexion TGV-TER de Vandières » et sur « l'engagement de la déclaration d'utilité publique ».

CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE LORRAINE

# Vandières encore et toujours

Le conseil économique, social et environnemental de Lorraine (CESEL) s'est réuni en séance plénière jeudi 3 octobre. Les débats ont entre autres tourné autour de la gare de Vandières.

« **L**

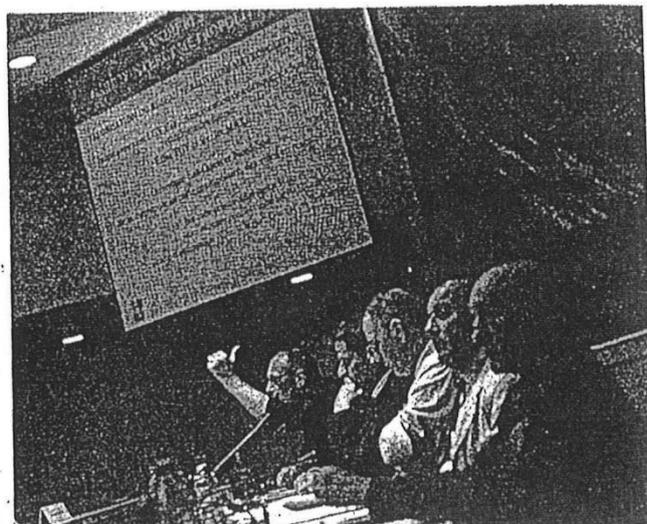
es questions d'infrastructures sont passionnantes et passionnées », explique, en préambule, Roger Cayzelle. Au premier rang desquelles, la gare de Vandières. Patrice

Sanglier, passionné justement, présente le dossier. Et répond en substance à cette question : « Pourquoi faire Vandières ? ». Question d'image, d'environnement, de proesse architecturale (les quais seront situés à treize mètres de hauteur), d'augmentation de la clientèle, de connexion entre le TGV et le TER. Les arguments sont connus, tout comme ceux qui sont en la défaveur du projet. « Il y a ceux qui défendent Vandières, ceux qui pensent que c'est bien mais... ceux qui sont dans le doute et ceux qui sont en rejet », résume Patrice Sanglier. Dans la balance des méfians et des anti, il y a le coût (100 millions d'euros), et surtout le devenir de la gare de Louvigny. « Oui 100 millions, c'est cher. 1 km de LGV Est, c'est 19 millions d'euros. Ces 100 millions correspondent à 5 km de voies ferrées », compare Sanglier. « Ce n'est donc pas si cher que ça ». Sur la deuxième voie de Louvigny, il imagine deux scénarios : le fret ferroviaire grande vitesse, ou la création d'une zone d'activités. Cette argumentation irrite Philippe Guillaume. « Vous me faites penser à celui qui veut faire passer un câble au milieu d'un chas

d'aiguille », lui assène le président de la CCI, dont l'enquête sur l'utilité de Vandières a fait grand bruit il y a quelques semaines. « Les Lorrains n'en voudront pas à leurs représentants de revenir sur des engagements passés mais ils leur en voudront de s'obstiner à mettre en œuvre un investissement qui n'est pas nécessaire ».

« Faut savoir terminer un débat »

Christian Blston estime que le discours de Philippe Guillaume est truffé « de mensonges et de mélanges des genres. Il n'y a qu'une gare d'interconnexion : Vandières ». Patrice Genter interpelle Patrice Sanglier sur sa comparaison entre le coût d'un km de voie et les 100 millions d'euros : « On peut comparer avec des kilos de caviar, la réalité n'est pas là. Notre rôle est de nous demander ce qu'il est important de faire pour nos concitoyens ! La question a été posée en 2001, il est légitime de la reposer aujourd'hui ». Pascal Fovotte s'interroge lui-aussi. « Faut-il que la Lorraine arrête tous ces investissements du fait de la crise ? ». Pour Michaël Zenevise, « il est grand temps que le débat s'élargisse à l'ouverture de l'ensemble de la Lorraine vers le Sud ». Roger Cayzelle met un peu d'humour et de légèreté au débat : « Le meilleur moyen de goûcher un repas de famille le dimanche est de parler de Vandières ». Et d'être plus sérieux



Patrice Sanglier, à gauche, présente les recommandations du CESEL sur Vandières.

en Interpelant Philippe Guillaume sur les réponses orientées induites par les questions du fameux sondage. « On aurait aussi pu demander : faut-il mettre de l'argent public dans Ulcos alors que Mittal fait d'énormes bénéfices ? N'importe quel investissement pose problème aujourd'hui », souligne le président. « Vous donnez l'impression qu'il y a des centaines de projets dans les tuyaux. Ce n'est pas tout à fait oval

Faut savoir finir une grève, faut savoir terminer un débat. Ça fait 10 ans que l'on discute de ça ». Philippe Guillaume répond : « Je ne peux pas laisser dire qu'il n'y a pas de projets. Il y a la recherche, les filières industrielles ». Patrick Abate conclut : « On gaspille effectivement... beaucoup de temps. Les 100 millions doivent être ramenés au milliard du budget de la région, aux 30 millions d'investissement pour

l'A31, aux 30 millions pour les po aux 60 millions pour Belval. Rest légitime question de Louvigny. a dit que Louvigny serait une frie Ce débat ne devrait pas avoir é C'est comme ci on remettait en e se le rapprochement des univers de Metz et Nancy ». \*

Andréa Sali

La Semaine - 13 octobre 2011

**18 juin 2010**

**Rapport**

### **Mobilités métropolitaines, nouveau regard**

**Commission 3 :  
Mobilités Infrastructures Optimodalité**

**Président du Groupe de Travail :  
Jean-Claude Thomas**

Face à l'explosion des déplacements professionnels et personnels, le management de la mobilité est devenu un enjeu incontournable pour l'avenir des villes et bien plus encore des métropoles. Mais limiter la place de la voiture au profit des modes plus collectifs, de la marche et du vélo ne se décrète pas. Il est indispensable de proposer une réelle alternative performante, simple et efficace à la voiture avant de contraindre son usage.

Développer les réseaux et les services associés des transports en commun, des transports collectifs et des modes doux est un préalable incontournable pour une nouvelle mobilité plus écologique. Organiser leur articulation avec la voiture, quand elle demeure indispensable, pour concevoir une véritable chaîne des déplacements est une autre étape décisive pour permettre l'intermodalité ou la multimodalité de ces nouveaux types de déplacements.

Au-delà de l'affichage d'une volonté, il s'agit de passer à une programmation véritablement ambitieuse. Une étape préalable a consisté en une analyse actualisée des pôles générateurs de déplacements professionnels et personnels en prenant en compte la dimension « espace-temps ». La suivante étant celle de la rencontre, du partage et de l'action.

**25 février 2011**

**Contribution**

### **Contribution relative à l'avant-projet de SNIT**

**Commission 3 :  
Mobilités Infrastructures Optimodalité**

Dès la parution de l'avant-projet de Schéma National des Infrastructures de Transport (SNIT) dans sa version de juillet 2010, le CESEL s'est saisi de ce dossier majeur pour analyser la stratégie nationale au regard des enjeux pour la Lorraine. Depuis lors, le CESEL a entamé une démarche de dialogue et de mobilisation des acteurs lorrains dans le but de faire émerger un consensus régional sur les projets à soutenir et à faire inscrire au SNIT. La version consolidée de janvier 2011 de l'avant-projet de SNIT a constitué une nouvelle occasion de rencontres et d'échanges pour mesurer les avancées et la prise en compte des attentes des acteurs lorrains.

## A31 bis : cinq solutions pour traverser le Toulois



Les membres du conseil économique et social de Lorraine étaient dans le Toulois, hier, pour étudier le projet de construction d'un Barreau autoroutier entre Toul et Dieulouard. Ils souhaitent un débat sur la base de cinq tracés possibles pour aboutir à un consensus. En Région Photo Philippe BRIQUÉLEUR

Une de l'Est Républicain Edition de Toul - 24 février 2011

12 avril 2013  
Contribution

**Contribution aux travaux de la Commission « Mobilité 21 » chargée d'élaborer le prochain Schéma National de Mobilité Durable (SNMD), remplaçant du SNIT**

Commission 3 :  
Mobilités Infrastructures Optimodalité

La Commission Mobilité 21, constituée spécifiquement pour évaluer, trier et hiérarchiser les projets figurant dans l'ancien Schéma National des Infrastructures de Transports (SNIT), a rendu ses propositions courant juin 2013. Avant cela, le CESEL a souhaité contribuer à l'élaboration de ce Schéma en proposant une hiérarchisation des projets qu'il défend depuis le lancement de la démarche SNIT, tout en appelant à la mobilisation et à l'unité des acteurs lorrains pour que ces projets bénéficient du soutien de l'Etat et des grands opérateurs. Dans le cadre de l'amélioration de la mobilité quotidienne des Lorrains, le CESE de Lorraine place le projet de l'A31bis en tête des priorités régionales. Il défend ainsi une vision qui permet de combiner les objectifs d'amélioration du niveau de service aux usagers et des relations entre les territoires aux différentes échelles transfrontalière, régionale et infrarégionale.

Considérant par ailleurs que la relance du fret ferroviaire est un enjeu majeur en Lorraine, le CESEL positionne également en niveau 1 de priorité les projets d'aménagements des itinéraires dédiés au fret, permettant de libérer des sillons pour le transport des voyageurs sur le sillon ferroviaire lorrain.

12 avril 2013

Rapport

## Aéroport Metz-Nancy-Lorraine, la reconquête

Commission 3 :  
Mobilités Infrastructures Optimodalité

Président du Groupe de Travail :  
Frantz Ehlacher

Contribuer à la réflexion sur l'identification des leviers de développement stratégique de l'aéroport Metz-Nancy-Lorraine est l'objectif de ce travail, qui a cherché à mettre en évidence les atouts et opportunités de l'établissement (l'infrastructure et les équipements, l'ouverture H24...) mais également les faiblesses et menaces susceptibles de limiter son essor (densité de la concurrence dans le Grand Est et la Grande Région, et forte présence d'offres low cost). La mission de « reconquête », comme le dévoile le titre du rapport, vise ainsi à renouer avec les niveaux de trafics atteints avant l'arrivée du TGV Est (350 000 passagers par an) et la disparition progressive du fret. Pour y parvenir, le CESE de Lorraine propose des pistes multiples parmi lesquelles l'activation de stratégies marketing et commerciales, une analyse de la gouvernance ou encore le développement de partenariats avec les acteurs du secteur de l'aérien et du tourisme.

■ CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

# Infrastructures : l'aéroport et l'A31 bis bougent encore

Parvenir à inscrire la réalisation de l'A31 bis dans les priorités du Schéma national de mobilité durable. Relancer l'activité sur l'aéroport MNL. Le Cese de Lorraine ressort l'une de ses partitions préférées.

Un peu las, Patrick Abate, de s'entendre répéter que « l'aéroport ne décolle pas », « Il ne devrait pas susciter autant de fantasmes », rétorque-t-il à l'adresse de Roger Cayzelle, président du Cese (Conseil économique, social et environnemental de Lorraine). Bref, ni espoir ni déception excessifs. À cet instant, Patrick Abate, président de l'établissement public Metz-Nancy-Lorraine répond, en qualité de vice-président de la Région Lorraine, au débat impulsé par Frantz Ehlacher, hier à Metz. Le Cese s'interroge sur le mode de gouvernance de l'aéroport et critique « l'instabilité liée au changement d'équipe », « faut du professionnalisme », renchérit Maurice Grunwald (collège patronal). Mais pour Patrick Abate, le vrai danger vient de la présence de trois aéroports dans le paysage lorrain. En clair, MNL doit composer avec Grand Nancy Aéroport et Vosges Aéroports. « On réfléchit à des mutualisations et à des vols partagés dans l'espace grand régional, pour jouer gagnant-gagnant ».

Gérard Claudel, pour la CRCIL, trébuche sur un lapsus qui lui fait dire « son grand intérêt pour l'aéroport d'Épinal ». Plus sérieusement, lui aussi évoque la nécessaire complémentarité entre les

trois structures. Ainsi, après l'entrée de la société indienne Super Airport au capital de Vosges Aéroports, Mirecourt est le 4<sup>e</sup> aéroport du pays à accueillir de vols en provenance d'Inde (avec Paris, Lyon et Nice)... Soupir de Philippe Guillaume (CCI Moselle) qui a « envie d'autre chose » : « Il n'y a pas de grandes régions sans grandes infrastructures » plaide-t-il, en fustigeant à son tour le décollage poussif de MNL.

### « Priorité absolue »

Au moment où le patron fantasma de RyanAir annonce l'ouverture de deux lignes depuis Strasbourg (lire RL de jeudi), la question du retour des low cost se pose ici avec une acuité toute particulière. Tout comme « la possibilité de fret de soule » et les lignes avec le Maghreb. Prudents, Pascale Combettes et Bertrand Gosselin pointent les limites de l'exercice. Au titre de la défense de l'environnement, la première dénonce « un mode de déplacement trois fois plus polluant que la voiture ». Le second (CGT) tord le cou à une idée reçue : « Le low cost coûte cher. Sans les aides publiques, RyanAir serait déficitaire »... Avec MNL, « on est au début du chemin », conclut, philosophe, Patrick Abate.

L'A31 bis (ex-A32 morte-née)



L'A31 bis pour désengorger l'A31, un projet régulièrement sorti des cartons mais qui n'avance pas !

Photo archives RL/Maury GOLINI

constitue l'autre serpent de mer qui agite périodiquement l'hémicycle régional. « Depuis 1995, on est enlisé dans ce débat », s'agace Roger Cayzelle en exhumant « le plat de nouilles » qui avait tant déclenché les passions, pour finalement décrocher, en 2003, un enterrement de première classe.

Pestant encore contre « cette occasion manquée », Cayzelle estime qu'un ultime sursaut peut encore permettre à la Lorraine de prendre en marche le train du Schéma national de mobilité durable. Une lettre au gouvernement, signée des cinq patrons d'exécutifs régional et départe-

mentaux décrétant « priorité absolue », la réalisation de l'A31 bis constitue un premier geste. Resterait ensuite à caler le tracé et le mode de financement. Et dénichier grosso modo 1,2 milliard d'euros...

Xavier BROUET.

## 2.8- Cohésion sociale

Ce n'est pas parce que la Lorraine est une région en crise qu'il faut se concentrer exclusivement sur le redressement économique du territoire et s'interdire de réfléchir à la cohésion sociale entre les Lorrains. Au contraire, il s'agit là d'un élément essentiel de développement du territoire régional et de son aménagement. Le vivre ensemble est bien sûr lié à la réduction des inégalités dans l'accès à la santé, et à la gestion du logement dans le cadre de la politique de la ville et de l'habitat : veiller à rééquilibrer les ruptures territoriales en proposant des stratégies d'urbanisation, tout en menant à bien des objectifs de rénovation thermique par exemple, est ici essentiel.

Mais les solidarités lorraines concernent également les politiques culturelles sportives et de loisirs conduites par la Région, avec le concours des départements, des intercommunalités et des villes, notamment à destination de la jeunesse. Les jeunes Lorrains, nous le savons, sont particulièrement touchés par le chômage et la précarité. Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans s'élève à 31505 personnes en région, ce qui représente une augmentation de près de 12% entre mai 2012 et mai 2013.

L'offre de pratiques et de services culturels en Lorraine est particulièrement étendue et mérite à ce titre d'être soulignée : la décentralisation d'un établissement culturel national à Metz tel que le Centre Pompidou participe certainement au « vivre ensemble » lorrain, mais de nombreux autres établissements, lieux de culture et de spectacle, ne sont pas en reste et contribuent également par leurs effusions créatrices à l'attractivité de la Lorraine, en faveur de ses

habitants et de leur bien-être. Pour preuve la communication du CESEL sur le spectacle vivant en Lorraine, qui définit, par le biais de nombreuses auditions d'acteurs, l'état des lieux et les perspectives de ce secteur artistique dynamique en région.

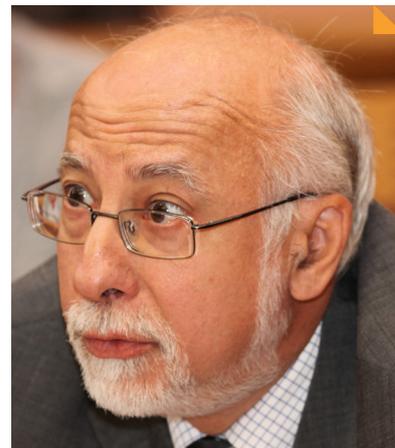
Pour le CESE de Lorraine, le lien social est également indissociable du concept de famille en Lorraine. Qu'il s'agisse d'accompagnement dans la perte d'autonomie des personnes âgées ou d'égalité entre les femmes et les hommes, la nouvelle famille, sortie de son modèle traditionnel, est et restera au cœur des grands enjeux régionaux de solidarité. Le dernier rapport du CESEL consacré à la conciliation « vie familiale - vie professionnelle » confirme ce défi et préconise de changer l'image de la parentalité au sein même des entreprises.

Acteur désormais identifié et reconnu pour son investissement sur le suivi de la problématique de la place et des enjeux de la situation des femmes dans la société lorraine, le CESEL a participé en 2012 à l'élaboration du Plan Régional Stratégique pour l'Égalité entre les Femmes et les Hommes (PRSEFH), dont il est signataire aux côtés de l'Etat et de la Région, et est membre de l'Observatoire Régional de l'Égalité.

Enfin, le CESEL est le tout premier CESER de France à avoir signé, le 28 novembre 2011, la Charte de la Parentalité en Entreprise. Par cette signature, le CESEL s'engage ainsi à promouvoir la Charte en Lorraine et à faire évoluer ses pratiques managériales par une meilleure prise en compte de la parentalité de ses agents.

### Entretien avec Pierre Charles

Vice-Président de la Commission «Cohésion sociale et développement local»



#### Quelles sont ces « solidarités » lorraines qui pourraient faire de notre région un modèle ?

De par sa situation géographique, au cœur d'un vaste espace européen, et de par son histoire, récente et passée, la Lorraine a toujours été un formidable « Espace de solidarités » entre les femmes et les hommes qui le composent. Une région qui a toujours recherché dans la vitalité sociale, la capacité à rebondir, la fraternité et la solidarité les moyens de faire face aux multiples crises qui ont jalonné son histoire, jetant peu à peu les bases d'un Espace Commun où il fait bon « Vivre Ensemble ». Mais il est bien difficile d'énumérer ces « solidarités lorraines » car elles sont multiples, et très souvent « anonymes » ...

#### Comment évaluer la cohésion sociale et le vivre ensemble en Lorraine ?

Les indicateurs territoriaux de développement durable (ITDD) peuvent être un élément de réponse. Le PIB est aujourd'hui insuffisant pour mesurer la performance de nos sociétés, et particulièrement la performance sociale. Aussi, le Conseil Economique Social et Environnemental de Lorraine a élaboré toute une série d'indicateurs qui permet une comparaison entre les régions françaises, et de donner une information sur les tendances d'évolution en Lorraine.

La « cohésion sociale » est un élément important de la construction d'une société du développement durable. Notre mode de développement doit aboutir à une situation la plus équitable et juste possible, permettant un partage optimal des richesses et une exclusion minimale des populations (marché du travail, revenu décent, éducation, logement, égalité entre les femmes et les hommes, ...).

#### Des progrès restent-ils encore à réaliser ?

L'analyse de certains Indicateurs Territoriaux du Développement Durable (pauvreté monétaire, chômage, inégalité de revenus, dépendance, ...) montre en effet que la Lorraine a encore un long chemin à parcourir avant de devenir une région où tous les Lorrains pourraient s'épanouir, quel que soit leur sexe, leur origine ou leur âge, et où toutes les générations seraient réellement solidaires. Le défi démographique qui se pose à notre région doit justement être l'occasion d'inventer de nouvelles formes de solidarités au service du progrès social, et au final au service de l'attractivité et du développement de notre territoire.

23 septembre 2011

Rapport

## Conciliation vie familiale vie professionnelle, un enjeu pour le développement économique de la Lorraine et l'attractivité de ses territoires?

Commission 4 :  
Cohésion sociale et développement  
local

Présidente du Groupe de Travail :  
Marguerite Messenet

Si la France a connu ces dernières décennies une « révolution » liée à une forte féminisation de l'emploi, la Lorraine est une des régions françaises où la situation des femmes au regard de l'emploi est globalement défavorable. En 2008, 33% des femmes occupées en Lorraine exerçaient un emploi à temps partiel, contre 5.5% des hommes.

Or, l'emploi des femmes constitue à plus d'un titre un enjeu pour nos économies modernes et pour notre région, et un meilleur taux d'activité des femmes est, contrairement aux idées reçues, un atout pour l'emploi, pour la démographie et pour l'équilibre social.

Dans une société en transformation, où les femmes sont de plus en plus présentes dans le monde du travail, et comptent bien y rester, la question de la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle revêt toute son importance et constitue un élément essentiel de la politique d'égalité entre les hommes et les femmes.

Le rapport a fait l'objet de très nombreuses présentations, dans les 4 départements lorrains, tant auprès des acteurs du monde économique (chambres consulaires), que des associations œuvrant pour les droits des femmes et des familles (CIDFF, UDAF, ...) ou pour l'animation et le développement du milieu rural (Fédération régionale des Familles rurales). Preuve s'il en était besoin que la question de la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle, dont s'est emparé dès 2003 le CESEL, a été un sujet de réflexion exemplaire de par son objet : concilier au cœur d'une même thématique l'économique et le social

**Social** Inégalités face aux salaires, aux responsabilités et au temps partiel... La Lorraine affiche de profondes disparités hommes-femmes

## Travail féminin : peut mieux faire

**Metz.** Quand le travail féminin va... Tout va ? Pour lapidaire qu'elle soit, la formule inspirée d'un célèbre dicton pourrait résumer la teneur du discours du Conseil Économique et social de Lorraine, penché vendredi à Metz

sur le dossier. Au-delà des conclusions sur « l'enjeu considérable pour le développement de notre région », il apparaît dans le rapport présenté par Marguerite Messenet, que la région présente un « fort po-

tentiel de progrès ». Surtout lorsque les études attestent qu'une hausse du travail féminin accompagne et/ou nourrit l'activité générale au plan économique. Indices des progrès : 26 % d'entre elles occupent des professions d'un niveau de qualification inférieur contre 18 % des hommes.

### La faible mixité professionnelle

Ces dernières années, sur les 156.900 Lorrains ayant perçu un bas salaire, 60 % étaient des femmes. « 88 % des travailleuses pauvres reçoivent moins que le smic annuel à temps plein contre 58 % des hommes dans la même situation », souligne Mme Messenet.

La Lorraine présente par ailleurs des différences significatives entre hommes et femmes : -9.9 %. Avec un retard du taux d'activité par

rapport à la moyenne nationale : - 2.7 %.

Le rapport évoque de manière claire une « ségrégation professionnelle par genre », due à une faible mixité professionnelle. Le tertiaire par exemple : 86 % des femmes occupées y travaillaient contre 56 % des hommes. Un mouvement à rapprocher de la désindustrialisation lorraine, avec un transfert des emplois opérés vers les métiers du service. Une croissance qui a profité aux femmes dans les zones d'emploi de Metz et Nancy principalement, pendant que le bassin houiller, Briey et Longwy voyaient s'évanouir des emplois dans l'acier et la sidérurgie.

Les femmes ne sont en revanche que 23 % à travailler dans l'industrie lorraine aujourd'hui. Elles sont également davantage les victimes d'un chômage structu-

rel en Lorraine, où l'on constate que les demandeurs d'emploi catégorie A ont été 5,2 % plus nombreux chez les femmes en 2010.

Même si la crise actuelle a depuis renversé la vapeur côté masculin où le chômage frappe davantage. Marguerite Messenet : « Mais cela ne doit pas masquer la réalité de la situation : lorsque les femmes sont en emploi, elles doivent très souvent faire face à un double handicap, le sous-emploi et son corollaire, la faiblesse des rémunérations ». Et pour cause : les aménagements vers le temps partiel, pour des raisons d'éducation des enfants notamment, leur reviennent souvent en priorité. Dans la région, 33 % des femmes occupées en 2008 l'étaient sous forme de temps partiel, contre 5.5 % des hommes.

Antoine PETRY



■ Les femmes ne sont que 23 % à travailler dans l'industrie lorraine. Photo d'archives Alexandre MARCHI

**23 mars 2012**

**Avis**

**Avis sur le Projet  
Régional de Santé (PRS)  
2012/2017**

**Commission 4 :  
Cohésion sociale et développement  
local**

**Président du Groupe de Travail :  
Bernard Nicolle**

Le PRS définit les objectifs pluriannuels des actions que va mener l'Agence Régionale de Santé dans ses domaines de compétences, ainsi que les mesures tendant à les atteindre.

D'une manière générale, le Conseil Economique Social et Environnemental de Lorraine s'est félicité des 4 priorités régionales identifiées dans le PRS, lesquelles ne souffrent d'aucune contestation possible :

- Agir sur les principales causes de mortalité notamment prématurée en Lorraine;
- Réduire les inégalités d'accès à la santé;
- Maintenir et développer l'autonomie des personnes;
- Promouvoir une organisation régionale de santé de qualité et efficiente.

En revanche, le Conseil Economie Social et Environnemental de Lorraine a tenu à rappeler l'absence d'une affirmation forte concernant la prévention en matière de santé. Parce que cette dernière ne relève pas de la seule sphère de la santé mais implique justement une démarche interministérielle associant l'ensemble des acteurs (habitat, Education nationale, travail et emploi...), il est nécessaire d'initier une nouvelle forme de gouvernance tant au niveau national que régional.

# La Lorraine en petite forme

1<sup>er</sup> juillet 2012

Dans sa contribution au Projet régional de santé, le **Conseil économique, social et environnemental de Lorraine (CESEL)** dresse l'état des lieux de la santé des Lorrains. Le diagnostic est sans appel : disparités géographiques et économiques plombent le bilan.

À l'école de la santé, la Lorraine récolterait tout juste la moyenne. Telle est la conclusion du Conseil économique, social et environnemental qui a pris part au Projet régional de santé initié par l'ARS (Agence Régionale de Santé). Malgré une amélioration globale de l'état de santé de ses habitants, en corrélation avec l'évolution nationale, la région stagne en queue de peloton. L'espérance de vie à la naissance demeure inférieure à la moyenne française et la surmortalité prématurée reste problématique : sur la période courant de 2005 à 2007, le taux de mortalité enregistré était supérieur de 11,5% à la moyenne nationale. Principales causes invoquées : les tumeurs, les maladies cardiovasculaires et les suicides.

## Un maillage du territoire contrasté

Sur le plan de l'offre de soins, le bilan n'est guère plus heureux. Entre janvier 2008 et janvier 2009, la région a subi une baisse de 5,5% des effectifs de ses médecins. En Meurthe-et-Moselle, les chiffres montent à 11,7%. Si la désertification médicale n'est pas l'apanage de la Lorraine, le vieillissement des



## La santé n'a pas de prix, mais elle un coût

Les difficultés sont aussi d'ordre économique. Si le régime local mosellan permet une meilleure prise en charge des retraités, il ne tient pas compte des dépassements d'honoraires. Frais de dossier et forfaits administratifs majorent une addition déjà parfois salée. En 2008, 15,4% de la population déclarait renoncer aux soins médicaux ou les différer pour des raisons financières. Derrière le logement et l'alimentation, la santé est aujourd'hui le troisième pôle de dépense des Français. A ce titre, le CESEL préconise de faciliter « l'accès aux soins à tarifs opposables à l'assurance maladie pour toutes les spécialités et dans tous les territoires », en encadrant étroitement les dépassements d'honoraires et en encourageant la pratique du tiers-payant. Une amélioration attendue : en 2010, près de 53 000 Lorrains ont dû recourir à la couverture maladie universelle, faute de revenus suffisants. **Elodie Hermès**

médecins exerçant en libéral inquiète. Les inégalités territoriales accentuent la difficulté d'accès aux soins ambulatoires, en particulier pour les personnes isolées des zones rurales. « Cette problématique a pour conséquence directe l'installation d'une population

à deux vitesses », analyse **Hubert Attenont**, vice-président du CESEL et président de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA). Tandis que le sillon lorrain, bénéficiant de l'aura du CHRU de Nancy et du CHR de Metz-Thionville, concentre les inno-

vations techniques, les établissements hospitaliers des anciens bassins miniers pâtissent du manque de moyens. Selon le Conseil économique, social et environnemental, un redécoupage en « bassins de vie » et une réorganisation des réseaux de santé harmoniserait

les prises en charge. La mise en place de maisons de santé pluridisciplinaires centralisant les différentes spécialités médicales et paramédicales permettrait d'atténuer les inégalités tout en renforçant l'autonomie de la population, une priorité pour le CESEL.

## Objectif Lorraine Supplément de l'Ami Hebdo - 1er juillet 2012

8 février 2013  
Communication

## Spectacle Vivant en Lorraine, Acte I

Commission 4 :  
Cohésion sociale et développement local

Président du Groupe de Travail :  
Charles Tordjman

Considérant la culture comme essentielle dans la construction du lien social mais également dans le développement et l'attractivité de toute une région, le CESE de Lorraine a publié une communication sur le Spectacle Vivant en Lorraine, afin de définir l'état des lieux et les perspectives des pratiques artistiques en région.

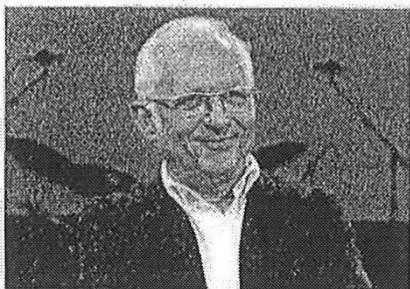
Cette étude apporte quelques suggestions pour une meilleure structuration du secteur. La création d'une Maison du Spectacle Vivant en Lorraine, et la mise en place d'un lieu transdisciplinaire à vocation internationale pourraient à l'évidence être des marqueurs culturels (et donc d'image) forts pour la région tout comme la possibilité pour la Lorraine de devenir un territoire pilote en matière d'éducation artistique.

## Rapport du Conseil économique, social et environnemental de Lorraine

# Pour que le spectacle vivant reprenne vie

### Comment se porte le spectacle vivant en Lorraine ?

Vaste question à laquelle le conseil économique, social et environnemental de Lorraine (Cesel) a tenté de répondre en la posant aux premiers concernés : les artistes. Une trentaine de compagnies a donc été audition-



née dans les quatre départements. « J'attendais une vague de fond de critiques. Il y en a eu mais moins que des propositions responsables », se réjouit Charles Tordjmann, président de la commission. Les critiques sont là bien sûr, prévisibles. Elles évoquent le déséquilibre de moyens financiers fournis à la culture institutionnelle et aux autres, décalage entre les deux opéras et les petites compagnies. « Mais nous ne nous sommes pas focalisés sur les moyens. Des propositions nouvelles ont émergé », insiste Charles Tordjmann. Deux d'entre elles sont particulièrement mises en avant. Tout d'abord, la création de la maison du spectacle vivant. Elle devra aider à la diffusion des compagnies sur le terri-

toire. Un lieu d'échanges, de formation, d'identification. Autre idée forte : la mise en place d'un lieu à vocation internationale dédié au spectacle vivant. Charles Tordjmann prend en exemple le 104 à Paris pour en dessiner les contours. « *Le même jour, on peut y voir de la musique techno, du théâtre bouddhiste, des jeunes du conservatoire. C'est un lieu d'ouverture formidable. Nous devons en inventer de tels, qui contredisent l'organisation lisse des villes. Des lieux de type nouveau où les choses sont en état de mixité permanente, où les artistes sont des nomades* ». Charles Tordjmann le situe dans la région messine. « *L'autre jour, je discutais avec un élu de la ville qui proposait le site des TCRM avenue de Blida, pourquoi pas,* » s'enthousiasme Charles Tordjmann. Reste désormais à convaincre la puissance publique que ces propositions méritent d'être entendues voire même réalisées. Le Cesel s'adresse au conseil régional mais surtout à l'Etat, pas assez attentif, selon Charles Tordjmann. Il rappelle deux chiffres : « *En Lorraine, la culture coûte quatre euros par an et par habitant* » et « *44% du budget de la culture est assurée par les villes* ». En substance, le message est un vieux refrain la culture n'est pas une variable d'ajustement. Le Cesel apporte des pistes pour inventer un nouveau couplet.

A.S.

La Semaine - 21 mars 2013

## 2.9- Budget et finances

Bien que saisi de manière obligatoire par le Président du Conseil Régional sur les affaires budgétaires (débat d'orientation budgétaire, budget primitif, budget supplémentaire, compte administratif) dans le cadre de sa mission consultative, le CESEL, et particulièrement la Commission Finances Budget Evaluation, entend apporter son expertise sur un certain nombre de sujets relatifs aux politiques fiscales et financières de la Région.

Les réflexions du CESEL sur l'impact de la suppression de la taxe professionnelle sur le budget de la Région Lorraine ont par exemple fait apparaître de nombreuses questions, à l'instar de celle liée aux déficits. Si l'Etat et les comptes publics affichent désormais des déficits abyssaux, il n'en va pas de même pour les collectivités, qui ne peuvent voter de budget en déficit. Dotées de ressources issues principalement de l'imposition et des dotations de l'Etat, les collectivités peuvent certes recourir à l'emprunt pour financer leurs investissements et boucler leurs budgets en recettes. Cependant, et en dehors de tout esprit partisan, il convient d'admettre que la décentralisation et les transferts de compétences

qui l'ont accompagnée n'ont pas été suivis par les moyens nécessaires. Peut-être ces modes de financement évolueront-ils avec l'Acte III de la Décentralisation en cours d'élaboration ? Affaire à suivre.

Par ailleurs, les fléchages européens pour la période 2014-2020 (PO - Programmation opérationnelle) sont des financements essentiels pour l'avenir de la Région, dont l'analyse occupe actuellement pleinement le CESEL. L'Assemblée s'accorde sur les quatre premiers objectifs thématiques du fonds FEDER (ceux-ci représentent 80% des subventions), à savoir : renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation, améliorer l'accessibilité aux technologies de l'information et de la communication (TIC), améliorer la compétitivité des PME, et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 dans l'ensemble des secteurs. Elle présentera prochainement un avis dédié.

# Entretien avec Marie-Madeleine Maucourt

Présidente de la Commission «Finances Budget Evaluation»

**Comment évaluez-vous la politique financière de la Région Lorraine, dans le contexte de restriction budgétaire que l'on connaît ?**

La Commission Finances, Budget et Evaluation du CESE de Lorraine procède à une analyse approfondie des documents budgétaires qui lui sont soumis par le Conseil Régional tant a priori qu'a posteriori. Elle s'appuie sur l'expertise de chacun de ses membres mais aussi sur des tableaux comparatifs très précis préparés par l'un des conseillers représentant les banques. L'analyse porte sur les sources de financement de la Région et notamment sur le recours à l'emprunt et l'endettement de la collectivité, sur les dépenses de fonctionnement et celles d'investissement. Nous en tirons des enseignements et des signaux d'alerte que nous transmettons à la collectivité.



**Quid de la politique fiscale suite à la suppression de la taxe professionnelle ?**

La suppression de la taxe professionnelle voulue par Nicolas Sarkozy a considérablement modifié le système fiscal des collectivités locales puisqu'au-delà de cette suppression, de nouveaux impôts ont été créés et surtout des transferts de ressources se sont opérés entre les collectivités. Ce grand meccano s'est fait principalement au détriment des régions qui, depuis cette loi, ne disposent plus de liberté de taux ni de dynamique fiscale. Pour une collectivité soucieuse d'orienter ses choix politiques, cela peut s'avérer pénalisant. Il convient cependant de noter qu'en Allemagne – pays souvent cité en exemple – les collectivités fonctionnent principalement au moyen de ressources décidées au niveau fédéral.

**Les crédits européens pour 2014-2020 changeront-ils certaines orientations régionales ?**

La Commission Européenne a élaboré sa propre stratégie à l'horizon 2020 et dans le cadre de la programmation 2014-2020 a mis en avant les principes de concentration et de spécialisation intelligente. L'idée est ici de donner à la fois un effet de levier plus important aux fonds européens et d'engager l'Europe vers plus d'innovation. Ces objectifs, impartis aux différents Etats, imposeront donc des choix ici en Lorraine. Il faudra également que cette programmation s'inscrive en phase avec le Pacte Lorraine 2014-2016, qui fait de l'innovation sa priorité, et avec les futurs Contrats de Plan Etat-Région dont le processus de construction vient de démarrer.

**19 novembre 2010**  
**Rapport d'étape**

### **De la suppression de la taxe professionnelle à une réforme en profondeur de la fiscalité locale**

**Commission 6 :**  
**Finances Budget Evaluation**

**Présidente du Groupe de Travail :**  
**Marie-Madeleine Maucourt**

Au cœur des prérogatives légales des CESE figure l'examen des documents budgétaires des Régions. Cet examen annuel montre à quel point l'exercice budgétaire est un élément fondamental de la vie publique. Au fur et à mesure des années, il est permis de constater une hausse des dépenses de fonctionnement. Malgré un endettement important, les impôts ont eux aussi augmenté. La question de la ressource fiscale des collectivités territoriales est donc primordiale.

Or, la réforme fiscale de 2010 implique pour les Régions et les Départements une dépendance de plus en plus forte dont il convient de tirer les conséquences. Le CESE s'est donc attelé à l'examen de cette réforme, notamment la suppression de la taxe professionnelle.



## 2.10- Prospective

La prospective est un exercice difficile car elle porte sur l'avenir, par nature incertain, et comporte donc un part d'erreur et des partis-pris qui peuvent donner lieu à débats. Il ne s'agit donc pas d'écrire avec certitude ce que sera demain, mais d'imaginer, selon des évolutions prévisibles, ce que pourrait être demain. Cette écriture se fait en général sur la base de plusieurs scénarios, décrivant des évolutions différentes en fonction de la prise en compte, plus ou moins forte, de variables qui auront une influence sur ces avenir.

Le CESE de Lorraine identifiait en 2005 quatre hypothèses pour la Lorraine de 2025, soit 20 années plus tard.

- La Lorraine peut contenir son déclin démographique grâce au dynamisme économique ;
- La Lorraine peut imaginer un rayonnement européen grâce à une aire métropolitaine intégrée ;
- La Lorraine peut se renforcer sur ses espaces périphériques grâce à la créativité et à la solidarité de ses territoires;
- Le dernier scénario, peu souhaitable, avançait l'hypothèse d'une « Lorraine au fil de l'eau », une région ne pouvant se targuer d'évolutions majeures.

Il est intéressant de se replonger dans ces premières pistes et de mesurer leur perti-

nence, leur vérité, à l'épreuve du temps et des événements. Car il est un fait qui ne s'est pas démenti depuis les années 1980, c'est l'extraordinaire vélocité du changement. Il semble également pertinent pour le CESE de Lorraine de s'interroger sur le rôle des acteurs (politiques, économiques, sociaux ou culturels) qui sont les auteurs de projets et d'actions visant à développer la Lorraine.

Pour la section Prospective du CESEL, les trois premiers scénarios démographiques, économiques et territoriaux de 2005 sont encore envisageables aujourd'hui à condition que la région prenne conscience d'enjeux fondamentaux pour y arriver : une métropolisation clairement affichée, un territoire organisé et solidaire, de nouveaux rapports sociaux, une Lorraine du savoir et de l'innovation, une marque Lorraine culturelle et touristique, un modèle de mobilité durable ainsi que des relais de croissance industriels doivent être des questions de premier ordre pour une conduite durable des politiques publiques.

Les conclusions de la mission Lorraine 2020, menée par le Conseil Régional de Lorraine et à laquelle le CESE de Lorraine participe activement, vont également dans ce sens.

## Entretien avec Raymond Bayer

Président de la Section Prospective

### Quelles sont les grandes tendances de l'évolution lorraine pour les 30 prochaines années ?

Dans un monde en permanente mutation, conflictuel, incertain mais aussi porteur d'espoir, la Lorraine est à l'aube de sa refondation. Elle doit et peut relever les défis auxquels elle est confrontée en assurant aux enfants d'aujourd'hui d'être les citoyens de demain. Face à son déclin possible sur le plan industriel et démographique, elle mobilise des forces nouvelles, développe des coopérations entre les acteurs institutionnels politiques, administratifs, le monde économique et social, pour poursuivre son engagement en faveur de la recherche, l'innovation, l'éducation, la formation et la transition énergétique indispensable à la survie de l'humanité. La Lorraine, par son histoire et sa géographie, peut et doit devenir un acteur décisif de la construction européenne actuellement en difficulté. Elle s'intègre avec d'autres dans un nouvel espace qui de « transfrontalier » qu'il est aujourd'hui deviendra « transculturel » demain. C'est un enjeu majeur qui va au-delà des frontières régionales.



### Les scénarios du passé se sont-ils finalement réalisés ?

Une forme originale de « métropolisation », interrégionale et transfrontalière est en cours. Elle peut se développer en favorisant les coopérations et en développant les moyens et les infrastructures de communications. Les mobilités sont prises en compte dans l'espace régional et doivent s'ouvrir aux liaisons interrégionales et vers le sud. L'Université de Lorraine est une réalité et devient à la fois le symbole et l'outil du renouveau lorrain. Il est essentiel qu'elle poursuive son développement par la connaissance et la recherche en accueillant les étudiants et les chercheurs de tous les horizons. Dans les scénarios précédents l'économie fondée sur les services et la logistique n'a pas connu le développement escompté mais la démarche en cours avec le « Pacte Lorraine » ouvre de nouvelles perspectives. Avec le renouveau urbain entrepris dans les villes, avec la rénovation de son espace rural et son dynamisme culturel, la Lorraine peut devenir plus attractive et changer son image grâce à l'arrivée de plus en plus nombreuse de visiteurs attirés par son dynamisme événementiel et ses festivals.

## Même si Lorraine 2020 n'est pas à proprement parler une mission de prospective, les conclusions de ce travail vous ont-elles aidées à mener votre propre analyse ?

Lorraine 2020 est une étape importante dans la construction d'un avenir pour la Lorraine. Malgré les difficultés de l'exercice dans un contexte de crise et de morosité, pour des Lorrains connaissant des situations difficiles et précaires. Cette mobilisation des acteurs permet d'envisager un renouveau régional à la condition d'une implication importante de tous ceux qui peuvent soutenir, entreprendre et créer. La part la plus importante au regard de la section prospective se trouve dans la diversité des projets et des attentes exprimées par tous ceux qui se sont impliqués dans Lorraine 2020. En s'appuyant sur les travaux antérieurs, cela a permis à la Section Prospective de réfléchir au rôle des acteurs en proposant comme thème « la citoyenneté en 2030, dans un espace régional recomposé ». Cette démarche s'inscrit également dans le présent en interrogeant les institutions européennes qui ont fait de 2013 « l'année européenne de la citoyenneté ».

**12 février 2010**  
**Communication**

### La Lorraine en mutations, contribution à la réflexion : quelle citoyenneté pour quelle Lorraine dans 20 ans ?

Section Prospective

Président :  
Raymond Bayer

Dans un système régional de plus en plus complexe, lié aux interventions et missions des différents acteurs notamment, mais aussi face à l'accélération des changements (qui parfois s'expriment sous formes de crise, la nécessité d'une meilleure lecture du futur s'impose de plus en plus. La Section Prospective a tenté par cette contribution de décrypter sous un angle un peu particulier le paysage régional et donc singulièrement, ses mutations.

Repérages des difficultés ou des tensions, atouts et perspectives, une analyse somme toute assez classique du présent mais projeté, à partir de certains choix d'évolutions possibles, sur un avenir qui ne serait pas subi mais, au moins quelques peu, construit.

Cinq éléments qui ont profondément changé le visage de la Lorraine d'hier à lier au développement économique et social de demain sont particulièrement traités : l'Université de Lorraine, le transfrontalier, la culture, les infrastructures de communication, et le développement industriel.

## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

## « La Lorraine bouge »

Examen par le CES des enjeux des vingt années à venir. Avec un zeste d'optimisme dans les débats menés par Roger Cayzelle.

**METZ.** « Le domaine industriel est un secteur-clé de notre région. Car il concentre à la fois les difficultés et les espoirs de mutation ». Président du Conseil économique et social de Lorraine, Roger Cayzelle a dirigé hier à Metz les débats d'une assemblée plongée dans l'examen d'une « Lorraine en mutations ». Le fruit de la contribution de la section prospective sur la région à l'horizon des vingt prochaines années. Une série de nouveaux investissements industriels porteurs pour la Lorraine ont ainsi été exposés par Raymond Frenot, à une assemblée rafraîchie par une pan-

ne de chauffage. Entre un hommage au talent de rassemblement des universités lorraines, « à l'origine d'un fantastique bouleversement des mentalités dans notre région » et l'affirmation d'une région dont le dossier transfrontalier montre qu'elle est « non pas repliée sur elle-même mais ouverte et même unie dans ses souffrances vécues », le ton des débats a paru - une fois n'est pas coutume - volontairement s'éloigner de la sinistrose ambiante.

Un chapitre sur la culture, qui développe plusieurs pans majeurs à travers les territoires de Lorraine, traduisant

toujours un « changement de mentalité » doublé d'un « processus d'évolution du concept de métropolisation qui commence à prendre sa place dans le développement lorrain ». Un autre sur une « modification de l'espace temps » favorisée par l'amélioration des infrastructures de communication et le représentant du CES entonnait un nouveau refrain sur « la nécessaire unité régionale » avant d'engager des pistes de réussite industrielle.

## L'enjeu Ulcos

Des investissements déjà actés dans l'automobile (PSA Tremery, Sovab Batilly,

Daimler Hambach, Thyssenkrupp Fameck), l'aéronautique (Sky Air Craft Chambley) la métallurgie et transformation des métaux (Corus Steel Hayange, Arcelor Mittal Yutz) ou l'énergie, en marge de sérieux projets toujours en chantier, l'assemblée s'est arrêtée sur le dossier d'Ulcos.

Un regard à la fois technique et prospectif sur le risque financier né d'un coût global de 500 millions d'€. Conclusion du CES Lorraine : le programme « le plus avancé et le plus ambitieux du secteur sidérurgique dans le monde avance comme prévu ». Un dépôt de permis de recherche

sera concrétisé en mars 2010. Mais ce dossier « comporte aussi des risques et nécessite un soutien fort de toutes les parties prenantes ».

Embrayant le pas de son vice-président Patrice Sanglier, Roger Cayzelle enfonçait le clou d'un discours baigné d'un relatif optimisme, sinon d'une envie d'ouvrir une nouvelle page. « Cette idée que la Lorraine est en train de bouger est une réalité. Les initiatives sont là, il faut maintenant se mettre d'accord sur la méthodologie à appliquer pour être toujours plus efficace ».

Antoine PETRY

Est Républicain - 13 février 2010

# LE CESEL PARTENAIRE



Retour sur les travaux collaboratifs de la seconde Assemblée

3ème partie



## 3.1- Les travaux collaboratifs avec le Conseil Régional de Lorraine

En plus des saisines obligatoires, le Président du Conseil Régional a également la possibilité de solliciter le CESEL afin que ce dernier émette un avis sur des projets économiques, sociaux ou environnementaux stratégiques pour la région.

Parce qu'au même titre que le Conseil régional élu, l'assemblée des socioprofessionnels est constamment au service de l'intérêt général, le CESEL se réjouit d'œuvrer au bien commun en répondant aux demandes spécifiques de l'institution régionale.

La mise en commun des expertises des uns et des autres est constamment bénéfique et pertinente. C'est ainsi que des coopérations actives se sont mises en place ces dernières années à travers des groupes de travail mixtes et des groupes de suivi sur diverses thématiques, de l'aménagement du territoire régional aux défis liés à la transition énergétique, en passant par le redéploiement économique et industriel du territoire et les enjeux liés à la formation des Lorraines et des Lorrains.

■ CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

# L'horizon de la Lorraine 2020 dans le collimateur

Avant le conseil régional, aujourd'hui, le Cesel examinait hier le texte prospectif sur la Lorraine 2020 piloté par Michel Dinet. Le Medef dénonce « un document clivant » dépourvu du « souffle de l'esprit d'entreprise ».

Le risque, avec un document prospectif, c'est une déception à la hauteur de l'espoir suscité sitôt l'enjeu posé.

En l'occurrence : quelle Lorraine à l'horizon 2020 ? Soit le sujet de réflexion confié, il y a deux ans, par Jean-Pierre Masseret au pilotage de Michel Dinet. Tous deux, respectivement président de la Région et de la Meurthe-et-Moselle, sont venus défendre leur copie, hier à Metz, devant les membres du Cesel. Le résultat tient à la fois de la figure imposée et de la haute voltige. Les projections suggérées par le volumineux document de 180 pages reposent sur une analyse détaillée des forces et faiblesses de l'économie régionale.

De ce point de vue, la présentation, en préambule au débat, du Siteco 2012 (le rapport annuel sur la situation économique, sociale et environnementale de la Lorraine) a donné un relief particulier aux propositions de la mission Dinet. Le constat confirme le marasme (lire ci-dessous). « La crise nous impose des choix », exhorte le rapporteur du Siteco, Gilbert Krausener. Et comment ne pas conditionner ceux-ci au travail prospectif de Dinet...

Sauf que les orientations rete-

nues dans « Lorraine 2020 » ne sont pas du goût de tous. Dans une lettre ouverte (le 31/10/12) à Jean-Pierre Masseret, le Medef a flingué un texte jugé trop « partisan », faisant la part belle à l'économie solidaire au détriment de la compétitivité des entreprises et des territoires. « Vous me feriez passer pour un marxiste-léniniste, ce que je n'ai jamais été », s'offusquait, hier lors de la reprise de séance, Michel Dinet, à l'issue d'un déjeuner plutôt prise de tête avec Patrice Lombard, patron du Medef Lorraine. Faute d'un soutien appuyé par une réponse écrite du chef de l'exécutif régional, Dinet, « blessé », dénonce « les fusils prêts à tirer dans les coins ». Il rumine sa solitude en lâchant à la tribune : « Si au moins j'ai pu contribuer à ce type de rapprochement [entre le Medef et la Région]. Dont acte... si ça peut servir à la Lorraine ». De fait, Jean-Pierre Masseret ne fait pas grand cas de la cinglante missive du patronat : « Je ne suis pas offusqué des positions du Medef, il est dans son rôle, c'est le jeu normal de la démocratie », minimise-t-il.

Condamné à jouer les Monsieur Loyal, Roger Cayzelle en oublierait presque sa passe d'armes matinale avec Masseret



Jean-Pierre Masseret, Roger Cayzelle et Michel Dinet, hier, au Conseil économique social et environnemental de Lorraine.  
Photo Anthony PICORE

au cours de laquelle il a invité son interlocuteur à préférer le dialogue au monologue, « pour mettre tout ça en synergie ». Réponse du berger : « Je suis dans un état d'esprit intégralement positif à l'égard du Cesel ».

## Deux priorités

Sur le fond, le patron de la Région retient pour l'heure deux priorités : « L'adaptation numérique de nos territoires » et « la transition énergétique ». Tout en jurant vouloir « faire fonctionner le couple Etat-Région à son maxi-

mum d'intensité », l'orateur préfère prévenir : « N'attendons rien du pouvoir central ». C'est vers Bruxelles et les fonds Feder qu'il invite la Lorraine à se tourner d'ici 2020 pour porter ses projets. « Les programmes européens seront déterminants », pronostique-t-il. Sur ce point, Cayzelle acquiesce, sans toutefois perdre de vue le travail prospectif de Dinet : « 2020, c'est demain. Huit ans, c'est exactement la période qui nous sépare de l'élection de l'équipe qui préside actuellement le conseil régional ». Mais, con-

formément aux réserves du premier collègue (employeurs), Patrice Lombard maintient ses critiques à l'égard d'un document jugé « clivant ».

Tout comme Maurice Grunwald ou Paul Arker, qui y cherchent, en vain, « le souffle de l'esprit d'entreprise », il ne voterait pas ce texte, « si tel était l'ordre du jour »... C'est donc l'avis du Cesel sur ce rapport qu'ils ont finalement approuvé, hier, à l'unanimité. Nuance.

Xavier BROUET.

Républicain Lorrain - 9 novembre 2012

### 3.1.1 Lorraine 2020

#### 8 novembre 2012 – Contribution à la mission de prospective régionale Lorraine 2020

Le CESE de Lorraine a été saisi par le Conseil Régional de Lorraine afin de donner son avis sur le travail conduit sous l'autorité de Michel Dinet. Dénommé Lorraine 2020, ce document a vocation à déterminer les orientations à suivre d'ici 2020 face à une situation économique et sociale donnée. Il ne s'agit donc pas d'un travail de prospective (qui déclinerait des futurs possibles selon certains scénarios) mais bien d'un schéma cohérent d'actions publiques à conduire d'ici une dizaine à une quinzaine d'années.

Ce travail s'inscrit dans la volonté du Conseil Régional de Lorraine de tenter de dégager des pistes de réflexions avec des orientations précises. Il tend ainsi à fournir à la Lorraine un schéma collectif et complet palliant l'absence de SRADDT\*. Il s'agit ensuite d'une démarche qui a largement fait part au dialogue, à l'échange, à la réflexion collective et à l'engagement du plus grand nombre. Cela répond à une demande récurrente du CESE de Lorraine qui voit dans la mobilisation commune des acteurs une réponse appropriée aux enjeux qu'impose la situation économique, sociale et environnementale de notre région.

Le Conseil Régional de Lorraine a, dès le départ de cette réflexion, invité le CESE de Lorraine à participer à ce travail. Cela s'est traduit par de nombreux échanges

communs, un partage de données notamment sur la partie diagnostic et enfin par l'installation d'une commission mixte. Celle-ci s'est réunie à de multiples reprises et le document final est riche d'orientations dont une partie a été validée de part et d'autre dans le cadre de ce groupe mixte.

Dans son avis, le CESEL estime entre autres que la Lorraine a besoin de s'inventer un mode d'animation et de gouvernance du territoire novateur, et considère que Lorraine 2020 en offre une vision innovante. Il y décèle une volonté d'impulser un nouveau souffle démocratique qui entend associer plus « étroitement » les forces socio-professionnelles du territoire et les instances participatives. Il y constate un engagement à tenter d'impliquer les citoyens dans la marche du territoire. C'est pourquoi le CESE de Lorraine a suggéré que Lorraine 2020 ouvre la voie à une expérimentation poussée, en région, en matière de dialogue social territorial et de participation des forces vives et des citoyens : une façon de positionner la Lorraine comme créative dans ce domaine.

Pour le CESEL, le processus Lorraine 2020 répond bien à la nécessité de construire un « esprit de corps lorrain » autour d'une vision partagée des enjeux et des objectifs prioritaires d'action, mais aussi parce qu'au regard de l'état de santé de la Lorraine, il peut être, sans conteste, une voie innovante et porteuse d'espoirs.

\* Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire

### 3.1.2 Transition énergétique et développement durable

Depuis quelques mois, le CESE de Lorraine est fier de s'engager aux côtés du Conseil Régional en faveur d'un développement plus durable des territoires et de la transition énergétique, thématique centrale qui mérite d'être placée au cœur des politiques publiques.

Bien entendu, la transition énergétique est un sujet pouvant apparaître au premier regard extrêmement conceptuel, théorique et éloigné des préoccupations immédiates des Lorraines et des Lorrains, qui sont concentrées aujourd'hui sur l'emploi et le pouvoir d'achat. Pour autant, le CESEL, au service de l'institution régionale, a eu à cœur de lire avec le maximum de précision les réalités du moment, de dégager des lignes fortes et d'éclairer les choix possibles du développement durable.

La conférence environnementale nationale des 14 et 15 septembre 2012 a permis d'adopter une feuille de route de la transition écologique, laquelle s'est couplée au lancement du débat national sur la transition énergétique le 29 novembre 2012. La Région Lorraine quant à elle, a organisé de février à juin 2013 des conférences régionales sur la transition énergétique, dont des ateliers thématiques territorialisés auxquels les membres du CESEL, et plus particulièrement les référents « Développement Durable » désignés par chaque Commission, ont assisté.

Ainsi, à l'adresse du Conseil Régional, le CESEL, contributeur indépendant au débat sur la transition énergétique, a identifié en juin 2013 des axes prioritaires en Lorraine pour consommer moins et produire mieux, tendre au mix énergétique, tout en accompagnant l'évolution des comportements et le financement de la transition énergétique. La Lorraine dispose d'un fort potentiel à valoriser dans ce cadre, mais pour le CESEL, il faut désormais passer de l'ambition affichée à l'action, et concentrer les moyens pour faire de la Lorraine une terre d'énergie du futur.

Cet élan collaboratif sur les questions de la transition énergétique et du développement durable se manifeste également dans le travail effectué par le CESEL en partenariat avec la DREAL, l'INSEE, le SESGAR et l'Agence de l'eau Rhin-Meuse sur les Indicateurs Territoriaux du Développement Durable de la Lorraine (ITDD) en février 2013.

Dans cette même démarche d'action croisée et d'échange d'expertise, le CESEL a proposé au Conseil Régional de travailler ensemble sur ces indicateurs pour l'année 2014. Jean-Pierre Masseret, qui salue la qualité du travail engagé, a volontiers agréé cette proposition, d'autant que le Conseil Régional a adopté en juin dernier sa stratégie en matière de développement durable, dans laquelle doit naturellement s'inscrire la détermination d'indicateurs permettant de mesurer les effets de la mise en œuvre de cette stratégie et de mettre en avant les spécificités de la Lorraine. Les socioprofessionnels lorrains s'en réjouissent.

### 3.1.3 Vallée européenne des matériaux et de l'énergie et Pacte Lorraine

La structuration de l'économie lorraine, qui a fait sa force et son attractivité au siècle passé, est devenue progressivement sa faiblesse. La mondialisation et les compétitions féroces qui opposent les économies nationales et régionales ont eu raison de ses points forts industriels les plus emblématiques.

C'est pour afficher clairement la solidarité et l'union des acteurs politiques et économiques lorrains ainsi que de l'Etat autour de la sidérurgie et d'un travail commun sur la réindustrialisation, que le CESE de Lorraine appelait de ses vœux, en octobre 2012, la réunion urgente d'une Conférence des Exécutifs élargie dans le cadre d'une motion en soutien à la sidérurgie lorraine. Ce souhait de coopération accrue sur les grandes thématiques économiques et industrielles régionales, mis en exergue dans les rapports annuels SITECO dont les préconisations appellent souvent à davantage de concertation et de priorisation, en faisant des choix et en travaillant et décidant ensemble, a été rapidement satisfait. Le CESEL est pleinement impliqué dans ce combat pour le redéveloppement régional, et ce de diverses manières.

Deux groupes de travail mixtes, réunissant le Conseil Régional et le CESEL, ont d'abord été créés pour fournir un travail

collectif dédié à la défense de l'avenir de la sidérurgie : l'un sur le projet LIS, anciennement ULCOS, système de captation et de valorisation du CO<sub>2</sub> émis par les hauts-fourneaux, l'autre sur la création d'un pôle européen des matériaux en Lorraine, secteur qui, couplé à l'énergie, détient un fort potentiel d'innovation au cœur de l'Europe, en raison de ses spécialisations historiques et de ses compétences actuelles.

Puis, la Conférence Régionale à la Mobilisation Economique et à la Promotion de l'Innovation (CRMEPI) a été créée sous l'impulsion de Jean-Pierre Masseret. Cette dernière, qui regroupe les départements, les agglomérations de Metz et Nancy, l'Université, les chambres consulaires ainsi que le Conseil économique, social et environnemental de Lorraine constitue un acte de mobilisation inédit pour prendre des mesures de redynamisation et de revitalisation de tous les territoires lorrains.

Très actifs, les Présidents de deux assemblées régionales, Jean-Pierre Masseret et Roger Cayzelle ont dans ce cadre poussé les feux en sollicitant conjointement l'appui du gouvernement pour faire de la Lorraine un territoire pilote d'un nouveau modèle de développement industriel et social durable. Ce nouveau modèle a vu le jour sous le label fédérateur de la « Vallée Européenne des Matériaux et de l'Énergie » (VEME), qui a vocation à regrouper les savoir-faire de la Lorraine dans les secteurs de la métallurgie, du bois, de la chimie, du textile ou encore de la recherche technologique de pointe dans la sidérurgie.

C'est avec beaucoup d'humilité que le CESE de Lorraine et le Conseil Régional peuvent se targuer d'avoir mené ce travail de « lobbying » et ces réflexions communes à la formalisation du Pacte d'Avenir Lorraine 2014-2016, demandé par le Premier Ministre au Préfet de Lorraine en faveur du développement économique et social régional.

La signature du Pacte Lorraine par le Premier Ministre Jean-Marc Ayrault et le Président de région Jean-Pierre Masseret le mardi 17 septembre à Matignon est un acte symbolique et politique fort, qui laisse penser que la dynamique engagée par les deux assemblées régionales porte ses fruits, et se poursuit.

## SIDÉRURGIE ET INDUSTRIE EN LORRAINE

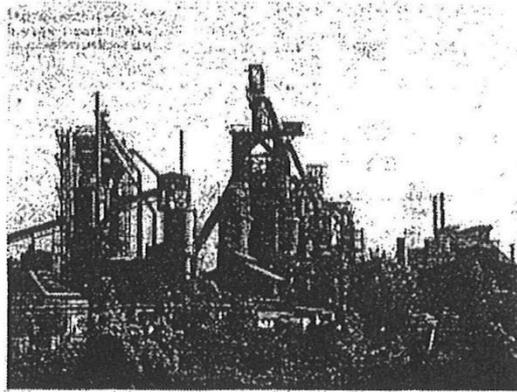
# Exigence de réalité et devoir d'avenir

**L**e Conseil économique social et environnemental de Lorraine n'est pas seulement un lieu où l'on débat. C'est une tribune d'où certaines vérités peuvent être dites. Roger Cayzelle et Gilbert Krausener ont lancé ce mercredi un appel à la mobilisation et au sens des réalités pour le maintien d'une sidérurgie de qualité en Lorraine.

Revenir aux faits... Inlassablement. Rappeler la nécessité d'objectifs et d'une mobilisation...passionnément. Roger Cayzelle, président du CESE et son vice président chargé de l'économie, Gilbert Krausener n'en peuvent plus d'entendre un certain nombre de contre vérités ou approximations sur la sidérurgie et l'industrie en Lorraine, de constater des comportements politiques dogmatiques ou partisans. Alors ils ont voulu poser et répondre à quelques questions sur un des gros dossiers actuels, celui de l'avenir de la sidérurgie. Quatre plus précisément.

### L'ESPRIT ET LA LETTRE

Mobilisez vous qu'ils disaient... Roger Cayzelle évoque une réunion des élus qui a eu lieu le 18 juillet à Florange et qui devait déboucher sur un pacte territorial... « On ne l'a pas fait alors que c'était l'occasion de créer un rapport de force ». Pis encore. Il parle d'un courrier au Préfet de Jean Pierre Masseret, président du Conseil Régional, deux jours avant l'annonce par Mittal de la fermeture du haut-fourneau. L'élu y suggérerait, si le haut-fourneau fermait et si Ucoos ne se réalisait pas, d'orienter vers d'autres priorités régionales les crédits. Défaillance ou simple réalisme. Les responsables du CESE y ont surtout vu un manque de combativité. J.-P.J



### • La sidérurgie est-elle une industrie du passé ?

« A l'évidence l'acier reste un matériau d'avenir dit Gilbert Krausener. On en produisait 400 millions de tonnes en 1960, 1,5 milliards aujourd'hui et 2 milliards en 2024. Dans la France n'a cessé de diminuer et nous importons aujourd'hui de l'acier... C'est un matériau qui recourt énormément à l'innovation et à la recherche. Arcelor Mittal c'est aujourd'hui 22% des dépenses totales de recherche et développement privé en Lorraine. C'est aussi l'acteur privé le plus important dans ses relations avec le monde académique et la recherche. C'est enfin le premier exportateur de Lorraine. Vous avez dit passé ? Il faut faire de cette industrie une force comme les Sarrois ont su le faire »

### • Mittal veut-il fermer les hauts fourneaux de Hayange ?

« Oui, et la faiblesse des investissements consentis jusqu'ici le démontre. La Lorraine apparaît comme une variable d'ajustement du groupe Arcelor alors que notre région représente 15% de la production française. Cette stratégie s'inscrit dans une logique financière d'un groupe endetté, réorienté vers les mines et qui ignore le caractère cyclique de l'acier ».

### • Peut-on sauver la phase à chaud ?

« Tout le monde dit non. C'est difficile mais, il faut se battre... obtenir que le laminage à chaud fasse partie du lot à vendre. Obtenir un délai supplémentaire. Se battre aussi pour Ucoos quitte à n'en faire qu'une partie. La séparation des gaz de haut

fourneau serait déjà une étape vers une production plus écologique! On pourrait aborder la question de l'enfouissement ou de la valorisation plus tard. Si on ne bouge pas, on ne sera pas loin d'un point de non retour où on perdra sur tous les tableaux, celui de la production comme celui de la reconversion » conclut Gilbert Krausener.

A la question de savoir si on peut-on attendre cette implication globale et cette intelligence d'un reprenneur opportuniste venu du bout du monde ou s'il faut imaginer un plan B comme celui d'une nationalisation les deux interlocuteurs sourient. Bien sûr ils y pensent... Ou bien à des solutions comme celles trouvées en Sarre, où la collectivité est entrée ans le capital.

### • Quelle stratégie industrielle pour la Lorraine ?

Roger Cayzelle qui avait laissé la main à Gilbert Krausener pour les aspects plus techniques se replace sur un plan politique : « Si on n'est pas volontariste dans notre région, il ne faudra pas s'étonner que le désespoir et le vote extrémiste s'installent. Il faut constater que l'Europe n'a absolument pas joué son rôle dans cette affaire, face à cette entreprise. Que l'Etat français est un peu plus actif que qu'il n'est pas opportun de le bracer. Que la mobilisation locale et régionale est bien trop faible. Elle engendre le scepticisme. Et ce n'est pas en mettant en avant la mirabelle dans des campagnes de communication que cela s'arrangera. Il faut enfin s'inscrire beaucoup plus dans un cadre transfrontalier ». Les signes d'espoir ? Roger Cayzelle espère en trouver quelques uns dans

La Semaine - 18 octobre 2012

**Pacte Lorraine** Plaidoyer à trois voix du préfet, des présidents du conseil régional et du Cesel

# « On ne peut plus attendre »

**Metz** Le Pacte Lorraine 2014-2016 a depuis hier matin au moins une réalité éditoriale : un fascicule de 120 pages qui décline les trois axes illustrés par les « 16 initiatives pour renforcer l'économie de la Lorraine et agir pour l'emploi ».

Ce « contrat particulier Etat-Lorraine », selon les termes du document signé à Matignon, mardi, reprend les orientations présentées par Jean-Marc Ayraut et Jean-Pierre Masseret. À savoir « faire de la Lorraine le cœur d'une vallée européenne des matériaux et de l'énergie, dynamiser les filières d'excellence et d'avenir, promouvoir les démarches innovantes d'attractivité et d'aménagement des territoires ».

## « Enclencher une dynamique »

Le livret précise le cadre d'intervention du Pacte. Ce dernier se veut « entièrement tourné vers les entreprises », selon le plaidoyer à trois voix porté hier matin à Metz par les présidents du conseil régional et du Conseil économique et social et le préfet de Région. Il exclut donc toute intervention en faveur des infrastructures routières. Il se présente comme la synthèse des remontées de propositions de terrain (environ 600). Dont certaines sont déjà en phase de concrétisa-



■ Le « contrat particulier Etat-Lorraine » a été signé mardi à Matignon.

Photo Alexandre MARCHI

tion (Belval), d'autres en attente d'un coup de pouce pour accélérer leur développement (automobile, aéronautique, méthanisation, filière bois).

Du neuf avec du vieux ? « Il s'agit plutôt d'enclencher une dynamique, c'est l'ambition du Pacte », selon le préfet Nacer Meddah. « Il ne ressemble à aucun plan précédent. Ce Pacte est l'expression du terri-

toire, demandé par tous les acteurs de l'économie, il est destiné à bâtir un programme d'actions concrètes grâce à une démarche innovante s'appuyant sur la structuration, la mise en cohérence des projets. Pour la première fois, cela ne vient pas d'en haut. On ne peut plus attendre, il faut aller vite. » Roger Cayzelle appuie : « La Lorraine a perdu

48.000 emplois industriels en 10 ans. Il faut inverser cette image de région sinistrée. Il y a quand même eu 1,3 milliard d'euros investis dans l'industrie en Lorraine ces trois dernières années ».

Et demain ? Outre les 300 M€ mis sur la table à parité par l'Etat et la Région, il faudra compter sur la BPI (Banque publique d'investissement) et

la BEI (Banque européenne d'investissement). La Région gère à partir du 1<sup>er</sup> janvier les fonds européens comme le FSE et Feder, se réjouit Jean-Pierre Masseret. Qui voit l'opportunité de mobiliser 500 M€.

Prêts, garanties, fonds d'amorçage, toute la palette de l'ingénierie financière sera au service des entreprises, assurent les promoteurs du Pacte.

## « Dictateur, moi ? Jamais »

Le président du conseil régional ne cache pas son agacement par la critique, émanant en particulier de Nadine Morano et Anne Grommerch qui lui reprochent de ne pas avoir saisi l'assemblée régionale : « J'ai déjà fait voter un emprunt de 50 M€. Ce n'est pas à mon âge que je vais commencer à devenir dictateur ». Mais pasticheur gaullien, peut-être. À 69 ans.

Il aura reçu dans la journée par communiqué, le soutien plutôt inattendu (?) du sénateur divers droite Jean-Louis Masson. Le parlementaire se dit « stupéfait d'apprendre que la droite régionale s'appuie à déposer un recours contre le Pacte. Même s'il est insuffisant, le bon sens veut que l'on accepte les sommes débloquées et que l'on mette en route les projets correspondants ».

Premier bilan d'étape promis avant Noël.

Philippe RIVET

Est Républicain - 19 septembre 2013

# « Le bois, l'eau et les matériaux pour sauver la Lorraine »

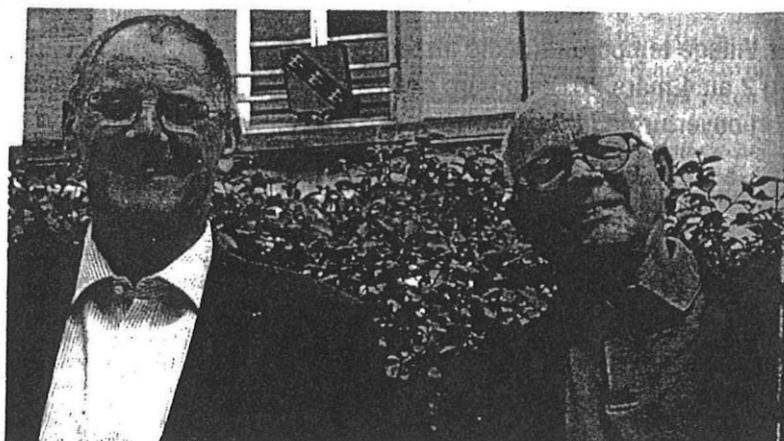
Roger Cayzelle est président du Conseil économique et social de Lorraine, Gilbert Krausener en est le vice-président, rapporteur de la situation économique de la Région. Ils reviennent sur l'année passée, entre satisfaction et vigilance.

↳ L'année dernière, la Lorraine semblait embourbée dans les difficultés économiques post-crise. Qu'en est-il aujourd'hui?

Gilbert Krausener: *C'est nettement mieux que l'année dernière, il y a des motifs de satisfaction notamment sur le plan du chômage. Sur un an, le chômage chez les jeunes, et dans la catégorie A (de courte durée), les indicateurs sont au vert. On est même en Lorraine au-dessus de la moyenne nationale. En revanche, il y a encore de grosses difficultés chez les chômeurs seniors (+ 18,2 %) et chez les chômeurs de longue durée (+ 15,5 %). Là, la situation a tendance à se dégrader. Depuis le début de la crise, il manque 25 000 emplois en Lorraine. Notre Région a enduré de grosses pertes suite à la crise puisque 7 % des emplois nationaux détruits lui sont directement imputables. La crise a été plus violente en Lorraine qu'ailleurs. Il y a néanmoins de forts signes de reprises, notamment dans le commerce extérieur, fortement tiré par la reprise en Allemagne.*

↳ La Lorraine reste donc très dépendante des pays frontaliers?

Roger Cayzelle: *Oui, elle est dépendante de l'Allemagne et des marchés luxembourgeois. Ces douze derniers*



*mois, 2 400 emplois ont été créés au Luxembourg pour les Lorrains. Des villes comme Longvilly ou Thionville ont énormément souffert de la crise, puisque 3 000 emplois avaient été détruits depuis 2008. Sur cent emplois créés au Grand-Duché, trente sont pour la Lorraine, c'est aussi simple que ça.*

↳ Le tourisme est-il devenu un pilier fort de l'économie lorraine?

R.C.: *Nous avons du mal à l'évaluer. Il faut différencier le ressenti et la réalité. Nous manquons de repères fiables, il faut que nous creusions ce point. Au-delà des chiffres de fréquentation qui sont plutôt bons, il y a les rapports du Comité régional du tourisme de Lorraine (CRT) qui ne donnent pas des chiffres exceptionnels. L'attractivité d'une région est compliquée. Il faut qu'il y ait une vraie politique culturelle et touristique, et ce n'est pas le cas. Il faut se différencier des autres régions pour attirer, encore faut-il savoir quoi vendre. Sur un plan démographique, la Lorraine n'a pas gagné un seul habitant depuis trente ans, alors que l'Alsace a vu son nombre d'habitants augmenter de 100 000 en*

*un an, et qu'une ville comme Nantes gagne 1000 habitants par mois. Il faut se poser les bonnes questions.*

G.K.: *Le tourisme n'est pas le seul levier pour s'en sortir, il en est un. Mais pour s'en sortir, il faut une vraie cohérence.*

↳ Sur quoi la Lorraine doit-elle alors s'appuyer?

R.C.: *Notre région est une des seules à ne pas avoir de filière de spécialité. Or, nous avons quelques atouts: l'eau, le bois, les matériaux. Il faut se spécialiser. Nous pouvons nous reconstruire avec ces trois éléments, mais cela prendra au moins dix ans. Il faut aussi qu'il y ait une métropolisation des villes. Pendant longtemps Metz et Nancy se sont déchirés et ont freiné le dynamisme. Aujourd'hui, on voit se construire des collaborations culturelles, ou sur le plan de l'éducation avec l'Université de Lorraine. Il faut du lien entre les villes pour être compétitif, rassurer ceux qui souhaiteraient s'installer en matière de soin, d'éducation de culture. La différence entre les villes doit être une force, sinon nous perdrons des milliers d'habitants, et rentrerons dans une spirale du déclin.*

### 3.1.4 Contrat de Plan Régional de Développement des Formations Professionnelles (CPRDFP)

Le Contrat de Plan Régional de Développement des Formations Professionnelles (CPRDFP) a pour objet de définir une programmation à moyen terme des actions de formation professionnelle des jeunes et des adultes et d'assurer un développement cohérent de l'ensemble des filières de formation en favorisant un accès équilibré des femmes et des hommes à chacune de ces filières de formation. Il définit également les priorités relatives à l'information, à l'orientation et à la validation des acquis de l'expérience.

Il est élaboré par la Région au sein du Comité de Coordination Régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sur la base des documents d'orientation présentés par le président du Conseil Régional, le représentant de l'Etat dans la région, l'autorité académique et les organisations d'employeurs et de salariés. Le comité procède à une concertation avec les collectivités territoriales concernées, Pôle Emploi, et des représentants des organismes de formation.

Au-delà des saisines obligatoires en fin d'élaboration du texte du CPRDFP, le CESEL a souhaité constituer, dès le lancement de la démarche, un groupe de travail spécifique de la Commission 2 «

Education Formation Recherche Insertion». Ce groupe de travail, qui s'est réuni à diverses reprises au cours des derniers mois, est chargé d'analyser les contributions des différents partenaires, d'assurer une représentation du CESEL dans les différents CLEF (Comités locaux emploi formation) qui ont lieu sur les dix territoires d'action régionale, et enfin d'analyser le texte final du CPRDFP et de préparer l'avis du CESEL.

### 3.1.5 Assises de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Le 13 octobre 2012 se sont tenues à l'Hôtel de Région les Assises lorraines de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Cette manifestation, organisée conjointement par la Région Lorraine, la Préfecture de Région Lorraine et le Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz, s'inscrivait dans le cadre des Assises nationales de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche des 26 et 27 novembre 2012 à Paris.

Le CESE de Lorraine a participé activement à l'élaboration du rapport régional en vue de l'établissement d'une société de la connaissance en phase avec des objectifs partagés de développement économique et de cohésion sociale. Deux de ses membres, Anne-Pedon-Flesh et Olivier Cayla ont également fait partie de la délégation lorraine aux assises nationales.

## 3.2- Partenariats avec l'INSEE

Convaincu de la pertinence de certains sujets, qui nécessitent d'être approfondis ou traités sous un angle plus statistique, le CESEL commande régulièrement auprès de l'INSEE un certain nombre d'études qui servent à appuyer les travaux et les réflexions des socioprofessionnels lorrains.

**Juillet 2009**

### **Migrations résidentielles, la Lorraine peu attractive pour les jeunes actifs qualifiés**

Dans ses échanges migratoires avec les autres régions, la Lorraine est déficitaire depuis 1990, mais de façon plus réduite entre 2001 et 2006 qu'au cours de la décennie 1990-1999. Les pertes migratoires de la Moselle, département le plus important de la région, influencent fortement les variations régionales. En France, les espaces ruraux connaissent aujourd'hui un attrait renforcé, contrairement à la Lorraine, où seuls les espaces périurbains gagnent des habitants. La population est globalement stable, mais comme partout en France, les mobilités sont plus intenses pour les personnes de 18 à 39 ans, notamment lors des études supérieures et des premières entrées sur le marché du travail.

Mais ce sont surtout les couples, jeunes actifs, exerçant des fonctions intermédiaires ou supérieures qui quittent la région. La Meurthe-et-Moselle attire les étudiants, mais nombre d'entre eux quittent la région à la fin de leur formation. En Lorraine, les mouvements migratoires, cumulés aux phénomènes sociaux et naturels, engendrent des modifications du profil de la population résidente, qui pourraient devenir préoccupantes, notamment suite aux départs nombreux des couples avec enfants.

**Juillet 2009**

### **La population active lorraine à l'horizon 2020, des inflexions à soutenir pour enrayer une baisse engagée dès 2006**

La population lorraine pourrait s'infléchir à la baisse prochainement. Les migrations jouent un rôle majeur dans ce phénomène. La baisse de la population s'accompagnera inéluctablement de son vieillissement. Ceci retentira sur la population active qui amorce un recul à la fois plus précoce et rapide, -7,4% entre 2006 et 2020. Les variantes "classiques" ne contredisent pas ce diagnostic. En revanche, l'hypothèse forte d'une remontée des taux d'activité des 60-64 ans au

niveau de ceux des 55-59 ans ralentit le recul de la population active à l'horizon 2020.

Par ailleurs, certaines reconfigurations infrarégionales engendrées par la montée en charge du travail frontalier laissent augurer également des inflexions favorables. Ainsi, les opportunités d'emplois au Luxembourg et la hausse résultante du revenu des ménages dans le nord de la Lorraine pourraient continuer à favoriser les taux d'activité et même l'attraction migratoire de ces territoires.

**Décembre 2009**

### **Une réévaluation du travail frontalier lorrain au Luxembourg, l'apport de données longitudinales**

Le travail frontalier lorrain vers le Luxembourg n'a pas d'équivalent dans les autres régions françaises. Il impacte considérablement l'activité dans le nord de la Lorraine. Les mesures usuelles de ces flux quotidiens en fournissent une vision partielle, voire sous-estimée.

En Lorraine, plus de 140 000 personnes ont été concernées par le travail frontalier vers le Luxembourg sur la période 2001-2006. Ces actifs connaissent au Grand-Duché des parcours hétérogènes. Certains y ont travaillé épisodiquement, en intérim notamment, ceux-là même qui subissent les conséquences de la crise économique actuelle.

En revanche, près de 45 000, spécifiques en termes d'âge et de secteur d'activité, étaient engagés dans des trajectoires professionnelles durables au Luxembourg

entre 2001 et 2006. Toutefois, les trajectoires longues sont diversement favorables sur le plan salarial en fonction de caractéristiques individuelles telles que le salaire initial, le secteur d'activité, l'âge et le genre.

Ainsi, "toutes choses égales par ailleurs", le fait d'être une femme ou un senior de plus de 55 ans freine les évolutions du revenu salarial. Des mobilités résidentielles accompagnent les trajectoires professionnelles des frontaliers. Ces déménagements ne paraissent pas obéir à des stratégies systématiques de relocalisation réduisant les coûts de transport liés aux navettes domicile-travail.

**Février 2010**

### **Nouvelles ruralités en Lorraine, un « désir de campagne » limité à quelques espaces résidentiels et récréatifs**

Les espaces ruraux lorrains couvrent la moitié de la région et abritent, comme en France métropolitaine, près d'un habitant sur six autour de 21 pôles d'emploi majeurs. L'industrie, notamment l'agroalimentaire, la santé-action sociale, mais aussi l'armée, l'agriculture et l'artisanat, constituent leur armature économique. Un certain renouveau démographique s'y observe depuis 1999, à l'instar du mouvement initié dix ans plus tôt en France, mais en Lorraine, celui-ci reste limité à quelques cantons proches des villes, dont il prolonge l'étalement urbain dans des campagnes qui bénéficient désormais des revenus tirés de l'économie résidentielle. Le tourisme, à travers les résidences secondaires, la fréquentation de sites naturels, musées et manifestations, parvient à

capter d'autres sources financières pour irriguer l'économie rurale.

Mais ceci reste insuffisant pour combler les écarts de niveau de vie et de développement dont souffrent nombre de pôles d'emploi et les franges rurales de l'ouest de la région entrées en phase de marginalisation démographique. Le maintien d'équipements de proximité et de services à la population, notamment dans le domaine de la santé, appuyé au besoin sur les projets de territoire portés par les intercommunalités, demeure un objectif prioritaire pour les espaces ruraux qui espèrent rester attractifs ou le devenir, à l'heure où se profilent un vieillissement de la population et un recul de l'emploi sur fond de repli de l'emploi industriel, de crise économique et de restructurations militaires.

**Février 2010**

### **La prospective en Lorraine, un essai de synthèse fondée sur le modèle de la base économique**

La contribution suivante de l'Insee s'inscrit dans le cadre des réflexions prospectives du CESR de Lorraine. Ce travail mobilise le modèle théorique de la "base économique". Dans ce modèle, l'accent est mis sur la capacité d'un territoire à attirer des revenus de l'extérieur afin de nourrir et "doper" son développement endogène. Ce cadre conceptuel est utilisé ici à dessein pour organiser et interpréter les migrations résidentielles à l'œuvre en Lorraine et les projections de population active qui en découlent. Il permet en outre d'identifier les faiblesses régionales et les leviers à mobiliser au niveau des

enchaînements causals, entre emploi et population, inhérents à ce modèle.

Ainsi, le faible dynamisme économique lorrain et l'insuffisance d'emplois, particulièrement dans certaines catégories, pèsent sur le devenir de la population active régionale. En revanche, le développement du travail frontalier de la Lorraine vers le Luxembourg, puissant générateur de base économique résidentielle, est susceptible d'infléchir localement des projections déclinantes. Quant à la causalité symétrique de la population sur l'emploi, que décrivent les mécanismes de l'économie présente, elle produit des effets modestes dans les zones frontalières où les conditions en termes de revenu semblent réunies.

**Juin 2010**

### **Pour une prospective de l'amélioration de la performance énergétique du parc des logements lorrains**

Diviser par quatre les consommations d'énergie du parc des bâtiments existants d'ici 2050, et d'au moins 38% d'ici à 2020 : tel est l'objectif ambitieux fixé par les pouvoirs publics pour le secteur du bâtiment, objectif exprimé par le plan Bâtiment dans le cadre du Grenelle de l'environnement.

La loi de programmation du 3 août 2009 relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement souligne que "le secteur du bâtiment, qui consomme plus de 40% de l'énergie finale et contribue pour près du quart aux émissions nationales de gaz à effet de serre, représente le principal gisement d'économie d'énergie exploitable immédiatement".

Septembre 2010

### Impacts du travail frontalier en Lorraine : entraînement de l'emploi et développement du présentiel, avec effet d'ombre à la frontière

Au cours des dernières années, le nord de la Lorraine a progressé dans la hiérarchie régionale en termes de taux d'activité des résidents. Dans les trois zones d'étude (Ouest, Metz, Est), le nombre d'emplois localisés a évolué plus favorablement que dans l'ensemble de la Lorraine entre 1999 et 2006. Quant au taux d'emploi frontalier des 25-54 ans à destination du Luxembourg et de la Belgique, il s'est élevé dans la zone Ouest et la zone de Metz entre 1999 et 2007.

Cette dernière évolution renvoie davantage à une intensité frontalière croissante, c'est-à-dire à une plus grande part d'actifs occupés frontaliers parmi les actifs occupés résidents, qu'à une hausse du taux d'emploi global des 25-54 ans. Ce dernier a toutefois progressé entre 1999 et 2007, mais pas de façon uniforme sur le territoire.

Tout en étant globalement supérieures à la moyenne régionale, les trois zones ont des performances variables en fonction de l'éloignement à la frontière. Dans les trois zones (Ouest, Metz et Est), l'emploi local semble moins se développer à toute proximité de la frontière, "à l'ombre" de cette dernière. Et la structure de l'emploi paraît s'y orienter vers plus de fonctions présentes.

Novembre 2010

### Les services à la personne en Lorraine: un potentiel d'emplois à développer

En 2006, en Lorraine, 31 000 salariés exercent une activité dans les services à la personne. Dans deux cas sur trois, les ménages privilégient l'emploi direct d'un salarié plutôt que le recours à un organisme agréé. En Lorraine, 8,9% des ménages ont recours aux services à la personne, soit deux points de moins qu'au niveau national. L'emploi correspondant se caractérise par un fort taux de féminisation, une multiactivité importante et des emplois faiblement rémunérés.

Cependant, la création continue d'organismes agréés contribue à l'amélioration des conditions de travail. D'ici à 2020, sous le seul effet des évolutions démographiques, le nombre de ménages utilisateurs de services augmenterait de 9,3%, avec des disparités départementales. Cette demande supplémentaire pourrait être à l'origine de la création de 3 200 emplois et bénéficierait pour moitié au département de la Moselle.

Décembre 2010

### Liens emploi-formation, de la théorie aux réalités du marché du travail lorrain

En Lorraine comme en France, au cours des dernières décennies, la tertiarisation de l'économie et l'allongement continu de la durée de la formation initiale ont profondément modifié le contenu des métiers et des qualifications nécessaires pour les exercer. Au fil du temps, la struc-

ture productive lorraine converge vers la structure nationale. Toutefois, quelques spécificités régionales subsistent, en lien avec le passé industriel : la part des ouvriers reste importante alors que celle de l'encadrement demeure plus faible qu'au niveau national. Il en découle que la part des actifs en emploi, diplômés d'un CAP ou d'un BEP, y est plus importante qu'en France, celle des diplômés d'un 2ème ou 3ème cycle universitaire y est au contraire plus faible.

L'intensité du lien entre formation et emploi varie selon les secteurs d'activité et les métiers considérés. Ainsi, dans le commerce et les industries de process, où le recrutement est large et le personnel peu qualifié, la relation est plutôt lâche. À l'inverse, elle est forte dans les domaines de la mécanique et du travail des métaux, recrutant sur des profils spécifiques, ou encore de la santé, dont les parcours de formation et le nombre de formés annuellement sont réglémentés pour répondre aux besoins du marché du travail.

**Avril 2011**

### **Center Parcs du Domaine des Trois Forêts, plus de 600 emplois nouveaux et un pôle touristique majeur**

Inauguré en mai 2010, le Domaine des Trois Forêts, propriété du groupe Pierre & Vacances, est le quatrième Center Parcs de France. Composé d'éco-cottages, d'une bulle tropicale et d'équipements de loisirs, il est en phase avec les préoccupations écologiques actuelles. Son ouverture marque l'aboutissement d'un partenariat engagé avec les collectivités locales, tant sur le plan

des aménagements et du financement, que du recrutement et de la formation.

Plus de 600 salariés travaillent dans le domaine. Cela correspond à 470 équivalents temps plein. Le recrutement, principalement local, profite surtout aux femmes, aux jeunes, ainsi qu'à d'anciens chômeurs.

**Juin 2011**

### **L'économie sociale en Lorraine, un secteur attractif pour les femmes**

Le secteur de l'économie sociale est plus fortement féminisé en Lorraine que dans les autres régions françaises. Les 53 400 salariées y sont essentiellement regroupées dans les associations. Elles exercent principalement une activité dans la santé et l'action sociale, pour la plupart en tant qu'employées. Ces femmes sont en moyenne plus âgées que dans le reste de l'économie et occupent majoritairement un poste à temps partiel. À caractéristiques équivalentes, l'économie sociale apparaît comme moins discriminatoire envers les femmes en matière de salaire.

**Septembre 2011**

### **SCoT de l'agglomération messine, se rendre attractif pour relancer la dynamique démographique**

Population qui stagne, érosion du solde naturel et déficit migratoire chronique, le bilan démographique du SCoTAM n'est guère encourageant. Metz et sa première couronne en manque de dynamisme ne jouent pas sur ces points un rôle d'entraînement. Seuls les espaces périurbains enregistrent une hausse de leur population, doublée d'une envolée de la construction

neuve. Mais cette situation est consommatrice d'espace et génère une forte dépendance à l'automobile.

Les échanges de population se font essentiellement avec les arrondissements de Thionville, Nancy et Briey, et avec l'Île-de-France. Les personnes de 18 à 45 ans sont les plus mobiles. Leurs choix résidentiels vont à Metz pour les étudiants, la première couronne pour les jeunes actifs, et le périurbain pour les familles avec enfants.

Développer l'emploi, soutenir l'enseignement supérieur et la recherche, maîtriser la périurbanisation, sont des pistes à suivre par le SCoTAM pour rendre le territoire attractif et contredire un scénario de trop légère hausse de population à horizon 2020, suivi d'une baisse des effectifs scolarisés et d'une hausse du nombre de personnes âgées.

**Février 2012**

### **La population active en 2030, menaces sur l'Est mosellan et les franges Ouest de la région**

En 2030, la Lorraine compterait 2 390 000 habitants. Au manque d'attractivité de la région s'ajoute un vieillissement de la population qui paraît inéluctable. Les zones d'emploi de Nancy et de Metz continueraient d'attirer des populations jeunes, tout comme celles de Commercy et de Verdun, attractives et fécondes, ou celles de Thionville et surtout de Longwy, en plein renouveau, portées par le Luxembourg. Des menaces se feraient sentir sur les zones d'emploi de Neufchâteau, de Remiremont et de Sarre-

guemines, où la baisse de population se doublerait d'un vieillissement prononcé. Celles de Bar-le-Duc et de Forbach resteraient incapables d'enrayer un déclin démographique débuté il y a plus de vingt ans.

D'autres scénarios sont possibles quant à la fécondité des Lorraines, ou l'amplification du travail frontalier. Mais une inconnue demeure sur l'évolution du nombre d'étudiants, et aucun scénario ne remet en cause la forte augmentation à venir du nombre de personnes de 60 ans et plus. Enfin, seul un véritable sursaut de l'emploi pourrait contredire les sombres perspectives pesant sur l'Est mosellan et les franges ouest de la région.

**Mars 2012**

### **Lorraine, une analyse multidimensionnelle du bien-être**

Le revenu n'est pas le seul déterminant du bien-être de la population ; d'autres facteurs interviennent, comme l'insertion sur le marché du travail, la qualité du logement, la présence ou l'éloignement des équipements urbains, etc., facteurs qui influent sur la qualité de vie. La prise en compte de ces différents facteurs dans la mesure du bien-être de la population nécessite l'évaluation de leur apport respectif à ce bien-être. L'approche par les capacités s'inscrit dans ce courant de pensée ; elle fait dépendre le bien-être des individus de leurs possibilités d'utiliser leurs caractéristiques personnelles (leur être et leur avoir, dont les ressources monétaires font partie) dans le milieu socioculturel où ils vivent, dans le but d'atteindre au bien-être.

La mise en œuvre spatialisée de cette approche rend compte de l'influence de la localisation résidentielle sur le bien-être des individus. Ainsi, le bien-être capabliste mesuré à l'échelle de chaque commune de la Lorraine permet-il de mettre au jour l'existence de zones ségréguées et de mettre en évidence l'effet d'agglomération de Nancy, ainsi que celui de Metz.

**Mars 2012**

### **Familles en Lorraine, un effritement du modèle traditionnel**

En 2008, plus de 653 000 familles résident en Lorraine. La vie en couple reste le mode de vie le plus fréquent, mais le nombre de personnes seules et de familles monoparentales ne cesse de progresser. Les unions entre deux personnes évoluent. Le mariage recule au profit de l'union libre et du pacs. La bonne tenue de la natalité jusqu'en 2008 masque un indicateur conjoncturel de fécondité inférieur à celui observé au niveau national. L'organisation temporelle des ménages est réglée par la vie professionnelle et l'éducation des enfants. Dans le couple, l'équilibre entre ces deux éléments incombe davantage aux femmes, tout comme les tâches domestiques, souvent au détriment de leur carrière professionnelle.

**Décembre 2012**

### **Discriminations sur le marché du travail, la Lorraine bonne élève, mais peut mieux faire**

Sur le marché du travail, les jeunes, les seniors, les femmes, les immigrés et les

handicapés encourent le risque de discrimination. Des dispositifs publics existent pour lutter contre ces phénomènes, mais des différences perdurent. Un jeune actif sur cinq est au chômage. Les femmes cumulent moindre activité et conditions d'emploi moins favorables, et leurs salaires sont 10% inférieurs à ceux des hommes. Quant aux 184 000 immigrés vivant en Lorraine, leurs diplômes les protègent moins du chômage, l'accès aux emplois qualifiés leur est plus difficile.

Tous ces motifs de discrimination se retrouvent dans les quartiers ciblés par la politique de la ville. Il faut toutefois souligner que l'obligation d'emploi de 6% de travailleurs handicapés dans les établissements de plus de 20 salariés est aux deux tiers remplie en Lorraine, 4 points de plus qu'au niveau national.

**Avril 2013**

### **Population active lorraine, une ressource en baisse dès 2020**

Avec près de 1,1 million d'actifs en 2009, la population lorraine se caractérise par un taux d'activité de 70,4%, inférieur de deux points à la moyenne nationale. En prenant en considération les réformes récentes des régimes de retraite, la population active lorraine pourrait diminuer de 2,2%, soit 24 000 personnes, entre 2012 et 2030.

Parmi différents scénarios, la remontée du taux d'activité des seniors constitue le levier qui débloquerait le plus gros réservoir de main-d'œuvre pour inverser cette tendance. Près de 275 000 travailleurs lorrains, soit un sur trois, pourraient cesser toute activité d'ici 2020. Les métiers

des services et de la fonction publique seraient les plus concernés.

**Septembre 2013**

### **Ouverture de la Lorraine vers le sud : des relations à amplifier**

Les relations qu'entretient la Lorraine avec le sud sont généralement plus faibles que celles observées avec le Bas-Rhin, les pays frontaliers ou l'Île-de-France. Les liens avec le sud semblent essentiellement stimulés par la proximité géographique, de nombreux bassins de vie franchissent la limite entre la région et son sud. La Lorraine est la première région de destination pour les migrants venus des quatre départements du Sud limitrophe, mais elle présente un fort déficit migratoire avec les régions du sud plus éloignées. Les régions les plus proches présentent également un tissu productif assez similaire à celui de la Lorraine. Plusieurs pistes émergent pour développer les relations avec le sud : le renforcement des infrastructures de transport, la progression de l'attractivité résidentielle, la structuration des acteurs économiques autour de projets interrégionaux (pôles de compétitivité, filières d'avenir).

## 3.3- Les autres partenariats et coopérations du CESEL

### 3.3.1 La DREAL, le SESGAR, l'INSEE, et l'Agence de l'eau Rhin-Meuse

Avant de concevoir les Indicateurs Territoriaux du Développement Durable aux côtés de la DREAL\*, du SESGAR\*\*, de l'INSEE et de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, le CESEL s'est impliqué activement dans l'élaboration de la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) en Lorraine initiée par la DREAL pour orienter la stratégie régionale de développement durable vers une économie verte et équitable.

### 3.3.2 L'IRA et l'INSEE

A chaque fin d'année, le CESEL s'associe à l'Institut Régional d'Administration et à l'INSEE pour l'organisation d'un colloque consacré à divers sujets d'intérêt régional. La conférence de 2012 était dédiée au bien-être et à l'attractivité, thématiques chères à la seconde Assemblée.

\* Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement

\*\* Service d'Etudes du Secrétariat Général pour les Affaires Régionales

### 3.3.3 L'ORT2L

En 2008, le CESEL a contribué à la création de l'Observatoire Régional des Transports et de la Logistique de Lorraine, dont il est désormais membre et partenaire. Cette association, qui regroupe l'Etat, la Région et les professionnels du secteur, étudie notamment l'offre ferroviaire de proximité (OFP), maillon essentiel de la chaîne logistique optimodale à structurer en Lorraine, elle-même objet majeur des travaux du CESE de Lorraine.

### 3.3.4 CESER de France et le CESE Grand Est

Qu'il s'agisse des coopérations entretenues avec l'Assemblée des CESER de France (anciennement ACESRF) ou avec les CESE du Grand Est (Champagne-Ardenne, Alsace, Franche-Comté, Bourgogne et Lorraine), des réunions sont organisées régulièrement afin d'échanger, de compiler des informations ou de mener des actions de lobbying auprès des élus dans une logique d'enrichissement mutuel, et ce sur divers sujets relatifs aux infrastructures, à l'industrie ou encore aux projets de réforme territoriale.

# LE CESEL À L’AFFICHE



4ème partie

Retour sur les conférences-débats et les outils de communication



## 4.1 - Les conférences-débat et autres évènements

Outre ses missions d'expertise, le CESE de Lorraine organise plusieurs fois par an des conférences-débat, où invités et grand public échangent en toute liberté, selon deux formules : les séances plénières « Grand Témoin » (l'après-midi) ou les « Entretiens du CESE » (le soir), réalisés en partenariat avec le Forum IRTS ou Forum-Les Débats.

Au cours de la mandature, d'autres congrès et présentations d'études ont été organisés. L'objectif est à chaque fois identique : favoriser le débat d'idées et inviter les acteurs lorrains tout comme le grand public à prendre part à la réflexion.

## 2008

### 5 février 2008 – Présentation d'une étude sur l'entreprise et le fait transfrontalier élaborée par PwC Luxembourg

Commandée par le CESE de Lorraine au cabinet d'audit luxembourgeois, l'étude met en exergue l'absence des sociétés dans la problématique transfrontalière alors qu'elles sont le véritable moteur économique de la Grande Région.



*« Arrêtons avec ce fantasme d'une fiscalité si favorable au Luxembourg, d'une administration qui l'est encore plus. Cassons ce mythe du Grand-Duché, mais considérons qu'il offre un potentiel important pour notre région ».* Claude Lelièvre, entrepreneur lorrain, président de la commission aménagement du CES (2ème en partant de la gauche) – Le Républicain Lorrain, 6 février 2008

## 27 mars 2008 – Congrès extraordinaire CRL/CESE consacré à l'avenir industriel de la Lorraine

Congrès extraordinaire entre le CES et le Conseil Régional sur le thème de la crise industrielle vécue par la Lorraine et les solutions à y apporter. A l'issue, le CES, sous l'égide de Patrice Sanglier, propose un P.A.R.I. : un Plan d'Action Régional pour l'Industrie.

### « A ce rythme, on ne tiendra pas »

*Le CES de Lorraine propose un plan d'action pilote en France pour l'industrie. Coprésidé par l'État et la Région.*

**METZ.** L'intitulé du projet se résume en un P.A.R.I., c'est tout dire. De fait, le plan d'action régional pour l'industrie, tel que le préconise Patrice Sanglier, bouscule autant les usages que les idées reçues. Dans la foulée du congrès extraordinaire, tenu la semaine dernière entre le CES et le Conseil régional sur le thème de la crise industrielle vécue par la Lorraine et les solutions à y apporter, le vice-président du conseil économique et social invite tous les acteurs à engager, un « élan, un mouvement » autour d'une démarche qui serait soutenue à titre expérimental par l'État. Une expérience « pilote » qui aurait pour objectif de « provoquer une capacité d'entraînement et de mobilisation ». Dans le détail, la formule proposée par Patrice Sanglier, à laquelle s'est associé dans sa réflexion le Conseil Économique et social présidé par Roger Cay-

zelle, suppose l'activation d'une « structure organisationnelle d'échanges, de travail et d'aide à la décision rassemblant les acteurs majeurs ». Le dirigeant préconise une formule qui serait coprésidée par Région et État, en étroite association avec les départements et les grandes agglomérations, au-delà des divergences politiques, avec le soutien des représentants du monde socioprofessionnels (partenaires sociaux, chambres consulaires, réseau des entreprises et des établissements d'enseignement supérieurs et de recherche). « Il s'agit de faire de la Lorraine une expérience pilote pour fédérer les énergies » développe Patrice Sanglier. « Nous avons un véritable problème, il faut rompre le morcellement et le cloisonnement. A ce rythme, on ne tiendra pas longtemps ».

Le représentant du CES Lorraine prône un rassemblement des forces et des atouts

qui puisse enfin dépasser le stade universel des bonnes intentions tant et tant ressasées. Exemple(s) à l'appui : « Regardez la situation de la Wallonie ou du Luxembourg » poursuit-il. « Malgré sa petite taille, la Wallonie a engagé en 2004 un véritable plan d'investissement sur l'industrie. Un plan volontaire et fédéré, dont elle commence aujourd'hui à recueillir les premiers fruits ». Le Grand Duché ? Aux portes de la Lorraine, le Luxembourg a consenti des investissements colossaux sur le périmètre de Belval, promis à un développement exponentiel, sans commune mesure avec l'aide financière lorraine. « Notre problème » note Patrice Sanglier, « c'est que même lorsque nous voulons intervenir dans ce dossier, nos intervenants luxembourgeois ne savent pas à qui s'adresser : État ? Région ? Résultat, ils nous rient au nez ».

A. P.

Est Républicain - 5 avril 2008

**29 mars 2008 – Les Entretiens du CES en partenariat avec le forum IRTS avec Irène Théry, sociologue**

Spécialisée dans la sociologie du droit, de la famille et de la vie privée, Irène Théry (*à droite sur la photo*) est venue au CES aborder les multiples thèmes de l'égalité femmes-hommes.



## « Une société n'est pas une collection d'individus »

*La sociologue Irène Théry prône l'organisation de nouvelles règles relationnelles entre hommes et femmes.*

**METZ.** Invitée du Conseil Économique et Social de Lorraine et du Forum IRTS, la sociologue Irène Théry est venue débattre des thèmes traitant de la distinction de sexe, autour de la « *nouvelle approche de l'égalité* ». Réflexion autour de la conviction de la directrice d'études à l'EHESS (Ecole des hautes études en sciences sociales) de ce que « *ce n'est pas la nature qui nous fait hommes ou femmes, c'est la société qui nous attribue des rôles masculins et féminins* ».

**- Pourquoi une « nouvelle approche de l'égalité » ?**

- La distinction de sexe régissait autrefois une manière d'agir, une modalité d'action. Toutes les relations sociales étaient de la sorte 'modélisées', sans qu'il soit tenu compte de l'identité des personnes. Mon propos y oppose une approche identitaire et comparative. L'égalité hommes-femmes ne peut être réduite à une volonté d'équité dans le degré de performan-

ce. On doit s'interroger sur les raisons de cette disparité et sortir des clichés de la misogynie et de l'intérêt qu'auraient eu les hommes à opprimer les femmes. C'est une vision un peu simpliste.

**- Mais l'approche de l'égalité est-elle vraiment envisageable dans la réalité ?**

- Oui, le mouvement, qui remonte à très loin, nécessite simplement d'organiser cette société en conséquence. Regardez par exemple le souci de concilier vie familiale et professionnelle. Soit on s'organise de manière différente de celle d'autrefois, soit on laisse se perpétuer les inégalités. Nous sommes en train d'en prendre conscience. L'histoire se précipite même dans ce domaine.

**- Quel exemple concret pour illustrer cette accélération du mouvement vers l'égalité ?**

- Le bouleversement rapide et récent des modes de vie familiale. Ce que j'appelle le phénomène du « démariage ». C'est une déclinaison de ce

phénomène. La vie de couple, telle qu'elle existait autrefois, cette idée qu'« avec deux on ne fait plus qu'un » s'atténue. Les mariages ont intégré le risque du divorce, ce ne sont plus la seule façon d'envisager le couple. Ensuite, on voit toute les relations entre parents et membres des familles se recomposer.

**- Votre livre soulève la question de l'individualisme...**

- Notre individualisme, c'est notre tendance à croire qu'une société ne peut être rien d'autre qu'une collection d'individus. On sort de 10-15 ans d'individualisme forcené : « I », « Me », « Mysel » « Ego »... Mon livre tente de valoriser que nous ne sommes pas égaux, nous sommes des êtres relationnels. Un mode traditionnel d'organisation des relations a implosé, on a maintenant la responsabilité d'énoncer une nouvelle règle du jeu.

**Recueilli  
par Antoine PETRY**  
apetry@estrepublikain.fr

Est Républicain - 5 avril 2008

10 octobre 2008 – Audition de Mireille Faugère, directrice du service Grands Voyageurs à la SNCF et d'Alain Declercq, directeur adjoint de fret SNCF

Accessibilité du TGV, politique tarifaire, ouverture à la concurrence et deuxième phase du TGV Est européen ont été au cœur des discussions.

CES Lorraine

La semaine 16/10/08 -

Faugère et Declercq sont dans un wagon

L'invitation avait été lancée il y a déjà pas mal de temps. Elle n'a été honorée que vendredi dernier. Mireille Faugère, la directrice générale déléguée de Voyageurs France Europe, était à Metz, invitée par le Conseil économique et social. Elle n'est pas venue seule. Alain Declercq, directeur adjoint de Fret SNCF, ancien directeur régional Metz-Nancy avait aussi fait le voyage. Ils ont parlé beaucoup, répondu aux questions, nombreuses. Et dressé un bilan de leurs deux domaines.

Mireille Faugère est le genre de femme qui ne se laisse pas marcher sur les pieds. Sans ce trait de caractère, elle ne serait d'ailleurs pas là où elle est aujourd'hui. Elle parle d'une voix douce, comme si elle racontait une histoire à un enfant. Elle se tient droite, comme si elle se tenait prête à parer un coup. Calme olympien, regard franc, sourire mesuré qu'elle n'accorde pas facilement. Que dit-elle ?

TGV pour tous

Que cette rencontre tombe à la bonne date car elle vient après l'été et le travail approfondi mené sur toutes les branches de la SNCF. De cet état des lieux sont ressortis une date : 2010. Et un chantier : l'ouverture à la concurrence. La SNCF veut se lancer à la conquête du monde entier. Mireille Faugère le dit claire-

ment. « Aujourd'hui, 53% du marché de la grande vitesse en Europe sont détenus par la SNCF ». Ca ne suffit lui pas. « La SNCF va se positionner pour être un opérateur de grande vitesse dans les projets qui se font dans le monde. On va assister à un changement de dimension », anticipe-t-elle. Et cela se fera en conservant ce que Mireille Faugère appelle « l'ADN », de la SNCF : « avoir un TGV populaire ».

Car pour s'étendre ailleurs, il faut être solide sur ses bases, « conforter notre politique nationale » qui passe par une idée et une volonté : que le TGV soit accessible à tous. Cet élément définit la politique tarifaire de la SNCF expliquée par Mireille Fau-



Mireille Faugère, la directrice générale déléguée aux voyageurs France et Europe de la SNCF.

ferait qu'un seul prix. Mais nous assumons notre offre qui consiste à proposer des billets moins chers selon l'heure de pointe et la période d'anticipation. Sur le fondement de cette politique, j'ai des convictions. »

Autre chantier : la deuxième phase du TGV Est européen. « Tant que le tour de table financier n'est pas bouclé, on ne peut pas avancer. Une chose est sûre la SNCF n'investira pas dans l'infrastructure. C'est le rôle de RFF. Nous, on achète du parc ». Evidemment, il a également été question de la crise financière.

« Nous sommes en train de vivre une période délicate », a souligné Mireille Faugère. « Peu de personnes peuvent dire ce qu'il se passe-

ra dans trois ou six mois. Normalement une augmentation du prix du carburant est favorable au ferroviaire. Mais s'il augmente trop, les gens ne voyagent plus du tout. 70% du trafic de la SNCF concernent les loisirs. Ce sont des déplacements qui ne

seraient pas indispensables. C'est une activité volatile très liée au pouvoir d'achat et à la santé des ménages ».

Quand le soleil sera revenu

Une inquiétude partagée par Alain Declercq. Son domaine à lui, c'est le fret. Comment la crise se répercute-t-elle sur cette activité ? « Nous avons connu un très bon début d'année 2008. Depuis la fin du printemps, on subit une dépression économique dans tous les secteurs sauf celui des céréales ». La crise financière est « une claque importante qui entraînera un déficit de plusieurs milliards d'euros. Pour le transport de marchandises, c'est terrible. Mais nous tenons le cap car à un moment donné, on aura besoin du ferroviaire en France... quand le soleil sera revenu ». Un peu d'optimisme pour conclure cette rencontre. Mireille Faugère se veut également positive en vantant les mérites des élus lorrains.

« Quand on est dans l'Est, on est frappé d'une chose : c'est la première fois qu'un TGV est financé par des collectivités. Ici, tout le monde s'était préparé au TGV. Demain, on fera des infrastructures quand il y aura un signal politique pour porter le projet ». Juste le temps d'échanger quelques mots que « le couple » improvisé était déjà reparti. Ils avaient un train à prendre...

Aurélien Salinas

La Semaine - 16 octobre 2008

2009

## 23 juin 2009 – Les Entretiens du CES avec Nicole Notat, ancienne secrétaire générale de la CFDT

Le développement durable comme une réponse à la crise ? Nicole Notat, Présidente de Vigéo, une agence de mesure de la responsabilité sociale en Europe y croit : « *Le développement durable peut être l'horizon qui doit déterminer et orienter les choix* ».

# Nicolas Notat au CES L'audace raisonnable

Conviée par le CES de Lorraine, Nicole Notat s'est fait la défenseur d'un nouveau système économique, avec une régulation financière à l'échelle mondiale mais aussi des entreprises plus soucieuses de leur environnement, de leur "écosystème".

Elle affiche son caractère, sait ce qu'elle veut et ce qu'elle ne veut pas. Ne demandez pas à Nicole Notat de s'exprimer sur l'actualité, sur la politique gouvernementale voire sur le projet de reculer l'âge de la retraite. Elle éludera la question, répondra qu'il est « *légitime de s'exprimer sur ces sujets lorsque l'on est aux affaires. Après, il n'y a pas de raison.* » Première femme à diriger une confédération syndicale en France, en l'occurrence la CFDT de 1992 à 2002, elle préside désormais Vigéo. Cette société qui possède différentes implantations en Europe, évalue les performances sociales et environnementales des entreprises, analyse les grands groupes et propose ensuite des solutions pour mettre en place des stratégies plus humaines.

Invitée par le président Roger Cayzelle dans le cadre des entretiens du CES, Nicole Notat a donné sa vision du développement durable en l'inscrivant comme une réponse à la crise. « *Il s'agit de satisfaire aux besoins des générations actuelles sans compromettre les capacités des générations futures y compris celles des pays en voie de développement.* »

Comme le souligne Nicole Notat, « *celle mutation ne saurait réussir si la reproduction des dérèglements, à l'origine de la crise*

*financière, n'est pas jugulée.* » Un changement radical qui passe, selon la présidente de Vigéo, par la mise en place de principes, de règles, contrôlés par « *une autorité multilatérale dotée de pouvoirs de sanction.* » Et Nicole Notat de souligner combien « *le besoin de gouvernance mondiale apparaît dans toute son ampleur.* »

### La mort du court-termisme

Dans un monde actuel sans boussole, le développement durable peut être « *l'horizon qui doit déterminer et orienter les choix.* » Il s'agit alors de mettre en place une perspective plus grande dans « *les visions et les décisions stratégiques des pouvoirs publics, des investisseurs comme des entreprises.* » En quelque sorte la mort du court-termisme, synonyme sans doute de profits élevés mais aussi d'une destruction de l'importance humaine.

Un changement de manière qui passe par des entreprises qui assumeront « *des responsabilités élargies, à savoir une responsabilité sociale, sociétale, ou environne-*



Nicole Notat, « *les entreprises devront assumer des responsabilités élargies.* »

*mentale.* » Une nécessité qui dépasse la simple ambition volontariste. « *Il est de l'intérêt même d'une entreprise de prendre de son environnement économique et social, ce qu'on pourrait appeler son écosystème.* » Un message qui se diffuse et s'illustre dans la stratégie de certains grands groupes. « *Il reste que tout cela voit sa portée limitée, faute de portage franc et assumé par les organisations professionnelles et institutions privées et publiques.* » Il s'agit, dans un contexte de reconstruction, de faire preuve d'audace raisonnable.

Matthieu Villeroy

### **21 octobre 2009 – Les Entretiens du CES avec Bertrand Hervieu, Inspecteur Général de l'Agriculture et ancien Président de l'INRA**

En pleine réflexion sur les enjeux de la ruralité en Lorraine, le CES a invité Bertrand Hervieu pour répondre à cette question cruciale pour les territoires : « Quels avenir pour les campagnes au 21ème siècle ? »

## 2010

### **10 mars 2010 – Les Entretiens du CES avec Camille Peugny, sociologue**

Camille Peugny, sociologue dont les travaux portent sur les inégalités entre les générations a publié en 2009 chez Grasset « Le Déclassement », dans lequel il décrit l'ascenseur social en panne des générations nées dans les années 1960, et ce malgré un niveau élevé

### **29 septembre 2010 – François Villeroy de Galhau, Directeur du réseau France de BNP-Paribas et Nicolas Bouzou, économiste et Directeur de la société d'analyse et de prévisions économiques Asterès, Grands Témoins du CESE de Lorraine**

« Face à la crise et au défi de l'attractivité, quelles perspectives et pistes de développement pour la Lorraine ? », telle était la thématique de la journée, pour cette première édition des Grands Témoins du CESEL. Selon Nicolas Bouzou, la reconquête passe en Lorraine par « l'emploi comme moteur principal d'attractivité régionale ». d'études.

**Débat** Camille Peugny déplore le prix à payer d'une « transformation du capitalisme »

## Un ascenseur social au ralenti

ET SI le déclassement social était d'abord une réalité de « quadras » ? Derrière une génération « trop jeune pour la guerre et qui a vécu, trente ans durant une progression régulière de son pouvoir d'achat » en arrive une autre, plongée dans les affres d'une réalité bien différente. Avec un sentiment d'être « sacrifiée » constate Camille Peugny. Au menu des débats initiés hier à Metz par le Conseil Économique et Social en partenariat avec le Forum-IRTS de Lorraine, un thème très à la mode : la panne de l'ascenseur social. « Un sujet qui reste très polémique » constate le jeune (pas encore 30 ans) mais brillant sociologue auteur du « Déclassement » (Éditions Grasset).

### « On ne peut même plus parler de crise »

« Car il a fallu se battre et argumenter pied à pied pour ancrer l'idée. Il y a toujours des réticences à faire admettre que cela puisse aller plus mal pour les générations futures ».

Ciblant les « racines du mal » dans la transformation du modèle capitaliste traditionnel des années 70, il constate que la mutation du progrès s'est accomplie au détriment du salariat, appuyé sur des statistiques inattaquables.

Les enfants des générations d'après-guerre étaient 25 % à atteindre aux fonctions d'encadrement au plus fort des trente glorieuses. Ce chiffre est



■ « Il y a toujours des réticences à faire admettre que cela puisse aller plus mal pour les générations futures ».

aujourd'hui passé sous la barre des 20 %... pour l'instant.

Camille Peugny n'a guère délivré d'indices orientant vers un changement de tendance à court ou moyen terme, malgré l'élargissement théorique de la progression universitaire aux classes sociales basses. « Certes avec les départs en retraite de la génération baby-boom, il va falloir remplacer des cadres » dit-il. « Mais dans le même temps, les jeunes générations souffrent toujours à décrocher un CDI, et les conditions de travail ont évolué. Crise ? On ne peut même plus parler de crise quand le phénomène dure depuis plus de 35 ans. Ce n'est rien d'autre qu'un nouvel état du capitalisme ».

**Antoine PETRY**

## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

## Négociier le virage après la crise

De quels leviers la Lorraine dispose-t-elle pour négocier le virage de l'après-crise ? Elément de réponse, hier, au CESE, avec le banquier François Villeroy de Galhau et l'économiste Nicolas Bouzou.

Par comparaison, la révolution que nous vivons fait passer le glissement du paléolithique au néolithique pour une aimable plaisanterie. » Apôtre de la mondialisation – « depuis 1990, la population travaillant pour les biens échangeables a été multipliée par quatre » – l'économiste Nicolas Bouzou brosse de « la 3<sup>e</sup> révolution industrielle » une mise en abîme. La disparition de la classe moyenne s'accompagne, selon lui, d'une hausse des plus pauvres et des plus riches. Elle porte aussi la marque des déséquilibres entre les territoires.

Lanterne rouge de l'emploi, plombée par la désindustrialisa-

tion, la Lorraine est la région la plus pénalisée de l'Hexagone. « Entre 2001 et 2009, elle a perdu 50 000 emplois, contre 15 000 en Alsace », rappelle Juliette Hubert, collaboratrice de Bouzou au sein de la société d'analyse et de prévisions économiques Asterès. Fort heureusement, l'airbag luxembourgeois a amorti le choc. Mais Paca créait, dans le même temps, 150 000 emplois. Meilleure élève que ses voisines, la Meurthe-et-Moselle affiche, pour cette dernière décennie, une croissance de son PIB de 0,9 %, grâce à son économie tournée vers les services. Contre 0,2 % pour la Moselle et les Vosges. Preuve

que l'industrie paie le plus lourd tribut à la crise. « Les entreprises exportatrices ont davantage souffert », confirmait hier François Villeroy de Galhau, second invité du conseil économique, social et environnemental. Sur ce point, le directeur des réseaux France BNP-Paribas est au diapason avec l'économiste Nicolas Bouzou. Lequel pointe une autre singularité – handicap ? - de la Lorraine : « Elle prend la tête des régions exportatrices à l'intérieur de l'UE, avec 70 % de sa part à l'export tournée vers l'Allemagne. Alors que les marchés à forte croissance sont à rechercher dans les pays émergents, comme le Maghreb ou l'Asie. »



Nicolas Bouzou, économiste : « La reconquête passera par l'écllosion de micro projets. » Photo Stéphane STIFTER

## Bons et mauvais points

La distribution des bons et des mauvais points au système scolaire oppose Luc Johann, président de l'université de Metz, à Nicolas Bouzou. Ce dernier pointe en effet les lacunes pénalisant les élèves à l'issue de leur scolarité en primaire : « À leur entrée en sixième, 40 % des élèves ne savent pas correctement lire et écrire », déplore l'économiste.

Lequel dénonce également les mauvais résultats des Lorrains lors des évaluations faites au lycée. Une observation que s'empresse tout de même de corriger Luc Johann, qui siège au CESE : « C'est vrai que nous sommes deux points au-dessous de la moyenne nationale pour les évaluations à l'entrée de l'université, en revanche nous nous situons deux points au-dessus de la moyenne nationale pour les évaluations à l'issue du CM2 ».

« Un socle prometteur sur lequel il faut travailler », invite, beau joueur, Bouzou.

## Micro projets

Mais plus encore, l'économie régionale accuse un manque de qualification de sa population. Bouzou y décèle « l'héritage d'une industrie de main-d'œuvre peu encline aux efforts en matière de formation et d'innovation ». De 2 % de la richesse régionale en 2006, l'effort dans l'innovation a grimpé à 4 % en 2010, mais reste derrière les 6 % affichés par les Pays de Loire ou l'Aquitaine.

Pour enrayer cette mécanique du déclin, Nicolas Bouzou et François Villeroy de Galhau préconisent un volontarisme de

tous les acteurs : « Un solde migratoire négatif et un marché de travail en berne ne constituent pas une fatalité. » Mais qu'on ne s'y trompe pas, la reconquête passe, ici, par « l'emploi, comme moteur principal de l'attractivité régionale ». Toutes les campagnes de « com » seront impuissantes à modifier l'image d'une région minée par le chômage. Le tourisme, doit, à l'instar de Center Parcs, cibler sa clientèle, qu'elle soit « d'entrée de gamme » ou

« aisée ». Quant au TGV, Nicolas Bouzou met en garde contre toute naïveté et rappelle qu'« il circule dans les deux sens ». Et si la gare Meuse demeure un désert vert, pourquoi ne pas y voir son premier atout pour des petits Parisiens en manque de séjours à la ferme. A la condition toutefois d'organiser l'accueil. « La reconquête passera par l'écllosion de micro projets », conclut-il pragmatique.

Xavier BROUET.

Républicain Lorrain - 30 septembre 2010

**2011****2 février 2011 – Pierre Lescure, directeur artistique du Théâtre Marigny, Grand Témoin du CESE de Lorraine**

« Culture, vous avez dit Culture ? » Pierre Lescure, également journaliste et homme de télé à l'origine de « l'esprit Canal » a apporté son regard sur l'offre culturelle lorraine.

**MÉDIAS**

## Lescure, Canal + et l'abonné lorrain



Photo Marc WIRTZ

Invité du conseil économique et social pour discuter culture, l'homme de télévision Pierre Lescure n'a pas été avare d'anecdotes, hier à Metz. Le fondateur de Canal + est notamment revenu sur l'aventure de la chaîne cryptée... révélant au passage l'importance symbolique qu'y tenait « l'abonné lorrain ».

Une du Républicain Lorrain - 3 février 2011

## 20 avril 2011 – Les Entretiens du CESE avec Yves Sintomer, sociologue

Conférence-débat en partenariat avec le Forum IRTS sur « Le pouvoir au peuple. Jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative. », du nom de l'essai écrit par Yves Sintomer en 2007.



## 23 juin 2011 – Jean-Paul Delevoye, Président du CESE de la République, Grand Témoign du CESE de Lorraine

A l'occasion de sa venue au CESE de Lorraine, l'ancien parlementaire, Ministre et Médiateur de la République s'est attaché à démontrer que les CESE sont des acteurs à part entière du développement local, capables d'encourager, dans l'intérêt général, le dialogue social à tous les niveaux.



**Réflexion** L'ancien médiateur était hier à Metz

## L'étape Cesel de Delevoye



■ Le conseil économique, social et environnemental est un espace de dialogues, réaffirme Jean-Paul Delevoye qui poursuit sa tournée dans toute la France. Photo d'archives Alexandre MARCHI

**Metz.** « Le Cesel peut aider à porter les débats à la hauteur des enjeux et non des intérêts. Il peut aider à mettre en place des solutions durables quand la société exige et ne vit que du court terme. Il peut permettre la préparation des réformes pour le décideur et l'appropriation des enjeux par les acteurs de la réforme et les citoyens. Notre pays souffre d'un manque d'espaces de dialogue. Les conseils économiques et sociaux ont le mérite d'en être un ». Président du CESE (Conseil économique, social et environnemental) de la République, Jean-Paul Delevoye était hier à Metz, invité d'honneur d'une séance plénière exceptionnelle organisée à l'initiative de Roger Cayzelle.

**« Une société qu'on pilote avec les outils d'hier »**

L'ancien parlementaire, ministre et médiateur de la

République a longuement développé son propos sur la fatigue psychique de la société, « qu'on pilote aujourd'hui avec des outils d'hier ». Il a décliné sa démonstration sur différents chapitres : vieillissement, compétitivité, éducation.

Au cœur des débats, la nécessité de relancer l'envie d'apprendre pour les jeunes générations, comme au sein des personnels enseignants. « Il faut se poser la question de savoir pourquoi un prof est fatigué au bout de quinze années de carrière » a-t-il fait valoir. Le « déficit d'appétence au savoir » a notamment alimenté les débats pendant près de deux heures, au même titre que les dossiers relatifs au service public, avec de nombreuses interrogations soulevées par les rangs des syndicalistes.

Après celui de Lorraine, Jean-Paul Delevoye doit prolonger son tour de France des Cese dans les prochaines semaines.

**A. P.**

Est Républicain - 24 juin 2011

**12 octobre 2011 - Antonio Casilli, Maître de Conférences Télécom Paristech,  
Chercheur associé au Centre Edgar-Morin, IIAC-EHESS Paris**

Conférence-débat en partenariat avec le Forum IRTS sur « Les liaisons numériques : vers une nouvelle sociabilité ? ». Le dernier ouvrage d'Antonio Casilli montre que la sociabilité du Web se combine de manière multiple et complexe avec notre quotidien : le Web invente des modalités neuves et fécondes du lien social.



**8 décembre 2011 – Virginie Raisson, Chercheur-analyste en relations internationales, Directrice du Lépac (Laboratoire de recherche appliquée en géopolitique et prospective), Grand Témoin du CESE de Lorraine**

« 2033 : les futurs du monde – Explorer les futurs pour choisir l'avenir ». Virginie Raisson est venue présenter au CESEL son ouvrage « 2033, atlas des Futurs du Monde » dans lequel elle a tenté de répondre à cette vaste question : l'avenir que le monde réserve est-il aussi noir qu'on le laisse généralement penser, en termes de surpopulation, crise alimentaire, épuisement des ressources, pénurie de pétrole, réchauffement climatique, disparition des espèces, guerres de l'eau ?



## « Les futurs » de Virginie Raison

L'auteur de *2033, atlas des futurs du monde* (Robert Laffont) était, hier, l'invitée du CESEL.

« *Évitons les propos de café du commerce. En matière de politique migratoire, il faut apprendre à regarder la réalité en face, loin des considérations partisans et des raccourcis médiatiques* ». Et toc ! À force d'aller et retours en Asie, Virginie Raison a pu vérifier à quel point la démographie est la source des évolutions à venir. Croissance, vieillissement, urbanisation sont conditionnés par l'essor des populations de la planète. « *En termes migratoire, les choix des Européens restent à écrire. Il leur faut inventer une politique qui ne se contente pas de transcrire la désespérance ambiante. Je trouve inadmissible qu'on dise à des gens de vingt ans que le monde est fichu* », plaide ce chercheur, qui ne parvient pas à se satisfaire de cette « *pensée unique* » honnie. Directrice du Laboratoire de recherche appliquée en géopolitique et prospective (Lepac), elle est co-auteur, avec Jean-Christophe Victor, de deux atlas du *Dessous des cartes*, l'émission fétiche d'Arte. « *La prospective, c'est*



**Roger Cayzelle et l'invitée du jour, Virginie Raison.**

Photo Pascal BROCARD

*dire que le futur n'est pas écrit* », assure-t-elle. À ses yeux, un remède contre la facilité. « *Hélas, on ne lit que ce qu'on sait déjà* », déplore-t-elle. Pour elle, il est temps pour l'Europe de relever les vrais défis. « *Lors de la Seconde Guerre mondiale, la population européenne représentait 18 % de la population mondiale, contre 9 % aujourd'hui* ».

En clair, tout reste à réinventer.

Et l'Europe, notamment la France, a beaucoup à apprendre des politiques migratoires des autres grands pays, comme le Canada. « *Sur notre continent, la classe d'âge qui augmente le plus concerne les plus de 80 ans. Organiser leur prise en charge passe par une politique migratoire raisonnée* ».

**X. B.**

Républicain Lorrain - 9 décembre 2011

## 2012

### 28 février 2012 – La pauvreté en Lorraine, une responsabilité à partager

Avec la participation de Dominique Balmary, Président de l'UNIOPSS, et à l'invitation du CESEL, de l'URIOPSS Lorraine, et du Collectif Lorraine, l'objectif de cette conférence était de présenter un livre noir sur la pauvreté en Lorraine, et de donner la parole aux associations régionales : logement/hébergement, santé, emploi/formation.



**Société** L'Uriopss Lorraine présente un « Livre noir de la pauvreté en Lorraine ». Aujourd'hui, 14 % des Lorrains vivent avec moins de 910 € par mois. À Metz, mardi, les élus invités au débat ont brillé par leur absence

## Pauvreté : alerte en Lorraine

**Metz.** Un Lorrain sur sept naît aujourd'hui pauvre et a toutes les chances de le rester tout au long de sa vie.

L'Uriopss (Union régionale inter-fédérale des organismes privés sanitaires et sociaux) et le collectif Alerte publient un « Livre noir sur la pauvreté en Lorraine ». À l'initiative du CESE (conseil économique social et environnemental), un débat sur le thème « pauvreté en Lorraine, une responsabilité à partager » était organisé dans l'hémicycle, mardi.

### 45 % des travailleurs pauvres sont des femmes

Si les partenaires sociaux, associations et institutions sociales ont répondu présent au débat, les élus lorrains, ont brillé par leur absence. « Jean-Pierre Masseret, Patrick Weiten, Jean-Yves Le Déaut, Nadine Morano... excusés à l'unanimité », a regretté Roger Cayzelle, président du CESE.

Seuls Jaqueline Fontaine (Europe Ecologie) et Jean-Pierre Liouville (PS), élus régionaux, ont répondu à l'appel des associations. En l'absence de débat politique, le constat n'en reste pas moins cinglant.

La Meurthe-et-Moselle est le département le plus touché par la pauvreté en France (hors Paris). Et la Lorraine, avec 14 % de citoyens qui vivent sous le seuil de pauvreté, soit moins de 910 € par mois, se place tristement au 5e rang des régions les plus touchées par la pauvreté. F

Fin 2011, 70.111 Lorrains étaient bénéficiaires du RSA, soit au plus 450 € de revenu mensuel. Le phénomène des travailleurs pauvres s'amplifie aussi et 45 % des travailleurs pauvres en Lorraine sont des femmes, souvent cantonnées à des emplois précaires à temps partiel. À quoi s'ajoute depuis peu la précarité éner-

gétique. Pour exemple, entre 2007 et 2009, le taux de factures impayées d'EDF est passé de 12 % à 32 %.

### Pauvres et privés d'accès aux soins

« Phénomène nouveau, il y a une paupérisation des personnes âgées. Situation aggravée par la remise aux calendes grecques de la loi sur la dépendance... », souligne Sylvie Mathieu, directrice de l'Uriopss. « Les jeunes enfants sont également très touchés par la pauvreté, en particulier dans les familles monoparentales. Les 3-13 ans, n'ont plus accès à la culture ni au sport associatif. Plus inquiétant encore, le phénomène éloigne de plus en plus de gens de l'accès aux soins ».

Le « Livre noir sur la pauvreté », se veut force de propositions, sur l'accès aux soins par exemple. « La Région subventionne aujourd'hui avec des fonds publics des maisons de santé. Le retour attendu pour la collectivité pourrait être l'obligation pour les professionnels qui exercent dans ces maisons médicales de pratiquer le tiers payant pour les personnes à faibles ressources », propose Sylvie Mathieu.

Accéder à ses droits « relève aujourd'hui du parcours du combattant », plaide encore Sylvie Mathieu. Et d'illustrer par le cas de cette femme qui en situation d'interdiction bancaire, faute de pouvoir fournir un RIB n'a pu pendant 7 mois percevoir aucune aide.

Au 1er janvier dernier, la région comptait 152.640 demandeurs d'emploi. Le nombre d'inscrits est en hausse ininterrompue depuis 8 mois.

**Stéphanie SCHMITT**

« Livre noir sur la pauvreté en Lorraine », enquête et témoignages sur le site [www.uriopss-lorraine.asso.fr](http://www.uriopss-lorraine.asso.fr)



■ Les crédits pour l'hébergement d'urgence ont baissé de 3,3 % en Lorraine en 2011. La Meurthe-et-Moselle est le département le plus touché par la pauvreté en France. Photo d'archives ER.



### Questions à Catherine Herszberg

Auteure de « Mais pourquoi sont-ils pauvres ? »

« Pourquoi admet-on dans un pays riche la pauvreté comme une chose normale, alors qu'elle est choquante ? »

Catherine Herszberg publie aujourd'hui « Mais pourquoi sont-ils pauvres », voyage dans la France en crise. L'auteure d'origine nancéienne est allée à la rencontre de Français qui vivent au-dessus du seuil de pauvreté pour les questionner sur l'origine de la pauvreté des autres. Les propos rapportés dessinent à la lumière des bouleversements des dernières décennies un portrait politique, social et affectif d'un pays raconté par ses habitants.

#### Comment est née l'idée de ce livre ?

D'une double rencontre. Celle d'un couple, riant devant une violente scène de misère et de la lecture de William T. Vollmann, cet Américain qui a demandé aux pauvres de la planète : « Pourquoi êtes-vous pauvres ? ». J'ai voulu soulever une question élémentaire : « Pourquoi les

pauvres le sont-ils ? » face à des gens qui admettent comme une évidence quelque chose qui ne choque plus personne. Pourquoi admet-on dans un pays riche, dont 14 % de la population est pauvre, la pauvreté comme une chose normale ?

#### « Fatalité et responsabilité individuelle » reviennent souvent dans les propos recueillis, est-ce inquiétant ?

Nous sommes entrés dans une société de comptabilité. Bien qu'indispensables, les chiffres écrasent l'homme. La notion de responsabilité individuelle ressort face à l'échec de l'organisation politique de la cité. On aborde désormais la pauvreté en terme de gestion et de façon compassionnelle. La question s'est détachée du politique, on est dans le « y'a rien à faire ». Il n'y a plus d'interrogation

démocratique, au sens premier, sur le sort de « l'autre ».

#### Le sort de « l'autre » est une question fondamentalement politique ?

Se résoudre à une seule gestion de la pauvreté, c'est ouvrir la porte à des discours haineux comme ceux du Front National que je combats. L'idée qu'il n'y a pas de travail pour tous et que les pauvres sont responsables d'eux-mêmes nous ramène vers les vieux discours sur la paresse et la fainéantise... Nicolas Sarkozy agrandit aujourd'hui la catégorie des boucs émissaires en stigmatisant les chômeurs. Quand on perd à ce point l'idée du collectif et de la communauté, on est très mal partis.

**Propos recueillis par St. S.**

« Mais pourquoi sont-ils pauvres ? », Catherine Herszberg/Éditions du Seuil/295 pages, 20 €.

Est Républicain - 5 mars 2012

### 15 juin 2012 – Jean-Louis Beffa, Président d'Honneur et Administrateur de la Compagnie de Saint-Gobain, Grand Témoin du CESE de Lorraine

« Economie : la Lorraine doit choisir ». Autrement dit, quelle dynamique industrielle pour la Lorraine dans un proche avenir ? Dans un contexte incertain, alors marqué par la mise en sommeil de hauts-fourneaux lorrains, et l'attente de nouvelles décisions relatives au projet de captage et de stockage de CO2 ULCOS, Jean-Louis Beffa a tenté, par une approche croisée entre son ouvrage « la France doit choisir » et la situation en Lorraine, d'apporter quelques clés sur la stratégie à mettre en œuvre pour que la région entame de manière cohérente son redéveloppement économique.



## ECONOMIE Jean-Louis Beffa « Le devoir de choisir »

**P**résident d'honneur de la Compagnie de Saint Gobain, Jean-Louis Beffa était ce mercredi le grand témoin du Conseil Economique Social et Environnemental de Lorraine. « La France doit choisir » affirme-t-il dans son dernier livre. Et la Lorraine aussi, « en passant à la vitesse supérieure ». D'où l'intérêt de l'entendre.

Favoriser inlassablement le débat et l'expression des idées. Les interventions des grands témoins du CES s'inscrivent dans la logique qui consiste à aérer le bocal et à interpeller des personnalités aux expériences diverses sur les problématiques lorraines. Jean-Louis Beffa s'imposait et à plusieurs titres dans cette démarche. D'abord par son histoire professionnelle liée en grande partie à Pont-à-Mousson SA puis à Saint-Gobain dont il sera le PDG pendant plus de 20 ans, de 1986 à 2007 avant d'en présider le conseil d'administration jusqu'en 2010. Ensuite parce que cet X qui n'est pas un inconnu est aussi l'auteur d'un essai qui vient de paraître au Seuil et qui s'intitule "La France doit choisir".

### Des moments décisifs avant la fin du mois

Tenter une approche croisée entre les principes émis dans son ouvrage et la situation en Lorraine était donc une opportunité à l'heure où



le contexte incertain dans notre région est marqué notamment par la mise en sommeil prolongée des hauts fourneaux et l'attente de nouvelles décisions relatives au projet Ulcos de captage et au stockage du CO<sub>2</sub>. Jean-Louis Beffa ne s'arrête pas là et élargit la focale : « Nous sommes à un moment très important pour l'avenir politique et économique du pays et de l'Europe. Tant qu'il n'y aura pas une réponse de fond sur le problème de l'euro il n'y aura pas de solution de reprise ou de croissance. Il faut retrouver les engagements du pacte budgétaire, mettre en œuvre une justice sociale plus forte et aboutir à une union bancaire. Je souhaite une initiative franco-allemande dans ce domaine avant la fin du mois. C'est un point essentiel et il faut faire des concessions de part et d'autre... ».

Un déjeuner ce lundi avec François

Hollande a permis aux grands patrons de se rendre compte que le nouveau président a "une bonne conscience des enjeux". Ne reste plus qu'à attendre que soit franchie la dernière échéance électorale.

### Un territoire d'entreprises

Sur un plan plus Lorrain, Jean-Louis Beffa considère que la région « n'a pas encore su trouver les vecteurs de remplacement de son identité industrielle ou minière. Il faut qu'elle soit perçue comme un territoire d'entreprises ce qui n'est pas le cas... sauf peut-être dans les Vosges. Elle a besoin d'une action volontariste pour accueillir les métiers de service notamment dans le domaine d'internet. C'est à la Région Lorraine, compte tenu des compétences qui seront probablement élargies, de se donner ces moyens là. La Lorraine doit passer à une vitesse supérieure ». Des choix que la France n'a pas toujours su faire ou n'a pas voulu approfondir au cours des dernières années. « Nicolas Sarkozy avait supprimé l'agence pour l'innovation industrielle mise en place par son prédécesseur à mon initiative. Et il faut bien constater que l'écart avec l'Allemagne notamment s'est accru. En matière de croissance il ne faut pas tout miser sur le consommateur, il faut aussi jouer la carte du producteur, expliquer l'entreprise... ».

Jean-Pierre Jager

La Semaine - 14 juin 2012

**22 juin 2012 – Jean Viard, sociologue et Directeur de recherche CNRS au CEVIPOF**

Conférence-débat en partenariat avec Forum Les Débats sur les grands changements de la société française. « Nouveau portrait de la France : la société des modes de vie » est le titre du dernier essai de Jean Viard : il y dépeint une société du bonheur privé et du malheur public, où les Français vivent une véritable dépression collective quand le politique est incapable de saisir le changement.



■ CONFÉRENCE *demain*

## « 40 % de temps de vie en plus »

Le sociologue du CNRS Jean Viard donnera une conférence ce vendredi à Metz. Il parlera de notre rapport au temps. Et de ses conséquences.



Docteur en économie et en sociologie, Jean Viard est directeur de recherche au CNRS. Il sera à Metz demain.

Photo Archives RL

**Vous intervenez sur les grands changements de la société française. C'est un thème assez vaste. Quel sera votre angle d'attaque ?**

« Mon point de départ, c'est le temps. Nous avons gagné 40 % de temps de vie en trois générations. À partir de là, j'analyse comment se transforme la société. »

**Vous allez vous adresser à des décideurs qui réfléchissent à l'avenir de nos territoires. Que venez-vous leur dire ?**

« Aujourd'hui, la partie consacrée au travail dans notre vie est de moins en moins importante. Nous vivons en moyenne 700 000 heures. 10 % de ce temps est consacré au travail : 70 000 heures. Ça veut dire qu'il reste 90 % du temps qui n'est pas du temps de travail. C'est du sommeil, mais aussi du loisir, de la culture, de la vie de famille, de la communication. C'est aussi ce qui fait l'attractivité d'un territoire. Quand un diplômé ou un chef d'entreprise va s'implanter sur un territoire, il va aussi chercher un endroit où il sera bien pendant les 90 % du temps qu'il ne passe pas à travailler. Il va exiger du silence pour bien dormir, bien sûr, mais aussi de quoi se détendre, une bonne crèche pour y mettre ses enfants, une bonne école, de bons réseaux de communication, des infrastructures de transport. Bref, une qualité de vie. C'est ce qui attire les entreprises. Aujourd'hui, elles

ont tendance à s'installer où elles peuvent disposer de main-d'œuvre qualifiée.

C'est pour cette raison que des villes comme Montpellier ou Nice ont si bien tiré leur épingle du jeu ces dernières années. Mais je dois noter que certaines villes qui n'ont pas les mêmes éléments d'attractivité ont fait des contre-attaques remarquables. Je pense à Lille ou à Metz, grâce à la culture. »

**Donc vous saluez la stratégie de Metz ?**

« Oui, il y a des effets très positifs. Mais il y a encore des points faibles. On ne fait pas tout avec la culture. J'observe, par exemple, qu'il vous manque la mer. Vous pourriez y remédier en favorisant l'installation d'une compagnie aérienne low-cost. Quand on sait que, depuis une ville, on peut se faire un week-end au bord de la Méditerranée pour 50 €, ça change tout. Le jeu en vaut largement la chandelle... »

**Les grands changements de la société française, conférence de Jean Viard organisée par**

**Le Forum/Les Débats, en partenariat avec le Conseil économique et social de Lorraine.**

**Vendredi 22 juin, à 18 h 30, à l'hôtel de région, salle des délibérations, place Gabriel-Hocquard, à Metz.**

### **20 septembre 2012 – Rentrée des CESER de France en Lorraine**

Le CESE de Lorraine a eu le privilège d'accueillir au sein de l'Hôtel de Région à Metz les Présidents et Directeurs des CESER de France, l'Assemblée des Conseils Economiques Sociaux et Environnementaux Régionaux. L'occasion pour Roger Cayzelle et le CESEL de présenter la Lorraine, ses enjeux et ses multiples facettes, mais aussi de discuter de l'avenir des CESER à l'heure où s'annonçait un nouvel acte de décentralisation, et ce alors que les CESER fêtaient leurs 40 années d'existence.

### **11 octobre 2012 – Xavier Beulin, Président de la FNSEA, Président du CESE de la région Centre, Grand Témoin du CESE de Lorraine**

Conférence-débat sur « l'agriculture et l'agroalimentaire : réalités et enjeux du secteur ». Aux côtés de Jean-Luc Pelletier, Président de la CRA Lorraine, Gérard Renouard, Président de la FRSEA et Raymond Frenot, Président de l'AIAL, Xavier Beulin a apporté son point de vue sur ce secteur qui, avec la forêt, représente la deuxième force économique de la région avec plus de 50 000 emplois.

■ POLITIQUE 40 ans d'existence

## Les Ceser en quête de reconnaissance

Les Ceser de France, réunis hier à Metz, attendent sereinement la loi sur la décentralisation.

Les conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux (Ceser) ont 40 ans d'existence cette année et ne sont pas inquiets pour leur avenir. C'est en substance la tonalité de la réunion, hier à Metz, de l'assemblée des Ceser de France qui s'est tenue sous la présidence d'Alain Even, président national. Certes, des voix s'élèvent sur le coût de ces assemblées consultatives et représentatives de la réalité économique, sociale et institutionnelle de chaque région. « Elles sont marginales, et puis accepter cette dépense, c'est reconnaître que la démocratie à un prix », insiste Alain Even. En Lorraine par exemple, le conseil économique et social, présidé par Roger Cayzelle, est financé chaque année par la région à hauteur de 1,2 M€. La consultation du Ceser est une obligation légale faite au conseil régional. « L'avis est obligatoire mais l'exécutif n'est pas tenu de le suivre », précise Alain Even. Chez lui, en Bretagne, la procédure est entrée dans les mœurs et s'applique sans difficulté. En Lorraine « c'est plus difficile, sur certains dossiers, nous ne sommes pas consultés alors que c'est une obligation légale », rappelle Roger Cayzelle, visiblement agacé par la situation. La loi de décentralisation, présentée au printemps, va-t-elle conforter l'existence de l'assemblée consultative, qui n'est pas soumise « au temps électoral » ?



Alain Even, président national des Ceser. Photo DR

Alain Even est décidément optimiste : « Il est important que l'on ait une place reconnue dans la gouvernance territoriale. » Il assure que « toutes les déclarations publiques de la nouvelle majorité » ainsi que « les contacts privés » vont dans ce sens. Le Ceser serait donc confirmé dans son rôle de corps intermédiaire et conforté dans ses missions « de veille, d'alerte et d'élaboration de stratégies économiques et politiques sur le long terme ».

En Lorraine, la reconnaissance du Ceser n'est pas exemplaire. Le fait n'est pas politique, il serait plutôt lié à la qualité de la relation entre les présidents du Ceser et du conseil régional. En octobre 2013, le mandat du premier arrive à terme. Roger Cayzelle annonce qu'il a l'intention d'être candidat à sa succession.

Républicain Lorrain - 21 septembre 2012

**Agriculture** Le président de la FNSEA en visite hier en Lorraine

## A la croisée des chemins

**Metz.** Il ne manque pas de grains à moudre Xavier Beulin... Entre sa ferme du Loiret et ses multiples responsabilités, comme la présidence de la Fédération des producteurs d'oléoprotéagineux (Fop) ou celle de Sofiprotéol, l'établissement financier de la filière, le patron de la FNSEA a déniché une fenêtre dans son emploi du temps pour revêtir hier à Metz la tunique du Grand témoin du Conseil économique, social et environnemental de Lorraine (CESEL). Bonne pioche, car les mois qui viennent vont être cruciaux pour le secteur agricole, tant dans la crainte d'une nouvelle crise alimentaire que sur le terrain des négociations de la réforme de la PAC. Tout est lié et Xavier Beulin le confirme : « Ce qui se passe actuellement sur les marchés mondiaux interfère forcément sur l'agriculture locale », dit-il en référence à l'envolée récente du prix des denrées de base. « L'agriculture d'aujourd'hui vit comme l'industrie sur le court terme avec peu de stock disponible. Au moindre pépin climatique ou sanitaire, les prix flambent ». Contre cette volatilité attisée par le jeu de la spéculation des marchés financiers sur les matières premières agricoles, le patron de la centrale verte plaide pour « une remise en cause du système que la Banque mondiale, le FMI ou l'OMC nous imposent depuis un certain nombre d'années ».

### Garde-fous

Mais c'est surtout le profil annoncé la future PAC qui préoccupe le syndicat majoritaire et son dirigeant, d'autant que la position du commissaire européen à l'Agriculture, le Roumain Dacian Ciolos semble inflexible sur deux mesures techniques : le verdissement, autrement dit la prise



■ Xavier Beulin a égrené ses inquiétudes sur l'avenir du secteur.

en compte de l'environnement et des paysages dans les pratiques culturales et la convergence des aides entre les exploitants européens. Deux points qui fâchent. Sur le premier, « si la FNSEA n'est pas contre le volet écologique de la PAC, elle réclame des garde-fous, comme l'adaptation de telle ou telle mesure à la spécificité des territoires ou des exploitations », explique Beulin. Bref, sur l'environnement la FNSEA veut plus « d'ouverture et de souplesse », résume son patron, beaucoup plus sévère sur l'idée de la convergence des aides : « la Commission propose dès la première année de la réforme en 2014 un seuil de 40 % de convergence entre les niveaux de soutien. C'est insupportable. En Lorraine, une telle mesure va mettre en péril les exploitations laitières », pronostique Xavier Beulin très inquiet aussi sur le rôle promis aux régions dans l'application de la PAC. Selon lui, cette perspective pourrait déboucher sur des distorsions de concurrence entre les régions riches et les autres. La FNSEA n'en veut donc pas, « à moins d'engager une grande réforme fiscale pour mettre de l'équité entre les territoires ». Pas pour demain.

**Patrice COSTA**

## 2013

### 2 juillet 2013 – Guillaume Duval, Rédacteur en chef d'Alternatives Economiques, Grand Témoin du CESE de Lorraine « L'Allemagne, un modèle pour la France ? »

« L'Allemagne, un modèle pour la France ? » - L'auteur de l'essai « Made in Germany : le modèle allemand au-delà des mythes » est venu expliquer au CESE de Lorraine les véritables raisons des succès actuels de l'économie allemande : un système de relations sociales très structuré parmi lesquelles un monde du travail où le diplôme ne fait pas tout, un pays où l'entreprise n'appartient pas aux actionnaires.



Conférence débat à Metz  
« Deutsche Qualität »

La Semaine  
Edition : *net*  
Date : 4/6/13

Ce n'est pas une pub à l'envers pour Renault ou à l'endroit pour Opel. Le « modèle allemand » était le thème, de l'intervention de Guillaume Duval, rédacteur en chef d'Alternatives Economiques, grand témoin mardi dernier du Conseil Economique Social et Environnement de Lorraine. L'occasion de remettre certaines idées en place et de dégonfler ce qui est devenu le mythe Schroeder.

Guillaume Duval est ingénieur de formation. Il a travaillé pendant plusieurs années dans l'industrie allemande. Il sait donc de quoi il parle. Et quand le rédacteur en chef d'Alternatives Economiques qu'il est devenu écrit sur l'Allemagne c'est à la fois avec une perception globale et la précision d'un scanner. Dans son dernier livre « *made in Germany* » il présente le modèle allemand au-delà des mythes. Ceux du présent comme du passé et notamment les vertus attribuées actuellement à nos voisins d'outre-Rhin dans la lancée, imaginons-nous, de l'élan vertueux impulsé par Gehrard Schroeder.

**En ruine**

Si l'Allemagne réussit aujourd'hui, dit Guillaume Duval c'est « *malgré Schroeder* » et en s'appuyant sur un certain nombre de qualités ou de circonstances qui ont été déterminantes. Il l'a expliqué à un auditoire attentif et connaisseur où les patrons de certaines entreprises allemandes en France côtoyaient les membres de l'assemblée et les jeunes. Et il est revenu sur les « *réformes courageuses de Schroeder* ». « *Courageuses, c'est quoi ? Schroeder*, dit Duval a transformé un pays profondément conservateur qui

incarnait un capitalisme rhénan à qui l'on reconnaissait bien des vertus par rapport aux modèles plus sauvages et anglo-saxons, en un pays « *où il y avait davantage de pauvres et d'inégalités. Un pays qui est le seul État à avoir procédé depuis l'an 2000 à un tel désinvestissement pour ses infrastructures... et cela commence à se voir* ». L'Allemagne tombe en ruine a titré *Die Zeit*. Un pays où il n'y a pas de crèches pour les enfants, dont la démographie baisse, dont les femmes travaillent en nombre mais ont l'écart de revenu parmi les plus importants avec les hommes. Une société duale. Le tableau est noir mais alors comment expliquer les bons résultats (chômage, exportations) et ce qui est ressenti comme une bonne santé de l'Allemagne ?

Trois raisons essentielles selon le conférencier :

- **Le déclin démographique** (l'Allemagne a perdu 500 000 habitants pendant que la France en gagnait 5 millions) qui réduit les coûts liés à la jeunesse et à la formation, qui entraîne une stabilité des prix de l'immobilier et a permis d'éviter longtemps toute dérive salariale.
- **L'explosion des pays émergents** consommateurs des biens d'équipement qui sont la spécialité allemande
- **La réunification** qui après ses coûts initiaux a constitué une porte d'intégration dans l'Europe centrale.

De quoi écorner le mythe ? Tout le monde n'en était pas forcément convaincu. En tout cas, selon Guillaume Duval de quoi donner envie de s'inspirer des valeurs traditionnelles en termes de relations sociales de l'Allemagne plutôt que de la politique Schroeder !

Jean-Pierre Jager

La Semaine - 4 juillet 2013

## 4.2 - Des outils de communication étoffés

### 4.2.1 Déploiement sur les réseaux sociaux: Facebook, Twitter, Dailymotion

D'abord sur la plateforme communautaire Facebook puis sur le site de micro-blogging Twitter, le CESE de Lorraine est apparu progressivement sur les réseaux sociaux au cours de l'année 2011. Il s'agit du premier CESE régional à s'être lancé dans pareille aventure communautaire en ligne. Les réseaux sociaux sont des vecteurs majeurs de la circulation de l'information, à destination d'un public localement ciblé, à la fois acteurs régionaux, journalistes et grand public. Le CESEL bénéficie d'un relais efficace de ses informations et publications auprès de ces utilisateurs.

#### Facebook

La page Facebook du CESE de Lorraine ([www.facebook.com/ceselorraine](http://www.facebook.com/ceselorraine)) compte plus de 500 fans et permet de relayer les publications du site internet tout en adoptant un ton moins institutionnel.

#### Twitter

Le compte Twitter @ceselorraine compte lui plus de 1000 followers. C'est par cet outil que la plupart des séances plénières du CESEL sont retransmises en live-tweet ([www.twitter.com/ceselorraine](http://www.twitter.com/ceselorraine)).

#### Dailymotion

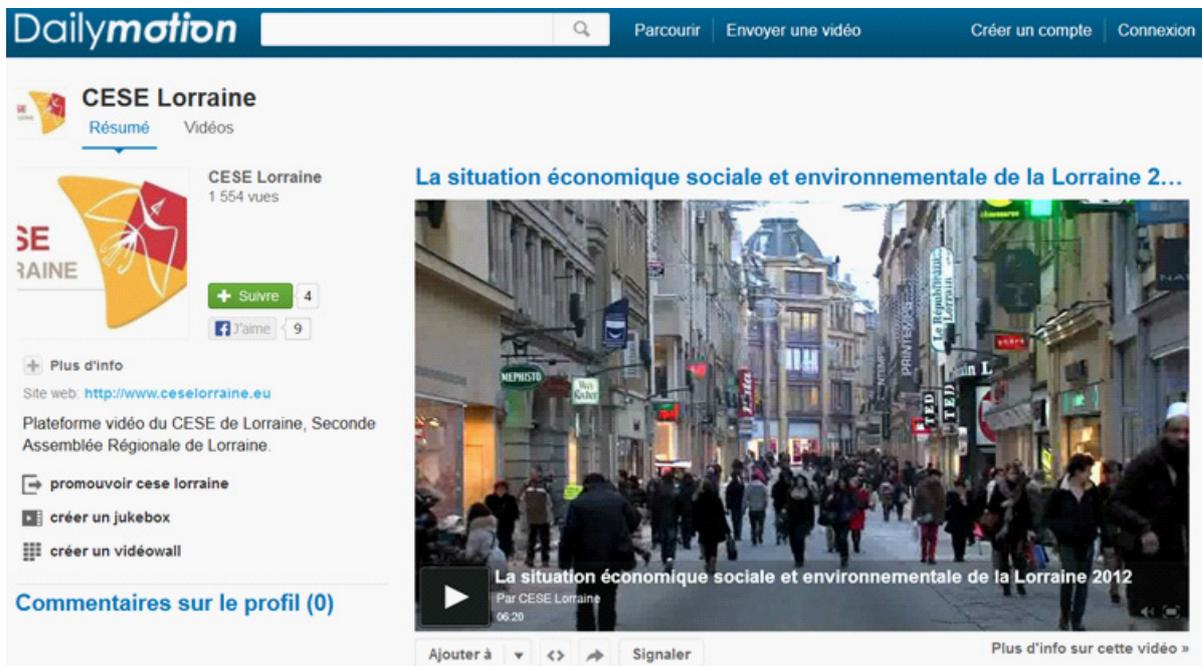
Par ailleurs, un compte Dailymotion ([www.dailymotion.com/CESEL](http://www.dailymotion.com/CESEL)), plateforme française de partage de vidéos, a été créé à l'adresse du CESEL afin de mettre à disposition des contenus multimédias, éléments devenus désormais incontournables dans l'élaboration d'une stratégie de communication.



Capture d'écran de la page Facebook du CESE de Lorraine



Capture d'écran du compte Twitter du CESE de Lorraine



Capture d'écran du compte Dailymotion du CESE de Lorraine

## 4.2.2 Remaniement de la charte graphique print

Parce que la forme doit être au service du fond, la mise en page des documents produits par la seconde Assemblée a été revue du point de vue de leur présentation. Polices de caractère identifiables et frises aux effets de « rubans pliés » (ci-après) sont désormais la marque de fabrique des productions du CESEL.

Par ailleurs, les rapports, mis en page selon le même modèle, s'accompagnent depuis fin 2011 de synthèses recto-verso où sont formulés les préconisations ainsi que l'essentiel de la problématique présentée.



La frise désormais identifiable au CESE de Lorraine

CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE LORRAINE

## FORMATIONS ET DÉVELOPPEMENT DURABLE PREMIÈRE PHASE : LE BÂTIMENT

Séance Plénière du 21 juin 2013

Rapport

CESE LORRAINE

Jun 2013

CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE LORRAINE

## SYNTHÈSE DU RAPPORT

Séance Plénière du 21 juin 2013

Formations et développement durable  
Première phase : le bâtiment

### Abstract

**Première phase : le bâtiment**

La mutation du bâtiment peut devenir un moteur économique puissant embrassant le parc existant et la construction neuve. Le secteur du logement représente dans un important gisement d'emplois directs, tant directs (construction, rénovation, transaction, gestion) qu'indirects (équipement des logements, services qu'ils nécessitent, développement de la ville). Ce gisement est d'autant plus précieux qu'il concerne des emplois non délocalisables et qui s'adressent pour une grande part à un public peu qualifié.

En Lorraine, la mise aux normes de l'efficacité énergétique concerne 208000 logements éligibles sur 1 million de logements dont 64716 maisons individuelles et 448749 appartements.

Face à cet objectif titanesque, les emplois de l'écoconstruction et de l'écorénovation lorrains concernent aujourd'hui 8034 entreprises et 53862 salariés (salaires). Tous les métiers du bâtiment et tous les niveaux sont concernés. Les dépenses nécessaires de rénovation quant à elles s'élèveraient à environ 5 milliards d'euros soit 200 000 euros par site.

La défi est tout à la fois technique, économique et social. A ce stade de l'évolution de la réglementation nous pouvons faire le constat que les règles « du construire et du rénover » se réécrivent en continu. Force est de réaliser que le gap ne pourra être atteint que si le secteur tout entier sait développer une politique de formation et de gestion des compétences réellement adaptée aux enjeux et aux perspectives de son développement potentiel espéré.

L'acte éducatif est un réel enjeu pour l'environnement.

Véritable défi transversal à tous les défis et enjeux à moyen et long terme en matière de développement durable, la sensibilisation, l'éducation, l'information, la formation et la qualification permettent de former les citoyens aux enjeux fondamentaux du développement durable afin d'acquiescer les savoir-faire et savoir-être indispensables pour s'adapter aux évolutions du monde et de la société.

L'éducation pour un développement durable (EDD) permet d'appréhender la complexité du monde dans ses dimensions scientifiques, éthiques et civiques. Transversale, elle figure dans les programmes d'enseignement. Enseignants et personnels d'encadrement y sont formés et intègrent dans le fonctionnement des établissements.

Mais il convient aussi de renforcer et d'adapter les dispositifs de formation initiale et continue afin de développer les compétences nécessaires à la mutation des activités. L'action de formation est un vecteur essentiel des avancées qui doivent être réalisées en la matière.

Madeline THÉBAUT  
Membre du CESE  
Présidente du Groupe de Travail Formations en lien avec le développement durable

Exemple de page de garde des nouveaux rapports, accompagnés d'une synthèse cartonnée

### 4.2.3 Refonte du site internet

En mars 2013, le site web de la seconde Assemblée régionale de Lorraine <http://ces.lorraine.eu> a migré vers l'adresse [www.ceselorraine.eu](http://www.ceselorraine.eu) et en a profité pour faire peau neuve. Quelques mois après son installation sur les réseaux sociaux, le CESE de Lorraine étoffe encore davantage ses outils de communication numérique avec la mise en ligne de [www.ceselorraine.eu](http://www.ceselorraine.eu), un site web repensé pour une meilleure compréhension des activités du CESE de Lorraine ainsi que des grands enjeux lorrains.

Grâce aux liens contextualisés, avec lesquels l'internaute se voit proposer actualités et documents en rapport avec la thématique de son intérêt, le site web est désormais plus intuitif et davantage attractif avec une charte graphique colorée et un logo refondu.

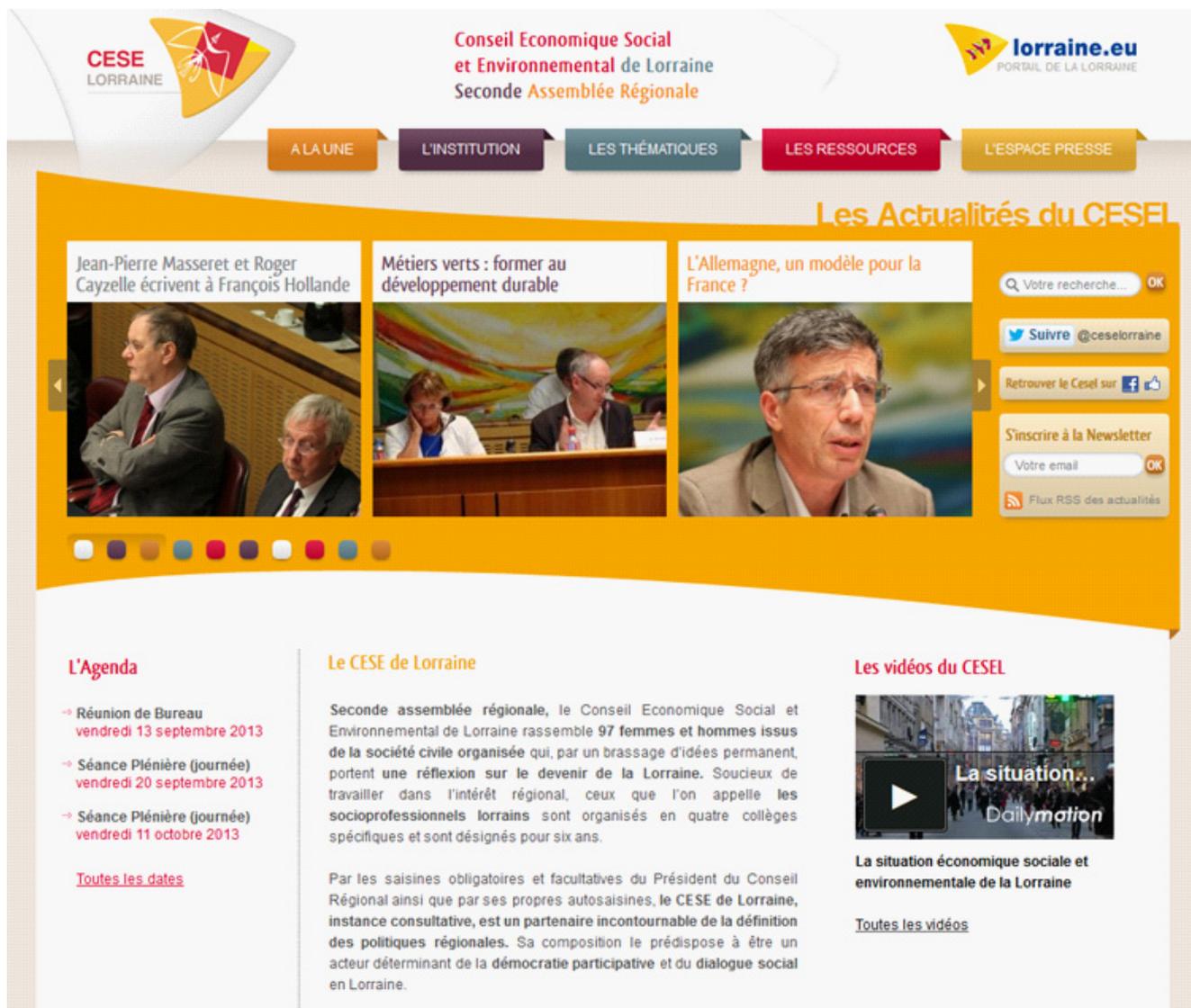
Le site [www.ceselorraine.eu](http://www.ceselorraine.eu) s'adresse aussi directement aux journalistes : il inclut un espace presse répertoriant communiqués de presse, fichiers audios et vidéos ainsi que visuels haute définition.

Le site web s'adapte également aux terminaux mobiles et propose un affichage et une navigation spécifiques aux écrans de petite taille.

### 4.2.4 Création d'une newsletter

La mise en ligne du nouveau site internet s'est effectuée parallèlement à la création d'une newsletter, réalisée sur la même base graphique et qui rappelle, sur abonnement en ligne, les principales actualités et rendez-vous du CESE de Lorraine. Le choix a été fait de mettre en avant photos et éléments rédactionnels de qualité, tout en offrant au lecteur d'autres types de contenus, tels que vidéos, agenda, et dernières publications.

Cette nouvelle newsletter se substitue à une autre forme de mailing qui existait précédemment, la lettre «breaking-digest», alors davantage portée sur l'agenda du Président et des conseillers, mais qui ne développait toutefois pas suffisamment les réflexions portées par l'Assemblée.



Capture d'écran de la page d'accueil du site web du CESE de Lorraine refondu



**CESE**  
LORRAINE

**Conseil Economique Social  
et Environnemental de Lorraine**  
Seconde Assemblée Régionale

>> NEWSLETTER N°3 - JUIN 2013

## A la Une

mardi 02 juillet 2013



### L'Allemagne, un modèle pour la France ?

Guillaume Duval, rédacteur en chef d'Alternatives économiques, et auteur de l'essai «Made in Germany : le modèle allemand au-delà des mythes» (Seuil, 2013) était l'invité du CESE de Lorraine le 2 juillet à l'occasion d'une séance plénière "Grands Témoins", ouverte à tous.

## Les autres actus du CESEL

### Pacte Lorraine - Le CESEL a tenu séance



Ce vendredi 21 juin, le CESE de Lorraine s'est réuni sur la journée en séance plénière pour étudier plusieurs dossiers inscrits à l'ordre du jour.

EN SAVOIR PLUS

### 462 jours : la durée moyenne du chômage en Lorraine



Le CESE de Lorraine propose, dans son 44ème Tableau de Bord, une analyse de la situation économique et sociale de la Lorraine et de la Grande Région à travers 25 indicateurs phares.

EN SAVOIR PLUS

## L'agenda

- Réunion de Bureau  
vendredi 13 septembre 2013
- Séance Plénière (journée)  
vendredi 20 septembre 2013

Toutes les dates

## En vidéo



La situation économique, sociale et environnementale de la Lorraine

Capture d'écran de la newsletter du CESE de Lorraine



# ET DEMAIN, LE CESEL ?



5ème partie



## 5.1 - Composition future de l'Assemblée : ce qui va changer

En application de la circulaire du 27 juin 2013 relative au renouvellement des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux, mais aussi parce qu'il s'agit là d'un engagement fort de l'Assemblée qui se veut plus proche des réalités régionales d'aujourd'hui, la nouvelle composition du CESE de Lorraine témoignera d'une féminisation et d'un rajeunissement des effectifs, tout en portant une attention particulière à la diversité des origines et des parcours. De même, elle favorisera la représentation des acteurs régionaux de l'économie sociale et solidaire.

Afin de donner aux jeunes une plus grande place dans l'espace public institutionnel, le CESEL accueillera davantage de jeunes et de représentants des organisations de jeunesse au sein des 1er et 3ème collèges (5 à 6 postes minimum). Par ailleurs, dans le 4ème collège, celui des personnalités qualifiées, 50% des membres seront âgés de moins de 30 ans.

La féminisation de l'Assemblée se traduira par la nomination d'au moins 40% de femmes. Le Gouvernement veillera ensuite à l'inscription dans le droit du principe de parité qui s'appliquera plei-

nement à l'occasion du renouvellement suivant des CESE régionaux.

Par ailleurs, les acteurs de l'économie sociale et solidaire seront invités à siéger au sein des 1er et 3ème collèges. Le 1er collège pourra en effet comporter des représentants nommés « par les responsables des entreprises coopératives exerçant une activité de production dans la région ».

Conformément aux préconisations du comité interministériel de la lutte contre l'exclusion, des personnes en situation de pauvreté et de précarité seront également conviées à participer aux travaux du CESE de Lorraine, sans pour autant intégrer l'Assemblée (un siège pour la réduction des exclusions et des inégalités sociales existant déjà au sein du 3ème collège).

Enfin, et prenant ainsi en compte le caractère résolument frontalier de notre région, un représentant du Land de Sarre et un représentant du Grand-Duché de Luxembourg siégeront pour la première fois au sein du 3ème collège du CESE de Lorraine.

## 5.2 - Travaux en cours et à venir

Plusieurs contributions, communications et rapports sont d'ores et déjà engagés au CESE de Lorraine.

### 5.2.1 Développement économique

#### Rapport - Repenser le soutien aux entreprises

**Président du Groupe de Travail :**  
**Maurice Grunwald**

En France comme en Lorraine, le contexte mondial récent contraint les entreprises à développer leurs capacités d'adaptation et redéployer rapidement leur stratégie, alors qu'une nouvelle gestion de la rareté des ressources s'impose. Parallèlement, le cadre légal des interventions économiques des collectivités est remis en cause, alors même que l'Etat souhaite ré-impulser une politique industrielle avec des outils nouveaux et des moyens réduits.

Peut-on identifier dans ce nouveau paysage les formes souhaitables de soutien public aux entreprises lorraines ? En déterminer la nature, les formes et les canaux d'intervention ? Et proposer ainsi à la Région des pistes d'action pour la reformulation des procédures d'intervention ?

#### Communication - Economie sociale et solidaire

**Présidente du Groupe de Travail :**  
**Marie-Madeleine Maucourt**

Avec un peu plus de 80 000 salariés, la Lorraine représente environ 3% des effectifs de l'Economie Sociale et Solidaire, filière prioritaire du Conseil Régional. Aussi, un peu plus d'un salarié lorrain sur 10 est employé par des structures de l'ESS au sein de 6 400 établissements. Au niveau national, un projet de loi du ministre délégué Benoît Hamon vise à consolider l'ESS, en en faisant un secteur à part entière et en délimitant son périmètre. Au cœur de cette actualité, le groupe de travail s'attachera à dresser un portrait de l'ESS en région, tout en rappelant les pistes d'évolution, en termes de développement et d'emploi.

#### Rapport SITECO 2013

**Président du Comité de Pilotage :**  
**Gilbert Krausener**

Outre le désormais traditionnel diagnostic sur les trois piliers du développement durable que sont l'économie, le social et l'environnemental, deux thématiques particulières seront mises en exergue cette année afin de mieux identifier les

leviers régionaux stratégiques :

- Une analyse territoriale, par zone d'emploi, de la situation économique et sociale actuelle ;
- Une étude sur les potentiels communs de développement entre la Sarre, la Lorraine et le Luxembourg.

## 5.2.2 Image

### Rapport - Une nouvelle image à construire pour renforcer l'attractivité lorraine

Président du Groupe de Travail :

Roger Cayzelle

Rapporteur : Philippe Buron-Pilâtre

Alors même qu'elle est très affaiblie, la Lorraine souffre d'un déficit d'image et d'attractivité qui ne s'améliore pas. La remobilisation lorraine apparaît difficile en interne mais plus encore en externe. Il est donc essentiel de redonner confiance aux Lorrains eux-mêmes et d'afficher une image plus visible et plus forte, véritablement attractive.

Le groupe de travail tentera de construire une image attractive de la Lorraine en précisant les éléments propres, d'une part, à renforcer la confiance et l'adhésion des Lorraines et des Lorrains, et d'autre part, à donner à la Lorraine une attractivité nouvelle en s'appuyant sur ses atouts différenciants, tout en proposant des pistes de collaboration et de partenariat pour soutenir cette démarche.

*la semaine 19/01/2012*

**ROGER CAYZELLE, PRÉSIDENT DU CESEL**

## "Si les gens ne viennent pas c'est fini !"

**U**n soleil radieux illumine le bureau de Roger Cayzelle. Depuis trois jours, il fait beau en Lorraine. Miracle ! « Pas tant que ça » répond le président du conseil économique, social et environnemental de Lorraine. D'emblée, il nous sort les chiffres d'ensoleillement de la région par an : 1 600 heures contre 2 700 à Nice. Comme quoi, tout est relatif. Certes, mais Roger Cayzelle avoue quand même que le climat est un des freins à l'installation dans la région.



les villes se vident. « En 2011, l'agglomération de Metz n'a gagné que 500 habitants. On assiste à un étalement urbain dans les villes de la première couronne pour les plus aisés, dans la deuxième pour les autres ».

**Le signal d'alerte est donné :** « Si les gens ne viennent pas c'est fini », réplique Roger Cayzelle. Comment les faire venir ? Tout le débat est de rendre la région attractive. Ce qui, quoiqu'en dit la campagne de communication « Je veux Metz » n'est pas gagné. « Quand on entend Thierry Ardisson dire à Jean-Jacques Aillagon "pas de chance vous êtes né à Metz", on se dit qu'il y a encore beaucoup de travail à faire. Nous sommes toujours cette

**région de l'Est que les gens ne connaissent pas et n'ont pas envie de connaître »,** estime Roger Cayzelle qui tord également le cou à cet argument rassurant qui confère à la région des richesses méconnues. En gros, ce qui consiste à dire que quand on connaît Metz et la région, on tombe amoureux et on reste. « Le phénomène est moins massif qu'on le croit ».

**Pôles métropolitains**

Pourquoi ? « Parce que Metz n'est pas une métropole. Un exemple : il n'y a plus de bus après 20h15 ». La solution prônée par Roger Cayzelle est connue. Elle consiste à créer des pôles métropolitains c'est-à-dire redonner aux villes un pouvoir d'attraction. « Il faut que Metz ou Nancy deviennent des villes où il faut aller, où les créatifs, les bobos se sentent bien. Quand je vais dans le Sud, un ami me dit "chez vous les villes sont cosy, agréables". Voilà, c'est cette partie-là qu'il faut gagner ».

**Pour cela, trois axes doivent être développés :** la culture, la formation, la santé. Pompidou a bien aidé le premier. « L'effet de modernité est

**extrêmement fort »** admet Roger Cayzelle. L'université Lorraine et le pôle hospitalier de Mercy travaillent dans le sens du deuxième et du troisième axes. Donc... on n'est pas si mal. Oui et non. Le changement est aussi une affaire de mentalité. Que les allers-retours entre Metz et Nancy deviennent des gestes naturels, que le Mettis soit perçu par tous comme un grand pas en avant... Quelques exemples cités par Roger Cayzelle pour que la révolution des consciences se mette en route.

**« Il nous faudra 10 ans pour créer cet effet grande ville, pour réussir ce que Lille, Strasbourg ou Rennes ont accompli ».** Tout cela passera également par un changement dans la perception économique de la région c'est-à-dire l'exploitation de nouvelles filières telles que l'eau ou les matériaux. La Région doit trouver de nouvelles aspirations et inspirations. Tout ça dans un contexte international compliqué. Dur, dur. »

Aurélie Sallans

La Semaine - 19 janvier 2012

## 5.2.3 Développement durable

**Contribution du CESEL au débat public sur le Centre Industriel de stockage GEOlogique des déchets radioactifs (CIGEO) en Meuse/Haute-Marne**

**Président du Groupe de Travail :  
Raymond Frenot**

La problématique des déchets nucléaires est un sujet complexe sur le plan scientifique et technique, sensible du point de vue sociétal et environnemental, et hautement stratégique pour la filière nucléaire française.

Analyser le projet dans toutes ses composantes afin de produire un avis argumenté en ayant eu connaissance de l'ensemble des éléments de débat est l'objectif de ce groupe de travail qui étudiera ainsi plusieurs thèmes parmi lesquels la durée de l'entreposage, le possible stockage direct du combustible usé, les notions de sûreté et de réversibilité, l'implantation en surface ou encore les questions d'infrastructures de transport et d'accueil, d'emplois et de maîtrise d'ouvrage.

## 5.2.4 Emplois et compétences

**Seconde Partie du Rapport sur les Formations et le Développement Durable**

**Présidente du Groupe de Travail :  
Madeleine Thiébaud**

Le groupe de travail sur les formations et le développement durable a présenté, en juin 2013, la première phase de son rapport qui ciblait plus particulièrement le secteur du bâtiment, significatif et en première ligne dans la lutte contre le changement climatique et la consommation énergétique. Il poursuivra ses travaux dans un second temps sur les secteurs de l'agriculture et de la forêt, tout aussi importants sur le plan environnemental.

**Sécurisation des parcours professionnels, Orientation et CPRDFP**

Les trois groupes de travail de la Commission 2 : Sécurisation des parcours professionnels, Orientation, et CPRDFP se proposent de fusionner en vue de mutualiser les travaux précédemment entrepris sur les deux premiers thèmes et de les lier au point d'étape des réalisations du CPRDFP.

Une première réunion conjointe s'est tenue le 18 juillet 2013. Les thèmes à traiter, au cœur des enjeux du développement économique et social de la Lorraine, sont en adéquation avec la mise en œuvre du CPRDFP dans son ensemble.

## 5.2.5 Questions territoriales

### Communication – Les liens de la Lorraine vers le Sud : réalités, enjeux et pistes de développement

**Président du Groupe de Travail :**  
**Christian Biston**

La tendance économique, associée au renouveau démographique de certaines zones d'emploi, tend à déplacer le centre de gravité de la Lorraine vers le nord, alors que d'autres zones d'emploi du sud de la région connaissent une situation très difficile. Ce processus porte le risque de marginaliser et de désertifier les territoires du sud lorrain, fragilisant au final l'ensemble du territoire régional. La question des relations de la Lorraine avec d'autres territoires du Grand Est (sud de l'Alsace, Franche-Comté, Bourgogne, Haute-Marne) se pose. Le développement de synergies entre entreprises du même secteur, la connexion de l'A31 et sa liaison avec les autres autoroutes dans sa partie sud, la mise en œuvre de nouvelles infrastructures de transport (LGV Rhin-Rhône, Canal Saône-Moselle) ouvrent des perspectives sur des territoires plus éloignés.

Dès lors, comment dynamiser les relations de la Lorraine vers le sud afin de faire face au déséquilibre du territoire lorrain ? Comment lancer la diversification des échanges et le développement de nouvelles activités ?

### Alzette-Belval

**Présidente du Groupe de Travail :**  
**Estelle Pochat**

Près de deux ans après la publication d'une première communication « Alzette-Belval, l'émergence d'une éco-agglomération au cœur de la Grande Région », un groupe de suivi poursuit son travail de réflexion, de veille et d'auditions sur l'état d'avancement de ce projet d'aménagement du territoire franco-luxembourgeois.

## 5.2.6 Mobilités

### Route durable

Les réflexions du CESEL autour de la route durable visent à sortir de la vision parfois trop caricaturale de la route : tous les territoires ne pourront être connectés au ferroviaire ou au fluvial, la route conserve donc une place complémentaire dans la chaîne des déplacements, si tant est que l'ensemble des acteurs de la route soient associés à cette nouvelle approche durable, et que l'on obtienne de la part des usagers leur adhésion.

Plus généralement, il s'agit de favoriser les conditions de l'intermodalité en développant une nouvelle conception de l'infrastructure routière « post Grenelle » de l'environnement.

## 5.2.7 Cohésion sociale

### Jeunes et santé

**Président du Groupe de Travail :**  
**Bernard Nicolle**

Un rapport du CESEL sur « Les jeunes de 16 à 25 ans » de 2007 relève que si la majorité des jeunes Lorrains est en bonne santé, « il ne faut pas ignorer ou sous-estimer la situation de 10 à 15% des jeunes (majoritairement des filles) qui pourraient être confrontées à des problèmes graves de santé si aucune action préventive n'est conduite tant qu'il est encore temps ».

L'émergence d'une nouvelle pauvreté de la jeunesse, qui engendre des inégalités d'accès aux soins et des inégalités de santé, conduit le CESEL à livrer un diagnostic de l'état de santé des jeunes Lorrains pour identifier les éventuelles conduites à risques, réfléchir à l'accès des jeunes à la santé, et plus particulièrement leur santé au travail. Ceci pour répondre à une question majeure : quelle politique régionale de santé des jeunes en Lorraine?

### Logement

**Président du Groupe de Travail :**  
**Patrick Meyer**

L'objectif du groupe de travail est d'élaborer des propositions pour maîtriser les divers enjeux qui se présentent au secteur du logement, en termes de :

- développement économique : en recherchant tous les facteurs d'attractivité

et en veillant à lutter contre les ruptures économiques

- d'aménagement du territoire : en rééquilibrant les ruptures territoriales, en proposant des stratégies d'urbanisation dans le cadre des enjeux environnementaux, et en favorisant l'émergence d'actions innovantes

- de cohésion sociale : en reconsidérant la politique de rénovation urbaine et en se penchant plus particulièrement sur le logement des jeunes, des personnes âgées, et des ménages précaires.

## 5.2.8 Budget et finances

### PO 2014-2020 - Fonds européens

**Président du Groupe de Travail :**  
**Jean-Claude Thomas**

Le Conseil Régional de Lorraine a souhaité associer le CESE de Lorraine à l'évaluation ex ante et à l'évaluation environnementale des Programmes Opérationnels 2014-2020, dont l'enveloppe financière globale, actée par le Conseil Européen des 7 et 8 février 2013, s'élève à 959,9 milliards d'euros.

La Lorraine a été reconnue comme Région dite intermédiaire (PIB compris entre 75% et 90% de la moyenne communautaire) ce qui devrait lui permettre de garder une enveloppe similaire à celle obtenue pour la précédente programmation, malgré la réduction de l'enveloppe communautaire. Lors de la précédente programmation, la Lorraine a bénéficié de 329 millions d'euros pour le FEDER et de 127 millions d'euros pour le FSE.

Une première réunion du Comité de Pilotage a eu lieu début septembre afin de définir les contours d'intervention du CESEL.

### **Finances régionales / Réforme des collectivités territoriales**

**Présidente du Groupe de Travail :**  
**Marie-Madeleine Maucourt**

Quelques temps après la publication d'un rapport d'étape consacré à la fiscalité locale, les réflexions du groupe de travail sur les finances régionales et la réforme des collectivités territoriales se poursuivent mais dépendent maintenant de l'agenda de l'Acte III de la décentralisation, en cours d'élaboration.

Les réformes de 2013 portent en effet sur le mode de scrutin des collectivités territoriales et sur une clarification des compétences des régions, départements, intercommunalités et communes.

### **PPP – Partenariats Public-Privé**

**Présidente du Groupe de Travail :**  
**Marie-Madeleine Maucourt**

Les collectivités, ainsi que l'Etat, doivent faire face à un niveau d'endettement de plus en plus élevé et à une capacité d'investissement de plus en plus faible qui les conduisent à imaginer de nouvelles solutions de financement des investissements. Partant de ce constat, le CESEL poursuit ses recherches pour mesurer l'importance des investissements publics en Lorraine en termes de retombées économiques et de perspectives tout en étudiant l'éventualité de systèmes alternatifs.

## **5.2.9 Prospective**

### **Lorraine 2030 : quelle citoyenneté ?**

**Président de la Section Prospective :**  
**Raymond Bayer**

Par cette contribution, les membres de la Section Prospective du CESE de Lorraine souhaitent poser la question du poids des volontés individuelles et collectives pour changer les choses et tendre vers un développement régional harmonieux. C'est donc avec la question du rôle des citoyens et de la société civile organisée que sera ainsi posée en filigrane la réalité d'une démocratie active au bénéfice de la vitalité d'un territoire et de ses habitants.

La société civile organisée s'entend ici comme l'ensemble des représentants des corps intermédiaires, des associations, des structures qui participent, au-delà des institutions politiques, à la vie de la cité.



# ANNEXES



Bilan de mandature  
2007-2013  
du CESE de Lorraine



# Liste des rapports, communications et contributions spécifiques depuis novembre 2007

## 2008

**4 juin 2008**

Communication : Les armées en Lorraine, d'une histoire en devenir à une histoire sans avenir ?

**4 juin 2008**

Rapport : Mobilités-transports, regards analyses et propositions du CES Lorraine

**17 novembre 2008**

Rapport : Quel avenir pour le bassin de Toul ?

## 2009

**Janvier 2009**

Ouverture ferroviaire de la Lorraine vers le Sud - Travail exploratoire du CESEL sur les enjeux et les possibilités en vue des études CPER

**20 mars 2009**

Rapport : Construire la métropole régionale, la Lorraine ne peut plus attendre !

**Avril 2009**

Rapport : Images de la Lorraine, une enquête sociologique auprès d'habitants de Lorraine

**15 juin 2009**

Communication : La filière automobile lorraine en danger ?

**15 juin 2009**

Communication : Une crise du crédit en Lorraine, mythe ou réalité ?

**23 octobre 2009**

Contribution d'acteur dans le cadre de l'enquête publique sur le projet de gare d'interconnexion TER-TGV à Vandières

## 2010

### 12 février 2010

Communication : La Lorraine en mutations, 1ère contribution de la Section Prospective à la réflexion : quelle citoyenneté pour quelle Lorraine dans 20 ans ?

### 18 juin 2010

Rapport : Mobilités métropolitaines, nouveau regard

### 17 septembre 2010

Rapport : Vers de nouvelles ruralités en Lorraine

### 19 novembre 2010

Rapport d'étape : De la suppression de la taxe professionnelle à une réforme en profondeur de la fiscalité locale

## 2011

### 25 février 2011

Rapport : Bâtir une véritable filière bois en Lorraine

### 25 février 2011

Contribution relative à l'avant-projet de Schéma National des Infrastructures de Transport (SNIT)

### 24 juin 2011

Avis sur le Contrat de Plan Régional de Développement des Formations Professionnelles (CPRDFP)

### 24 juin 2011

Communication : La refonte de l'intercommunalité, un enjeu majeur pour la Lorraine

### 23 septembre 2011

Rapport : Conciliation vie familiale vie professionnelle, un enjeu pour le développement économique de la Lorraine et l'attractivité de ses territoires?

### 19 octobre 2011

Rapport : L'Allemagne, partenaire incontournable de la Lorraine

## 2012

### 23 janvier 2012

Communication : Alzette-Belval, l'émergence d'une éco-agglomération au cœur de la Grande Région

### 23 mars 2012

Communication : Tourisme en Lorraine, moteur d'images, vecteur économique

### 23 mars 2012

Avis sur le Projet Régional de Santé 2012/2017 (PRS)

### 19 octobre 2012

Avis sur le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) et son annexe le Plan éolien

### 14 décembre 2012

Communication d'étape : Le numérique, une révolution ? (Réseaux et usage du numérique en Lorraine)

## 2013

### 8 février 2013

Indicateurs territoriaux du développement durable (ITDD) de la Lorraine 2013

### 8 février 2013

Communication : Spectacle vivant en Lorraine, Acte I

### 12 avril 2013

Rapport : Aéroport Metz-Nancy-Lorraine, la reconquête

### 12 avril 2013

Contribution aux travaux de la Commission « Mobilité 21 » chargée d'élaborer le prochain Schéma National de Mobilité Durable (SNMD), remplaçant du SNIT

### 24 mai 2013

Contribution au débat sur la transition énergétique (DTE)

### 21 juin 2013

Rapport : Formations et développement durable – Première phrase, le bâtiment

### 20 septembre 2013

Rapport : La Lorraine numérique: constats, enjeux et opportunités

### 20 septembre 2013

Communication : Les politiques conjoncturelles d'aide à l'emploi des jeunes en Lorraine

### 20 septembre 2013

Communication : L'eau en Lorraine : état de la ressource, attentes, pistes de progrès

# Liste des partenariats avec l'INSEE

## 2009

### Juillet 2009

Migrations résidentielles, la Lorraine peu attractive pour les jeunes actifs qualifiés

### Juillet 2009

La population active lorraine à l'horizon 2020, des inflexions à soutenir pour enrayer une baisse engagée dès 2006

### Décembre 2009

Une réévaluation du travail frontalier lorrain au Luxembourg, l'apport de données longitudinales

## 2010

### Février 2010

Nouvelles ruralités en Lorraine, un « désir de campagne » limité à quelques espaces résidentiels et récréatifs

### Février 2010

La prospective en Lorraine, un essai de synthèse fondée sur le modèle de la base économique

### Juin 2010

Pour une prospective de l'amélioration de la performance énergétique du parc des logements lorrains

### Septembre 2010

Impacts du travail frontalier en Lorraine: entraînement de l'emploi et développement du présentiel, avec effet d'ombre à la frontière

### Novembre 2010

Les services à la personne en Lorraine : un potentiel d'emplois à développer

### Décembre 2010

Liens emploi-formation, de la théorie aux réalités du marché du travail lorrain

## 2011

### Avril 2011

Center Parcs du Domaine des Trois Forêts, plus de 600 emplois nouveaux et un pôle touristique majeur

### Juin 2011

L'économie sociale en Lorraine, un secteur attractif pour les femmes

### Septembre 2011

SCoT de l'agglomération messine, se rendre attractif pour relancer la dynamique démographique

## 2012

### Février 2012

La population active en 2030, menaces sur l'Est mosellan et les franges Ouest de la région

### Mars 2012

Familles en Lorraine, un effritement du modèle traditionnel

### Mars 2012

Lorraine, une analyse multidimensionnelle du bien-être

### Décembre 2012

Discriminations sur le marché du travail, la Lorraine bonne élève, mais peut mieux faire

## 2013

### Avril 2013

Population active lorraine, une ressource en baisse dès 2020

### Septembre 2013

Ouverture de la Lorraine vers le sud : des relations à amplifier

# Liste des conférences-débat (Grands Témoins, Entretiens du CESE et autres évènements)

## 2008

### 5 février 2008

Présentation d'une étude sur l'entreprise et le fait transfrontalier élaborée par PwC Luxembourg

### 27 mars 2008

Congrès extraordinaire CRL/CESE consacré à l'avenir industriel de la Lorraine

## 2009

### 29 mars 2008

Les Entretiens du CES en partenariat avec le forum IRTS avec Irène Théry, sociologue

### 10 octobre 2008

Audition de Mireille Faugère, directrice du service Grands Voyageurs à la SNCF et d'Alain Declerq, directeur adjoint de fret SNCF

## 2009

### 23 juin 2009

Les Entretiens du CES avec Nicole Notat, ancienne secrétaire générale de la CFDT

### 21 octobre 2009

Les Entretiens du CES avec Bertrand Hervieu, Inspecteur Général de l'Agriculture et ancien Président de l'INRA

## 2010

### 10 mars 2010

Les Entretiens du CES avec Camille Peugny, sociologue

### 29 septembre 2010

François Villeroy de Galhau, Directeur du réseau France de BNP-Paribas et Nicolas Bouzou, économiste et Directeur de la société d'analyse et de prévisions économiques Asterès, Grands Témoins du CESE de Lorraine

## 2011

### **2 février 2011**

Pierre Lescure, directeur artistique du Théâtre Marigny, Grand Témoin du CESE de Lorraine

### **20 avril 2011**

Les Entretiens du CESE avec Yves Sintomer, sociologue

### **23 juin 2011**

Jean-Paul Delevoye, Président du CESE de la République, Grand Témoin du CESE de Lorraine

### **12 octobre 2011**

Antonio Casilli, Maître de Conférences Télécom Paristech, Chercheur associé au Centre Edgar-Morin, IIAC-EHESS Paris

### **8 décembre 2011**

Virginie Raison, Chercheur-analyste en relations internationales, Directrice du Lépac (Laboratoire de recherche appliquée en géopolitique et prospective), Grand Témoin du CESE de Lorraine

## 2012

### **28 février 2012**

La pauvreté en Lorraine, une responsabilité à partager

### **15 juin 2012**

Jean-Louis Beffa, Président d'Honneur et Administrateur de la Compagnie de Saint-Gobain, Grand Témoin du CESE de Lorraine

### **22 juin 2012**

Jean Viard, sociologue et Directeur de recherche CNRS au CEVIPOF

### **20 septembre 2012**

Rentrée des CESER de France en Lorraine

### **11 octobre 2012**

Xavier Beulin, Président de la FNSEA, Président du CESE de la région Centre, Grand Témoin du CESE de Lorraine

## 2013

### **2 juillet 2013**

Guillaume Duval, Rédacteur en chef d'Alternatives Economiques, Grand Témoin du CESE de Lorraine « l'Allemagne, un modèle pour la France ? »







**CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE LORRAINE**

Hôtel de Région - Place Gabriel Hocquard  
BP 81004 - 57036 Metz Cedex 1  
Tél. 03 87 33 60 26 - Fax 03 87 33 61 09

[www.ceselorraine.eu](http://www.ceselorraine.eu) - [cese@lorraine.eu](mailto:cese@lorraine.eu)  
[www.facebook.com/ceselorraine](https://www.facebook.com/ceselorraine)  
[www.twitter.com/ceselorraine](https://www.twitter.com/ceselorraine)

**OCTOBRE 2013**